

# HANSISCHE GESCHICHTSBLÄTTER

HERAUSGEGEBEN

VOM

HANSISCHEN GESCHICHTSVEREIN

90. JAHRGANG



1972

BÖHLAU VERLAG KÖLN WIEN



# HANSISCHE GESCHICHTSBLÄTTER

HERAUSGEGEBEN  
VOM  
HANSISCHEN GESCHICHTSVEREIN

90. JAHRGANG



1972

BÖHLAU VERLAG KÖLN WIEN

## REDAKTION

Aufsatzteil: Prof. Dr. Ahasver von Brandt, Heidelberg  
Hansische Umschau: Prof. Dr. Rolf Sprandel, Hamburg

---

Zuschriften, die den Aufsatzteil betreffen, sind zu richten an Herrn Prof. Dr. Ahasver von Brandt, 69 Heidelberg, Blumenthalstr. 24; Besprechungsexemplare und sonstige Zuschriften wegen der Hansischen Umschau an Herrn Prof. Dr. Rolf Sprandel, Historisches Seminar der Universität, 2 Hamburg 13, Von-Melle-Park 6, IX.

Manuskripte werden in Maschinschrift erbeten. Korrekturänderungen, die einen Neusatz von mehr als einem Zehntel des Beitragsumfanges verursachen, werden dem Verfasser berechnet. Die Verfasser erhalten von Aufsätzen und Miscellen 20, von Beiträgen zur Hansischen Umschau 5 Sonderdrucke unentgeltlich, weitere gegen Erstattung der Unkosten.

Die Lieferung der Hansischen Geschichtsblätter geschieht auf Gefahr der Empfänger. Kostenlose Nachlieferung von verlorengegangenen Sendungen erfolgt nicht. Bezugsnachweis für frühere Veröffentlichungen des Hansischen Geschichtsvereins im Jahrgang 86, 1968, S. 210—214.

Die Veröffentlichung dieses Bandes im vorliegenden Umfang wurde durch eine dankenswerte größere Beihilfe der Possehl-Stiftung zu Lübeck ermöglicht.

Die in dieser Zeitschrift veröffentlichten Beiträge sind urheberrechtlich geschützt. Übersetzung, Nachdruck — auch von Abbildungen —, Vervielfältigung auf photomechanischem oder ähnlichem Wege oder im Magnettonverfahren, Vortrag, Funk- und Fernsendung sowie Speicherung in Datenverarbeitungsanlagen — auch auszugsweise — bleiben vorbehalten. Werden von einzelnen Beiträgen oder Teilen von ihnen einzelne Vervielfältigungsstücke im Rahmen des § 54 UrhG hergestellt und dienen diese gewerblichen Zwecken, ist die dafür nach Maßgabe des Gesamtvertrages zwischen der Inkassostelle für urheberrechtliche Vervielfältigungsgebühren GmbH, 6 Frankfurt/M., Großer Hirschgraben 17—21, und dem Bundesverband der Deutschen Industrie e. V., 5 Köln, Habsburgerring 2—12, vom 15. 7. 1970 zu zahlende Vergütung an die Inkassostelle zu entrichten. Die Vervielfältigungen sind mit einem Vermerk über die Quelle und den Vervielfältiger zu versehen. Erfolgt die Entrichtung der Gebühren durch Wertmarken der Inkassostelle, so ist für jedes vervielfältigte Blatt eine Marke im Werte von DM 0,40 (bzw. DM 0,15) zu verwenden.

---

# INHALT

## Aufsätze

- Guerre de course et piraterie à la fin du Moyen Age: Aspects économiques et sociaux. Position de problèmes. Par Michel Mollat (Paris). . . . . 1
- Die Hanse und der Deutsche Orden unter den Hochmeistern Heinrich von Plauen und Michael Kuchmeister. Von Günter Ketterer (Heidelberg) 15
- Commercia und Religion 1585. Der hansisch-protestantische Konflikt um Ostfriesland im Niedersächsischen Reichskreis. Von Christof Römer (Berlin) . . . . . 40

## Miszellen

- Zur Datierung des Rostocker Stadtschreiber-Berichtes über die Verhandlungen in Kopenhagen und vor Hälsingborg im Sommer 1360 (?). Von Jochen Goetze (Heidelberg) . . . . . 63
- Zu einer neuen Beurteilung der dänischen Königspolitik im letzten Drittel des 14. Jahrhunderts. Von Ahasver von Brandt (Heidelberg) . . . 72
- Entdeckungsgeschichte und Legendenbildung. Von Günter Moltmann (Hamburg) . . . . . 76
- Ostfriesland und Niederländer in der Neugründung Glückstadt von 1620 bis 1652. Von Gerhard Köhn (Soest) . . . . . 81

## Hansische Umschau

- In Verbindung mit Norbert Angermann, Ahasver von Brandt, Paul Heinsius, Pierre Jeannin, Martin Last, George D. Ramsay, Herbert Schwarzwälder, Hugo Weczerka und anderen bearbeitet von Rolf Sprandel
- Allgemeines . . . . . 84
- Schiffbau und Schifffahrt . . . . . 90
- Vorhansische Zeit . . . . . 96
- Zur Geschichte der einzelnen Hansestädte und der niederdeutschen Landschaften . . . . . 105
- Westeuropa . . . . . 138
- Skandinavien . . . . . 147
- Osteuropa . . . . . 155
- Autorenregister für die Umschau . . . . . 166
- Mitarbeiterverzeichnis . . . . . 167
- Für die Hanseforschung wichtige Zeitschriften (Abkürzungsverzeichnis) 168

## Nachrichten vom Hansischen Geschichtsverein

- Jahresbericht 1971 . . . . . 172



# GUERRE DE COURSE ET PIRATERIE À LA FIN DU MOYEN AGE: ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX · POSITION DE PROBLÈMES\*

par

MICHEL MOLLAT

Il est malaisé de distinguer la course et la piraterie. L'une et l'autre partagent le caractère d'être des entreprises guerrières ou des opérations occasionnelles menées par des particuliers à des fins de profit aux dépens de navires marchands. Elles se différencient cependant sur le plan juridique. La piraterie est une action élémentaire, sans caractère institutionnel et s'exerce contre n'importe quel bâtiment de commerce; elle n'invoque aucune autre justification que la force et ne rend de compte à aucune autorité. En revanche, la course jouit de l'aveu des autorités publiques dont le corsaire est ressortissant et s'exerce soit à titre de représailles contre des coupables ou leurs complices présumés soit contre les étrangers ressortissants d'un Etat ennemi; pour se justifier, le corsaire excipe de lettres de marque ou de lettres de commission. Ces différences juridiques correspondent à un décalage chronologique. La piraterie, forme „sauvage“ du banditisme, a débuté partout, une fois que les relations maritimes entre pays eussent commencé à se développer; Thucydide l'avait observé pour l'Antiquité<sup>1</sup>. La course fut, à l'origine, une réaction d'autodéfense contre les pirates. La disparition de la piraterie correspond à l'essor de l'Etat et aux progrès de la paix publique; au contraire, la course fut „récupérée“ par la puissance publique, qui en normalisa, encadra, utilisa et contrôla les initiatives et la force, et en fit un instrument auxiliaire de son action.

En une certaine mesure, par conséquent, il est possible d'établir une corrélation entre le climat politique et la tonalité économique d'une part et la pratique de la piraterie et de la course, d'autre part, à la fois dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace, en fonction des différences de niveaux de développement; ainsi la piraterie a subsisté dans les mers du Sud et d'Extrême-Orient à l'époque contemporaine. Dans le temps, la piraterie fut combattue par les progrès de la puissance publique aussi bien dans l'Antiquité, lorsque Pompée fut investi par la *lex Gabinia* de pouvoirs et de moyens spéciaux pour la réprimer, qu'au milieu du Moyen Age européen lors du renouveau de l'Etat. De même, la réglementation de la course apparaît avec les progrès du droit et des institutions publics,

---

\* Conférence donnée le 2 juin 1971 à la 87. Jahresversammlung des Hansischen Geschichtsvereins (Hildesheim)

<sup>1</sup> Guerre du Péloponèse, liv. I, ch. 5, éd. et trad. franç. par J. de Romilly, Paris 1953, p. 3.

en même temps que s'anonce l'économie commerciale moderne. Ainsi se justifie le choix de la fin du Moyen Age pour tenter une analyse de ces faits. De la fin du XIV<sup>e</sup> siècle à celle du XV<sup>e</sup>, sur les mers de l'Europe, la distinction tend à se définir entre course et piraterie. Lentement et difficilement, il est vrai.

La piraterie n'est-elle pas demeurée, en fait, un état habituel de l'univers marin jusqu'à une époque récente? D'ailleurs, où commence et où finit la piraterie? Les limites sont imprécises et furent contestées. Tel navire pourvu de lettres de course put être considéré comme pirate par sa victime, et vice-versa, car on impute toujours le mal à son adversaire. La notion est relative: pour l'autre, on passe aisément pour pirate. Il arrivait que tel paisible capitaine se transformât en pirate de manière imprévisible car l'occasion fait le larron. Les tribunaux maritimes ne cessèrent d'être saisis de litiges nés de ces questions jusqu'au moment où la course elle-même fut bannie par le droit international public au congrès de Paris en 1856.

En définitive, l'analyse du fait historique constitué par la piraterie et la course doit s'insérer, semble-t-il, dans une perspective de longue durée; mais pour être précis et utile, il convient de les considérer à un moment et en une région significatifs d'un point de vue spécifique commun aux deux phénomènes. Nous avons vu pourquoi la fin du Moyen Age s'y prête particulièrement. Dans l'espace, nous retiendrons spécialement l'Europe du Nord-Ouest, et plus particulièrement les mers nordiques; l'opportunité du présent congrès nous y conduit, mais nous y sommes induit également par l'accélération, à ce moment, de la circulation maritime entre les diverses régions de l'Europe.

C'est qu'en effet l'insertion de la course et de la piraterie dans l'économie commerciale fait problème pour l'une et pour l'autre. Peut-on les considérer, l'une et l'autre, comme des formes authentiques de vie économique? Quelle place ont-elles tenue dans l'activité des ports? Furent-elles le fait d'aventuriers ou de véritables marchands? En quelle mesure ont-elles contribué à leur fortune? Quelle influence, enfin, ont-elles exercée sur l'ensemble des circuits commerciaux? Telles sont quelques unes des questions soulevées par la considération de la course et de la piraterie du point de vue économique et social. Il y en a, d'ailleurs, beaucoup d'autres. L'ensemble du sujet mérite une étude générale, sur le plan international. C'est pourquoi, dans la perspective de la session qu'elle tiendra en 1975, à l'occasion du Congrès international des Sciences Historiques, la Commission internationale d'histoire maritime propose à l'examen préalable des historiens les problèmes économiques et sociaux de la course et de la piraterie.

Sur le rôle économique de la piraterie, forme primaire des entreprises guerrières des particuliers, les avis ont de tous temps été partagés. Dès

l'Antiquité, Thucydide (I, V) considérait qu'elle n'avait rien de honteux et qu'elle était une façon comme une autre de vivre et d'accumuler des richesses. Cette opinion a toujours eu des partisans. Elle requiert l'examen. D'autres, plus nombreux sans doute, surtout parmi les théoriciens et les historiens de l'économie depuis Xénophon et Aristote jusqu'aux économistes contemporains, insistent sur les aspects perturbateurs et parasitaires de la piraterie et de la course et les considèrent même comme des „absurdités“ économiques. L'analyse des faits à la fin du Moyen Age peut contribuer à clarifier les notions et à en dégager les nuances.

Si le vocabulaire servant à désigner course et corsaires, piraterie et pirates ne contribue qu'imparfaitement à les distinguer, du moins traduit-elle la qualité de leur relation avec la vie économique et, mieux encore, la manière dont le langage exprime l'opinion commune sur cette relation. C'est d'abord l'idée d'aventure et de hasard: n'est ce pas le sens étymologique du mot grec „peiratès“ (πειρατής), celui qui tente fortune en se hasardant sur la mer, et celui du latin *cursus*? Les synonymes y ajoutent des nuances complémentaires. La première définit l'objet de la piraterie et de la course: la prise; elle peut s'exprimer d'une façon simplement objective rendue, par exemple, dans les mots français *capteur* et allemand *Kaper*, mais on s'exprime très souvent de façon péjorative, en faisant appel à la notion de vol, sans distinguer entre course et piraterie: le français dit: *larron*, *écumeur* ou *robeur de mer*, dont les termes allemand et anglais de *Seeräuber* et de *robber* sont voisins. Entre vol et butin, on ne distinguait guère. Au XVe siècle, le français qualifiait de butineurs de mer les corsaires aussi bien que les pirates. Mais c'est surtout à ces derniers que plus tard, au XVIIe siècle, on donna le nom de *flibustier*, équivalent du hollandais *vrij-buiter*, de l'allemand *Freibeuter*, et de l'anglais *freebooter*. Une gradation dans les nuances place le pirate hors la loi, à la différence du corsaire, avec le terme de *forban* (du latin *foris* + *bannum*). C'est donc progressivement et par étapes que la terminologie a placé le pirate dans la position du brigand par rapport à l'honnête marchand.

Si l'ambiguïté de la notion de pirate et de celle de corsaire a été si tenace, ce n'est pas seulement parce que la seconde s'est peu à peu détachée de la première, et que d'une activité à l'autre les passages ont été fréquents. L'ambiguïté vient de la parenté de leurs pratiques et même de la similitude de leurs usages avec les méthodes du commerce régulier. Un exemple en est donné, une fois de plus, par la terminologie. L'expression de *Vitalienbrüder*, qui fit fortune depuis la fin du XIVe siècle et devint synonyme de pirate, s'appliqua également à d'authentiques corsaires, pourvus de missions officielles. Dans le terme, nous retiendrons surtout l'allusion aux usages de solidarité fraternelle pour la guerre. On rapprochera de cette signification la formule employée dans un texte français un peu plus tardif (fin XVe siècle) concernant ceux qui arment

des vaisseaux en guerre „pour abutiner l'un l'autre aux prises l'un de l'autre“.

Le contenu des documents concourt, en effet, avec leur vocabulaire à exprimer les aspects positifs et négatifs des relations de la piraterie et de la course avec l'économie. Les foyers, les routes, les modalités de l'armement leur étaient communs avec le commerce maritime normal. On ne saurait s'en étonner, puisque les actions en étaient parfois les mêmes.

Ce n'est pas sans arguments qu'on insère la piraterie et surtout la course dans l'économie. Leurs champs d'action sont les mêmes: les zones les plus fréquentées par la circulation maritime, c'est à dire les approches des ports, les étroits, les points de passage nécessaires dans les conditions nautiques de la fin du Moyen Age, le voisinage des amers indispensables aux atterrissages. Ce sont au nord et au nord-ouest de l'Europe: les côtes bretonnes, la Manche, et le Pas de Calais, les chenaux des bas rivages de la Flandre au Danemark, les détroits danois surtout depuis l'ouverture du Sund. La documentation l'atteste unanimement; c'est en ce genre de lieux que se sont faites les réputations des pirates célèbres: l'Allemand Klaus Störtebeker, les Anglais Henry Pay, John Hawley, Hankyn Selandoe et Hankyn Lyoons, les Français Charles des Maretz et Mathelin de Cargaret de Dieppe, le Breton Jean de Coëtanlem et Jean Pélisson, le Dantzigois Paul Beneke, et combien d'autres. Quant aux routes infestées, ce sont celles du grand commerce: d'un côté la ligne Bruges-Lubeck vers Novgorod, de l'autre les itinéraires des Pays-Bas vers l'Angleterre de l'Est et, dans la Manche, les parcours internationaux des navires hanséates descendant vers la Baie de Bourgneuf, des Anglais vers l'Aquitaine, des Italiens remontant vers Southampton, Londres ou l'Ecluse. Les textes évoquent la présence foisonnante des écumeurs de mer faisant le guet devant les côtes, pénétrant dans les baies, remontant les estuaires. Nulle zone, cependant, n'était plus favorable aux embuscades que les abords de Bruges et plus tard d'Anvers. „Vous savez, lit-on dans une plainte bourguignonne adressée en 1415 au roi d'Angleterre Henry V, que gens de tous pays et nations repairent et se tiennent sur mer tant près des ports et havres que autrement, et qu'on n' a pas coutume de les chasser, corriger ou punir s'ils ne commettent des méfaits ou se tiennent en armes pour assaillir et léser les bons marchands.“<sup>2</sup> La course se fait là où s'offre le butin.

Corsaires et pirates ne pourchassent pas seulement les marchands sur leurs lignes de parcours, ils sont aussi présents sur les lieux de pêche. D'abord dans les eaux de la Scanie, plus tard vers l'Ouest, en mer du

---

<sup>2</sup> L. Gilliodts van Severen, *Le Cotton Ms. Galba M. I. Documents pour servir à l'histoire des relations entre l'Angleterre et la Flandre (1341—1473)*, Bruxelles 1896, n° CLXII, p. 338.

Nord sur la côte de l'Angleterre de l'Est et dans la Manche jusqu'au méridien de l'embouchure de la Seine, ils suivent les pêcheurs de hareng dans leurs déplacements saisonniers jusqu'au coeur de l'automne. Le calendrier de la course et de la piraterie correspond à celui des activités économiques. Assoupies pendant l'hiver, elles s'éveillent au printemps pour guetter les navires baltiques au sortir des détroits danois; en été puis en automne, sur les côtes bretonnes et dans la Manche, les retours de la Baie de Bourgneuf ou de l'Aquitaine offrent de fructueux butins; toute l'année, le Pas de Calais multiplie les occasions. Course et piraterie s'insinuent dans les circuits saisonniers de la circulation commerciale, mais certains types de temps sont plus favorables et la variabilité des climats maritimes détermine en toute saison les brumes propices aux embuscades: il y en a partout et d'imprévisibles, aux îles Berlingas au Portugal comme dans les ras bretons, les estuaires de la Seine, de l'Escaut et de l'Elbe comme dans les passes danoises. La servitude des mêmes conditions nautiques à proximité des côtes rend inévitable l'affrontement du simple marchand avec ses agresseurs.

Quant aux ports, il est peu de différences entre ceux du commerce et les foyers de la course et les nids de pirates. Certes la course et la piraterie se sont développées principalement et précocement dans les sites défendables et dépourvus habituellement ou temporairement d'autre option économique que la capture des cargaisons riches. Pour les habitants de Visby, Roskilde, Helgoland, des archipels frisons et zélandais, de Wight et de Jersey, de Batz, de Sein, d'Ouessant et de Groix, leurs îles, assez dépourvues, offraient au moins des repaires incomparables. La presqu'île de Saint-Malo concilie les avantages de l'isolement avec les possibilités d'un trafic régulier. Les anfractuosités des côtes rocheuses et bien des ports d'estuaire jouissaient d'avantages comparables; pour peu qu'ils soient défendables, les ports les plus naturellement paisibles ont armé en course pour l'indemnisation ou la défense de leurs marchands, voire pour leur offrir un complément de profits. Ce faisant, on appliquait tout naturellement à l'armement en guerre les méthodes de l'armement marchand. Voici donc encore une série de faits, et non des moindres, qui apparentent la course et la piraterie aux formes coutumières de l'économie maritime.

Chacun sait que l'armement privé pour des actions de guerre était un placement. Que l'on considère la Méditerranée, l'Atlantique ou les mers du Nord, il n'est pas de différence de nature ni de formes, mais seulement d'objet, entre l'armement commercial et l'armement en guerre. Dans les deux cas, des capitaux s'associent pour la possession, l'armement et l'avitaillement des navires; rarement, un seul entrepreneur en assume seul les risques. Le surnom de Vitalienbrüder est étymologiquement très clair. Les documents auxquels se réfère la documentation, quels que soient le pays ou la langue, ne connaissent pas de contradiction: copropriété,

contrats de tiercement, prêts à la grosse aventure, prêts d'argent et prêts d'armes sont pratiques communes. Il est assez original de retrouver, même dans l'armement en guerre, des associations de caractère international. Les Hanserecesse du XVe siècle suffisent à en apporter des preuves: tel navire anglais, venant de Newcastle en 1403 fut capturé par un groupe de Flamands, Normands et Prussiens associés en un même bateau; et à propos de cet épisode, mention fut faite d'un bâtiment corsaire castillan associant aux Castillans, des Bretons, des Normands, des Flamands et des Ecosais. La participation — sinon la complicité — consistait en outre dans la réception et le partage du butin dans un port étranger à celui du corsaire<sup>3</sup>.

Le partage des prises entre les corsaires associés suivait des usages analogues à ceux de la répartition des profits entre les marchands, proportionnellement aux apports et, pour le capitaine et l'équipage, selon le rang et le mérite, en tenant compte, au surplus, de ceux qui, sur d'autres navires, avaient assisté à la prise, même sans y avoir participé effectivement. Les parts de prise, portant sur le corps du navire, la cargaison et les rançons de l'équipage capturé étaient transmissibles, et les lettres de marque négociables, comme des effets de commerce. La course donnait ainsi lieu à des opérations commerciales parfois licites et reconnues, nous le verrons, par la coutume et la jurisprudence. On ne peut donc pas nier son caractère économique. Quoique illicite, et de plus en plus sanctionnée par la justice, la piraterie suivait, elle aussi, les pratiques du commerce. La documentation, et pour cause, est rare et peu explicite. Parfois néanmoins, certaines transactions semblent avoir dissimulé des opérations de piraterie. Des ventes, ou pseudo-ventes, de navires bretons à des Flamands semblent n'avoir été que d'habiles liquidations d'affaires de piraterie, moyennant un paiement léger, sinon fictif, la victime reconnaissait son agresseur pour légitime propriétaire du bateau qu'il lui avait pris. Mais, n'est-ce pas, nous sommes à la limite des pratiques commerciales et déjà dans le domaine où la force prime le droit. Il y a beaucoup à chercher sur ces divers aspects. De même, voudrait-on déterminer les profits de la course, à défaut de pouvoir les connaître pour la piraterie. La documentation à cet égard est généralement discrète, sinon muette; pour l'Europe du nord et du nord-ouest elle n'atteint pas le volume des renseignements transmis par les notaires méditerranéens. Par surcroît, lorsque la chance permet de connaître un peu l'ensemble des affaires de quelques marchands, la part de la course y apparaît mal: les lettres de marque font connaître le montant, peut-être exagéré, des pertes dont ils cherchent l'indemnisation; celle-ci fut-elle obtenue, nous ne le savons pas clairement, et nous ignorons les surplus; d'autre part, les rapports de mer et les pièces de procédure font connaître le volume des prises et leur

---

<sup>3</sup> Hanserecesse, I 5, n° 441, p. 341—347.

répartition, nous ignorons généralement les mises de fonds et l'importance des profits échappe. Quoi qu'il en soit et en attendant des résultats plus systématiques, il faut faire à la course et à la piraterie une place dans l'économie maritime: toutefois, l'attention attirée sur elles par l'aspect romanesque de leurs aventures conduit facilement à en surestimer l'importance. A vrai dire et à l'époque moderne comme à la médiévale, mise à part la piraterie pure et simple, la course fut, pour les marchands, une activité de complément ou de remplacement occasionnelle, en temps de difficultés; pour les Etats une forme de guerre; dans les deux cas, elle était un palliatif et une arme, habituels et endémiques, à des difficultés quasi permanentes. On pourrait, d'ailleurs, pousser l'analyse sur le plan social. Une typologie des pirates, des corsaires et des associés et bénéficiaires plus ou moins immédiats de leur activité serait à faire. La Méditerranée ne fut certainement pas la seule à connaître, parmi les pirates et corsaires professionnels et occasionnels, d'authentiques seigneurs déracinés ou désorientés du fait des circonstances économiques, sociales et politiques. Certains des Vitalienbrüder trouveraient leur réplique en tel ou tel aventurier corse, génois ou catalan.

En fin de compte, certains se demandent si, au regard de l'économiste, la course — et pas seulement la piraterie — ne fut pas plus un obstacle au développement qu'une source de bénéfices, et même, en soi, une absurdité économique.

Certes, la piraterie elle-même peut, à sa façon, passer pour un commerce. Les pirates, et les corsaires, ne consomment pas ce qu'ils capturent, ils le revendent ou le troquent. Leur activité, pleine d'audace, est une forme de l'esprit d'entreprise et l'importance des prises fut, souvent, créatrice de fortunes. Les exigences de leur rude métier ont pu contribuer à certains progrès dans le domaine naval: il leur fallait des navires rapides, manoeuvriers et louvoyeurs, et surtout des marins entraînés. Il est possible que la course et la piraterie aient pu être à l'origine de l'ouverture de nouvelles voies de trafic et de nouveaux débouchés. Mais en fait, sur le plan strictement économique, course et piraterie ont exercé une influence plutôt négative, dont il conviendrait d'analyser les aspects.

Le principal, et qui semble affecter course et piraterie d'un caractère antiéconomique, est que l'une et l'autre sont des parasites du commerce normal. S'il arrive que l'écoulement des marchandises capturées soit une aubaine imprévue pour certains débouchés, ni la course ni la piraterie ne furent créateurs de circuits durables. Elles détournaient les circuits normaux et les rendaient incertains. Qu'un navire parti de la Hanse vers la Baie de Bourgneuf soit capturé et mené en Ecosse, en Flandre ou en Bretagne; qu'un autre destiné à la Flandre se retrouve en Angleterre, il y avait de quoi décourager les honnêtes marchands. La course et la piraterie pouvaient engendrer elles-mêmes leur propre ruine en tarissant la

source de leur butin, si l'obstination des marchands n'avait été égale à l'audace des pirates.

Pour connaître l'étendue des méfaits, il faudrait les dénombrer. Les dossiers du contentieux accumulés au XVe siècle dans les villes de la Hanse germanique, en Angleterre, aux anciens Pays-Bas, en France ne seraient pas moins expressifs que les comptes et les minutes notariales des ports méditerranéens. On voudrait savoir si, dans le nord de l'Europe au XVe siècle, on retrouve le même pourcentage de 25 à 30 % de navires perdus du fait des pirates qu'on en a décompté à Venise au XVIe siècle<sup>4</sup>.

Outre le décompte, il faudrait cartographier les faits, c'est à dire les ports d'armement en course et pour la piraterie, mais plus encore les lieux des agressions. Leur situation sur les grandes voies du trafic et à proximité des marchés de quelques produits essentiels illustrerait l'importance du trouble infligé aux échanges normaux.

Pour analyser de près les aspects multiformes de la perturbation économique résultant de la piraterie et de la course au XVe siècle, moment où elles prolifèrent, il faudrait un dépouillement simultané et systématique des documents hanséatiques, anglais et français. Déjà, on peut entrevoir les directions de recherche et certains résultats. Les effets antiéconomiques des prises ne se réduisaient pas à une perte immédiate, mais compromettaient l'avenir du commerce.

L'inquiétude est peut-être l'un des sentiments qui risquent le plus de troubler la vie économique. La correspondance des *aldermen* des comptoirs hanséatiques, à Bruges notamment, les lettres échangées entre la villes de la Ligue et avec les souverains étrangers, les documents de justice reflètent cette inquiétude, qui s'associe à la colère dans des documents littéraires, tels que le *Débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre* ou le *Lybelle of Englyshe Polycye* composés, tous les deux, vers le milieu du XVe siècle<sup>5</sup>. Le rôle des nouvelles concernant les prises mériterait d'être étudié dans leur incidence sur les affaires. On en sait davantage sur les mesures de défense individuelles ou collectives: dispositions contractuelles prévoyant l'équipement des navires en armes défensives; institution de patrouilles navales pour la garde des mers et spécialement, en mer du Nord, la protection des pêcheurs; l'organisation des convois — flottes hanséatiques de la Baie, flottes anglaises du vin, flottes castillanes de la laine — a fait l'objet d'études de détail, en attendant une étude générale comparative; enfin, l'usage général des sauf-conduits.

La course et la piraterie imposaient des frais supplémentaires à l'armement. L'augmentation des frets et des assurances maritimes était lourde.

<sup>4</sup> A. Tenenti, I Corsari in Mediterraneo all'inizio del Cinquecento, in *Rivista Storica Italiana*, LXXII, 1960, p. 234—287.

<sup>5</sup> Le *Débat des Hérauts d'Armes de France et d'Angleterre*, § 66, éd. L. Pannier et P. Meyer, Paris 1877. *The Libelle of Englyshe Polycye*, a poem on the use of Sea-Power, v. 150 sqq., éd. G. Warner, Oxford 1926.

On demeure confondu de ce que le fret d'un produit vulgaire, le sel, représentât 85% de sa valeur, entre le Portugal et Bruges, aux époques troublées. Cette constatation rejoint celle de Marino Sanudo notant la majoration de 15% des primes d'assurances en Méditerranée, à la fin du même siècle, pour les mêmes motifs. La division des risques grâce au fractionnement en parts multiples de la propriété et de l'armement des navires répondait au même souci.

Il eût été trop beau que de telles précautions procurent aux marchands la tranquillité d'esprit. Mais l'inquiétude était nourrie par des ambiguïtés troublantes: en mer, on ignorait le plus souvent qui on rencontrait: pirate ou corsaire pourvu d'une commission? compatriote, allié ou ennemi? Une lettre du sénéchal de Normandie, Pierre de Brézé, aux *aldermen* de la Hanse à Bruges, en 1459, exprime le malaise de l'incertitude en pareille circonstance: „Unde illud nos habemus vulgatum proverbium, quod in bona pace aut bono bello visendum est.“<sup>6</sup> L'abus des pavillons, l'usage des lettres de marque périmées et de fausses chartes-parties embrouillaient les cartes, sans parler des fraudes et des complicités entre agresseur et victime, le premier abandonnant, par exemple, une part de la prise au patron du navire capturé, aux dépens des armateurs.

L'ambiguïté ainsi levée et toute illusion devenue vaine, le préjudice ne se limitait pas à la perte. Quand des poursuites en récupération étaient entreprises, rien ne garantissait le succès de procédures interminables et coûteuses menées à l'étranger; dans l'intervalle, il fallait aussi payer des rançons pour les hommes, et parfois, racheter son propre bien à des recéleurs, quelle que fut la sévérité des lois qui les frappaient, dans les villes hanséatiques en particulier. Par surcroît, la difficulté de prouver sa qualité de propriétaire par des certificats ou par sa marque de marchand était grande et aléatoire. On connaît mal l'importance et la durée des découverts de trésorerie, aggravés par la course et la piraterie; mais on s'explique aisément le taux élevé du crédit et les délais de récupération des créances. On a, localement, étudié des procès, analysé la procédure; peut-être ne l'a-t-on pas fait suffisamment de façon comparative. On aimerait que ces recherches soient menées d'un point de vue économique. Peut-être constaterait-on que les bénéficiaires des affaires de prises ont été les gens de justice. La piraterie et la course coûtaient cher à ceux qui les entreprenaient, même si les bonnes opérations rapportaient bien. Elles ont, sans les décourager pourtant, lésé gravement parfois les honnêtes marchands. Mais c'est l'économie dans son ensemble qui en pâtissait comme d'un extraordinaire gaspillage, d'une perturbation constante et d'un frein perpétuel à son développement. Survivance d'une

---

<sup>6</sup> Hanserezesse II 4, n° 717, p. 509.

déprédation primitive et sauvage, la permanence de la piraterie et les désordres de la course rongeaient l'économie aux crochets de laquelle elles vivaient. Si elles ne l'ont pas gravement atteinte, c'est que sa vitalité croissait, mais aussi parce que les intéressés — et la puissance publique — ont oeuvré à détruire la piraterie et à régler la course. La fin du Moyen Age a connu contradictoirement leurs excès et les efforts accomplis pour les tenir en respect.

La vitalité d'un parasite dépend de celle de l'organisme dont il se nourrit. Ainsi, la course et la piraterie ont profité de l'accélération et de l'extension des relations maritimes à la fin du Moyen Age, et les grandes découvertes allaient bientôt leur servir de stimulants. En outre, le développement de l'Etat a, paradoxalement, encouragé la course, en cherchant à la discipliner, tandis qu'il réprimait la piraterie. Finalement la course, tout anti-économique qu'elle puisse être en soi, devenait une sorte d'institution et, mieux encore, un instrument de type à la fois économique et militaire, au service de l'Etat. Commencée dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, cette évolution s'accomplit essentiellement de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle à celle du XV<sup>e</sup>.

Pour orienter le travail sur le plan comparatif on pourrait, semble-t-il, proposer deux axes principaux de recherche, une fois constaté, grâce aux études partielles, le déchaînement de la course et de la piraterie du nord au sud de l'Europe, à la faveur des guerres incessantes. Une première série de faits résulte des efforts de la puissance publique contre la piraterie et course en vue de sauvegarder „l'entrecours pacifique de la marchandise“, selon une formule de ce temps. L'autre série voit l'utilisation de la course par l'Etat.

Sans entrer dans les détails des excès de la piraterie et de la course facilités par la guerre de Cent Ans et les luttes de la Ligue Hanséatique contre ses rivaux, nous constatons que ce furent ces excès mêmes qui suscitèrent les initiatives destinées à les limiter. Ces initiatives furent des mesures concrètes et des institutions correspondant à une intéressante classification des distinctions et des notions juridiques. Précisons. Une distinction entre les agresseurs, c'est à dire entre pirate et corsaire, s'établissait, au bénéfice du second, par la délivrance de lettres de marque ou d'une commission. La distinction entre les victimes, c'est à dire entre amis et ennemis, se définissait par les sauf-conduits d'usage général dans toutes les chancelleries et était, en principe du moins, attestée par le pavillon; on commença à discerner les neutres, dont la condition tendit à se définir juridiquement au cours des guerres, soit les conflits soutenus par la Hanse, soit la guerre de Cent Ans, par exemple au profit des Bretons et des „Néerlandais“, au sens large de ce dernier terme; on avait même un instant, en 1324, du côté anglais, proposé de déclarer hors

d'atteinte les navires mêmes du royaume ennemi, qui ne se livrerait pas à des actes hostiles: *non gravantibus non gravandis*<sup>7</sup>.

Les distinctions s'établissaient également sur le plan géographique, dans le domaine des juridictions et dans celui des compétences. L'apparition, à peu près simultanée dans toute l'Europe, de juridictions spécialisées en matière maritime, les Amirautés notamment, demanderait une étude comparative réalisant la synthèse des études particulières déjà faites. Il serait intéressant de préciser si et comment l'extension de la compétence des nouvelles juridictions d'Etat aux dépens des justices seigneuriales côtières a profité au commerce pacifique et limité les prises. De même, au point de vue de l'extension des juridictions, dans les pratiques coutumières du Nord, comme dans la doctrine de Bartolomeo de Sassoferrato en Méditerranée, la fin du Moyen Age vit s'élaborer la notion des eaux territoriales et germer celle de la mer libre. La „vue“ fut l'unité qui servit à délimiter les juridictions dans l'étendue marine où l'oeil peut, par temps clair, discerner une voile sur la ligne d'horizon. Mais les prétentions nationales ne donnaient pas moins libre cours à des visées plus ambitieuses, ainsi que le prouve l'expression de *Mare britannicum*, traduisant la prétention anglaise à contrôler l'ordre dans la Manche tout entière.

Les efforts pour réprimer les injustices commises aux dépens des marchands pacifiques, visaient également à déterminer les responsabilités. L'obligation de lettres de marque ou de commission pour la course, celle du rapport de mer, l'intervention des juridictions d'Amirautés avaient pour objet de désigner les responsables des prises. Il eût été encore plus utile à l'économie de restreindre l'application des représailles. On avait tenté à la fin du XIIIe siècle de la limiter à l'auteur principal du délit incriminé ou à ses fidéjusseurs. En vain, car cela était la négation même de l'idée de représailles.

Du coup, le seul moyen d'en finir avec l'enchaînement des violences, les contre-représailles succédant aux représailles, était la procédure des règlements amiables, par compensations, devant des conférences bipartites. Celles-ci jalonnent la guerre de Cent Ans, les différends anglo-flamands et les démêlés de la Hanse avec les autres riverains de la Baltique et de la mer du Nord. Elles eurent pour corollaires des allées et venues constantes d'ambassadeurs et de messagers, porteurs de ces dépêches dont la collection des Hanserecesse est l'une des plus caractéristiques. Les témoignages, procurations et documents comptables excipés étaient les déclarations d'intentions et de principes dont les partenaires faisaient assaut: tous affirmaient un grand désir de faciliter la circulation des marchands et le cours de la marchandise. En fin de compte, les litiges les plus interminables, comme la capture par des Brêmois d'un navire

---

<sup>7</sup> P. Chaplais, Règlement des conflits internationaux franco-anglais au XIVe siècle (1293—1377), in *Le Moyen Age*, LVII, 1951, p. 269—302.

appartenant à la reine de France, femme de Charles VII, eurent souvent pour épilogue heureux et patiemment gagné la concession de privilèges et la passation d'accords sur la sécurité des marchands et la répression des abus de la course<sup>8</sup>. A cet égard, le dernier quart du XVe siècle paraît d'une importance telle qu'entre la réconciliation anglo-hanséatique de 1473 et la convention franco-anglaise de 1497 les principes de la réglementation de la course semblent enfin entrés dans le droit public international sinon dans les faits. L'Etat prenait conscience de son devoir de sauvegarde du commerce maritime en face des excès de la piraterie et de la course<sup>9</sup>.

L'Etat était allé plus loin encore en prenant l'habitude d'utiliser la course à son profit. Cela n'était pas nouveau et la question, pour être connue dans son ensemble, mériterait aussi sur ce point une analyse comparative. Avant de se constituer des forces navales propres, l'Etat employa les navires des particuliers. De même, non content de les réquisitionner à son compte, a-t-il recouru aux services des corsaires et employé la course comme une entreprise d'Etat et un instrument de sa politique économique. Il n'agissait pas différemment quand il recourait, pour la guerre terrestre, aux compagnies et à la condotta. Le rôle des Vitalienbrüder ne fut-il pas celui-là originellement? et plus tard, c'est de la même manière qu'on peut interpréter l'activité des „pirates“ de Dantzig dans la Baltique au milieu du XVe siècle. Par de tels moyens, la notion de blocus maritime pouvait prendre la signification complète d'arme politique et économique; entre les mains des divers partenaires, Hanséates, Néerlandais, Anglais, Français, le blocus s'appuyait sur la course officialisée.

Reléguant le pirate dans les ténèbres extérieures, le corsaire servait à l'Etat d'alibi et d'auxiliaire indirect. Réhabilité par les services rendus, rémunéré par ses prises, il prouvait l'honorabilité de l'armement en course.

Pendant l'honorabilité ne se confond pas avec l'utilité efficace. Laissons de côté la piraterie purement et simplement destructrice de l'économie. La course, succédané et parasite d'une activité commerciale normale, n'est pas une forme saine d'économie. Certes, l'Etat a pu la mobiliser et en faire un instrument de sa politique économique, mais il lui demandait un rôle plus négatif que positif. Certes, aussi, la course pouvait, indirectement, constituer un stimulant de la navigation et de

<sup>8</sup> Hanserecesse, II, 3, et 4, passim (cf. Index). O. Held, Die Hanse und Frankreich von der Mitte des 15. Jahrhunderts bis zum Regierungsantritt Karls VIII, in *Hansische Geschichtsblätter* 1912.

<sup>9</sup> M. M. Postan, The Economic and Political Relations of England and the Hanse from 1400 to 1475, in E. Power and M. M. Postan, *Studies in English Trade in the Fifteenth Century*, London 1933, p. 91—153. M. Mollat, *Le commerce maritime normand à la fin du Moyen Age*, Paris 1952, p. 196—197, 419—423, 435—439.

l'esprit d'entreprise. Elle n'est pas, en soi, une forme de vie économique véritable et ne constitue qu'une activité de remplacement ou de complément.

De telles observations n'ont de conclusions que l'apparence provisoire, tout comme sont sommaires les éléments de l'analyse trop rapide qui les précèdent. Au moins, souhaiterait-on qu'elles invitent les chercheurs à confronter les sources et leurs enseignements, sur le plan international, qui convient parfaitement à un tel sujet.

### Note documentaire et bibliographique

Les sources manuscrites sur lesquelles est fondé ce travail proviennent principalement des Archives Nationales de France (Parlement de Paris), des Archives Départementales de la Seine Maritime (Parlement de Rouen), des Archives Communales de Rouen (Délibérations du Conseil), du Public Record Office (Patent Rolls, Early Chancery Proceedings), des Archives portugaises de la Torre do Tombo (Chancellerie royale) et des Archives communales de Bruges.

Les recueils de sources imprimées sont les suivantes, sans omettre les quelques indications infrapaginales fournies plus haut: les Hansisches Urkundenbuch, les Bronnen tot de Geschiedenis van den Handel met Frankrijk (éd. Z. W. Zneller et W. S. Unger, La Haye 1930); les Bronnen tot de Geschiedenis van den Handel met Engeland, Schotland en Ireland (éd. H. S. Smit, 2 vol., La Haye 1930); les Débats des Hérauts d'Armes et The Libelle of Englyshe Polycye, cités précédemment, ainsi que R. de Mas Latrie, Le droit de marque ou droit de représailles au Moyen Age, Paris 1875, et le recueil ancien, mais non remplacé par une édition récente, de J. M. Pardessus, Collection de lois maritimes antérieures au XVIIIe siècle, 6 vol., Paris 1878.

Aux ouvrages déjà mentionnés, il faut ajouter:

A. Dumas, Etude sur le jugement des prises maritimes en France jusqu'à la suppression de l'office d'Amiral (1627), Paris 1908; A. Huguet, Aspects de la guerre de Cent Ans en Picardie Maritime (1400—1450), in Mém. Soc. Antiquaires de Picardie, XLVIII et L, Amiens-Paris (1941—1944); Ph. Dollinger, La Hanse (XIIe—XVIIe s.), Paris 1964; du même auteur: Die Bedeutung des Stralsunder Friedens in der Geschichte der Hanse, in Hansische Geschichtsblätter, 1970, p. 148—162.

E. Daenell, Geschichte der deutschen Hanse in der 2. Hälfte des 14. Jahrhunderts, Leipzig 1897. K. Höhlbaum, Hansisches aus dem XVI. Jahrhundert in Paris, in Hansische Geschichtsblätter 1882, p. 111—113; H. C. Cordsen, Beiträge zur Geschichte der Vitalienbrüder, Diss. Phil., Halle 1907; J. Wanke, Die Vitalienbrüder in Oldenburg (1395—1433), Oldenburg 1910; K. Koppmann, Der Seeräuber Klaus Störtebeker in Geschichte und Sage, in Hansische Geschichtsblätter 1877, p. 35—58; P. Stiel, Die Piraterie. Beiträge zum internationalen Seerecht, Berlin 1905; F. Renken, Der Handel der Königsberger Großschäfferei des Deutschen Ordens mit Flandern um 1400, Weimar 1937; M. Biskup, Gdańska flota Kaperska w okresie wojny trzynastoletniej 1454—66 (résumé en allemand), Gdańsk 1953.

H. Touchard, *Le commerce maritime breton à la fin du Moyen Age*, Paris 1967; J. Bernard, *Navires et Gens de mer à Bordeaux (vers 1400 — vers 1550)*, 3 vol., Paris 1968; L. Suarez Fernandez, *Navegacion y Comercio en el Golfo de Viscaya (XIV—XVc)*, Madrid 1958. A. H. de Oliveira Marques, *Hansa e Portugal na Idade Media*, Lisboa 1959.

N. Coll Iria, *Aspectos del Corso Catalan y del Comercio Internacional en el siglo XV*, in *Estudios de Historia Moderna (Barcelone)*, IV, 1954, p. 159—187. Cl. Carrère, *Barcelone, centre économique à l'époque des difficultés 1380—1462*, Paris 1967. J. Heers, *Gênes au XVe siècle*, Paris 1961; A. Tenenti, *Naufages, corsaires et assurances maritimes à Venise (1592—1609)*, Paris 1959; du même, *Venezia e i Corsari*, Bari 1961.

DIE HANSE UND DER DEUTSCHE ORDEN UNTER  
DEN HOCHMEISTERN HEINRICH VON PLAUE  
UND MICHAEL KÜCHMEISTER (1410—1420)

von  
GÜNTER KETTERER

Der Anregung, die der Königsberger Archivar Karl Sattler mit seinem 1882 in dieser Zeitschrift veröffentlichten, grundlegend gebliebenen Überblick über die Beziehungen zwischen der Hanse und dem Deutschen Orden gab<sup>1</sup>, ist die Forschung nur sehr zögernd gefolgt. Es blieb bei generellen, von einem nationalgeschichtlichen Aspekt geprägten Aussagen über eine Schicksalsgemeinschaft von Hanse und Orden<sup>2</sup> oder bei punktueller Erörterung von Ordensmaßnahmen in den Darstellungen zur hansischen Geschichte. Erst 1937 stellt H.-G. v. Rundstedt unter Berufung auf die Methodik Sattlers das Verhältnis Hanse—Orden bis 1410 genauer dar<sup>3</sup>. Eine weiterführende umfassende Spezialuntersuchung für die Zeit zwischen den beiden Thorner Friedensschlüssen und darüber hinaus erschien nicht<sup>4</sup>. Denn der Ordensstaat, der als staatsrechtlich definierbare Institution sich zum Ausgangspunkt einer solchen Darstellung anbietet, schien im 15. Jh. ganz vom Existenzkampf mit Polen beherrscht zu sein, demgegenüber ein Blick auf seine Beziehungen zur Hanse einen vergleichsweise unwichtigen Nebenaspekt abzugeben versprochen hätte. Überhaupt wurde die späte Ordensgeschichte selten und merklich widerwillig

---

<sup>1</sup> Die Hanse und der Deutsche Orden in Preußen bis zu dessen Verfall, HGBll. 1882, 69—84 (zuerst als Vortrag vor der Versammlung des HGV in Hannover 1882). Vorangegangen waren: Der Handel des Deutschen Ordens in Preußen zur Zeit seiner Blüte, HGBll. 1877, 61—85; Das Ordensland Preußen und die Hanse bis zum Jahre 1370, Pr. Jahrbuch 41, 1878.

<sup>2</sup> Z. B. Ernst Daenell, Die Blütezeit der deutschen Hanse, Bd. I (1905), 183; Max Hoffmann, Lübeck und Danzig nach dem Frieden von Wordingborg, HGBll. 1901, 48; Bruno Schumacher, Der Deutsche Orden und England, Altpreußische Beiträge 1933, 33.

<sup>3</sup> Hans-Gerd von Rundstedt, Die Hanse und der Deutsche Orden in Preußen bis zur Schlacht von Tannenberg, 1937.

<sup>4</sup> Der Vollständigkeit halber seien noch angeführt: Erich Keyser, Das Ordensland und die deutsche Hanse, in: Deutsche Staatenbildung und deutsche Kultur im Preußenlande, 1931, 89—103, ein Überblick, der weit hinter dem Sattlers zurückbleibt. Wertvoller ist der kurze Abriss von Leon Koczy, *Polityka baltycka zakonu krzyzackiego*, 1936 (Ostseepolitik des DO), den E. Maschke mit einer Inhaltsangabe in den Altpreuß. Forschungen 14, 17 ff, 162 ff. rezensierte. Die Dissertation von Herbert Rabenalt, *Völkerrechtliche Beziehungen zwischen der Deutschen Hanse und dem Deutschen Ritterorden* (Diss. iur. Halle-Wittenberg, 1942) leidet an einer unangemessenen Systematisierungssucht und ist nur brauchbar als Verzeichnis des in den HR und im HUB enthaltenen Materials. Die Arbeit von Marianne Pohl, *Lübeck und der Deutsche Orden* (Diss. phil. Berlin, 1942) ist laut Auskunft der UB der TU Berlin derzeit nicht greifbar.

bearbeitet, da die zeitbezogene Forschungsmotivation, die dem Ordensstaat der Blütezeit zu Bewunderung und romantischer Verklärung verholfen hatte, den Weg zu einer nüchternen Untersuchung des von Krisen geschüttelten Ordensstaates des 15. Jhs. verspernte<sup>5</sup>.

Erst nach dem Zweiten Weltkrieg hat das düstere Bild, das die ältere Forschung vom Ordensstaat nach 1410 malte, durch die Arbeiten von Weise, Murawski, Nöbel, Lückerath u. a. einige Aufhellung erfahren<sup>6</sup>. Das in diesen Arbeiten vorgelegte, teils umfangreiche Material zur hanseischen Politik des Ordens ermöglicht es, Wichtigkeit und Umfang der gegenseitigen Beziehungen neu zu untersuchen: Sinnvoll wird dies dann, wenn durch die Konfrontation der Hansepolitik des Ordens mit der Ordenspolitik der Hanse die dahinterstehenden jeweiligen Grundprinzipien des politischen Handelns dargestellt werden, die über das Wesen der Hanse und des Deutschen Ordens in Preußen aussagen.

In dieser Absicht wird der Versuch, die noch wenig untersuchten Beziehungen der Hochmeister Heinrich von Plauen und Michael Kuchmeister zur Hanse zu skizzieren, unternommen. Um die Darstellung nicht zu sehr aufzufächern, mußte das Thema auf das Verhältnis der Ordensleitung zur wendischen Kerngruppe der Hanse mit ihrer Führerin Lübeck eingeschränkt werden. Die Politik der preußischen Hansestädte wird nur summarisch einbezogen, da hier bereits gründliche Untersuchungen vorliegen<sup>7</sup>.

Seit Ende des 14. Jhs. zeigten sich in der Struktur von Hanse und Orden die Auswirkungen von politischen und sozialen Wandlungen, die den bisher latenten Gegensatz zwischen der von städtischen Interessen bestimmten Politik der Hanse und der territorialen Machtpolitik des Ordens bald offen ausbrechen ließen.

Dem Orden hatte die polnisch-litauische Union von 1386 nicht nur die außenpolitische Umklammerung, sondern durch die darauf folgende Chri-

---

<sup>5</sup> Vgl. die Klage Johannes Voigts, *Geschichte Preußens*, Bd. 7 (1836), VI, über die „Zeiten, so voll Jammer und Unglück, . . . so arm an großartigem Gehalte ihrer Erscheinungen, so inhaltsleer in ihren Geistesrichtungen, so trübselig in ihrem ganzen geschichtlichen Charakter . . .“.

<sup>6</sup> Carl August Lückerath, *Paul von Rusdorf, Hochmeister des Deutschen Ordens 1422—1441* (Quellen u. Studien z. Gesch. des DO Bd. 15) 1969; Wilhelm Nöbel, *Michael Kuchmeister, Hochmeister des DO 1414—1422* (Qu. u. St. z. Gesch. d. DO Bd. 5) 1969; Klaus Murawski, *Zwischen Tannenberg und Thorn. Die Geschichte des DO unter dem Hochmeister Konrad von Erlichshausen 1441—1449*, 1953; Erich Weise, *Das Widerstandsrecht im Ordenslande Preußen und das mittelalterliche Europa*, 1955.

<sup>7</sup> Grundlegend Paul Werner, *Stellung u. Politik der preußischen Hansestädte unter der Herrschaft des Ordens bis zu ihrem Übertritt zum Königreich Polen*, Diss. phil. Königsberg 1915. Spezialliteratur verzeichnet Ernst Wermke, *Bibliographie der Geschichte Ost- und Westpreußens*, 1933 (bis 1930), 1964 (für die Jahre 1930—1938), 1953 (für 1939—1951), 1958 (für 1952—56), 1963 (für 1957—1961), 1969 (für 1962—66).

stianisierung Litauens auch den faktischen Verlust seines Daseinsprinzips gebracht. Der Versuch, anstelle der im Osten eingegengten politischen Bewegungsfreiheit im skandinavischen Raum durch die Besetzung Gotlands Großmachtspolitik zu treiben, scheiterte. Ein Gelingen dieses Projekts hätte die entschiedene Gegnerschaft der Hanse hervorgerufen, der ein solcher Vorstoß des Ordens als höchst unerwünschte Störung des Machtgleichgewichts im Ostseeraum erscheinen mußte<sup>8</sup>.

Der Orden blieb daher auf sein Land verwiesen; die preußischen Fernhandelsstädte aber, die ihre Aufbauphase längst abgeschlossen, deren Selbstbewußtsein der städtische Sieg über Waldemar bedeutend gekräftigt hatte, empfanden unter dem Eindruck der Autonomie ihrer westlichen Hansegenossinnen und des Vordringens der ständischen Bewegung im Reich die ihnen von der Landesherrschaft gesetzten Grenzen zunehmend als beengende und bedrückende Fesseln<sup>9</sup>.

Seit den 1380er Jahren häuften sich die städtischen Angriffe auf den konkurrierenden Ordenshandel, den der Orden unter Ausnutzung seiner Stellung als Landesherr immer mehr zu Ungunsten des städtischen Handels zu privilegieren suchte<sup>10</sup>. Die drohende Konfrontation schuf aber keine klaren Fronten, denn die Gesamthanse, unter dem Aspekt der Wahrung städtischer Autonomie natürlicher Bundesgenosse der preußischen Städte, war zu einer festen Blockbildung kaum mehr in der Lage. Innere Auseinandersetzungen zwischen Ratsbürgertum und Handwerkerschaft in den einzelnen Städten, vor allem aber die aus unterschiedlichen Wirtschaftszielen herrührenden Interessenkonflikte zwischen den hansischen Städtegruppen beeinträchtigten die Handlungsfreiheit und Handlungseinheit der hansischen Gemeinschaft. Gerade die preußischen Städte gerieten über die für ihren Massengutverkehr so wichtige Umlandfahrt in starken Gegensatz zur wendischen Städtegruppe<sup>11</sup>.

In dieser Situation zersetzte der lübische Verfassungskampf<sup>12</sup> vollends die Reste hansischer Solidarität, als nach dem offenen Ausbruch des Konflikts der 1408 exilierte, aber diplomatisch überlegene „Alte“ Rat in

<sup>8</sup> Vgl. v. Rundstedt, Die Hanse und der DO, 54.

<sup>9</sup> Vgl. Weise, Widerstandsrecht, 46—90.

<sup>10</sup> Vgl. Werner, Stellung und Politik der preuß. Hansestädte, 62 f.; Sattler, Handel des DO, 84 f.; Fritz Renken, Der Handel der Königsberger Großschäfferei des DO mit Flandern um 1400, 1937.

<sup>11</sup> Dazu grundlegend Fritz Rörig, Außenpolitische und innerpolitische Wandlungen in der Hanse nach dem Stralsunder Frieden 1370, jetzt in: Wirtschaftskräfte im Mittelalter, <sup>2</sup>1971, 147—166. Die beginnende Distanz der preußischen zu den wendischen Städten begleitet der Übergang der Führung der preußischen Hansestädte vom lübisch gesonnenen, jetzt aber wirtschaftlich zurücksinkenden Elbing auf das die preußischen Sonderinteressen betonende Danzig. Vgl. Werner, Politik der preuß. Hansestädte, 29 ff., 43 ff.

<sup>12</sup> Vgl. Carl Wehrmann, Der Aufstand in Lübeck bis zur Rückkehr des Alten Rates 1408—1416, HGBll. 1878, 103—158. Zu den Folgen vgl. Daenell, Blütezeit Bd. I, 165 ff.

seiner Kampagne gegen den Umsturz 1410 die Verhängung der Reichsacht über Lübeck und 1412 eine mißbilligende Stellungnahme des Lüneburger Hansetages durchsetzte. Gegenüber diesen Angriffen fand sich Lübecks „Neuer“ Rat in der Isolation mit dem nach seinem Vorbild umgestalteten Stadtregime von Wismar, Rostock und Hamburg. Statt die traditionelle hansische Führungsrolle wahrzunehmen, mußte Lübeck um das Überleben der neuen Verfassungsordnung besorgt sein. Da aber auch keine der übrigen, von einem großbürgerlichen Rat geführten Hansestädte Lübecks Stellung voll auszufüllen vermochte, war die Lähmung der hansischen Gemeinschaft und die Begünstigung von regionalen Sonderungstendenzen die Folge.

Dieser Zustand der Hanse aber kam dem Orden bei der Meisterung seiner Herrschaftskrise nach der Tannenberger Niederlage zu Hilfe, als es darum ging, die so bezeichnend bereitwillig unter den polnischen König getretenen preußischen Städte wieder dem Orden zu unterwerfen.

Angesichts der offenkundigen Unfähigkeit Polen—Litauens, die zahlenmäßige militärische Überlegenheit in einen vollständigen Sieg umzumünzen, und der Zähigkeit, mit der der Hochmeister<sup>13</sup> die Wiedergewinnung des Landes betrieb, waren die Städte Ende 1410 unter die Herrschaft des Ordens zurückgekehrt. Jedoch nicht ohne Widerwillen: denn sie begaben sich damit der Privilegierung durch den polnischen König, die ihnen eine bedeutend erweiterte innerstädtische, besonders wirtschaftliche Autonomie gewährt hatte<sup>14</sup>. Statt dessen sahen sie sich massiven fiskalischen Forderungen der Landesherrschaft ausgesetzt, da die zerrüttete Finanzkraft des Ordens die Lasten des verlorenen Krieges nicht mehr tragen konnte. Was der Orden an flüssigen Mitteln besessen hatte, war durch Rüstungen und Söldnerwerbungen aufgebraucht; die im Eigenhandel steckenden Kapitalien waren durch dessen Zusammenbruch meist verloren, die Außenstände kaum einzutreiben<sup>15</sup>. Mit dem Eigenhandel aber war die traditionelle Haupteinnahmequelle des Ordens versiegt. Zur Abwendung des „Staatsbankrotts“ mußte der Orden daher die seinen Untertanen gewährten Steuerfreiheitsprivilegien zugunsten seines landesherrlichen, in der Goldbulle von Rimini 1226 niedergelegten Steuererhebungsrechts aufheben. Es war zu erwarten, daß die Städte den Rückgriff des Ordens auf einen übergeordneten Rechtssatz nicht anerken-

<sup>13</sup> Obwohl der Retter des Ordensstaates eine Lieblingsgestalt der Ordensforschung ist, fehlt eine befriedigende Plauen-Monographie. Knappe Zusammenfassung seiner Regierungszeit bei Toeppen, Akten der Ständetage Preußens unter der Herrschaft des DO, Bd. I, 126—158; neuerdings auch bei Nöbel, 46—68 (mit bes. Berücksichtigung des Verhältnisses zu Kuchmeister).

<sup>14</sup> Vgl. Daenell, *Blütezeit* I, 178, und HR I 5, Nr. 722 (Rezess zu Marienburg 1410, 10. August, der die Wünsche der Städte und deren Billigung durch den König enthält).

<sup>15</sup> Zum Zusammenbruch des Ordenshandels vgl. Sattler, Zwei weitere Rechnungsbücher der Großschäffer von Marienburg, HGBll. 1877, 138 f.

nen würden. Ihrem Selbstverständnis, ihren Interessen gemäß sahen sie in den städtischen Handfesten kein abgeleitetes minderes Recht, das der Orden kraft seiner landesherrlichen Gewalt nach Gutdünken wieder zurücknehmen konnte, sondern eine unwiderrufliche Rechtsbegabung, deren Aufhebung eine widerrechtliche Privilegienverletzung bedeutete.

Als daher der Hochmeister im Februar 1411 eine allgemeine Landessteuer forderte, durch die die Entschädigungssumme für Polen aufgebracht werden sollte, lehnten dies die Städte auf einer Elbinger Versammlung im gleichen Monat ab<sup>16</sup>: vor allem die Häupter der Opposition, die maritimen Fernhandelsstädte, besonders Danzig und Thorn, waren nicht bereit, die Voraussetzungen ihrer wirtschaftlichen Existenz, nämlich die Kapitalien ihrer Bürger, anzutasten, noch dazu in einer Zeit wirtschaftlicher Krisis. Die preußischen Städte hatten schriftliche Erklärungen ausgetauscht, einmütig bei ihrer Weigerung zu bleiben — nicht zuletzt, um durch die gegenseitigen Verpflichtungen eine Gemeinschaftsdisziplin zu schaffen, die vor allem die weniger selbstbewußten kleineren Städte am Einlenken gegenüber der Ordensregierung hindern sollte. Diese Einheitsfront aufzubrechen und dem Ständestaat städtischer Prägung auf der Basis eines Machtdualismus Fernhandelsstädte-Orden zu wehren, indem man deren wirtschaftliches und politisches Übergewicht auffing, blieb Ziel aller Gegenaktionen des Hochmeisters. Sein entschiedener Gegner dabei war Danzig, das auch nach dem Osteroder Tag, auf dem Plauen die Steuer schließlich doch hatte durchsetzen können, als einzige Stadt weiter in Ablehnung verharrte. Zur Überwindung dieses Widerstandes scheute der Hochmeister weder vor Zwangsmaßnahmen, wie Handelsperre und Stapelverlegung, noch vor stillschweigender Duldung der Gewalttaten des Danziger Komturs, seines Bruders, zurück. Die künftige Botmäßigkeit der endlich doch zur Kapitulation gezwungenen Stadt suchte er sich freilich durch subtilere und politisch umsichtigere Maßregeln zu sichern. In geschickter Ausnutzung der innerstädtischen sozialen Spannungen brachte er in Danzig und Thorn Angehörige der ordensfreundlichen Zunftopposition in den Rat, um von innen her einer allzu selbstbewußten großbürgerlichen Autonomieverpolitik Zügel anzulegen<sup>17</sup>. Das während

<sup>16</sup> HR I 6, Nr. 2; Toeppen I, Nr. 129.

<sup>17</sup> Zu den Auseinandersetzungen vgl. u. a. Karl Graske, Der Hochmeister Heinrich von Plauen im Konflikt mit den Städten des Ordenslandes Preußen, Zschr. d. Westpreuß. GV. 35, 1896, 4—17; Christian Krollmann, Politische Geschichte des Deutschen Ordens in Preußen, 1932, 99 ff.; Toeppen, Akten Bd. I, 137. — Bei der Stapelverlegung (HR I 6, Nr. 3) nutzte der Hochmeister geschickt die Spannungen zwischen Elbing und Danzig, der alten und der neuen Führerin der preußischen Städte, aus: vgl. Werner, Politik der preuß. Städte, 82 f. — Der Streit Danzigs mit dem Orden fand seinen blutigen Höhepunkt in der Ermordung der Danziger Bürgermeister Konrad Letzkau und Arnold Hecht sowie des Rathsherrn Bartholomäus Gross im Danziger Ordenshaus auf Anweisung des Komturs. Infolge der schlechten Quellenlage ist der Konflikt schwer durchschaubar und die Darstellungen weichen je nach

der faktischen Unabhängigkeit 1410 von Danzig angewandte strenge Fremdenrecht, das sich vor allem gegen die Handelstätigkeit der Engländer richtete, wurde aufgehoben, den englischen Kaufleuten der genossenschaftliche Zusammenschluß erlaubt<sup>18</sup>. Damit verband der Hochmeister die Attacke auf die Monopolbestrebungen der Danziger im Export mit einer in der gegenwärtigen Lage der Ordensherrschaft gebotenen Geste außenpolitischer Rücksichtnahme, die jedoch der englische König in der Zahlung der 1407 festgelegten Entschädigungsgelder nicht erwiderte.

In diesen Auseinandersetzungen glaubte sich der Hochmeister aber gegen eine von der Hansemitgliedschaft Danzigs her drohende Ausweitung des Konflikts absichern zu müssen. In Ordenskreisen befürchtete man, die bedeutendste Stadt Preußens würde an die hansische Solidarität appellieren, um die Städtgemeinschaft für eine Intervention zugunsten der nach Danzigs Meinung bedrohten städtischen Freiheiten zu gewinnen<sup>19</sup>. Damit wäre die Ordensleitung in einer für sie unerträglichen Weise von einem außerpreußischen, ständischen Interessenverband in ihrer Landesherrschaft beeinträchtigt worden.

Es sind in dieser Angelegenheit zwei Schreiben des Hochmeisters an Lübeck bekannt. Wenn auch der volle Wortlaut des zweiten Schreibens vom April 1411 verloren ist, so gestattet doch ein ausführliches Regest (HR I 6, Nr. 12) den Vergleich beider auffallend von einander abweichenden Briefe.

Das eine Schreiben<sup>20</sup> beschwört eindringlich die historischen Reminiscenzen an die Lübecker als erste Stifter des Ordens und ermahnt die Bürger, in derselben Gesinnung wie die Vorfahren, aus Verpflichtung

---

Parteinahme der Autoren für oder gegen den Orden voneinander ab. Offizielle Stellungnahmen beider Parteien bei Hirsch (Hrsg.), *Scriptores rerum Prussicarum* (zitiert: SS), Bd. IV, 398 ff. (Klageartikel des HMs gegen Danzig) und 485 ff. (amtliche Darstellung des Danziger Rats in der Instruktion Jordans von 1453). Die weiteren Quellen verzeichnet Toepfen I, Nr. 122—126. Darstellungen: Voigt, *Geschichte Preußens*, Bd. 7, 139 ff.; Toepfen I, 131; Krollmann, *Politische Geschichte*, 99 ff.; Werner, *Politik der preuß. Städte*, 92 ff.; Gerstenberg, *Heinrich von Plauen*, 38 ff.; zu den Eingriffen in die Stadtverfassung vgl. auch Graske, *Heinrich von Plauen im Konflikt mit den Städten des Ordenslandes*, 8 ff.; Hirsch IV, 304 ff.

<sup>18</sup> Friedrich Schulz, *Die Hanse u. England von Eduards III. bis auf Heinrichs VIII.* Zeit, 1911, 71; Daenell, *Blütezeit* II, 4; HR II 1, Nr. 169 § 3.

<sup>19</sup> Vgl. Fortsetzer der *Chronik des Johann v. Posilge* (SS III S. 326): „und hattin is also vor, welde sy der ordin gar sere dringen, sy weldin anruffin ander seestete umb hulffe und wen sy vermochtin . . .“.

<sup>20</sup> Abgedruckt SS IV, S. 398: „ . . . hierumme ersame besondere libe frunde wir vermanen uch by der truwe, dy uwer liben vorvar haben gehat czu unserm orden, des sy dy erste stifttere woren un man erer noch tegelich gedenket in ynnegem gebete in dem ganczen orden, das ir ouch so getruwelich dy sachen vorgeschriben der borgere von Danczik un ap si keynerleye clage ober uns lysten vuren, das ir disse untruwe vor irkennet un keret uch nicht doran. Ouch sunderlich bitten wir uch yn keyne hulffe czu tunde, wen is jo weder Got weder recht und ouch dy vornunft ist, das sy sich so weder eren rechten hern sullen seczen . . .“.

für das Wohlergehen des Ordens, den Klagen des ordensfeindlichen Danzig weder Glauben zu schenken noch Folge zu leisten. Die Nachricht von der Stapelverlegung schließt sich an. — Ganz anders der zweite Brief vom April 1411<sup>21</sup>. Der Hochmeister mahnt den Neuen Rat, den Streit mit dem Alten Rat beizulegen und fügt dazu die Abschriften einiger Schreiben bei, die ihm das Brügger Kontor über diese Angelegenheit zugesandt hatte. Dann teilt er mit, daß der Danziger Stapel wegen des Ungehorsams der Stadt nach Elbing verlegt worden sei. Damit gibt das zweite Schreiben die „ideelle“ Argumentation des ersten Briefes, den bit tenden Appell an das bloße Sentiment, auf. Es verläßt eine durch das Fehlen konkreter Einspruchsgründe und verfügbarer Druckmittel zu wirk samen Gegenmaßnahmen gekennzeichnete Position der Schwäche. Statt dessen ein bedeutsames politisches Taktieren: die Stellungnahme zur lübi schen Krise, die kaum zufällig der Nachricht von der Stapelverlegung vorangeht, erinnert das „revolutionäre“ Lübeck an seine Isoliertheit, an die gefährlichen Folgen unfreundlicher Aktionen der Stadt, die eine Par teinahme des Hochmeisters für den Alten Rat — gemäß den Werbungen des Brügger Kontors und der flandrischen Mächte — nach sich ziehen würde. Stillschweigend setzt Plauen ein Nichteinmischungsabkommen: der Orden wahrt möglichste Zurückhaltung gegenüber den lübischen Streitig keiten, Lübeck verzichtet auf ordensfeindliche Maßnahmen; die inneren Angelegenheiten beider Seiten sind also tabu.

Beide Schreiben können kaum die hochmeisterliche Kanzlei verlassen haben; dazu sind ihr Tenor, ihre Argumentationsweisen zu gegensätzlich. Innere Gründe sprechen dafür, daß der zuerst besprochene „bittende“ Brief wohl nur als Entwurf zu betrachten ist, also nicht abgesandt wurde<sup>22</sup>. Denn zu einer solchen Demütigung hätte der Orden nur Veran lassung gehabt, wenn auf die bloße Benachrichtigung von der Stapel verlegung (HR I 6 Nr. 12) Lübeck eine Intervention zugunsten Danzigs erwogen hätte. Der umgekehrte Vorgang — zuerst ein betont herzlich unterwürfiges, dann aber entschiedenes Auftreten des Hochmeisters — ist

---

<sup>21</sup> Als Regest HR I 6, Nr. 12. Laut Auskunft des Staatlichen Archivlagers Göttingen vom 3. 9. 1970 ist das Missivbuch III, in das das Schreiben einge tragen war, verloren.

<sup>22</sup> Darauf deuten auch äußere Kriterien. Das Schreiben ist weder adressiert noch datiert noch ins hochmeisterliche Missivbuch eingetragen. Hirsch (SS IV, 397) hält es auf Grund seines Wortlauts mit Sicherheit für die „Abschrift“ eines Schreibens des HMs über die Vorfälle vom Frühjahr 1411 an den Lübecker Rat; in den Regesten von Joachim/Hubatsch (Regesta historico-diplomatica Ordinis St. M. Th., Bd. I Nr. 1522) ist als Empfänger sehr unbe stimmt „die Hansa“ angegeben. Da aber im Schreiben auf die städtische Mit begründung des Ordens verwiesen ist, womit nach der Ordenstradition nur Lübeck und Bremen gemeint sein können, entfällt ein so weiter Empfängerkreis. Auch Bremen, zu dem kaum Beziehungen bestanden, scheidet wohl als Adressat aus, da der HM in dieser wichtigen Angelegenheit sich in erster Linie an Lübeck wandte, das als Haupt der Hanse dem Ordensland besonders verbunden war.

noch weniger wahrscheinlich. Solche Wechsel der politischen Konzeption entbehrten jeder Logik, widersprächen der geradlinigen Art des Hochmeisters und scheinen erst recht kaum plausibel angesichts der Beflissenheit, mit der Lübecks Neuer Rat in Wettstreit mit dem Alten Rat um die Gunst und Anerkennung des Ordens und der preußischen Städte trat. Nach der Entsendung einer Gesandtschaft zu Plauens Vorgänger Ulrich von Jungingen im Sommer 1410<sup>23</sup> hatte die Stadt den neuen Hochmeister mit Hilfsmannschaften zur Rückeroberung des Ordenslandes unterstützt und in einem Glückwunschsreiben zum Abschluß des Thorner Friedens dem Orden weiterhin ihre guten Dienste angeboten — bezeichnenderweise verbunden mit der Bitte, auch in Zukunft den Anschuldigungen des Alten Rats keinen Glauben zu schenken<sup>24</sup>.

Es ist einleuchtend, daß damit der Hochmeister gegenüber dem Neuen Rat, welcher sich nahezu in die Haltung eines Bittstellers begab, eine stärkere Position behaupten konnte, als es ihm nach der Lage des Ordens eigentlich zukam. Daher konnte Plauen die innerpreußischen Streitigkeiten nicht nur in seinem Sinne unbehelligt beilegen<sup>25</sup>, sondern erhielt auch bald darauf von zwei Parteien der zerstrittenen hansischen Gemeinschaft Bündnisangebote, nämlich einerseits von Lübeck mit seinem Anhang, andererseits von Stralsund, das den Alten Rat unterstützte und als pommersche Stadt gute Beziehungen zum dänischen König Erich unterhielt.

Mitte Juli 1411 hatten sich Lübeck, Hamburg, Rostock und Wismar auf ein Bündnisprojekt geeinigt, eine „beter endracht der stede“, worüber die Städte am 8. September beraten sollten. Naiverweise war auch der Hochmeister dazu geladen, der darüber in eine gewisse Verlegenheit geriet. Denn nicht erst der Nachsatz über den Bündniszweck, auch die Urheber des Projekts ließen einen fürstenfeindlichen Bund mit speziell anti-dänischer Tendenz erwarten<sup>26</sup>. Wenn nun auch der Hochmeister an einem guten Einvernehmen mit Lübeck stark interessiert war, da er sich von dieser Stadt weitere Hilfe für den Orden erhoffte, so war doch eine solche Bindung mit den Ordensinteressen unvereinbar. Bei der angefochtenen Stellung Lübecks und dem Zweck des Projekts wäre der Plan

<sup>23</sup> Im März 1410 weilte Jordan Pleskow im Ordensland, um bei HM und preuß. Städten für die Unterstützung des Alten Rates zu wirken. Diese verhielten sich aber sehr zurückhaltend. HR I 5, Nr. 698 §§ 12, 13, 16; Nrn. 699, 700. — Sommer 1410 wandte sich der Neue Rat an den HM, um den Vorwürfen Pleskows entgegenzutreten. HR I 6, Nr. 11.

<sup>24</sup> HR I 6 Nr. 11.

<sup>25</sup> Nach Fortsetzer J. v. Posilges (SS III S. 326) unterwarf sich Danzig auf dem Braunsberger Ständetag am 23. April. Zweifellos gelang die Versöhnung nur oberflächlich; die Kluft zwischen weiten Kreisen der städtischen Oberschicht und dem Ordensregime war nahezu unüberbrückbar geworden und noch 1453 wirkte die Erinnerung an die Vorfälle von 1411 nach. Vgl. Leinz, Die Ursachen des Abfalls Danzigs vom DO unter bes. Berücksichtigung der nationalen Frage, Jb. Gesch. Mittel- u. Osttd. 13/14, 1965, 2 ff.

sicherlich von den übrigen Hansestädten abgelehnt worden; ein Beitritt hätte den Hochmeister von ihnen isoliert, auf deren Unterstützung er ja ebenfalls hoffte. Größte Schwierigkeiten aber wären dem Orden bei den Fürsten entstanden. Vor allem die Reaktionen des deutschen und des dänischen Königs hätte der Orden fürchten müssen. Gewiß ließ das sprunghafte Taktieren Sigmunds keine eindeutige Voraussage über sein Verhältnis zum Neuen Rat zu, aber das routinierte Verhandlungsgeschick und die Persönlichkeit Jordan Pleskows und seiner Parteigänger waren gewichtige Faktoren, die es dem Hochmeister verboten, sich allzusehr zu exponieren und dem königlichen Entscheid vorzugreifen. Plauen mußte alles vermeiden, was Sigmund verstimmen konnte und ihn etwa auf die polnische Seite zu ziehen drohte. Mit Sicherheit wäre der Ordensstaat auch in entschiedenem Gegensatz zu Erich von Pommern geraten; die Bedrohung der ohnehin gefährdeten Neumark durch die pommerschen Herzöge, die Vettern des Königs, wäre die Folge gewesen.

Diese Überlegungen, die in der Stellungnahme des livländischen Landmeisters zum Bündnisprojekt als allgemeine Warnung vor einer Einmischung des Ordens in die zu erwartenden Kämpfe zwischen Städten und Fürsten erscheinen<sup>27</sup>, veranlaßten den Hochmeister und die gleichgeschalteten preußischen Städte, die preußische Gesandtschaft zum Lübecker Tag in diesem Punkt nicht zu instruieren<sup>28</sup>. Dennoch geht aus dem umfangreichen Gesandtschaftsbericht<sup>29</sup> hervor, daß der Hochmeister die ordensfreundliche Stimmung wohl zu nutzen und Kontakte nach verschiedenen Seiten zu halten gedachte.

<sup>28</sup> Zu den Bündnisplänen vgl. Bode, *Hansische Bundesbestrebungen* HGBl. 25, 1919, 213 ff. (216 f. Erläuterung der fürstenfeindlichen antidänischen Tendenz); Daenell *Blütezeit* I, 205 zum Verhältnis des Neuen Rats zu Dänemark; *Blütezeit* II, 473 ff. zu den Spannungen zwischen Hansestädten und norddeutschen Fürsten. — HR I 6, Nr. 37 § 2; Nr. 40, Nr. 41: Einladung an die Städte, „to sprekende umme beter endracht der stede.“ Einladung an HM geht aus HUB V, Nr. 1020, hervor.

<sup>27</sup> HUB V, Nr. 1020: „. . . duchte uns gar nutte wesen, konde men ene vrentschafft mit in gemachen sunder harden vorsiegelten vorbund; anders en dunket id mit nichte geraden, wente der stete gar vil is, unde welden die wertlichen fursten en beseten ken en krygen edder sie kegen de fursten, solde ir dan en bysten in eren noten, daz were mit nichte vor unsen orden.“ — Immerhin beweist dieses Gutachten, daß der HM ernsthaft die Für und Wider eines Bündnisses mit den Hansestädten erwogen hat.

<sup>28</sup> Jedenfalls enthält die Instruktion vom 23. 8. (HR I 6, Nr. 44) nichts.

<sup>29</sup> HR I 6, Nr. 45. — Der Gesandtschaftsbericht, der ebenso wie Nr. 49 vom Leiter der Gesandtschaft, dem Danziger Bürgermeister Albrecht Dodorf, verfaßt ist, zeigt einen bemerkenswert beflissenen Ton. Dodorf, der 1411/12 den Ordensstaat öfters in hansischen Angelegenheiten vertrat, war ein Günstling des Ordens. Bereits 1410 weist der Danziger Komtur den HM daraufhin, daß Dodorf als erprobter Ordensanhänger unbedingt in den Danziger Rat oder in die Schöppenbank zu bringen sei (vgl. SS IV, 396 Anm. 4). 1410 wird dann auch Dodorf als Schöppe aufgeführt (SS IV, 314); wahrscheinlich ist er bei der vom HM veranlaßten Umbesetzung des Danziger Stadtreiments in den Rat aufgenommen worden.

Aber ebenso wollten die rivalisierenden Städtegruppen den Orden für ihre Ziele einsetzen. In Stralsund, wo die Gesandten gemäß der Weisung des Hochmeisters auf der Hin- und Rückreise verhandelten, schien in einer ausgesprochen lübeckfeindlichen Atmosphäre der Abschluß eines Bündnisses pommerscher Städte und Fürsten mit prodänischer Tendenz bevorzugen, wozu man den Hochmeister einlud<sup>30</sup>. In Lübeck dagegen, wo nur Vertreter Rostocks und Wismar anwesend waren, betonte man seine Ordensfreundlichkeit, suchte aber den Hochmeister zunächst für den Anschluß an einen engeren Bund der revolutionären Städte zu gewinnen<sup>31</sup>. Bei der nun offen zutage liegenden Isoliertheit dieser Städte wollten die preußischen Gesandten den Wunsch des Hochmeisters nach 100 Schützen nicht vortragen. Wenn Plauen bisher noch — trotz aller Bedenken — erwogen hatte, sich für die eine oder andere städtische Partei einzusetzen, um desto sicherer Unterstützung zu erlangen, so warnten die preußischen Sendboten noch einmal eindringlich vor einer einseitigen Stellungnahme, die den Orden in die Machtkämpfe innerhalb der Hanse und den voraussichtlich drohenden Krieg mit Dänemark verwickeln mußte<sup>32</sup>.

Nachdem die Lübecker Versammlung sich wegen des geringen Besuchs vertagte<sup>33</sup>, besuchte Dodorf Hamburg und Lüneburg, um dort für den Orden zu werben und, wie man wohl annehmen darf, um diese Städte zu einer Teilnahme an einem Hansetag zu bewegen, damit die städtische Hilfe für das Ordensland — von einer möglichst breiten Basis getragen — desto umfangreicher sei und den Charakter einer Parteizuwendung verliere<sup>34</sup>. Gesandte Hamburgs und Lüneburgs trafen dann auch im Oktober 1411 in Lübeck mit Vertretern Rostocks und Wismars zusammen; aber auch diesmal verdrängten die Probleme der Hanse die des Ordensstaates. Nach dem Beschluß der Städte sollte der Hochmeister zusammen mit Hamburg, Lüneburg, Rostock und Wismar in einer Art Schiedsgericht die Zwistigkeiten schlichten. Die preußische Gesandtschaft konnte nicht anders, als Plauen gegenüber die Nachhaltigkeit ihrer Bemühungen zu beteuern und wieder auf die allgemeine Kriegsgefahr hinzuweisen, die

<sup>30</sup> HR I 6 Nr. 45, 28: „ . . . ouch merke ich wol in eren reden, das sy groes bogheren, weres, alzo ich wol vorneme, das sy sich myd deme koninge von Dennemarken verbunden, das ir in deme selbighen verbunde wellet myte syn . . . “

<sup>31</sup> Ebenda, 29: „ . . . alzo das ich wol vorneme, das sich Lubeke, Rosteke und Wismer haben czusamene verbunden, und welden ouch gerne, das euwer ghenade myte welde syn in yren verbunde, und wert obel sten werden under dessen steten . . . “

<sup>32</sup> Ebenda, 29: „ . . . ouch kan ich nycht derkennen anders, men das sich alle dynk und zache desser stete und des konynges werden komen czu eynem grossem krighe . . . Hirusme, ghenedigher herre, so syet bedocht, ap deme orden und deme lande nutcze sy, myte sich in dessen krych czu stossen.“

<sup>33</sup> HR I 6, Nr. 46.

<sup>34</sup> HR I 6, Nr. 49.

unter den Städten und zwischen Städten und Fürsten bestehe. Mit Stralsund, das immer noch abseits blieb und seinen pommerisch-dänischen Bündnisplan weiter verfolgte, blieb man in Verbindung.

Ein neuer Tag zu Wismar im November, an dem nun auch Vertreter Stralsunds und Greifswalds teilnahmen (inwieweit auch dies ein Erfolg der preußischen Diplomatie war, sei dahingestellt), erfüllte endlich die Wünsche des Hochmeisters. Bis zum 1. Mai 1412 sollten auf Kosten der Städte 100 Schützen in Preußen unterhalten werden<sup>35</sup>. Zugleich aber bekam der Hochmeister einen Vorgeschmack dessen, was von einer gefestigten Hanse zu erwarten sei: auf Initiative des Brügger Kontors, das in der Periode der hansischen Zerrüttung immer wieder als Mahner zur Einheit und Wahrer der kaufmännischen Interessen der Gemeinschaft wirkte, ersuchten die Städte die preußischen Gesandten, sich für die Abschaffung des Pfundzolls in Preußen einzusetzen<sup>36</sup>. Zwar beließ es der Zustand der Hanse bei diesem Vorstoß; der Pfundzoll wurde in Preußen weiter erhoben, aber in der Folgezeit wurde die Pfundzollfrage zum Prüfstein für das Verhältnis der Hanse zum Orden. Denn seine Abschaffung sah man als Vorbedingung für eine Unterstützung des Ordensstaats an.

In den letzten beiden Jahren der Amtszeit Plauens erforderten die Verwicklungen mit Polen, die Annäherung König Sigmunds an König Wladislaw<sup>37</sup> die ganze Aufmerksamkeit des Ordens; die Kontakte zur Hanse

<sup>35</sup> HR I 6, Nr. 50 §§ 13, 14; SS III, 329 (Fortsetzer J. v. Posilge).

<sup>36</sup> HR I 6, Nr. 53. Zum Pfundzoll vgl. Daenell Blütezeit I, 177; Schumacher, Geschichte Ost- und Westpreußens, 106 f.; Leinz, Abfall Danzigs vom Orden, 15 ff.; Weise, Widerstandsrecht, 71; Toepen I, 55 f., 79, 101 f., 111 ff.; Werner, Politik der preuß. Städte, 79 f. — Mit Billigung des HM hatten die preuß. Städte während der Waldemarischen Kriege — erstmal 1361 — Pfundzoll gemäß den gesamthansischen Beschlüssen erhoben. Ab 1389 erneuerten sie diese Abgabe, um mit den Einnahmen die vom HM empfangenen Kredite abzuführen, diesmal aber als preuß. Sonderzoll ohne Billigung der Gesamthanse. Der Protest der übrigen Hansestädte gegen die von ihnen als drückend empfundene Maßnahme hatte um so weniger Erfolg, als bald auch der Orden seinen Anspruch auf Mitnutzung dieser Geldquelle erhob und durchsetzte und von sich aus einer Abschaffung dieses Zuwachses an Steueraufkommen nicht zustimmen wollte, auf Grund der Entwicklung seiner Finanzen auch nicht konnte. Die seltsame Komplizenschaft der preuß. Städte mit ihrer Landesherrschaft dauerte an, so lange das Verhältnis zum Orden leidlich war und die Städte nicht auf die Hilfe der Hanse angewiesen blieben. 1400 wird ein hochmeisterlicher Pfundherr eingesetzt; seit 1403 erhält der Orden  $\frac{1}{3}$ , seit 1409  $\frac{2}{3}$  der Einnahmen. Plauen läßt etwa seit Juni/Juli 1411 wieder Pfundzoll erheben, vgl. HR I 6, Nrn. 34, 53, 137.

<sup>37</sup> Die Ablehnung der Ratifizierung des mit Kuchmeister ausgehandelten Vertrags vom Januar 1412 über ein Bündnis Sigmunds mit dem Orden gegen Polen durch Plauen wegen der damit verbundenen finanziellen Forderungen Sigmunds, und eine drohende Koalition seiner Gegner Herzog Ernst von Österreich, König Wladislaw von Polen und der Republik Venedig ließen Sigmund vom Orden abrücken. Nach dem Friedensschluß vom März 1412 und der Annäherung an Polen wurde das Verhältnis zum Orden immer feindseliger. Vgl. Nöbel, Kuchmeister, 46 ff.

blieben eingeschränkt. Seit der Verurteilung Lübecks durch den Lüneburger Hansetag im April 1412 und seit der Ofener Verhandlung Juli 1412 war die Lage innerhalb der Hanse so kompliziert geworden, daß der Hochmeister eine vorsichtige Neutralitätspolitik gegenüber Lübeck einschlug, gleichwohl aber die Beziehungen zu dieser Stadt nicht abreißen ließ. Daran hielten sich auch die preußischen Städte. Nachdem der Hochmeister schon im April 1411 dem Brügger Kontor und im Juni 1411 den Städten Gent, Ypern und Brügge unverbindlich geantwortet hatte, er wolle auf die Beilegung des Streites bedacht sein<sup>38</sup>, beschlossen die Ordensstädte bei der Beratung der Lüneburger Beschlüsse von 1412, möglichst gegen die Verhansung Lübecks zu stimmen, sich aber sonst nach dem Beispiel der übrigen zu richten<sup>39</sup>. Ähnlich erklärte sich der Hochmeister im November 1412 und vor den preußischen Städten im April 1413 auf eine Anfrage Stralsunds<sup>40</sup>. Aber noch unmittelbar vor Ausbruch des offenen Krieges mit Polen, der seinen Sturz hervorrufen sollte, bat der Hochmeister Ende Mai 1413 Lübeck um Hilfe, wobei er auf seine Neutralität im Streit mit dem Alten Rat anspielte und die Unterstützung des lübischen Standpunktes bei den Verhandlungen mit König Erich andeutete<sup>41</sup>.

Heinrich von Plauen hat während seiner kurzen Amtszeit die traditionellen Beziehungen des Ordensstaates zur Hanse zwangsläufig nicht benutzt, um an der Entscheidung von handelspolitischen Fragen, zu der die zerstrittene Städtegemeinschaft ohnehin kaum mehr fähig war, teilzunehmen<sup>42</sup>. Vielmehr ging es ihm zum einen darum, die Hansestädte von einer feindseligen Einmischung in die Innen- und Städtepolitik des Hochmeisters abzuhalten; zum andern, sie für eine — möglichst militärische — Unterstützung des Ordensstaates zu gewinnen. Das erste Ziel hat Plauen dank der Uneinigkeit der mit ihren eigenen Problemen vollauf beschäftigten Hanse erreicht. Vor allem Lübeck war dem Hochmeister zu sehr verpflichtet, als daß es sich unfreundliche Maßnahmen gegen ihn erlauben durfte. Aber auch Stralsund und sein Anhang bemühten sich um den Orden, was diesem die wichtigen Kontakte zum dänischen König offenhielt. Trotz der Niederlage des Ordens als Bündnispartner umwor-

<sup>38</sup> HR I 6, Nr. 13 (an Brügger Kontor); Nr. 32 (an Gent, Ypern, Brügge).

<sup>39</sup> Auf dem Lüneburger Tag hatten die preuß. Gesandten die Beschlüsse betreffs Lübeck nur ad referendum genommen (IIR I 6, Nr. 68 § 5); der Marienburger Städtetag Juli 1412 behielt diese abwartende Haltung bei (HR I 6, Nr. 97 § 4).

<sup>40</sup> HR I 6, Nr. 113 (Nov. 12); Nr. 118 § 3 (Apr. 5).

<sup>41</sup> HR I 6, Nr. 121.

<sup>42</sup> Hervorzuheben als eigene Dispositionen des Ordens auf handelstechnischem Gebiet im hansischen Raum sind die Verträge, die der Ordensmarschall Küchenmeister mit den Paternostermachergewerken von Lübeck und Brügge im Juni bzw. August 1411 über Höhe und Zahlungsweise der Bernsteinlieferungen abschloß. Vgl. Reg. I, Nr. 1532, Nr. 1546.

ben, konnte sich der Hochmeister einer in Gruppen zerspaltenen Hanse gegenüber besser behaupten als gegenüber einer geeinten. Freilich entlarvten die vielfältigen Rücksichtnahmen, zu denen der Orden infolge seiner Notlage gezwungen war, seine Position als Scheinstärke, deren Handlungsspielraum eng begrenzt war. Die Gruppierungen der Hanse andererseits, deren Einzelkräfte kaum zur militärischen Unterstützung des Ordens ausreichten — welche aber auch außerhalb der primär wirtschaftlichen Intentionen einer intakten Gesamthanse gelegen hätte —, suchten das Bündnis mit dem Orden zur Verfolgung ihrer eigenen Ziele. Denen aber konnte und wollte der Orden nicht dienen.

Der Hochmeisterwechsel änderte zunächst die Art der Beziehungen zur Hanse kaum. Die gescheiterte Friedenspolitik, um derentwillen der Ordensmarschall Heinrich von Plauen gestürzt hatte, zwang den neuen Hochmeister gleich seinem Vorgänger Hilfe gegen Polen—Litauen bei den Hansestädten zu suchen. Anfang August 1414 bat er Lübeck, Hamburg, Wismar, Stralsund und Lüneburg, nachdem er die erfolglosen Verhandlungen mit Wladislaw geschildert hatte, zur Abwehr des polnischen Gegenangriffs um die Zusendung einiger Schützen<sup>43</sup>. Bedeutsam aber war, daß die preußischen Städte das Hilfsersuchen des Hochmeisters durch ein eigenes Schreiben unterstützten, in dem sie die Auseinandersetzung mit Polen in der Terminologie des Heidenkampfes schilderten<sup>44</sup>. Darin zeigte sich ein Einvernehmen zwischen den neuen Herren und ihren Städten, das schon in der gemeinsamen Befehlsverweigerung von Ordensgebietigern und Landesaufgebot eine konspirative Allianz gegen den zunehmend isolierten Heinrich von Plauen zustande gebracht hatte. Wenn in der Folgezeit Vertreter des Landes an der politischen Beschlußfassung und den Verhandlungen mit Polen teilnahmen, wenn der Hochmeister während des Danziger Aufstandes im Juni 1416 den vertriebenen Rat gegen die Erhebung der Mittel- und Unterschichten unterstützte, so mußte sich dieses Arrangieren des Hochmeisters mit den etablierten Repräsentanten des Landes auch auf die preußisch-hansischen Beziehungen auswirken: Als Folge der verstärkten Zusammenarbeit von Land und Herrschaft vernachlässigten die preußischen Städte die Kontakte zur Hanse. Diese Entfremdung sollte sich bald verstärken, als die wendischen Städte in den Auseinandersetzungen zwischen den Grafen von Schleswig und

---

<sup>43</sup> HR I 6, Nr. 143. Polen hatte am 18. Juni 1414 den Krieg erklärt und war am 15. Juli ins Ordensland eingedrungen.

<sup>44</sup> HR I 6, Nr. 144: „. . . wo dat de here koning van polen unde hertoge Witold baven alle demudige irbedunge, de unse here homeister kegen en gedan hefft, mit Russen, Tatheren unde anderen vele uncristenen sik stark hefft gesammelt unde mit gewolt in dem lande to Pruczen licgen unde heeren unde burnen unde de christenheit mit grottem unrechte unde gewolt also beschedigen unde underdrucken . . .“ Zum Kriegsverlauf vgl. Nöbel a.a.O., 80—85.

Holstein und Dänemark gegen den Dänenkönig Partei nahmen, den Preußen jedoch die Rücksicht auf freie Sunddurchfahrt jede voreilige Feindseligkeit gegen Dänemark verbot, zumal auch mit Rücksicht auf die Landesherrschaft die Verbindung König Erichs zum polnischen König zu besonderer Vorsicht zwang. Einstweilen aber kamen die Hansestädte, gerade mit der Einladung König Sigmunds zum Konstanzer Konzil beschäftigt, über einen vorläufigen Meinungs austausch wegen des preußischen Hilfsersuchens nicht hinaus<sup>45</sup>. Der rasch abgeschlossene Waffenstillstand vom 7. September 1414 ersparte ihnen schließlich die Entscheidung.

Wenn auch der Hochmeister weiterhin Kontakt zur Hanse unterhielt<sup>46</sup>, so mußte er bald in seinem Verhältnis zu Lübeck die durch König Erich neugeschaffene Situation berücksichtigen. Gegen die Verhaftung der lübschen Kaufleute Mitte September 1415 auf Schonen hatte die Stadt die Intervention Küchmeisters angerufen; der Hochmeister bat ausweichend um nähere Erläuterung des königlichen Verhaltens, da er auf Grund der ihm übermittelten Nachrichten nicht wisse, wie er Lübeck beistehen könne<sup>47</sup>. Diese Zurückhaltung des Hochmeisters war durch die bedrohliche Entwicklung der preußisch-dänischen Beziehungen bestimmt.

Die Spannungen zwischen beiden Mächten reichten weit zurück<sup>48</sup>; um die Jahrhundertwende durch die Gotlandexpedition des Ordens verschärft, wurden sie genährt durch die immer wieder von Dänemark verfolgten Pläne, das von Waldemar 1346 an den Orden verkaufte Estland zurückzugewinnen. Obwohl Erich dieses Projekt eines baltischen Imperialismus vorläufig zugunsten seiner Schleswigschen Politik zurückstellte, war es zu einer für den Orden sehr bedenklichen Verbindung zwischen König Erich und Wladislaw Jagiello gekommen, der der Hochmeister große Aufmerksamkeit widmete<sup>49</sup>. Bei den engen verwandtschaftlichen und freundschaftlichen Beziehungen Erichs zu Sigmund konnte ein Engagement leicht eine dänisch-polnisch-luxemburgische Koalition gegen den Orden mobilisieren. Daher ließ der Hochmeister dem lübisch-dänischen Streit seinen Lauf, begegnete den Vorwürfen König Erichs betont freundlich und suchte den römischen König zu bewegen, bei seinem launischen Vetter zu-

<sup>45</sup> Vgl. LUB V, Nr. 545: Undatiertes Schreiben Wismars an Lübeck; bezüglich des Hilfsersuchens des HMs, über das Wismar gemäß Lübecks Schreiben sich äußern soll, möge zuerst Lübeck seine Meinung vortragen.

<sup>46</sup> HR I 6, Nr. 197 (1. 6. 1415): HM an Danzig; Danzig soll zusammen mit seinem Brief Schreiben des HM an die Hansestädte senden.

<sup>47</sup> HR I 6, Nr. 213. Vgl. Nöbel a.a.O., 90 f.

<sup>48</sup> Vgl. Murawski, Zwischen Tannenberg und Thorn, 172 ff., 262 ff. Grundlegend: W. Mollerup, Dänemarks Verhältnis zu Livland vom Verkauf Estlands bis zur Auflösung des Ordensstaates, Berlin 1884, 7 ff.

<sup>49</sup> Vgl. Nöbel a.a.O., 90. Vgl. Bunge, Liv-, Est- und Kurländisches UB, Bd. V, Nr. 2050 (HM am 18. 1. 1416 an EB von Riga, Komtur zu Thorn und Prokurator am kgl. Hof; meldet, daß König Erich „sich ettlichermosze wunderlichen uns stellet“). Vgl. weiter Bunge V, Nr. 2047, Nr. 2520, Nr. 2581.

gunsten des Ordens einzutreten<sup>50</sup>. Gegenüber Bitten Lübecks um Verwendungsschreiben bei König Erich entschuldigte sich Küchmeister mit dringenden politischen Geschäften, die ihm keine Zeit dazu gelassen hätten, und drückte die Hoffnung aus, daß durch die Vermittlungstätigkeit der Hansestädte der Streit beigelegt werde<sup>51</sup>. Das Anerbieten, falls nötig, gern zur Fürsprache bereit zu sein, milderte nur schwach die abwehrende Haltung des Hochmeisters gegenüber einer Einbeziehung des Ordens in diesen Konflikt. Indes kam die Entwicklung der Dinge den Interessen des Ordens entgegen: die Position des Neuen Rates wurde immer aussichtsloser, und der Alte Rat, dessen Sieg sich abzeichnete, bedurfte der Vermittlung des Hochmeisters nicht.

Obwohl die Hansestädte nun intensiv mit der Schlichtung des durch den lübisch-dänischen Streit neu aufgeflamnten Kampfes um das Lübecker Stadttregiment beschäftigt waren, fanden sie Zeit, wieder einmal das Problem des preußischen Pfundzolls aufzunehmen. Diesmal aber verfolgten sie mit unbeirrbarer Konsequenz ihr Ziel und leiteten damit ein fünfjähriges Ringen ein, das, weil es nicht nur für die zähe hansische Verhandlungsführung, sondern auch für das hansisch-preußische Verhältnis exemplarische Bedeutung hat, einer eingehenderen Untersuchung wert ist.

Anscheinend war der Pfundzoll bereits bei der Erörterung des preußischen Hilfsersuchens zur Sprache gekommen; im Februar 1416 wiederholte man gegenüber Hochmeister und Städten die dringende Bitte, den „unplegheliken punttollen“ aufzuheben<sup>52</sup>. Indem die wendische Städtegruppe auch von den preußischen Städten dessen Abschaffung forderte, sie also nicht bloß um Vorsprache beim Hochmeister ersuchten, legte sie ihnen die Mitverantwortung für die Erhebung dieser Abgabe auf. Da die wendischen Städte nur geringe Aussicht hatten, mit ihrer Forderung durchzudringen, solange die preußischen Städte in dieser Frage stillschweigend mit dem Orden gemeinsame Sache machten, mußten sie darauf hinarbeiten, ihre preußischen Hansegenossen aus dieser Verbindung mit dem Hochmeister zu lösen und ein gemeinhansisches Vorgehen zu erreichen. Denn nur über diesen einheitlichen Druck der Hansestädte war ein Erfolg beim Hochmeister möglich.

Nachdem die Städte von Kopenhagen aus nochmals nach Preußen geschrieben hatten<sup>53</sup>, glaubten sie auf dem großen Lübecker Hansetag von Mai bis August 1416 mit den preußischen Gesandten darüber per-

---

<sup>50</sup> Bunge V, Nr. 2050 (18. 1. 1416).

<sup>51</sup> HR I 6, Nr. 258 (27. 4. 1416).

<sup>52</sup> HR I 6, Nr. 240: Wismarer Versammlung an HM; darin Verweis auf Behandlung dieses Themas beim letzten Lüneburger Hansetag, der vermutlich 1414 oder 1415 stattfand (vgl. HR I 6, S. 122) — HR I 6, Nr. 241: Wismarer Versammlung an die preuß. Städte.

<sup>53</sup> Geht aus dem Rezess vom 24. 5. 1416 hervor (HR I 6, Nr. 262 § 83).

sönlichen Kontakt aufnehmen zu können. Aber die preußischen Sendboten, die verspätet ankamen und wegen der Nachrichten vom Danziger Aufstand binnen kurzem wieder abreisten, wichen einer Rechtfertigung des Verhaltens ihrer Städte aus<sup>54</sup>; statt dessen legten sie einen Brief des Hochmeisters an die Hansestädte vor. Gemäß dieser Taktik der preußischen Städte, den Pfundzoll als Ordensangelegenheit hinzustellen, schlug Kuchmeister in seinem Schreiben den Ton unbefangener Verwunderung über das Ansinnen der Hansestädte an: er wisse nicht, warum er von dem seit langem und schon von seinen Amtsvorgängern erhobenen Pfundzoll ablassen solle, doch wolle er die Einspruchsgründe der Hansestädte entgegen nehmen und darüber mit seinen Gebietigern beraten<sup>55</sup>.

Freilich zeigt das Fehlen jeder Berufung auf ein uneingeschränktes landesherrliches Zollerhebungsrecht in diesem ganz auf Verschleppungstaktik abgestellten Brief, daß der Hochmeister seiner Sache durchaus nicht sicher war, und in ihrer Antwort<sup>56</sup> wiesen die wendischen Städte Kuchmeister auf die entscheidende Schwäche seiner Argumentation hin. Der Pfundzoll sei grundsätzlich eine von den Hansestädten eingerichtete Abgabe, die der Orden, nachdem sie von den preußischen Städten entgegen dem allgemeinen hansestädtischen Abschaffungsbeschluß widerrechtlich weiter erhoben worden sei, lediglich usurpiert habe. Die Ankündigung, man werde bei einer weiterhin ablehnenden Haltung sich weitere Schritte vorbehalten, enthält unverkennbar eine Drohung sowohl gegenüber dem Orden als auch gegenüber den preußischen Städten.

Zweifellos entstammt diese Entschiedenheit im Vorgehen der Hansestädte dem neuen Kraftgefühl nach der Überwindung der Lähmung innerhalb der hansischen Gemeinschaft, und aus dieser Situation heraus gewann ihr Protest prinzipielle Bedeutung. So stimmig in sich der von den Städten vertretene Grundsatz war, eine hansische Maßnahme (hier der Pfundzoll) könne auch von der Hanse allgemein verpflichtend wieder abgeschafft werden, so kollidierte er in der strikten Verfechtung der Autonomie handelstechnischer Beschlüsse und der Freiheit des hansischen Handels von Maßnahmen der Obrigkeit mit dem Recht der Landesherrschaft; die preußischen Städte aber zwang dieser Anspruch unter die Ge-

<sup>54</sup> Ablauf der Verhandlungen: HR I 6, Nr. 262 §§ 80, 83—85, 87, 88, 93.

<sup>55</sup> HR I 6, Nr. 261: „ . . . wir moghen euch des myt warheid wol vorkunden, daz faste unser vorfaren zeliges gedechtnisses van vil verlouffenen tzeiten zeme-lich pfuntgelt uffgenomen haben und eyn zolchs ouch bis nu tzu unser tzeid beleitit ist unde gekomen. Nu vernemen wir jo nicht, in welcher wyeze adir durch watz zachin wilen wyr in unsern steden zullen davon laßen, unde hoffen ummer, daz wir daz bilchen toen, daz van unsern furfaren an uns ist komen.“

<sup>56</sup> HR I 6, Nr. 274; schärfer formuliert der Rezess, Nr. 262 § 93: „ . . . unde de stede hadden den pundtollen zettet, unde nicht de heren to erem lande; unde na der tyd hadden de stede den punttollen affgelechet; men de Prusseschen hedden des noch nicht verthege . . . wente scheghe dat nicht, so musten de stede dar up vordacht sin, wat bothe dar entyeghen behuff were.“

meinschaftsdisziplin und setzte ihren Sonderbestrebungen enge Grenzen. Abzuwarten blieb nun, wie lange die preußischen Städte, diesem Druck trotzend, die Partei des Hochmeisters der wendischen Städte vorzogen. Dieser stellte das Brügger Kontor August 1416 düstere Prognosen: Der Kaufmann werde das Ordensland solange meiden müssen, bis der Orden den drückenden Pfundzoll abgeschafft und den Währungssturz, der ca. 50 % betrage, aufgefangen habe<sup>57</sup>.

Unterdessen zogen es die preußischen Städte vor, sich den Vorwürfen der übrigen Hansestädte durch Nichtbesendung der Versammlungen zu Lübeck und Rostock von November bis Dezember 1416 und zu Lübeck im Januar 1417 zu entziehen. Beide Male entschuldigten sie sich, die Einladungen seien zu spät ergangen<sup>58</sup>. Dennoch ließen die Städte nicht locker. Sie warfen den Preußen vor, durch ihr Fernbleiben die Beschlußfassung innerhalb der Hanse unmöglich zu machen. Zusammen mit der Bekanntgabe eines neuen gemeinsamen Pfundzolls zur Ausrüstung von Kriegsschiffen gegen die von den Holsten ausgesandten Kaper begehrten die Städte wiederum die Abschaffung des preußischen Pfundzolls unter Hinweis auf die bereits ergangenen Aufforderungen, „dar uns doch noch ny redlik antword van werden en konde“<sup>59</sup>. Gleichzeitig forderten sie Rechenschaft über das bisher Erhobene, wohl mit der Absicht, es, soweit noch verfügbar, zur Finanzierung der laufenden Kriegsrüstungen heranzuziehen.

Der Wunsch der Städte, „dat . . . dar nynes scrivendes mer not umme en werde“, sollte sich nicht erfüllen. Zwar nahm am nächsten Hansetag zu Rostock und Lübeck von Mai bis Juli 1417 ein Vertreter Danzigs teil, der aber zu größter Empörung der Anwesenden gerade in dieser Frage nicht bevollmächtigt war<sup>60</sup>. Über diese allzu durchsichtige Taktik, die überfällige Entscheidung hinauszuschieben, verschärfte sich die Tonart der Schreiben entschieden, die der Hansetag an den Hochmeister und die preußischen Städte unter dem verärgerten Stoßseufzer „dar doch vele umme gescreven is“ richtete<sup>61</sup>. Den preußischen Städten warf man vor, die Nichtbevollmächtigung ihres Gesandten stelle einen Affront gegenüber dem Hansetag dar, nachdem man sie gerade darum ausdrücklich und rechtzeitig gebeten habe. Eindringlich wurden die Preußen zum Gehorsam gemahnt, der „eyn fundament ys der henze“, und die Ankündigung, man werde notfalls „gesette“ gegen sie erlassen, um den Kaufmann „bey older fryheit unde rechticheit“ zu erhalten, klingt drohend

<sup>57</sup> HR I 6, Nr. 303. Der HM hatte an das Kontor geschrieben, der Kaufmann solle sich wegen des Danziger Aufruhrs nicht vom Handel und Besuch in Preußen abschrecken lassen.

<sup>58</sup> HR I 6, Nr. 312 zur Versammlung in Lübeck November 1416; Nr. 336 zur Lübecker Versammlung Januar 1417.

<sup>59</sup> HR I 6, Nr. 348 (1417 Januar 28). Vgl. Rezess, Nr. 337 § 6.

<sup>60</sup> HR I 6, Nr. 428.

<sup>61</sup> HR I 6, Nr. 397 § 8.

nach Verhansung. Dem Hochmeister erklärte man nochmals, der Pfundzoll sei zum Nutzen der Städte eingeführt worden und nicht „van juwen vorvaren edder to erer behoff“; eine selbständige Erhebung durch die preußischen Städte könne man nicht länger dulden, „wente wy lydent ungerne, dat de copman van en also beswaret werde“<sup>62</sup>.

Obwohl diesmal die Versammlung weniger den Hochmeister als vielmehr die preußischen Städte als Schuldige hingestellt hatte — unter Umständen ein kluger Schachzug, um diese endlich zu einem Abrücken vom Orden zu bewegen, da sie nun zu ihrer Verteidigung die Hauptverantwortung auf ihn als den hauptsächlich am Pfundzoll interessierten abwälzen mußten — nahm die Auseinandersetzung dadurch eine gefährliche Wendung, daß der Hansetag auch an König Sigmund zu appellieren beschloß<sup>63</sup>. Damit riskierte der Orden, sich neben der Abhängigkeit von Sigmund im Verhältnis zu Polen auch ein Einspruchsrecht des römischen Königs in faktisch innerpreußische Angelegenheiten einzuhandeln, das ein bedenkliches Präjudiz bezüglich der ohnehin verwickelten staatsrechtlichen Zugehörigkeit des Ordenslandes bedeutet hätte.

Vor diesen Verwicklungen wich der Hochmeister zurück und suchte Zeit zu gewinnen — eine Taktik, die er nun ca. 3 Jahre lang beibehielt. Den Hansestädten erklärte er, wegen Abwesenheit seiner Gebietiger könne nichts beschlossen werden, und versprach ihnen Verhandlungen, wenn für das Ordensland wieder friedlichere Zeiten gekommen wären<sup>64</sup>. Gegenüber den preußischen Städten äußerte Kuchmeister freilich, er wolle den Pfundzoll zur Zeit nicht aufheben<sup>65</sup>.

Diese hatten inzwischen eine vollkommene Kehrtwendung vollzogen. Sie lehnten eine weitere Annahme ihres Anteils am Pfundzoll ab, versprachen den Hansestädten Rechenschaft und beteuerten überdies ihre Bereitschaft, sich den hansischen Beschlüssen zu fügen<sup>66</sup>. Dennoch ging der ermüdende Streit auf dem Lübecker Hansetag vom Juni bis August 1418 weiter. Der Hochmeister hatte nicht umhin können, sich dort gegenüber den Hansestädten zu verantworten. Erstmals seit langem erschien wieder eine eigene Ordensgesandtschaft mit Dietrich Lodendorf und dem Königsberger Großschäffer Hermann Vogeler auf einer Hanseversammlung<sup>67</sup>.

<sup>62</sup> HR I 6, Nr. 427.

<sup>63</sup> HR I 6, Nr. 397 § 46. Vgl. Bunge V, Nr. 2185 (28. 12. 1417): Livl. Meister an HM; hat von Kaufleuten gehört, daß die Städte den Orden vor dem Konzil verklagen wollen.

<sup>64</sup> HR I 6, Nr. 455 (11. 6. 1417).

<sup>65</sup> HR I 6, Nr. 456 (12. 6. 1417): „ . . . dat he (= HM) noch tor tiid nicht don will.“ — Vgl. dazu den Erlaß eines neuen Pfundzolltarifs am 8. September 1417 (HR I 6, Nr. 480).

<sup>66</sup> HR I 6, Nr. 456: „ . . . do spreke wii, wii wolden vortan mer van dem punttolnghelde nicht nemen, unde willen jw, leven vrundes van deme dat wii entfangan hebben, wol rekenschop don.“

<sup>67</sup> HR I 6, Nr. 554.

Die Verhandlungen nahmen ihren schleppenden, umständlichen Gang. Wieder einmal wünschte der Orden von den Hansestädten die Gründe für ihren Einspruch zu hören; wieder einmal brachten diese ihre Argumente vor, nachdem man den Briefwechsel seit 1417 vorgelesen hatte. Lodendorf begründete nun den Pfundzoll mit den großen Kosten, die dem Orden bei der Gotlandexpedition „umme de vyalienbrodere van dar to bringende“ — und damit im hansischen Interesse — entstanden seien, sowie mit den Lasten des polnischen Krieges. Die Städte ließen sich dadurch nicht beirren; Lodendorf, in die Enge getrieben, versuchte nun mit dem Hinweis auf seine fehlende Vollmacht auszuweichen. Nach einigem Hin und Her bewilligte man dem Orden einen Aufschub bis zum 8. September zur Abschaffung und bis zum 11. November zur Abrechnung über den Pfundzoll. Sollte der Hochmeister dem nicht Folge leisten, so überließ der Hansetag es den wendischen Städten zu entscheiden, ob die bisher nur verhüllte Drohung, man wolle die Preußen länger „in des copmans rechte nicht lyden“, wahrgemacht werden solle<sup>68</sup>. Offensichtlich wollte man dadurch die preußischen Städte, denen man vorwarf, daß sie trotz ihres schriftlichen Versprechens bisher keine Rechenschaft über den erhobenen Pfundzoll abgelegt hatten<sup>69</sup>, zu stärkeren Pressionen gegenüber dem Hochmeister veranlassen.

Dieser nahm das Ultimatum des Hansetages keineswegs so ernst, daß er sich zu schnellem Handeln zwingen ließ. Er wolle erst, so schrieb er Ende August an Lübeck und Stralsund, die Rückkehr seines Gesandten Lodendorf abwarten, und bat dann beide Städte, zu der mit Jagiello und Witold auf den 13. Oktober festgelegten Verhandlung in Welun einen Ratsendeboten zu schicken<sup>70</sup>. Dieser Wunsch Kuchmeisters erscheint zu einem Zeitpunkt, da die Beziehungen zu den wendischen Städten merklich gespannt waren, zunächst seltsam inkonsequent. Jedoch verfolgte der Hochmeister damit eine folgerichtige und wohl berechnete Absicht. Abgesehen vom Wunsch des Ordens, seine Friedfertigkeit und seinen guten Willen gegenüber Polen und Litauen einem möglichst großen Kreis von Augenzeugen zu demonstrieren<sup>71</sup>, beabsichtigte Kuchmeister sicherlich, bei den Vertretern der Hansestädte für ein Verständnis der schwierigen Lage des Ordens und des Landes zu werben und ihnen die Situation Preußens, die aus der Sicht des Ordens die Beibehaltung des Pfundzolls erforderte, vor Augen zu führen. Bedeutsam ist auch die Wahl gerade dieser Städte. Lübeck, dem auf dem soeben beendeten Hansetag seine führende Stellung in der hansischen Gemeinschaft bestätigt worden war, kam ohnehin in Betracht; durch die Teilnahme eines Vertreters von Stralsund, das eine traditionell dänenfreundliche Politik verfocht, mochte

<sup>68</sup> HR I 6, Nr. 556 A §§ 19, 21, 23—27, 35, 88.

<sup>69</sup> Ebenda § 22.

<sup>70</sup> HR I 6, Nr. 611.

<sup>71</sup> Vgl. Nöbel, Kuchmeister, 105 f., 120.

sich Küchmeister einen günstigen Einfluß auf König Erich versprechen. Der Gesandte Stralsunds, das der Bitte des Hochmeisters nachkam, stellte sich dann auch mit anderen Gästen in einem Bericht über die Weluner Verhandlungen ganz auf die Seite des Ordens, der sich erboten hatte, seinen Streit mit Polen—Litauen u. a. auch einem Schiedsgericht der Hanse zu übergeben<sup>72</sup>. Der Orden erinnerte sich also sehr wohl seiner Kontakte zur Hanse, wenn sich außenpolitische Vorteile daraus ziehen ließen, während er doch zugleich den Verpflichtungen aus dieser Bindung auswich. Und auch die preußischen Städte, obwohl sie seit Juni 1417 wieder enger an die hansische Gemeinschaft gebunden waren, hielten in manchem Distanz: so lehnten sie den Beitritt zu dem auf dem Hansetag zu Lübeck besprochenen Bündnisprojekt lakonisch ab<sup>73</sup>.

Unterdessen waren die Fristen, die die Lübecker Versammlung zur Aufhebung des Pfundzolls gesetzt hatte, ergebnislos verstrichen. Der Wismarer Tag vom April 1420 ermahnte der Hochmeister, endlich seine Entscheidung zu treffen, da man nur im Vertrauen auf Lodendorfs Zusagen Gegenmaßnahmen aufgeschoben habe. Gleichzeitig forderten die Ratsendeboten die preußischen Städte und Lodendorf auf, bei Küchmeister ernstlich vorstellig zu werden<sup>74</sup>.

Der Hochmeister verschanzte sich wieder einmal hinter der Abwesenheit seiner Gebietiger; erst um den 29. September, wenn diese zurückgekehrt seien, könne er Antwort erteilen<sup>75</sup>. Damit schien in dieser Angelegenheit, deren Bereinigung „unz und den unzen jo also wol also den juwen tu nutte, profite und fromen queme“, wie die preußischen Städte zu den wendischen bemerkten<sup>76</sup>, eine weitere Runde ergebnislosen Schriftwechsels bevorzustehen. Denn insbesondere eine Rechenschaft des Ordens über die empfangenen Pfundgelder gegenüber den Hansestädten schien der Hochmeister als eine Beeinträchtigung der Souveränität des Ordens abzulehnen<sup>77</sup>. Nach seinem Beispiel schoben auch die preußischen Städte ihre auf den 2. September angesetzte Abrechnung auf, obwohl der Hochmeister ihnen darüber keine Vorschriften machen wollte<sup>78</sup>.

Die Stralsunder Versammlung vom September 1420 nahm den Preußen diese weitere Verzögerung sehr übel. Sie hatten sich schon das Mißfal-

<sup>72</sup> Joachim / Hubatsch, Regesten I, 2819; Erich Weise (Hsg.), Die Staatsverträge des DO in Preußen im 15. Jh., Bd. I, Nr. 131; Nöbel, Küchmeister, 105.

<sup>73</sup> Z. B. HR I 7, Nr. 296 (Unterstützung der Hansestädte für die Danziger Gesandtschaft nach Dänemark), Nr. 84 (Acht Danzigs durch König Sigmund); HR I 7, Nr. 13 § 5. Vgl. Bode, Hans. Bundesbestrebungen, HGbl. 1919, 227 ff., dort auch Bündnisentwurf.

<sup>74</sup> HR I 7, Nr. 195—197.

<sup>75</sup> HR I 7, Nr. 240.

<sup>76</sup> HR I 7, Nr. 212 (2. Juni 1420).

<sup>77</sup> HR I 7, Nr. 256: „wenn is duncket uns grosze sachen sin, rechenschaft den hensesteten czu thuende.“

<sup>78</sup> HR I 7, Nr. 255 § 5; Nr. 256; S. 138 oben.

len der Anwesenden zugezogen, als sie gegen den Beschluß, Lübeck solle, falls die von den Städten vermittelten Verhandlungen zwischen Dänen und Holsteinern scheiterten, sich für eine Partei erklären, Einspruch erhoben hatten mit der Begründung, der Hochmeister werde ihnen nicht gestatten, was auf einen Krieg hinauslaufe; das Ordensland sei in diesem Streit neutral. Doch das Plädoyer für die Wahrung preußischer Sonderinteressen scheiterte; statt dessen mußten sich die Preußen belehren lassen, daß gemäß den Beschlüssen des Hansetags vom Juni 1418 Lübeck und die wendischen Städte im Namen der Hanse handeln dürften — die Problematik dieser die hansische Gemeinschaft stärkende Disposition für das Ordensland trat wieder einmal zutage<sup>79</sup>. Um die Spannungen zu mildern, nahmen die preußischen Städte daraufhin am 4. November in Marienburg die Abrechnung über den seit 1397 erhobenen Pfundzoll vor<sup>80</sup>.

Vom Hochmeister vernahm man, nachdem er sich im November zur Verantwortung des Zolls bereit erklärt und gleichzeitig die Hansestädte um Beweise ihrer traditionellen Verbundenheit mit dem Ordensland gebeten hatte, weiterhin nur Ausflüchte<sup>81</sup>. Mit diesem Verhalten hatten die wendischen Städte gerechnet, obwohl sie von Stralsund aus Kückmeister für sein Versprechen gedankt hatten, ihnen gegen den 29. September zu antworten<sup>82</sup>. Daher war schon auf dem Wismarer Tag im Juni 1420 das einzige erfolgversprechende Mittel, womit der Hochmeister auf dem Verhandlungswege zu einer Stellungnahme gezwungen werden konnte, erörtert worden: nämlich eine Gesandtschaft nach Marienburg<sup>83</sup>.

Anfang April 1421 griffen die preußischen Gesandten auf der Lübecker Versammlung diesen Vorschlag auf<sup>84</sup>. Den Versuch, von sich aus den Hochmeister zur Annahme der hansischen Forderung zu bewegen, gaben die preußischen Städte damit auf; nur bei Unterstützung durch diplomatische Maßnahmen der übrigen Hansestädte bestünde Aussicht auf Erfolg. Offensichtlich waren es die Preußen leid, weiterhin ihre mißlungenen Aktionen vor dem Tribunal der Hansestädte rechtfertigen zu müssen, deren Unwillen über das ablehnende Verhalten des Hochmeisters sich dann in Gereiztheit gegenüber den Preußen entlud.

Die Städte nahmen diesen Vorschlag an<sup>85</sup>. Sie hatten inzwischen unerwartet einen Verbündeten im Orden erhalten, den livländischen Land-

<sup>79</sup> HR I 7, Nr. 263 §§ 9, 10: „ze (= die Preußen) wusten myt dem konyng van Dennemarken unde Holstenheren nicht men gud . . .“ (vgl. HR I 7, Nr. 331, §§11—13).

<sup>80</sup> HR I 7, Nrn. 277, 278, S. 153.

<sup>81</sup> HR I 8, Nr. 1089.

<sup>82</sup> HR I 7, Nr. 270.

<sup>83</sup> HR I 7, Nr. 237 § 2. Vorher bereits im Rezess von Wordingborg, 29. 6. 1419 (HR I 7, Nr. 86 § 2).

<sup>84</sup> HR I 7, Nr. 326 §§ 3, 4, 7.

<sup>85</sup> Endgültig Juni 1421: HR I 7, Nr. 355 § 15. Vgl. Nr. 326 § 7.

meister. In drei Schreiben<sup>86</sup> zu Beginn des Jahres 1421 riet dieser Küchenmeister dringend zur Einigung mit der Hanse. Zwar habe, so meinte der livländische Meister, der Hochmeister das Recht, Abgaben und Zölle einzuführen und zu erheben, aber gerade der Pfundzoll sei bei den Städten so verhaßt und schade dem Ansehen so sehr, daß der Hochmeister statt dessen mit Billigung des römischen Königs eine unumstrittene, unverfänglichere und den Städten bequemere Art der Steuererhebung einführen solle<sup>87</sup>. Denn bei der augenblicklichen Bedrohung des Ordenslandes von zwei Seiten her, von Dänemark und Polen, benötige der Orden ein Bündnis mit den Hansestädten, das die westliche Flanke des Ordenslandes sichere<sup>88</sup>. Ein solches Bündnis hätten ihm die livländischen Städte im Namen der Gesamthanse angeboten, falls die Pfundzollerhebung eingestellt werde. Besonders Livland sei von einem dänischen Zugriff gefährdet, da der dänische König viele Anhänger unter den Rittern und Knechten des Ordens und der Stifter in Livland habe.

Nachdem die Ratsendeboten von Wismar, Stralsund, Lüneburg, Rostock, Hamburg und Lübeck am 21. August in Danzig angekommen waren, begannen am 28. die Verhandlungen mit dem Hochmeister zu Marienburg. Sie verliefen zunächst nicht sehr glücklich. Daß die Städte auf einer Regelung der Pfundzollfrage bestanden, ehe über anderes gesprochen werden sollte, verärgerte den Hochmeister, der vor allem — im Vertrauen auf die Zusagen des livländischen Meisters — an den Gegenangeboten der Städte interessiert war. Die Gespräche drohten am zweiten Tag zu scheitern, als Küchenmeister den Städten antwortete, er sehe nicht ein, warum gerade er den Pfundzoll aufheben solle, nachdem dieser schon unter seinen drei Vorgängern erhoben worden sei; das Ordensland und der Hochmeister seien souverän und überdies auf diese Mittel angewiesen<sup>89</sup>. An Jordan Pleskow gewandt, appellierte Küchenmeister an das besondere Verständnis Lübecks als Mitbegründerin des Ordens.

Jetzt griffen die preußischen Städte vermittelnd ein. Sie brachten die außerpreußischen Gesandten, die schon ihre Abreise angekündigt hatten, dazu, zu bleiben und das Bündnisprojekt vor der Pfundzollabschaf-

<sup>86</sup> Bunge V, Nr. 2524 (16. 1.), Nr. 2527 (25. 2.), Nr. 2528 (25. 2. 1421). Vgl. Daenell Blütezeit I, 214.

<sup>87</sup> Bunge V, Nr. 2527: „... das ir sust mit bequemelichin konigleichin gnaden mochtet in nutz unsers ordins einen gelimplichin bequemelichin zoll setzen, darweder von gotlichin und redelichin rechte niemand sprechen mochte.“

<sup>88</sup> Bunge V, Nr. 2528: „... geschehe es nu, das wir uns umber besorgen müssen, das wir mit dem konige von Polan und herzoge Wytowdte jo kriegen sullen, und denne auch der herre koning von Denemarken seinen unmut uf uns wolde werfen, das uns umbers zu swere würde, so hoffin wir, das ein sullich einunge und vorbund zwischen den steten und unserm ordin geschehe, der koning von Denemarken sulde Preussin und Lyfflande woll sunder sorge lossin.“

<sup>89</sup> HR I 7, Nr. 374 §§ 9, 10, 12: „he hopede, dat he hadde en vrig land, als jenich vorste vrigest hebben mochte...“, §§ 14, 15.

fung zu erörtern. Über die vom Orden und von den Städten getrennt ausgearbeiteten Bündnisvorschläge einigte man sich rasch; als die städtischen Vertreter gegenüber dem Hochmeister nach einigem Sträuben ihre Forderung nach Rechenschaft fallen ließen, willigte Kuchmeister endlich auch in die Aufhebung des Pfundzolls ein. Weiter versprach er, die hansische Aktivität seiner Städte nicht zu behindern, freilich mit der sehr dehnbaren und daher den Keim künftiger Streitigkeiten in sich tragenden Einschränkung, nur soweit dadurch der Hochmeister, der Orden und das Land nicht geschädigt würden<sup>90</sup>. Die Gegenleistung der Städte bestand in einem auf zehn Jahre befristeten beiderseitigem Hilfeleistungsvertrag, der dem Orden im Verteidigungsfalle 2000 Söldner für Preußen bzw. 500 für Livland auf Kosten der Städte sicherte<sup>91</sup>.

Der Orden gab sein langjähriges Sträuben gegen eine Abschaffung des Pfundzolls in einem Augenblick auf, in dem ihn die außenpolitische und innenpolitische Entwicklung wohl kaum eine andere Wahl ließ. Die außenpolitische Lage hatte sich trotz des Breslauer Spruchs durch das Bündnis Friedrichs von Brandenburg im April 1421 mit Polen verschlechtert<sup>92</sup>. Zur See von Dänemark, zu Land von Brandenburg war der Ordensstaat im Westen bedroht. In dieser Situation hätten Feindseligkeiten seitens der entschlossenen Hansestädte eine lebensgefährliche Abschnürung Preußens bedeutet. Bei einer weiteren Weigerung stand auch das gute Verhältnis zu den preußischen Städten auf dem Spiel, das der Orden im Hinblick auf die geschlossene Abwehrkraft des Ordenslandes gegenüber Polen mit allen Mitteln zu bewahren suchen mußte.

Sicherlich hat der Entschluß des Hochmeisters Preußen den Weg nach Westen offen gehalten<sup>93</sup>, und sicherlich traf Kuchmeister, gegenüber städtischen Anliegen aufgeschlossen, diese Entscheidung wesentlich leichter, als es etwa bei Plauen der Fall gewesen wäre. Aber wenn auch dem Hochmeister die Pfundzollabschaffung durch das Verteidigungsbündnis erträglich gemacht wurde, so bestätigte doch die erfolgreiche Durchsetzung des hansischen Willens und die — freilich eingeschränkte — Garantie der Hansezugehörigkeit der Ordensstädte den Anspruch der Hanse auf ein mit der Ordensherrschaft konkurrierendes Weisungsrecht gegenüber den preußischen Städten. Eine solche Souveränitätseinbuße im Innern, verbunden mit einer außenpolitischen Festlegung, die vor allem die Beziehungen zu König Erich endgültig stören mußte, konnte der Orden auf die Dauer nicht hinnehmen.

---

<sup>90</sup> Ebenda §§ 16—21, 23—26, 28.

<sup>91</sup> HR I 7, Nr. 377 (städt. Exemplar); ausführliche Inhaltsangabe bei Weise, Staatsverträge I Nr. 151, 149.

<sup>92</sup> Vgl. Weise, Widerstandsrecht, 98; Krollmann, Politische Geschichte, 125; Nöbel, Kuchmeister, 114.

<sup>93</sup> Dies betonen Nöbel, a.a.O., 121; Krollmann, Politische Geschichte, 125; Daenell, Blütezeit I, 214; Toeppen I, 235 f.

So unausweichlich das Bündnis daher im Augenblick auch war, es besaß keine Lebenskraft; spätestens die Wiedereinführung des Pfundzolls unter Rusdorf entzog ihm die Grundlage. Kückmeisters gegenüber der Hanse wichtigste Handlung blieb daher wirkungslos; der Vertrag scheint nicht einmal ratifiziert worden zu sein, da sich weder Ausfertigungen noch wenigstens Nachrichten davon, sondern nur bis auf die Jahreszahl undatierte Unterhändlerentwürfe erhalten haben<sup>94</sup>. Ein halbes Jahr nach den Verhandlungen trat Kückmeister von seinem Amt zurück<sup>95</sup>.

Der ehemalige Großschäffer, der sein Amt mustergültig verwaltet, der Lübeck und Flandern bereist hatte<sup>96</sup>, mußte als Hochmeister in wesentlich beschränkteren Verhältnissen die Handels- und Hansepolitik des Ordenslandes lenken. Der Eigenhandel des Ordens, seiner Organisation nach im wesentlichen zwar noch intakt, diente mit Ausnahme des Bernsteinexports nur noch der Deckung des Ordensbedarfs. Die finanzielle Ausstattung der Ordenslieger war ungenügend<sup>97</sup>. Den Handelsmaßnahmen seiner Städte ließ der Hochmeister weitgehend freie Hand. Danzig konnte die den Engländern von Plauen gewährten Privilegien beschränken und ihren Handel wieder stärker kontrollieren<sup>98</sup>. Auch unterstützte Kückmeister die Tendenz der preußischen Städte, im Gegensatz zur Absicht der wendischen den Handelsverkehr mit den Holländern beizubehalten<sup>99</sup>.

Der Hochmeister hielt also nur sehr mittelbar — über die Vereinbarung mit den preußischen Städten — wirtschaftspolitische Kontakte zur Hanse. Dagegen versuchte er wie sein Vorgänger, diese als machtpolitischen Faktor zur Unterstützung des Ordensstaates einzusetzen. Aber die neuformierte Städtegemeinschaft forderte dafür bedeutende Gegenleistungen: Autonomie hansischer Beschlüsse vom Zugriff des Ordens, konkretisiert in der Forderung nach Abschaffung des Pfundzolls, und ein beschränktes Hoheitsrecht des Ordens über die preußischen Städte in allen hansischen Angelegenheiten.

Diese bei der Verquickung von Wirtschaftspolitik mit Machtpolitik sehr weitreichenden Forderungen haben Lübecks routinierte Diplomaten mit Unterstützung der wendischen Städte zäh und ohne jedes historisierende Verbundenheitsgefühl dem Hochmeister wie einem fremden Machthaber, der die hansischen Privilegien bedrohte, gestellt. Kückmeister konnte,

<sup>94</sup> Vgl. Weise, Staatsverträge I, 150.

<sup>95</sup> Rücktritt am 10. 3. 1422; Tod am 15. 12. 1423. Vgl. Nöbel a.a.O., 128 ff.

<sup>96</sup> Vgl. Nöbel a.a.O., 11 ff., 45.

<sup>97</sup> Vgl. Krumbholtz, Die Finanzen des DO unter dem Einfluß der polnischen Politik des Hochmeisters Michael Kückmeisters, Dt. Zschr. f. Gesch. wiss. VIII, 1892, 237 ff.; Renken, Handel der Königsberger Großschäfferei, 51, 54 ff., 70 ff., 105, 133.

<sup>98</sup> Schulz, Hanse und England, 71 f.; Daenell, Blütezeit II, 3 f. Vgl. HR II 1, Nr. 169 § 3.

<sup>99</sup> Daenell, Blütezeit I, 274, 279 f.

anfänglich gestützt auf die preußischen Städte, die Entscheidung nur hinausögern — ähnlich seiner Politik gegenüber Polen. Vor die Wahl gestellt, schlugen sich die preußischen Städte auf die Seite der Hanse; dem Orden aber stellte sich die düstere Prognose, bei einer konsequenten Verfechtung seiner Rechte zu beiden in Gegensatz zu geraten. Aus der für die wirtschaftliche Blüte des Landes entscheidenden Verbindung Preußens zur Hanse war unter dem Druck politischer und ständischer Wandlungen eine Gefahrenquelle für die überkommene Ordensherrschaft geworden.

# COMMERCIA UND RELIGION 1585

## Der hansisch-protestantische Konflikt um Ostfriesland im Niedersächsischen Reichskreis

von

CHRISTOF RÖMER

### I. Einleitung

Krieg und Frieden, Revolution und Ordnung, Geschäft und Ideologie: diese wohlbekannten Phänomene menschlichen Zusammenlebens haben in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts im Niederländischen Krieg außerordentlich scharfe Ausprägung erfahren. Dabei reichten die Auswirkungen der „niederländischen Kriegsempörung“ weit über die Grenzen der siebzehn Provinzen, mochten auch unmittelbare Nachbargebiete am stärksten betroffen sein. Da Philipp II. von Spanien die Vorgänge in seinen niederländischen Provinzen, obwohl diese reichsrechtlich als Burgundischer Kreis erfaßt waren, als innere Angelegenheiten betrachtete und die anderen Reichskreise eine Verwicklung befürchteten, die sie zu erheblichen Aufrüstungen zwingen würde, begann sich eine immer stärkere Entfremdung einzustellen. Die benachbarten Kreise wurden nur aktiv, wenn sich der Krieg allzu sehr über die Grenzen zog und eine taktisch günstige Gelegenheit gegeben war, gegen diese Übergriffe vorzugehen. Dabei standen unter Umständen auch Katholiken gegen Katholiken, Protestanten gegen Protestanten. Die Reaktionen auf die Vorgänge in den unmittelbaren Grenzgebieten ersetzten seit dem gescheiterten Friedenskongreß von 1579 eine eigentliche Niederlande-Politik<sup>1</sup>.

Eine neue Phase der „deutsch“-niederländischen Beziehungen begann 1585 und soll hier am Beispiel des Niedersächsischen Reichskreises und der Reichsgrafschaft Ostfriesland dargestellt werden.

Der Niedersächsische Kreis, der sich wie die meisten anderen Reichskreise um 1542 endgültig formiert hatte<sup>2</sup>, umfaßte 1585 die vier wel-

---

<sup>1</sup> Einführung in die Vorgänge und Probleme: Leon van der Essen, Alexandre Farnèse, Prince de Parme, Gouverneur Général des Pays-Bas (1545—1592), 1—5, Bruxelles 1933—1937. — Johannes Hermann Kernkamp, De handel op den vijand 1572—1609, Band I: 1572—1588. Proefschrift, Utrecht 1931.

<sup>2</sup> Albert Neukirch, Der niedersächsische Kreis und die Kreisverfassung bis 1542, Leipzig 1909 = Quellen und Darstellungen aus der Geschichte des Reformationsjahrhunderts 10 (über die Kreisstände besonders S. 47—53). — Kreisakten und politische Korrespondenzen des Schleswig-Holsteinischen Landesarchivs Schleswig, des Niedersächsischen Hauptstaatsarchivs Hannover, des Niedersächsischen Staatsarchivs Wolfenbüttel, des Archivs der Hansestadt Lübeck und des Archivs der Stadt Goslar. Diese Archive sind fortan nur mit den Ortsnamen gekennzeichnet.

fischen und die beiden mecklenburgischen Herzogtümer sowie das königliche und das herzogliche Holstein, das „niedersächsische“ Herzogtum Lauenburg, die Erzstifte Magdeburg und Bremen, die Stifte Halberstadt, Hildesheim, Lübeck und Ratzeburg, die Grafschaft Regenstein und die vier Reichsstädte Lübeck, Goslar, Mühlhausen und Nordhausen. Fürsten und Adel des Kreises waren in der Zeit Karls V. starke persönliche, politische, militärische und finanzielle Verbindungen mit den Niederlanden eingegangen, die in Militärhilfeabkommen mit dem spanischen König, etwa des Kreisobersten Herzog Adolf von Holstein-Gottorf, ihren sichtbarsten Ausdruck fanden<sup>3</sup>. Der Handel mit den Niederlanden, der schon nicht mehr nur in städtischer, sondern auch in adeliger und fürstlicher Hand war, erreichte nach dem siegreichen Krieg Spaniens gegen Frankreich 1559—1566 seinen Höhepunkt<sup>4</sup>.

Die Unruhen von 1566 und der Beginn des Krieges 1568 ließen dann aber diese engen Beziehungen zurückgehen; die protestantische Öffentlichkeit — an der Spitze Herzog Julius von Braunschweig-Wolfenbüttel — empörte sich über die „Spanischen Bestallungen“ und 1572 verurteilte der Kreistag einen Zug des Kreisobersten in die Niederlande<sup>5</sup>. Auch die Handelsbeziehungen und die Geldgeschäfte litten unter dem Krieg und den Willkürmaßnahmen der Brüsseler Regierung. Schließlich führte die Plünderung Antwerpens durch die meuternden spanischen Soldaten zu einem allgemeinen Auszug, auch der Norddeutschen; Kaufleute, die seit langer Zeit als Faktoren ihrer heimatlichen Firmen in Antwerpen gesessen hatten, kehrten jetzt wieder nach Bremen, Hamburg, Lübeck, Hildesheim, Braunschweig zurück<sup>6</sup>.

Der Niedersächsische Kreis engagierte sich, zur nicht geringen Verstimmung Lübecks, nur wenig für die in Antwerpen erlittenen Schäden. Dabei gehörten von den vier Hansequartieren immerhin zwei fast ganz zum Niedersächsischen Kreis: das wendische mit Lübeck, Hamburg, Lüneburg, den mecklenburgischen Seestädten, sowie Bremen, und das Braunschweigische mit der Quartiersstadt selbst und Magdeburg, Hildesheim,

---

<sup>3</sup> Vgl. dazu etwa für Herzog Adolf: Kurt Häfner, *Geschichte des Niedersächsischen Kreises von der Augsburgerischen Executionsordnung bis zum Abfall des Kaisers von der „gemäßigten Mittelpartei“ 1555—1569*, Diss. phil. Jena 1940, Stadtroda 1940, 93 ff.

<sup>4</sup> Grundlegende Quelleneditionen: Kölner Inventar 1, 1531—1571, bearbeitet von Konstantin Höhlbaum und Hermann Keussen, Leipzig 1896; 2., 1572—1591, bearbeitet von Konstantin Höhlbaum, Leipzig 1903 (zitiert fortan: Kölner Inventar 1 und 2 mit Nr.). — *Niederländische Akten und Urkunden zur Geschichte der Hanse und zur deutschen Seegeschichte*, bearbeitet von Rudolf Häpke 2, 1558—1669, Lübeck 1923 (zitiert fortan: Häpke 2 mit Nr.). — Außerdem die Hanseakten der Stadtarchive Braunschweig, Hannover und Hildesheim; auch diese Archive sind fortan nur mit dem Ortsnamen gekennzeichnet, das der Stadt Hannover als: Hannover (Stadt).

<sup>5</sup> Kreisakten der Jahre 1568—1572, vgl. Anm. 2.

<sup>6</sup> Vgl. z. B. Wilhelm von Bippen, *Die Bremischen Bürgermeister Heinrich und Johann Zobel*, in: *Hansische Geschichtsblätter* 5, 1886, 51 ff.

Hannover, Hameln, Einbeck<sup>7</sup>. Doch angesichts der passiven Neutralitätspolitik des Kreises hätte es einer Übereinstimmung mit den fürstlichen Interessen bedurft, um den Kreis für die Hansestädte zu aktivieren.

Lübeck, die einzige Hansestadt, die auch Kreisstand war, wußte nun, daß es bei seinen niederländischen Problemen nicht auf den Kreis zählen konnte. Die unklaren Machtverhältnisse in den Niederlanden ließen dort in den nächsten Jahren keine durchgreifende Hansepolitik zu<sup>8</sup>. Erst seit 1583, mit den Reisen des Antwerpener Kontorsekretärs Daniel Gleser in die wichtigeren Hansestädte, zeichnet sich — angesichts des Vordringens der spanischen Truppen unter dem Herzog von Parma — eine vielseitige Aktivität Lübecks ab, um die „gemeine hantierung und kaufmanns werbung“ in den Niederlanden auf eine neue Basis zu stellen<sup>9</sup>.

Für die Neubestimmung der fürstlichen Politik gegenüber den Niederlanden wurde die Grafschaft Ostfriesland von Bedeutung<sup>10</sup>. Diese Grafschaft, eines der wenigen protestantischen Territorien an der Grenze der Niederlande, hatte Herzog Alba zu Beginn des großen Krieges immer wieder auf den Reichs-, Deputations- und Kreistagen der Verbindung mit den Geusen bezichtigt<sup>11</sup>. Diese Situation hatte sich jedoch inzwischen geändert. Groningen war 1580 wegen des Streites mit seinen Ommelanden zu den Spaniern übergegangen und wurde seitdem von Westfriesland und Holland zu Lande und zu Wasser eingeschlossen. Die Emdener Kaufleute und Schiffer versorgten mit nicht geringem Nutzen die Stadt Groningen, die spanischen Verteidiger wie auch die staatlichen Belagerer mit Lebensmitteln. Ostfriesland war so zur rückwärtigen Versorgungszone beider Kriegsparteien geworden, doch war dabei offensichtlich, daß dadurch militärisch gesehen die Spanier begünstigt wurden<sup>12</sup>. Die aus den Ommelanden und aus Groningen geflüchteten Calvi-

<sup>7</sup> Kreisakten des Jahres 1577, vgl. Anm. 2. — Zu den Hansequartieren: Heinrich Macks handgeschriebenes Inventar der Hanseakten Braunschweigs im 16. Jahrhundert im Stadtarchiv Braunschweig, sowie Heinrich Mack, Das niedersächsische Quartier der Hanse im 16. Jahrhundert, in: Braunschweiger Magazin 1895, 36—38. — Die Politik der wendischen Städte wird durch die allgemeinen Editionen zur Hansegeschichte (Anm. 2) erfaßt. Nur die pommerschen Hansestädte gehörten zum Obersächsischen Kreis.

<sup>8</sup> Kernkamp (Anm. 1), 129 f.

<sup>9</sup> Kölner Inventar 2 und Häpke 2 zu diesem Jahr. — Lübecks Ziele: Einladungsschreiben vom 29. 4. 1584: Kölner Inventar 2, Nr. 2164 und Braunschweig: B III 4, Band 17, f. 1—3.

<sup>10</sup> Tilemans Dothias Wiarda, Ostfriesische Geschichte 3, Aurich 1793. — Onno Klopp, Geschichte Ostfrieslands 1—2, Osnabrück 1854—1856. — Joseph König, Verwaltungsgeschichte Ostfrieslands, Göttingen 1955 = Veröffentlichungen der Niedersächsischen Archivverwaltung 2.

<sup>11</sup> A. Franz, Ostfriesland und die Niederlande zur Zeit der Regentschaft Albas 1567—1573, in: Jahrbuch der Gesellschaft für Kunst und Vaterländische Altertümer 11, 1895, 1—82, 203—398.

<sup>12</sup> Bernhard Hagedorn, Ostfrieslands Handel und Schifffahrt vom Ausgang des 16. Jahrhunderts bis zum Westfälischen Frieden (1580—1648), Berlin 1912 = Abhandlungen zur Verkehrs- und Seegeschichte 6. Hagedorn hat die Vor-

nisten reagierten mit Haßreden und Pamphleten gegen Graf Edzard und die „hantierenden“ Leute in Emden. An dieser Situation entzündeten sich die latenten sozialen und religiösen Spannungen in der Grafschaft: sie mündeten, in Weiterführung des langjährigen Streites zwischen Graf Edzard und seinem jüngeren Bruder Johann<sup>13</sup>, in die Formierung zweier Parteien, der lutherischen Graf Edzards, der sich auf die „meliores“ in Emden stützte, und der calvinistisch orientierten seines Bruders, an den sich die ostfriesischen Stände anlehnten<sup>14</sup>.

Östlich der Weser interessierten weniger die innerostfriesischen Zwiste als die sich aus der Anwesenheit beider Kriegsparteien an der Emsmündung ergebenden Streifzüge in den Westfälischen Kreis. Ostern 1584 erreichten streifende spanische Truppen sogar die münsterisch-bremische Stadt Wildeshausen südlich von Bremen. Der Erzbischof Heinrich, geborener Herzog von Sachsen-Lauenburg, regte daraufhin die Einberufung eines Kreistages an. Die ausschreibenden Fürsten, der Administrator Joachim Friedrich von Magdeburg und Herzog Julius von Braunschweig-Wolfenbüttel, zögerten jedoch<sup>15</sup>. Sie wollten, obgleich sich im Mai auch die Grafschaft Diepholz bedroht fühlte, keine Verwicklungen in die Angelegenheiten des Westfälischen Kreises, zu dem Erzbischof Heinrich von Bremen als Bischof von Osnabrück und Paderborn gehörte<sup>16</sup>.

Ein Ausweichen vor den sich aus dem Niederländischen Krieg ergebenden Verstrickungen gab es jedoch auch für den Niedersächsischen Reichskreis auf Dauer nicht, zumindest nicht für die welfischen Fürsten des Kreises. Als Inhaber der 1582 angefallenen Grafschaft Hoya — die Grafschaft Diepholz kam 1585 noch dazu — wurden sie Mitglieder des Westfälischen Kreises und standen damit vor der Notwendigkeit, ihre Besitztümer abzuschirmen. Dazu kam angesichts der wachsenden konfessionellen Spannungen<sup>17</sup> die Frage, ob nicht zur eigenen Behauptung die aktive Parteinahme außerhalb des Niedersächsischen Kreises notwendig war.

---

gänge leider nicht in die zeitlichen Anordnung belassen, was das Verständnis erschwert.

<sup>13</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8, besonders f. 20 und 21; Nr. 8a, f. 27—30. — König (Anm. 10), 464 f., 470.

<sup>14</sup> Vgl. Hagedorn (Anm. 12) und Kernkamp (Anm. 1). — Wichtige Quellen: die Chronik des Groninger Emigranten Abel Eppens, *De Kroniek van Abel Eppens tho Equart*, uitgegeven door J. A. Feith en H. Brugmans, *Werken van het Hist. Gen.*, 3e serie: 27, 28, Amsterdam 1911. — *Diarium van Egbert Alting 1533—1594*, uitgegeven door W. J. Formsma en R. van Roijen, s<sup>t</sup>Gravenhage 1964 = *Rijks-geschiedkundige Publicatien*, Grote Serie 111.

<sup>15</sup> Hoya, Diepholz waren welfisch seit 1582/85. — Hannover, Celle Br. 21, B XIV Nr. 39, betr. Wildeshausen 1584.

<sup>16</sup> Forst, Heinrich von Sachsen-Lauenburg in seinen Beziehungen zur Kurie, in: *Mitteilungen des historischen Vereins zu Osnabrück*, Band 18, 1893. — Betr. Diepholz: Hannover, Cal. Br. 21, B XIV, Nr. 39, f. 19 und 20.

<sup>17</sup> Vgl. Max Lossen, *Geschichte des Kölnischen Krieges 1582—1586*, 1—2, München—Leipzig 1882—1897.

## II. Der Weg zum Kreistag

Im Anschluß an Verhandlungen einer reichsstädtischen Gesandtschaft mit Kaiser Rudolf II. Anfang April 1584 wegen der Residenzen der Merchant Adventurers im hansischen Bereich und in Emden unter Teilnahme des lübischen Syndikus Hermann Warmböken<sup>18</sup> lud Lübeck am 29. April — es ist stets die alte Zeitrechnung angewendet — die wendischen Städte und die Quartiersstädte zum 14. Juni zu sich ein<sup>19</sup>. Die Artikel handelten von den bekannten hansischen Sorgen um die Kontore<sup>20</sup>, und die Quartiersstadt Braunschweig beschloß darauf, den Tag nicht zu beschicken<sup>21</sup>. Die einzelnen Punkte des Einladungsschreibens

1. Bericht Daniel Glesers über die Reisen für das Antwerpener Kontor,
2. Rücktritt Glesers als Sekretär des Kontors,
3. Das Schoßproblem des Antwerpener Kontors in den Niederlanden,
4. Polen und die Merchant Adventurers,
5. Die Besoldung des hansischen Syndikus Dr. Sudermann,
6. Die Besoldung des Londoner Kontorsekretärs Georg Lisemann,

zeigen eine gewisse Schwerpunktbildung zugunsten des Kontors von Antwerpen, die in der Folgezeit mit einer Verständigung Lübecks und Danzigs über eine versteifte Haltung gegenüber den Engländern und Lübecks und Kölns über ein prospanisches Arrangement verstärkt wird<sup>22</sup>. Beachtenswert ist, daß Köln gegenüber Lübeck Zugeständnisse in der uralten Streitsache des Kontorschoßes machte<sup>23</sup>, Abmachungen mit niederländischen Stellen also ernsthaft beabsichtigt waren. Die Entscheidung Lübecks in dieser Richtung lag nahe, da Fortschritte in den Aktivitäten gegen England auch nach einer Reise Dr. Warmbökens zum Kaiser vom 14. Mai bis 22. Juni nicht zu erkennen waren<sup>24</sup>. Es ließ sich also absehen, daß Lübeck in Abkehr von seiner seit 1572 geübten Kooperation mit beiden niederländischen Parteien zusammen mit wenigstens drei Quartiersstädten einen (antienglisch-) prospanischen Kurs einschlagen würde. Braunschweig, das damals einen kryptocalvinistischen Syndikus gewählt

<sup>18</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2158 und 2159 (22. 2. 1584), Nr. 2160 (28. 3. 1584), Nr. 2162 (8. 4. 1584), Nr. 2178.

<sup>19</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2164 und 2166 (beide zum 29. 4. 1584), Nr. 2165.

<sup>20</sup> Einladungsschreiben an Braunschweig: Braunschweig B III 4, Band 17, f. 1—3.

<sup>21</sup> Braunschweigs Antwort vom 13. 5. 1584: Braunschweig B III 4, Band 17, f. 12—13.

<sup>22</sup> Kölner Inventar 2, Anhang 177 +, S. 747—748.

<sup>23</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2164, Anm. 1 (auf S. 251). — Zum Schoßstreit: E. Remus, Die Hanse und das Kontor zu Brügge am Ende des 15. Jahrhunderts, in: Zeitschrift des Westpreußischen Geschichtsvereins 30, 1892, 1—51.

<sup>24</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2179, 2180. — Klage Lübecks über den unzureichenden Bescheid des Kaisers: Kölner Inventar 2, Nr. 2189.

und die alte Patrizierschicht in der Stadtverwaltung beiseite geschoben hatte, hätte diesen Kurs nur stören können<sup>25</sup>.

Inzwischen hatte Graf Edzard, spanischen Übergriffen ausgesetzt, von den Holländern und Westfriesen mit Blockademaßnahmen bedroht und von seinen mit den „Staatlichen“ kooperierenden Landständen bedrängt, von der Hanse moralisch wegen der englischen Residenz in Emden angeklagt und beim Kaiser in schlechtes Licht gerückt<sup>26</sup>, bei Herzog Julius von Braunschweig-Wolfenbüttel Rückhalt gesucht. Der Herzog war Lutheraner, finanziell gut situiert und auf seine Stände nicht besonders gut zu sprechen. Auf einer „Durchreise“ besuchte Edzards Frau Katharina Anfang April 1584 Wolfenbüttel. Der die Gräfin begleitende ostfriesische Rat Sebastian Müller — nicht zu verwechseln mit Edzards Kanzler Dr. Wilhelm Möller — verstand es, Julius und seine Räte für die Lage an der Ems zu interessieren. Auch Fragen des Metallhandels — Julius' kommerzielle Interessen waren wohlbekannt —, sind erörtert worden<sup>27</sup>.

Währenddessen brachte die hansische Tagung vom 14. bis 30. Juni nun tatsächlich eine Wendung gegen Brabant, Holland und Seeland, also die Provinzen, die noch ganz oder teilweise unter der Herrschaft der Generalstaaten standen. Die Hanse klagte heftig über die ungewöhnlichen Imposten, Konvoigelder, Lizenzen und Accisen<sup>28</sup>. Köln war nicht erschienen, machte aber Zugeständnisse in der Schoßfrage, die von den versammelten Städten lebhaft begrüßt wurden<sup>29</sup>. Die antienglische Kampagne wurde mit schweren Vorwürfen gegen den hamburgischen Syndikus und ostfriesischen Kanzler Dr. Möller fortgeführt<sup>30</sup>. Diese Entscheidungen im Juni sollte ein Hansetag bekräftigen, ausgeschrieben am 3. Juli für den 14. September (später Danzigs wegen auf den 11. Oktober verschoben)<sup>31</sup>.

In der Zeit der Junitagung der Hanse begann Edzard, durch die erwartete wolfenbüttelsche Rückendeckung mutig geworden, energische Verhandlungen mit den Generalstaaten wegen der Blockade der Ems und der Übergriffe auf Ostfriesland. Diese erteilten seinen Gesandten am 18. Juni

<sup>25</sup> Werner Spieß, Braunschweig im Nachmittelalter, Braunschweig 1966, I, 132—138. — Hartes Schreiben Lübecks an Braunschweig („unerhörter Abschlag“ der Einladung): Braunschweig B III 4, Band 17, f. 17—17v.

<sup>26</sup> Staatliche und Landstände: Hagedorn (Anm. 12), 102 ff.; Wiarda (Anm. 10), 171 f. — Hansklagen: Kölner Inventar 2, Nr. 2178, 2179. — Spanische „Anschläge“: Häpke 2, Nr. 905; Hagedorn (Anm. 12), 103 f.

<sup>27</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 1 ff. — Gräfin Katharinas Einfluß: König (Anm. 10), 465. — Sebastian Müller: König (Anm. 10), 62. — Dr. Wilhelm Möller: Hagedorn (Anm. 12), 52—54, König (Anm. 10), 60 f.

<sup>28</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2181, 2182 (beide 27. 6. 1584), sowie Anhang Nr. 130 +, S. 751—760.

<sup>29</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2183, 2184 (beide 27. 6. 1584).

<sup>30</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2186. — Vgl. Hagedorn (Anm. 12), 52 f.

<sup>31</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2187 (3. 7. 1584), Nr. 2202 (1. 8. 1584).

eine höflich entgegenkommende Antwort; auf eine ostfriesische Eingabe vom 19. Juni erfolgte am 20. ein Marginalbescheid, ein neuer Protest wurde am 23. Juni entgegengenommen. Einen Tag vorher war von den Generalstaaten ein Lebensmittelausfuhrverbot aus Friesland, Holland und Seeland erlassen worden, das die Versorgung spanisch beherrschter Gebiete wie Groningens verhindern sollte. Wilhelm von Oranien bemühte sich in einem Schreiben an Graf Edzard vom 24. Juni, ostfriesischen Verstimmungen vorzubauen — es war eines der letzten Schreiben des Prinzen vor seiner Ermordung am 1. Juli<sup>32</sup>.

Gleichzeitig mit der Entsendung einer ostfriesischen Gesandtschaft nach Den Haag erging ein Hilferuf nach Wolfenbüttel (6. und 13. Juni). In seiner Antwort vom 25. Juni lud Herzog Julius den Grafen Edzard und die Gräfin Katharina zu einem persönlichen Besuch ein. Damit war — vielleicht planmäßig — die erste Stufe für eine Hilfe durch den Niedersächsischen Kreis erreicht<sup>33</sup>.

Im Herbst 1584 wurden die Beziehungen zwischen Aurich und Wolfenbüttel weiter gepflegt<sup>34</sup>. Der englandfreundliche Kanzler Dr. Möller, dessen Ernennung einst Kaiser Maximilian II. beanstandet hatte, weil sie nicht mit Graf Johann abgesprochen war, wurde entlassen; den Merchant Adventurers bereitete der Graf Schwierigkeiten mit der Verlängerung ihrer Residenz in Emden<sup>35</sup>.

Der Hansetag vom 15. Oktober bis 28. November bekräftigte die harte Politik gegenüber England in Verbindung mit der Wendung gegen die Generalstaaten. Die Städte baten am 1. November den Herzog von Parma um Unterstützung gegen die Engländer und um Schutz für das Hansekontor in Antwerpen. Dagegen wurden die Amsterdamer Beschwerden gerügt und die Generalstaaten zum Frieden mit dem spanischen König gemahnt<sup>36</sup>. Erstaunliches, aber in die Situation Passendes geschah: die (spanisch beherrschte) Stadt Groningen schickte mit vielen Entschuldigungen am 17. Oktober ihre bislang nicht erlegte Hansetaxe zur Quartiersstadt Köln<sup>37</sup>.

<sup>32</sup> Kernkamp (Anm. 1), 147 f. — Hagedorn (Anm. 12), 106 f., 115 ff. — Ein Teil der Schriftstücke ist als Beilage dem Kreisabschied von Halberstadt 1585 zugefügt worden, vgl. dazu Anm. 2. — Alle Daten sind auf den alten Stil umgerechnet.

<sup>33</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 18—19, 20—21: am 7. 6. 1584 Sebastian Müller und am 13. 6. 1584 Graf Edzard.

<sup>34</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 25 (Edzard), f. 26 (Katharina).

<sup>35</sup> Dr. Möller: Hagedorn (Anm. 12), 52 f.; König (Anm. 10), 60 f. — Merchant Adventurers: Hagedorn (Anm. 10), 54 ff.

<sup>36</sup> Vorbereitungen: Kölner Inventar 2, Nr. 2207 ff. — Die Tagung: ebd., Nr. 2252 und Anhang Nr. 191 +, S. 791—798, auch Braunschweig B III 4, Band 17 f. 265—392. — Brief an Parma: Kölner Inventar 2, Nr. 2236. — Brief an die Generalstaaten: ebd., Nr. 2237 und Anhang Nr. 194 +, S. 798—800. — Weitere Klagen gegen die Generalstaaten: ebd., Nr. 2250 (28. 11. 1584).

<sup>37</sup> Hüpke 2, Nr. 909.

Die gegen ihn gerichteten Klagen der Hansestädte, die ohnehin nun ins Leere stießen, beantwortete Graf Edzard am 5. November mit der Frage an den Hansetag, ob denn die Obrigkeiten von den Klagen ihrer Sendboten wüßten, schließlich handelten auch Kaufleute aus Köln, Hamburg, Lübeck usw. mit den Engländern<sup>38</sup>.

Weihnachten 1584 folgte der Graf mit seiner Frau der Einladung Herzog Julius' nach Wolfenbüttel. Dort hielt Edzard dem Herzog einen Vortrag über die bedrohte Situation Ostfrieslands, die ihn zwingen könne, das zu tun, was über ihn in den Verleumdungen verbreitet würde: zu den Spaniern überzugehen. Abhilfe werde eine eigene ostfriesische Flotte von etwa zwölf Schiffen schaffen. Eine Reichshilfe aus den 1582 beschlossenen Reservegeldern für eine notwendig werdende Hilfe für die an die Niederlande grenzenden Kreise sollte die Ausrüstung finanzieren. Dazu müßten die führenden lutherischen Fürsten, die Kurfürsten von Sachsen und Brandenburg und der Landgraf von Hessen (bezeichnenderweise nicht auch die calvinistische Pfalzgrafschaft bei Rhein) für eine Intercession beim Kaiser gewonnen und eine Gesandtschaft nach Prag abgefertigt werden. Die entsprechende Instruktion für Sebastian Müller wurde noch am Heiligen Abend in Wolfenbüttel ausgefertigt<sup>39</sup>.

Die angesprochenen lutherischen Fürsten haben dem Intercessionsbegehren entsprochen. Der Magdeburgische Administrator sagte Graf Edzard zu, die Hilfe „zu Verteidigung Ihrer selbst Herrschaft und des heiligen Reichs frontier“ in das Ausschreiben des nächsten Kreistages aufzunehmen<sup>40</sup>. Nun konnte Sebastian Müller auf die Reise nach Prag gehen (Herzog Julius gab das Zehrgeld<sup>41</sup>). Der Kaiser hatte, inzwischen vielleicht beunruhigt, die Kommission Maximilians II. zur Beilegung des Streites der gräflichen Brüder erneuert<sup>42</sup>, wohl um im diplomatischen Spiel zu bleiben<sup>43</sup>. Er griff jetzt, durch Sebastian Müller informiert<sup>44</sup>, die Weihnachten 1584 konzipierte Initiative auf. Der Bescheid vom 3. April lautete dahin, daß er bei allem Verständnis nicht allein handeln könne, sich aber bei den Kurfürsten für eine Reichshilfe verwenden wolle und auch Briefe an den Niedersächsischen und Westfälischen Kreis aus-

<sup>38</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2241 und Anhang Nr. 191 +, S. 788—789. — Antwort der Hanse: ebd., Nr. 2246 (18. 11. 1584).

<sup>39</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 7. — Wenn Wiarda (Anm. 10), 3, 175 schreibt: „Er (der Graf) kam aber nicht weiter als nach Wolfenbüttel“, so gibt er die Absichten des Grafen offensichtlich verfälscht wieder.

<sup>40</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 41 ff. — Wiarda (Anm. 10), 176 f.

<sup>41</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 82 und 83 (21. 2. 1585).

<sup>42</sup> S. o. Anm. 14.

<sup>43</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8, f. 5—6.

<sup>44</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 7, f. 87—89.

senden werde<sup>45</sup>. Auch sollte ein Mandat gegen die „Freibeuter“ auf der Ems ergehen, was am gleichen Tage geschah<sup>46</sup>.

Zur gleichen Zeit war der lübische Vorstoß bei der spanischen Regierung in den Niederlanden erfolgreich. Der Herzog von Parma dankte am 29. März<sup>47</sup> der Hanse für das Versprechen der Getreidezufuhr und sicherte den Schutz der Hansehäuser und ihrer Bewohner zu. Die englischen Monopolgesellschaften lasse er überprüfen. Lübeck, nun auf dem Erfolgswege, wies am 8. April und 13. Mai mit ziemlicher Schärfe Braunschweig wegen seines Widerstandes gegen den neuen Kurs zurück: die Merchant Adventurers wären zurückgedrängt worden und auch die Residenz in Emden sei ihnen zum kommenden Februar aufgekündigt<sup>48</sup>.

Die Generalstaaten, die auf die hansischen Klagen durchaus verbindlich und bemüht reagierten<sup>49</sup>, befanden sich jetzt in einer schwierigen Situation: angesichts der immer weiter fortschreitenden Einschließung Antwerpens durch den Herzog von Parma wurde ihnen nun auch noch von einer gegen sie und England gerichteten widersprüchlichen Verbindung des Kaisers mit der Hanse und den lutherischen Fürsten zugesetzt.

Daß die niedersächsischen „Kreisfürsten“ jetzt den Kreistag ausschreiben würden, war nach den kaiserlichen Schreiben und dem Mandat vom 3. April gewiß; eine günstigere formale Voraussetzung ließ sich kaum denken. Die Kreisstände wurden mit Datum vom 15. Mai zum 27. Juli 1585 nach Halberstadt eingeladen<sup>50</sup>. Das „Ausschreiben“ enthielt als Beilage die einzelnen zu behandelnden Artikel über die Münz-, Finanz-, Rechnungs- und Militärsachen (unter den letzteren auch Ansammlungen von Kriegsknechten und Durchzüge von Soldaten). Im Schreiben zu diesen Artikeln wird in bezug auf Edzard formuliert:

„Und dan über alles noch ferner furfelt, wie wir Euch unvermeldet nicht lassen sollenn, das vorschiner Zeitt Der wolgeborene Graff und Herr zu Ostfrieslandtt in der Person fast beweglich berichtet, auch durch seine Rethe

<sup>45</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8, f. 7—8. — Vgl. Wiarda (Anm. 10), 177.

<sup>46</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8, f. 11. — Hier kehrt die alte Geuentheorie wieder, vgl. J. A. C. de Meij, *Het beeld van de watergeuzen in de Nederlandse geschiedschrijving*, in: *Tijdschrift voor geschiedenis* 83, 1970, 358—377.

<sup>47</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2278 sowie Braunschweig: B III, Band 17, f. 175 f. (= Beilage zu Lübecks Schreiben vom 13. 5. 1585, vgl. Anm. 48). — Instruktionen Parmas für Dr. Johann van Roerda für Verhandlungen mit Dr. Sudermann vom 20. 4. 1585: Håpke 2, Nr. 916.

<sup>48</sup> Braunschweig: B III 4, Band 17, f. 138—141, 147—150.

<sup>49</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2275 (13. 2. 1585), Nr. 2280 (8. 4. 1585), Nr. 2297 (7. 5. 1585) sowie Anhang Nr. 196 +, 22, S. 802—808 (Juni 1585); Håpke 2, Nr. 918 (22. 4. — 25. 5. 1585).

<sup>50</sup> Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70 betr. die Vorbereitungen des Ausschreibens. Das Ausschreiben vom 15. 5. 1585 befindet sich in allen „Kreisarchiven“ der damaligen Kreisstände, so in Lübeck: Rep. 17, Kreisakten IV.

werben, und in schriften übergeben lassen, wie hart und beschwerlich Ime und seiner underthanen, sonderlich aber seiner stadt Emden, nun etzliche Jhar von den Spanischen und Stadischen des orths liegenden kriegsvolks zugesetzt worden . . . diese seine anliegende nott und beschwerunge an Euch, und ander niedersechsische kreisstende, zu erster gelegenheit gelangen zu lassen, und in derselben radtlichs bedencken zu stellen wir gleichwoll diesen geferlichen dingen so und mehr diesem kreise glich an der negsten wandt . . . zu rathen sein muge.“

Der ostfriesischen „nott“ war also kein besonderer Artikel gewidmet worden, aber sie sollte doch ein wichtiges Thema des Kreistages werden; verschiedene Artikel eigneten sich als Einstieg.

### III. Die Vorbereitung des Kreistages

Auf das Ausschreiben hin hatten die einzelnen Kreisstände ihre Gesandten zu benennen und zu bevollmächtigen. Die einzelnen Exemplare des Ausschreibens für die zwanzig Kreisstände wurden allerdings erst am 28. Mai von Halle nach Wolfenbüttel „überschickt“<sup>51</sup>, um dort auch die Unterschrift und das Siegel des zweiten kreisausschreibenden Fürsten zu erhalten. Die Ausschreiben sind dann zum Teil erst nach mehr als einem Monat nach dem 15. Mai in den Kanzleien eingetroffen: in Güstrow am 13. Juni, in Kopenhagen am 27. Juni<sup>52</sup>.

Die Instruktionen wurden ohnehin meist erst in den letzten Tagen vor der Abreise verfertigt, um noch die letzten Entwicklungen zu erfassen. Die Belagerung von Antwerpen durch den Herzog von Parma machte im Sommer Fortschritte, nachdem er im März die Landverbindung zu Groningen hatte festigen können<sup>53</sup>. Übergriffe spanischer Truppen auf das Stift Lüttich und das Herzogtum Jülich, beide mit katholischen Fürsten, führten am 19. Juni in Köln zu heftigen Protesten des Westfälischen Kreistages<sup>54</sup>. Die Emdener versorgten inzwischen unverdrossen die Kriegsparteien um Groningen<sup>55</sup>, wogegen der Statthalter und Generalkapitän von Friesland, Graf Wilhelm Ludwig von Nassau, am 5. April 1585

<sup>51</sup> Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70, f. 161—162.

<sup>52</sup> Max v. Bahrfeldt, Niedersächsisches Münzarchiv. Halle 1930, 3, 144.

<sup>53</sup> Diarium van Egbert Alting (Anm. 14), 623 (2. 4. 1585 n. St.: „Nymwegen ende Doesburch hebben sich onder de gehoersamheit van Con. Mat. weder ergheven“); 637 f. (22. 6. 1585 n. St.).

<sup>54</sup> Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70; Cal. Br. 34, II b, Nr. 2; Hild. Br. 1, Nr. 228; Lübeck: Rep. 17, Kreisakten IV.

<sup>55</sup> Hagedorn (Anm. 12), 120 ff.

bei der ostfriesischen Ritterschaft interveniert hatte<sup>56</sup>. Graf Edzard hingegen sah seine Grafschaft auf Grund der vom Kaiser „an(ge)deu(te)ten und bcwilligten Contribution“ schon als „Vormauer des Niedersaexischen Kraißes“, wie er Herzog Julius am 21. Mai schrieb<sup>57</sup>.

Der Kreisoberst Herzog Adolf präsentierte den Kreisständen in Schreiben vom 18. Juni<sup>58</sup> einen Gegenvorschlag zur Initiative der beiden Kreisfürsten. Er schlug vor, die 1557 abgeschafften<sup>59</sup>, ihm nachgeordneten Obersten und zwei Rittmeister wieder anzunehmen, um durch eine wirk-same Eingreiftruppe den Kreis vor Übergriffen zu sichern. Vielleicht war der Kreisoberst von den Sorgen des am meisten gefährdeten Erzstifts Bremen hierzu angeregt worden. Erzbischof Heinrich, der Lauenburger, war am 23. April plötzlich gestorben, und Herzog Adolf beschäftigte sich im Sommer 1585 intensiv damit, dem Erzstift seinen Sohn als Nachfolger anzubequemen.

Für dieses Vorhaben brauchte der Kreisoberst freilich einen zumindest wohlwollenden Kaiser, so daß er seine Rittmeister-Vorlage nicht in einen Gegensatz zu der geplanten Hilfe für Graf Edzard setzen konnte. Zudem war ihm durch die Klageschreiben des Westfälischen an den Niedersächsischen Kreis vom 19. Juni<sup>60</sup> bekannt, daß sich eine überkonfessionelle Abwehr spanischer Übergriffe durch mehrere Reichskreise andeutete. Dennoch wird bei einer Durchsicht der Instruktionen und der Gesandtenlisten mit ihren Mehrfachbeauftragungen<sup>61</sup> sichtbar, daß sich auf dem Kreistag von Halberstadt neben einer neutral-indifferenten „Harzgruppe“ zwei gegeneinander arbeitende Gruppen befinden würden: die Wolfenbütteler und die Gottorfer. .

### Die Wolfenbütteler Gruppe:

Herzog Julius schickte „wegen des Wulfenbuttelschen und Calenbergischen theils“ seine Räte<sup>62</sup>

Heinrich v. d. Luhe, halberstädtischer Stiftshauptmann,  
Heinrich Reichelm, Dr. iur. (früher Calenbergischer Rat),

<sup>56</sup> Hannover: Celle Br. 7, Nr. 49, f. 106—113. Dieses Schreiben hat Graf Edzard bezeichnenderweise nicht an Herzog Julius geschickt.

<sup>57</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 110—111. — Auch sonst bestand eine rege Korrespondenz zwischen Aurich/Emden und Wolfenbüttel (vor allem in: Hannover, Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 7 und Nr. 8a).

<sup>58</sup> Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70, f. 203—204; Lübeck: Rep. 17, Kreisakten IV.

<sup>59</sup> Hannover: Cal. Br. 34, II b, Nr. 6, Grubenhagensche Instruktion vom 18. 7. 1585.

<sup>60</sup> S. o. Anm. 54.

<sup>61</sup> Die Gesandtennamen der Kreistage sind in den einzelnen Instruktionen und insgesamt immer am Ende der Kreistagsabschiede vermerkt, vgl. Anm. 2.

<sup>62</sup> Zu den Gesandten der Wolfenbütteler Gruppe vgl. Helmut Samse, Die Zentralverwaltung in den südwestfälischen Landen vom 15. bis zum 17. Jahrhundert, Hildesheim und Leipzig 1940 = Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens Band 49, Register.

Matthias Overkampf, Magister (Rat für Reichs- und Kreissachen).

Der ursprünglich ebenfalls benannte Kanzler, Lic. iur. Franz Mützelthin war durch Inanspruchnahme für Herzog Julius verhindert.

Herzog Heinrich Julius, Julius' Erbfolger, Fürstbischof von Halberstadt, bevollmächtigte im Einvernehmen mit seinem Domkapitel

Ludwig v. Britzke, Domdechant und Statthalter,  
 Kaspar v. Kannenberg, Domherr,  
 Heinrich v. d. Luhe (wie Wolfenbüttel),  
 Balthasar Becker, Dr. iur.,  
 Nikolaus Schütze, Sekretär.

Die Größe der Halberstädter Delegation ist wohl durch den Tagungs-ort und den Anteil des Domkapitels<sup>63</sup> an der Regierung zu erklären.

Zur Wolfenbüttelschen Gruppe gehörte auch der mit Herzog Adolf zerstrittene Schwiegersohn Herzog Julius', Franz von Sachsen-Lauenburg<sup>64</sup>, der Heinrich v. d. Luhe, Dr. Reichelm und M. Overkampf bevollmächtigte, also einen Halberstädter und zwei Wolfenbütteler Gesandte.

Herzog Julius wies seine Gesandtschaft am 21. Juli an<sup>65</sup>, eng mit den Magdeburgern zusammenzuarbeiten. Die Rittmeister-Vorlage Herzog Adolfs sei abzulehnen, mit einem Hinweis auf die auf dem Kreistag von 1583 erneuerte Pflicht jedes einzelnen Standes zu ständiger militärischer Bereitschaft. Im übrigen habe der Kaiser die Kreisfürsten und den Kreisobersten aufgefordert, „den Angeankerten Hollendern und andern ernstlich zu mandiren und zu befehlen Den Emser und andere Strome zu rumen“. Es sei aber zu befürchten, daß die „heilsame“ kaiserliche Anordnung nicht befolgt werde und „hoch zu besorgen, das Ehr (Edzard) sich in die Lenge des gewaldts nicht erwehren können sonder das ehr sich einem andern wirdett ergeben müssen“. Die Klagen der westfälischen Kreisstände vom 19. Juni aus Köln, „welches uns erst vor vier Tagen (also am 17. Juli) . . . zu gekommen“, seien mit den Kreisständen zu „communiciren“ und „da von notten Inn Rhat (zu) ziehenn“.

Außerdem sollte die Wolfenbütteler Gesandtschaft noch — was wegen der angestrebten Zusammenarbeit mit dem Kaiser inkonsequent erscheint — dem Vorstoß der englischen Königin hinsichtlich einer Aktion der protestantischen Fürsten („der friede des heiligen Worts“) Gehör verschaffen; Julius gab besondere Anweisungen, die englischen Briefe zu verlesen und zu kopieren.

<sup>63</sup> Samse (Anm. 62), S. 130 ff.

<sup>64</sup> Otto Scharnweber, Franz II., Herzog von Sachsen—Lauenburg 1585—1619, Ratzeburg 1960 = Lauenburgische Heimat, Sonderheft.

<sup>65</sup> Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70 (21. 7. 1585).

### Die Gottorfer Gruppe:

Das königliche und das herzogliche Holstein wurden vertreten<sup>66</sup> durch

Veit Winsheim, Dr. iur. (der Vertrauensmann Herzog Adolfs) und  
Johann v. Holle, Drost auf Peine (einem stifthildesheimischen Amt im  
Pfandbesitz des Herzogs),

und das Fürstentum Lüneburg-Celle<sup>67</sup> durch

Veit Winsheim (wie Holstein) und  
Kaspar Nitze, Sekretär (seit Jahren für Kreisgeschäfte verantwortlich).

Diese Verklammerung der Gesandtschaften wird Herzog Adolf sicher über die dänische Regierung hergestellt haben — Herzog Wilhelm d. J. war der Schwiegersohn König Friedrichs II. —, denn auch die Teilnahme des königlichen Holstein ist angesichts der sonstigen Uninteressiertheit des Königs an Kreissachen<sup>68</sup> auffällig.

Zur Gottorfer Gruppe stießen diesmal auch für die Interimsregierung des Erzstiftes Bremen

Otto v. Huede, Domherr und Propst der Kollegiatskirche St. Ansgar,  
Nikolaus Büsch, Propst zu Neukloster,

und für Herzog Ulrich zu Mecklenburg-Güstrow und „seine jungen vettern“ der Linie Schwerin die Räte<sup>69</sup>

Bartholomäus Klinge, Dr. iur. und  
Valentin Strelenius, Magister.

Herzog Ulrich, Schwiegervater König Friedrichs II. war „Nachgeordneter“ (= Vizeoberst) des Kreises; im Erzstift Bremen war im Juli der Sohn Herzog Adolfs tatsächlich gewählt worden. Die Celler Instruktion vom 24. Juli<sup>70</sup>, die hier pars pro toto herangezogen worden ist, offenbart, daß es dieser Gruppe um Sicherheit vor Übergriffen von beiden

<sup>66</sup> Zu den Personen: L. Andresen und W. Stephan, Beiträge zur Geschichte der Gottorfer Hof- und Staatsverwaltung von 1455—1659, Kiel 1928, 1—2.

<sup>67</sup> Hans-Joachim von der Ohe, Die Zentral- und Hofverwaltung des Fürstentums Lüneburg (Celle) und ihre Verwaltung (1520—1648), Celle 1955, Register.

<sup>68</sup> Dietrich Schäfer, Geschichte von Dänemark, Band 5, Gotha 1902, 228 f.

<sup>69</sup> Zur Abfassung der Instruktion: Johannes Merker, Heinrich Husanus (1536—1587), Herzoglich Sächsischer Rath, Mecklenburgischer Kanzler, Lüneburgischer Syndicus, Göttingen 1898, 258.

<sup>70</sup> Hannover: Celle Br. 7, Nr. 49, f. 6—12.

niederländischen Kriegsparteien ging, darum sollte die Rittmeister-Vorlage durchgesetzt, jegliche Eingriffe an der Emsmündung, und schon gar militärischer Art, vermieden werden. Deshalb wollte Celle auch das Schreiben des westfriesischen Statthalters vom 5. April verlesen haben, damit nicht „der angegebenen Neutralitet eine Partialitet mit unterlaufe(n)“. Im übrigen sei der Kaiser um Hilfe anzurufen und wenn schon Hilfeleistungen für Ostfriesland beschlossen werden würden, dann nicht einseitig für Edzard.

Damit stand dieser Gruppe auch die Reichsstadt Lübeck nahe, die ihren in Englandverhandlungen bewährten Syndikus Dr. Hermann Warmböken bevollmächtigte<sup>71</sup>. Der lübische Gesandte war auch Vertreter des Stiftes Ratzeburg<sup>72</sup>; das Stift Lübeck war nicht vertreten<sup>73</sup>. Die Instruktion des Lübecker Rats<sup>74</sup> war in der Rittmeister-Frage sehr gewunden: der Gesandte solle sich zwar nicht absondern, aber ein Beschluß solle auch nicht „perpetuirt“ werden — Lübeck wollte Herzog Adolf nicht verstimmen, war aber eindeutig für Ablehnung. Betreffend der Ereignisse „vornemblich der Stadt Embden . . . und verhinderung an ihrer gewonlichen sigellation von Hantirung und nahrung“ war Dr. Warmböken gehalten, sich Informationen zu verschaffen. Bei einem Beschluß über eine Hilfeleistung für Graf Edzard solle er sich „gemeinen voto accomodieren“, aber

„woferne aber es denn anschlag und meinung haben, Das solche kreißhulff und gesuchte defension zw mehrer sicherheit unnd underhaltung der Engelschen Nation zw Embden bißhero eingewilligten residentz und dero noch fürwehrenden Hochschedtlichen Monopolischen freien handlinge gesucht unnd vorhengt werden wollen, so sollen unsere gesandte sich dem selben widersetzen“.

### Die Harzgruppe:

Das Herzogtum Grubenhagen, die Grafschaft Regenstein und die Reichsstädte Goslar, Mühlhausen und Nordhausen pflegten sich in der Kreispolitik, schon wegen der Umklammerung durch die 1584 vereinigten Herzogtümer Wolfenbüttel und Calenberg, sehr zurückzuhalten; sie ver-

<sup>71</sup> Friedrich Bruns, Die Lübecker Syndiker und Ratssekretäre bis zur Verfassungsänderung von 1851, in: Zeitschrift für Lübeckische Geschichte und Altertumskunde 29/1, 1937, 91—168, dort 101 f.

<sup>72</sup> Lübeck: Rep. 17, Kreissachen IV (Protokoll Warmböken).

<sup>73</sup> Bischof Eberhard v. Holle's Kanzler, Dr. Heinrich Borcholt, ist in Mainz erkrankt und dort am 1. 8. 1585 gestorben: Walter Schäfer, Eberhard v. Holle, Bischof und Reformator, Verden 1967 = Beiheft zum 65. Band des Jahrbuches der Gesellschaft für Niedersächsische Kirchengeschichte 1967, 105.

<sup>74</sup> Lübeck: Rep. 17, Kreisakten IV.

traten sich oft gegenseitig auf Kreistagen. Der Goslarische Sekretär Albert Cammerer etwa vertrat diesmal auch Regenstein<sup>75</sup>. Herzog Wolfgang zu Grubenhagen schickte seinen Kanzler Andreas Spiegelberg<sup>76</sup>, Mühlhausen, ungewöhnlicherweise zwei Gesandte, den Ratsherrn Adam Lamhart und den Stadtschreiber Christoph Ferber, während Nordhausen fehlte. Der einzige katholische Kreisstand, das Fürstbistum Hildesheim, entsandte wie üblich zwei Beauftragte, Dr. Johann Brun und den Notar Lambertus Rosenzweig<sup>77</sup>. Wie die Instruktionen zeigen, wollte sich die Harzgruppe nicht in einem „frombden unnotigen handel“, noch dazu im Westfälischen Kreis, verwickeln lassen (Grubenhagen)<sup>78</sup> und nur das tun, „was dem gemeinen Vatterlande Teutscher Nation, diesem loblichen Niedersechsischen Kreiß zu Ruh und Frieden . . . ertreglich, nützlich und ersprießlich sein magk“ (Hildesheim)<sup>79</sup>.

Der Administrator des Erzstiftes Magdeburg mag hier wegen seiner guten, unauffällig gepflegten Kontakte mit den Kreisständen am Harz, auch wegen seiner Zurückhaltung in Streitfragen, die seine Rolle als erster kreisausschreibender Fürst bedingte, der Harzgruppe zugeordnet werden. Joachim Friedrich, der Erbe Kurbrandenburgs, fühlte sich als aktiver Protestant, neigte aber spätestens seit der Zurückweisung, die ihm auf dem Reichstag von 1582 wegen der fehlenden päpstlichen Konfirmation zuteil wurde, mehr zur gemeinprotestantischen als zur lutherischen Partei; trotzdem bemühte er sich, mit Herzog Julius loyal zusammenzuarbeiten<sup>80</sup>. Die Magdeburger Gesandtschaft, diesmal mit den Räten

Joachim v. Alvensleben zu Alvensleben,  
Anton Freudemann, Dr. iur. (der eigentliche Leiter des Kreistages),  
Bartholomäus Ude, Sekretär (und „Kreiskanzlist“),

bildete, unter Mitwirkung Wolfenbüttels, das Tagungspräsidium, mit erheblichem Einfluß auf den Ablauf, die offizielle Protokollierung und die Formulierung und Feststellung des Abschieds<sup>81</sup>.

#### IV. Der Tag des Kreises

Wegen der Verspätung und schließlich Verhinderung des Wolfenbüttelschen Kanzlers Mützelthin wurde der zum 27. Juli ausgeschriebene

<sup>75</sup> Goslar: Reichssachen, Paket 887, Mappe 1583 (sic!) B (Protokoll Cammerers).

<sup>76</sup> Samse (Anm. 62), 309 sowie Register.

<sup>77</sup> Hannover: Hild. Br. 1, Nr. 228, f. 90—91; Nr. 231.

<sup>78</sup> Hannover: Cal. Br. 34, II b, Nr. 6 (Stück 4).

<sup>79</sup> Hannover: Hild. Br. 1, Nr. 228, f. 90—91 (Credenz).

<sup>80</sup> Für die Würdigung Joachim Friedrichs kann hier nur auf die Kreisakten allgemein hingewiesen werden. Literatur fehlt.

<sup>81</sup> Hierfür sind die Protokolle der einzelnen Gesandten aufschlußreich, s. u. Anm. 82.

Halberstädter Kreistag erst am Mittwoch, dem 28. Juli 1585, nachmittags um 3 Uhr eröffnet<sup>82</sup>. Dr. Freudemann verwies auf die vorliegende Proposition und die Rittmeister-Vorlage Herzog Adolfs. Zu den „incidenter“ vorgefallenen „Beschwerden“ des Grafen von Ostfriesland führte er aus, daß dem Reiche am Emsstrom nicht weniger als an seinen anderen Flüssen gelegen sei. Auf jeden Fall müsse den „insinuirten“ kaiserlichen Mandaten Gehorsam geleistet werden.

Anschließend legten die Gesandten ihre „Credenzen“, die Begrüßungsschreiben, in der unverrückbaren Reihenfolge vor, die auch für die Wortmeldungen zu den Vorlagen maßgebend war: zunächst die Erzbistümer (zuerst Magdeburg), dann die Herzogtümer (voran Wolfenbüttel-Calenberg mit Halberstadt), anschließend die restlichen Bistümer, die eine Grafschaft und die Reichsstädte (mit Lübeck an der Spitze). Erst diese Zeremonie ließ erkennen, welche Stände vertreten waren und welche Mehrfachbeauftragungen vorlagen. Als Fraktionen traten, wie schon im einzelnen erläutert, entgegen:

„Wolfenbüttel“	4 Stände mit 11 Aufträgen für 7 Gesandte,
„Gottorf“ (mit Lübeck)	8 Stände mit 14 Aufträgen für 8 Gesandte,
„Harz“ (mit Magdeburg)	6 Stände mit 10 Aufträgen für 9 Gesandte.

Es nahmen also insgesamt achtzehn Kreisstände mit 35 Einzelaufträgen für 24 Gesandte am Kreistag teil; zwei Kreisstände fehlten. Die Entscheidung über die Wolfenbütteler und Gottorfer Initiativen war demnach offen.

Die Münzsachen wurden auf Anraten Magdeburgs vorgezogen. Nach eineinhalb Tagen Erörterung verwies der Kreistag die Entscheidungen im wesentlichen auf einen Generalprobationstag im Herbst. Als erste politische Vorlage „proponierte“ Magdeburg ab Freitagnachmittag (30. Juli) die Forderung Herzog Adolfs, nachgeordnete Rittmeister einzusetzen: Bremen unterstützte die Vorlage nachdrücklich, auch Lüneburg und Mecklenburg sprachen sich dafür aus, während Wolfenbüttel, aber

<sup>82</sup> Quellen für den Halberstädter Kreistag 1585: der Kreisabschied (= Ergebnisprotokoll) mit den Beilagen (= verlesene und eingereichte Schreiben, die als feste Bestandteile der Abschiede zu gelten haben, aber von diesen in den Kanzleien oft abgetrennt wurden) in allen „Kreisarchiven“, z. B. Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70 (= Wolfenbütteler Exemplar), Lübeck: Rep. 17, Kreisabschiede III; für die Erörterungen die Protokolle der einzelnen Gesandtschaften: Hannover, Cal. Br. 12, I, Nr. 70, f. 223—262 (= Wolfenbüttel); Cal. Br. 34, II b, Nr. 2 (61. Stück) (= Grubenhagen); Celle Br. 7, Nr. 49, f. 89—96 (= Lüneburg); Hild. Br. 1, Nr. 228, f. 78—88v (= Hildesheim); Lübeck: Rep. 17, Kreisakten IV (= Lübeck); Goslar: Reichssachen, Paket 887, Mappe 1583 B (= Goslar, dort irrtümlich eingeordnet). Ferner sind Abrechnungen der Gesandten über ihren Verzehr aufschlußreich, z. B. Hannover: Cal. Br. 12, I, Nr. 70, f. 156 und 158, weiter ist die Korrespondenz der „Herren“ mit ihren Gesandten während des Kreistages zu beachten.

auch das sonst dem Kreisobersten wohlgesinnte Grubenhagen und das katholische Hildesheim ablehnten; Lübeck hielt sich zurück. In seiner Eigenschaft als Tagungsvorstand faßte Magdeburg das für Gottorf offenbar überraschend negative Ergebnis zusammen.

An diesem Nachmittag legte dann Magdeburg noch das Hilfesuch Graf Edzards vor: der Kreis solle helfen, wenn „keine vernünftige bedenken“ dagegen bestünden und der Kaiser und die anderen Kreise nicht dawider seien. Anschließend wurden die ostfriesischen „Beschwerden“ durch Verlesen von Briefen, Protokollen und Instruktionen, auch der Vorträge Graf Edzards Weihnachten 1584, den Gesandten nahegebracht. Dann vertagte sich der Kreistag, zwecks „consultiren“, auf den nächsten Tag, den Sonnabend, um 7 Uhr früh.

Magdeburg verwies am Sonnabend auf seine Erklärungen vom Vortage, Bremen meinte, man müsse für die kaiserlichen Mandate dankbar sein. Doch möchte das Erzstift mit der „sehecant“ nicht in den Streit an der Ems einbezogen werden. Die Frage solle einstweilen ad referendum genommen werden. Wolfenbüttel hob die persönliche Bitte Graf Edzards bei Herzog Julius hervor, auch herrsche ja zwischen den Vorrednern Magdeburg und Bremen Einigkeit darüber, daß der Kaiser und die anderen Kreise hinzugezogen werden müßten. Mit der Wendung, es ginge hier doch um die Rettung der Stadt Emden, da sei die Gewährung von Hilfe unbedenklich (d. h. bedeute sie keine Stellungnahme im Gebrüderstreit), appellierte es wohl an die Solidarität der Städte. Grubenhagen setzte seine restriktive Neutralitätspolitik wie in der Rittmeister-Frage fort: es sei nicht instruiert, überhaupt, Ostfriesland gehöre nicht zum Kreis. Lüneburg erklärte sein „Mitleiden“, verwies aber auch auf Edzards „Partialitet“: auf keinen Fall dürfe man ihm das Hilfsgeld selbst auszahlen. Halberstadt schloß sich der Stellungnahme Wolfenbüttels an.

Mecklenburg forderte unter Hinweis auf den Gebrüderstreit, kein Geld für offensive Handlungen zu bewilligen, die Hilfe dürfe nur an „erfahrene Leute“ gegeben werden. Damit wollte Mecklenburg offenbar auf die Rittmeister-Vorlage anspielen. Holstein erklärte sich im Sinne Lüneburgs: man dürfe „keinen Teil“ vor dem andern auswählen. Geldhilfe könne an Graf Edzard nicht gegeben werden. Sachsen-Lauenburg votierte wie Wolfenbüttel.

Lübeck argumentierte: man möge den ostfriesischen Gesandten, der sich in Halberstadt aufhalten solle, hören, damit man wisse, wie die Lage sei. Wenn Edzard Schiffe habe, sei zu befürchten „... dan weil Antorf große nodt litte daz vermutlich solch die auslieger an ander orthen begeben mochten“. Lübeck machte dann seine schlechten Erfahrungen aus dem Nordischen Siebenjahreskrieg (1563—1570) geltend: „... wehre aber nicht zu rathen, das sich der grafe zu wasser legen, dan die wasserkriege nicht so leicht geendigt wie die lübischen mitt irem

schaden gewar geworden.“ Die Ausrüstung der von Edzard vorgeschlagenen Schiffe koste „ein unsaglich geldt“, das auch nicht durch die Kreishilfe aufgebracht werden könne — zum Beispiel habe die gesamte Reichskontribution für die Moskau-Delegation des Reiches vor einiger Zeit nur 90 000 fl. im ganzen Reich erbracht. Der „gelindeste Weg“ sei, das Kriegsvolk durch „gütliches Bemühen“ zum Abzug zu bewegen. Auch Lübeck sei dagegen, daß dem Grafen angesichts seiner „Partialitet“ das Hilfgeld in die Hände gegeben werde. — Goslar und Mühlhausen, die letzten in der Reihe, erklärten sich zu einer Stellungnahme nicht instruiert.

Abschließend faßte Magdeburg das Ergebnis der Erörterung zusammen: man wolle den Grafen nicht „ohne Trost“ lassen, aber alle Voten hätten „condicionalia“. Einig sei man sich, daß Hilfe durch den Kaiser gegeben werden müsse. Nach Tisch solle Graf Edzards Gesandter gehört werden.

Am Nachmittag fuhr der Kreistag mit der Beratung der Schreiben des Westfälischen Kreises fort, weil Sebastian Müller nicht erschienen war (was nach Dr. Warmböckens Bericht „sinister“ aufgenommen worden sei). Dann wurde noch einmal des „Herzogs von Holstein suchen“ vorgenommen; zur merklichen Verärgerung der Gottorfer Fraktion, die sich wohl nach der Ostfriesland-Debatte eine größere Aufnahmebereitschaft versprochen hatte, änderten sich die Fronten in der Rittmeister-Frage jedoch nicht. Zum Abschluß versuchte Wolfenbüttel die Werbungen der Königin von England um eine Union der protestantischen Fürsten auf die Tagesordnung zu bringen. Magdeburg schnitt eine Beratung darüber ab: das sei nicht Sache der Braunschweiger, darüber hätten zuerst die Kurfürsten zu beraten.

Wolfenbüttel ließ sich aber, eigentlich gegen seine sonstigen Interessen, nicht davon abhalten, die englischen Schreiben auf der nächsten Sitzung, aber außerhalb des „Kreistrats“ vorzulesen; Magdeburg, Hildesheim, Bremen und Halberstadt (!), also die Bistümer, wollten nicht dabei anwesend sein.

Diese Sitzung am Montag, dem 1. August, füllte von 7—9 Uhr die Verlesung des Abschiedes, mit Ausnahme der Ostfriesland-Vorlage. Danach hörte der Kreistag Sebastian Müller. Der ostfriesische Gesandte wies vor allem auf die „Schwachheit“ der Grafschaft hin. Die von Edzard vorgeschlagenen zwölf Schiffe würden nicht zu Kriegszwecken, sondern nur der „Sicherheit des hantierenden Mannes“ dienen. Ostfriesland ginge dem Reich verloren, wenn keine Hilfe erfolge.

Nachdem Sebastian Müller den Raum verlassen hatte, stellte Magdeburg fest, daß der Vortrag keine neuen Gesichtspunkte erbracht habe. Graf Edzard solle deshalb darauf hingewiesen werden, daß er sich „vereutralis“ verhalten müsse, denn nach allerlei „Umständen“ könne seine politische Haltung für „partialis“ angesehen werden. Damit sei genug

beraten. Der entsprechende Passus im Abschied sei wie folgt abzufassen: die Kreisstände wollten sich an den Kaiser wenden und mit anderen Kreisen beratschlagen. Der Kreis glaube zwar nicht an Edzards Parteinahme, aber der Graf müsse auf diese Interpretation seines Verhaltens gegenüber den Spaniern hingewiesen werden. Abschließend teilte Magdeburg dem wieder hereingerufenen Sebastian Müller diesen „Schluß“ mit und gab ihm auf, sein mündliches Vorbringen schriftlich abzufassen (was geschah).

Das Ergebnis in der Ostfriesland-Initiative Wolfenbüttels kann nur dürftig genannt werden, obgleich Magdeburg die Erörterungen verhältnismäßig positiv zusammengefaßt hatte. Bei der Schwerfälligkeit des Reichsapparats mußte angesichts der geäußerten Vorbehalte vorausgesehen werden, daß die Aussicht auf effektive Unterstützung nur gering war. Doch ist dabei die Anrufung des Kaisers nicht als Verzögerungstaktik zu begreifen; trotz der Konfessionskämpfe war die Autorität des Kaisers noch ungebrochen. Die Äußerungen, etwa die Empörung über die Mißachtung der kaiserlichen Mandate, kamen ja nicht unbedingt in eine größere zuhörende Öffentlichkeit. Es entsprach offensichtlich dem legalistischen Denken aller Stände, wenn Magdeburg in seiner Schlußrede den Wunsch aussprach, der Kaiser möge die Drangsal des Grafen „zu väterlich kaiserlich gemüthe, allergnedigst, ziehen“.

Die Motive für den Appell an den Kaiser waren verschieden: der immer wiederkehrende „Raub, so durch sie wird von einem oder andern (der Kriegsparteien) uff des heil. Röm. Reichs boden geschehen“ (Gottorf), löste Besorgnis aus, daß auch „fremde Nationen den Emsstrom einbekommen sollten“ (Celle), denn dem Reich sei „am Emserstrom . . nicht weniger als am reine, weser und Elbstrom gelegen“ (Lübeck). Mit diesen national bestimmten Gefühlen gingen kommerzielle Interessen — auch der binnenländischen Stände — eine auffallende Verbindung ein: die Ems werde als „Schlüssel zur Ost- und westsee geachtet“ (Magdeburg in Proposition und Abschied, ähnlich Celle) und wenn Ostfriesland verloren ginge an Fremde, dann würden dadurch auch die „commercia“ an „fremde und auslendisch Nationen kommen“ (Wolfenbüttel). Lübeck weist bei dieser Gelegenheit auf die Engländer hin, die im Fürstentum Lüneburg sogar den Leinwandhandel „mehrentils an sich gezogen“ hätten (der Celler Gesandte hat dazu anscheinend geschwiegen).

Ganz konkret fürchteten die Kreisstände, sich „fremde Nationen auf den Hals (zu) ziehen“ (Mecklenburg). Bremen forderte sogar, die kaiserlichen Mandate sollten gar nicht erst im Kreis angeschlagen werden, „damit man den auslendischen Veindt dadurch sich nicht auf den Hals lade“. Mecklenburg verlangte daher, bei einer Hilfeleistung für Edzard nicht „starke Mittel“ zu gebrauchen, und Lübeck hält es für leichtsinnig, ihm Schiffe zur Verfügung zu stellen.

Wohl hielten die Kreisstände die Störung der „commercia“ in Ostfriesland, wo „der hantierende man von dem eins und andern teil (Spanier und Staatliche) beschwer wirdett“ (Bremen) für schwerwiegend. Doch müsse man das Kriegsvolk auch dort gütlich loswerden „Dan wo man sich etwas anderst zeigen, dasselbige understehen werden die See und Anseestett (sic!) das gleich bezahlen müssen“. Wenn man militärisch eingriffe, würden „die commercia gestopfet und also per consequens in der See und ansee stetten, arme leute werden wie man dan albereit befindet das Ihnen hin und wider Ihme narung entzogen wirdet“. Im Falle kriegerischer Verwicklungen auch des Niedersächsischen Kreises müsse man sich auch um den Sund, um Lübecks und Hamburgs Wasserstraßen Sorgen machen. Eine Beeinträchtigung des Handels der großen Seestädte wäre aber auch eine Beeinträchtigung des Reiches — damit schließt sich der Zirkel — „dan was vor der wahren helf den selbigen (den Seestädten) dahin gebracht und ferner in das reich verforet, auch nicht zu entraten sein, ist notorium“.

Eigentliche religiöse Parteinahmen fehlen in den Argumentationen, die Angriffe werden stets nur gegen die als Nationalitäten begriffenen „Spanischen“ oder „Staatlichen“ (passim), an „den mächtigen Feind“ oder gemeinsam an „die Feinde“, die „fremden Potentaten“, die „beiden Teile“ gerichtet. Bremen bezichtigte nur indirekt Herzog Julius der religiösen Parteinahme, wenn es auf die Vereinbarungen des Reichstages von 1582 hinweist, man möge sich nicht des einen Teils mehr als des anderen annehmen.

Nur negativ kann ein religiöses Moment in den Kreistagsverhandlungen erschlossen werden: das der Ablehnung der „Partialitet“ des ostfriesischen Grafen. Dieser Vorwurf hatte in der Versorgung des spanischen Groningen seinen Kern. Religiös nimmt aber Celle nicht Partei. Der Kampf um Groningen wird in den Instruktionen und in den Protokollen (soweit durch die Protokolle bekannt ist) nicht erwähnt.

Die Ablehnung einer Hilfe für Edzard durch den Niedersächsischen Reichskreis hatte keine religiösen Gründe: es war der Standpunkt der lutherischen Stände, den Friedenszustand, in dem sie lebten und der ihnen genügte, nicht zu gefährden, und der kaiserlichen Gruppe um Herzog Adolf, die einen Gegensatz zu Kaiser und Reich, aus ihren Interessen heraus, zu vermeiden suchte.

## V. Die weitere Entwicklung

Während Antwerpen den Spaniern übergeben wurde (am 7. August a. St.), trat für die Umwelt des Niedersächsischen Kreises eine kaiserlich-lutherische Initiative zu Tage, die als anticalvinistisch und anti-staatlich empfunden werden mußte. Welche Entrüstung mußte es bei den

Gegnern Graf Edzards in Ostfriesland hervorrufen, daß die im Gebrüderstreit beauftragten kaiserlichen Kommissare Kurfürst August von Sachsen und Herzog Julius von Wolfenbüttel Graf Johann wegen der Unordnung in der ostfriesischen Grafschaft ansprachen, nur ihn, nicht auch seinen Bruder<sup>83</sup>. Graf Edzard mochte jetzt zufrieden sein, nicht mehr gegen den Kaiser zu stehen, was ihm Herzog Alba wegen Unterstützung der Geusen und dann die Hansestädte in der Frage der Merchant Adventurers angelastet hatten. Die Geldsorgen des Grafen und die Schwierigkeiten auf der Ems waren aber damit nicht beseitigt<sup>84</sup>.

Aber auch die niedersächsischen Gegner Edzards konnten mit dieser Entwicklung zufrieden sein: sie hatten die Hilfe zunächst verhindert. Herzog Adolf konnte die Stellung seines Sohnes als Erzbischof von Bremen absichern, Lübeck hatte nachhaltig Edzards Flottenpolitik als illusionär hingestellt; gerade diese Ausführungen Dr. Warmböckens sind in den Gesandtenprotokollen ausführlich wiedergegeben<sup>85</sup>. Lübecks Politik der „Verhandlungen in Güte“ setzte sich handelspolitisch in der Hanse durch: die Verhandlungen mit Parma<sup>86</sup> liefen parallel mit einer Wiederherstellung der hansischen Positionen in Antwerpen<sup>87</sup> und sicherten die groß aufkommende Spanienfahrt<sup>88</sup>. Es waren mehr die an den Kontoren „anhangenden Privilegien“ als das Kontor selbst, worum es hier ging<sup>89</sup>. Die Verhandlungen mit den Generalstaaten verliefen indessen höflich, aber erfüllten nur eine Alibifunktion: beide Parteien wollten zukünftige Möglichkeiten nicht verbauen<sup>90</sup>.

Angesichts des Verlustes von Antwerpen ertrugen die Generalstaaten, zu deren Lasten sich Kaiser und lutheranische Fürsten geeinigt hatten, die Invektiven des Reiches mit Gleichmut. Die Reise Lorenz Wolkenhaars nach Den Haag und Amsterdam, der die kaiserlichen Mandate wegen Behinderungen auf Ems und Rhein zu insinuieren hatte, wurde als unangemessen empfunden<sup>91</sup>.

Die Generalstaaten rechneten auf die ständig mit Verschärfung der konfessionellen Spannungen wachsende, nicht nur den Calvinisten zugehörige Gruppe der engagierten Protestanten, wenn sie Klagen wegen der Übergriffe auf die Proviantierer Groningens nicht mehr ausweichend,

<sup>83</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8a (10. 9. 1585).

<sup>84</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6 f. 125—128 (10. 8. 1585).

<sup>85</sup> Vgl. Anm. 82.

<sup>86</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2347 (16. 9. 1585). — Häpke 2, Nr. 928 (20. 12. 1585).

<sup>87</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2341 (10. 9. 1585). — Häpke 2, Nr. 927 (10. 9. 1585).

<sup>88</sup> Häpke 2, Nr. 924. — Hagedorn (Anm. 12), 174 ff. (Bewirtung spanischer Kapitäne), 228. — Hermann Kellenbenz, Spanien, die nördlichen Niederlande und der Skandinavisch-baltische Raum in der Weltwirtschaft und Politik um 1600, in: Vierteljahresschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte 41, 1951, 289—332.

<sup>89</sup> Dies war gemeinhansische Ansicht. Hannover (Stadt): I N 15.

<sup>90</sup> Kölner Inventar 2, Nr. 2329 (23. 8. 1585).

<sup>91</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8. — Häpke 2, Nr. 929. — Kernkamp (Anm. 1), 160.

sondern offen mit dem Vorwurf der Begünstigung des Religionsfeindes beantworteten. So wandte sich der „conventus civitatis“ Amsterdams in einem Brief vom 31. Juli 1585 an den Administrator Joachim Friedrich von Magdeburg, um die kaiserlichen Mandate gegen die Freibeuter vom 3. April 1585 zurückzuweisen<sup>92</sup>.

Daneben aber beschlossen die Generalstaaten am 18. August, die Handelsblockade zu verschärfen und die Lebensmittelausfuhr zu verbieten, einerlei, ob nach Bremen, Calais, Rouen oder anderen Städten; die Holländer, hier besonders die vom Norderkwartier, erreichten nur eine engere Fassung des Verbots mit einer begrenzten Exporterlaubnis nach Bremen, Hamburg, Dänemark und den Ostseeländern<sup>93</sup>.

Die Ausfuhrsperrre sollte vor allem Emden treffen: Westfriesland gab am 29. September Befehl an die Blockadeflotte, alle dorthin bestimmten Güter und Schiffe festzuhalten. In Kürze lagen sechzig Schiffe vor Emden fest. Nachdem ein ostfriesischer Notar am 7. Oktober ohne Ergebnis mit dem staatlichen Admiral verhandelt hatte, wandte sich der Rat der Stadt Emden an Graf Edzard; der Graf fertigte am 12. Oktober Sebastian Müller nach Wolfenbüttel mit den Emdener Schreiben und der Bitte um Defensivhilfe an den Niedersächsischen Kreis ab. Der Emdener Rat verbot am 13. Oktober den Ausliegern die Versorgung der Blockadeflotte mit Lebensmitteln, die sich die Staatlichen dann zwangsweise von den festliegenden Schiffen verschafften. Graf Edzard kam am 15. Oktober nach Emden und erreichte, daß die Emdener Bürgerschaft vier Spanienfahrer (= auch für die Hochseefahrt geeignete Schiffe) und zwei kleinere Schiffe ausrüstete, für die auch ein Admiral und ein Vizeadmiral bestellt wurden. Die Emdener und die Staatliche Flotte lagen sich drohend, aber untätig gegenüber, bis ein Sturm die Schiffe zwang, sich in die Häfen zurückzuziehen<sup>94</sup>.

Bei den Gesandten des Niedersächsischen Reichskreises zum Generalprobationstag in Braunschweig (19.—28. Oktober) verfehlten die von Sebastian Müller mitgebrachten neuen Nachrichten von der Ems und die Briefe des Grafen ihre Wirkung nicht: es wurden sofort Schreiben an den Kaiser und die Kurfürsten ausgefertigt „gleich den vorigen, so von Halberstadt ausgegangen“. Besonders empört äußerten sich die Stände darüber, daß den vom kaiserlichen Gesandten Wolkenhaar insinuierten Briefen von den Generalstaaten nicht nur die „Gebürliche partition“ verweigert, sondern auch gegen das Verbot „ferner teglich zu wercke gerichtet“ wurde<sup>95</sup>.

<sup>92</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 8, f. 41—42.

<sup>93</sup> Hagedorn (Anm. 12), 125 f. — Kernkamp (Anm. 1), 168.

<sup>94</sup> Hagedorn (Anm. 12), 126. — Liebe, Drei Aktenstücke zur Blockade Emdens durch die Wassergeusen, in: Emdener Jahrbuch 12, 1897, 161—165.

<sup>95</sup> Kreistagsabschied, z. B. Hannover: Cal. Br. 34, II b, Nr. 2 (27. Stück). — Ostfriesische Beschwerden: „Wie aus beivorwarten des abgesandten beschehen

Auf dem Generalprobationstag im Herbst 1585 — Lübeck war diesmal nur durch seinen Münzmeister vertreten — fixierten die Kreisstände also den in Halberstadt gefaßten Beschluß, Ostfriesland durch die Anrufung von Kaiser und Reich zu unterstützen. Hier handelte es sich nicht mehr um einen nur mühsam ausgehandelten Kompromiß. Dennoch ist die Ostfriesland zugesagte Defensivhilfe — Edzard hatte schon 16 000 fl. für die militärische Aufrüstung ausgegeben<sup>96</sup> — nie zustande gekommen. Wenn der Groninger Emigrant Abel Eppens von Ende Januar 1586 schreibt: „wort to Emden ruchbaer, als daer 2 tunne gelts sij gecommen van den keyser Rodolpho 2, dat men meer geloveden spans gelt twesen um den Emse to bevrijen tegens Vresen unde Hollanders“<sup>97</sup>, so spricht das nur dafür, wie man von Edzard dachte. Die Vorlage der Reichshilfe wurde auf dem Deputationstag im Frühjahr 1586 zu Worms zur tiefen Enttäuschung Graf Edzards nur formal behandelt<sup>98</sup>, und der Niedersächsische Kreistag von 1587 erschöpfte sich in vielen guten Ratschlägen für Ostfriesland, die praktisch auf die Empfehlung einer Verständigung mit Graf Johann und den Landständen hinzielten<sup>99</sup>.

Auch die kaiserlich-lutherische Allianz des Herbstes 1585 wurde durch die Verschärfung der konfessionellen Gegensätze brüchig; die kaiserfreundliche Politik Herzog Adolfs erwies sich als überholt ebenso wie die der „Verhandlungen in Güte“ Lübecks — spätestens seit dem Armadajahr 1588 —, zumal auch die katholischen Stände des Westfälischen Kreises und der Kaiser — vielleicht wegen habsburgisch-bayerischer Spannungen — die gemeinsame Abwehr staatlicher und spanischer Übergriffe durch den Westfälischen und Niedersächsischen Kreis, die sich mit dem Kölner Kreistag von 1585 abzeichnete, nicht mehr weiter verfolgten.

Mit dem Erstarken der Generalstaaten nach dem Untergang der spanischen Armada 1588 und der Rückgewinnung Groningens 1594 brach auch die wirtschaftliche Stellung Emdens als Versorgungshafen zusammen. Graf Edzards Politik hatte sich nicht nur als „partialisch“, sondern auch als wirtschaftlich und politisch nicht vorausschauend erwiesen. Ostfriesland geriet nun ganz unter den Einfluß der Niederlande; den Schlußpunkt setzte die Emdener Revolution von 1595.

---

relation auch des graffen schreiben an die ausschreibende kreißfürsten, und der Stadt Emden schreiben mit H vorzeichnet (in den Beilagen!) zuersehen, welches im Kreiß rathe Itzo alhier verlesen, davon tractiret und geradtschlaget.“

<sup>96</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 158—161.

<sup>97</sup> De Kroniek van Abel Eppens (Anm. 14), Deel II, 264.

<sup>98</sup> Hannover: Cal. Br. 24, Ostfriesland Nr. 6, f. 158—161.

<sup>99</sup> Kreisakten 1587, vgl. Anm. 2. — Dahinter stecken die norddeutschen Gegner Edzards, Herzog Wilhelm d. J. von Lüneburg, Herzog Otto von Harburg, Graf Johann von Oldenburg, vgl. Hannover: Celle Br. 82, Nr. 27, passim.

## MISZELLEN

### ZUR DATIERUNG DES ROSTOCKER STADT- SCHREIBER-BERICHTES ÜBER DIE VERHAND- LUNGEN IN KOPENHAGEN UND VOR HÄLSING- BORG IM SOMMER 1360 (?)

von

JOCHEN GOETZE

Im Jahre 1930 äußerte Harald Berg<sup>1</sup> erstmals Zweifel an der von Koppmann vorgenommenen Datierung des Berichtes des Rostocker Stadtschreibers über eine Zusammenkunft seestädtischer Ratmänner mit König Valdemar von Dänemark<sup>2</sup> in Kopenhagen und vor Hälsingborg.

Der Bericht selbst weist keine eigene Datierung auf; lediglich aus dem Inhalt aus den angegebenen Daten, aus den politischen Zusammenhängen und den erwähnten Personen läßt sich ermitteln, daß der Bericht entweder in die Jahre 1355 oder 1360 fallen muß. Da der Bericht jedoch die einzige Quelle darstellt, aus der sich die genaueren Umstände der Abtretung Schonens durch König Magnus von Schweden an Valdemar Atterdag ermitteln lassen, kommt seiner Datierung erhöhte Bedeutung zu.

Zwar erwähnen fast alle gleichzeitigen nordischen Annalen und Chroniken die Abtretung Schonens an Dänemark, über die einzelnen Vorgänge äußern sie sich jedoch nur sehr vage. Je nach Stellung zu den agierenden Parteien unterstellen sie Valdemar eine *manus valida* oder die Anwendung von *dolus* und *fraus*.

Bergs Bedenken gegen die von Koppman vorgenommene Datierung stützen sich im wesentlichen auf die Behauptung, daß die im Bericht erwähnten Vorgänge besser in die politische Situation des Jahres 1355 passen könnten als in die des Jahres 1360<sup>3</sup>.

Berg hat schon darauf hingewiesen, daß sich die Vorgänge der Jahre 1355 und 1360 auffallend gleichen<sup>4</sup>: in beiden Jahren befanden sich zur gleichen Jahreszeit einige der erwähnten Personen am selben Ort. Ein wesentlicher Punkt in Bergs Argumentation ist das Schiedsverfahren in der Marquard Westensee-Sache<sup>5</sup>. In dieser Angelegenheit stellte Valde-

---

<sup>1</sup> Harald Berg, Den rostockska sändebudsberättelsen om Valdemar Atterdags förhandlingar med Magnus Eriksson, in: Scandia III (1930).

<sup>2</sup> HR I 1, Nr. 233.

<sup>3</sup> Berg, 112 f.

<sup>4</sup> Berg, 113.

<sup>5</sup> Berg, 113. Zur Sache selbst vgl. W. Mantels, Lübeck und Marquard von Westensee, in: Beiträge zur Lübisches-Hansischen Geschichte, Jena 1881.

mar am 19. Juli 1355 in Helsingør zwei Urkunden für Lübeck aus<sup>6</sup>. Das motiviert nach Meinung Bergs die Anwesenheit der (auch im Rostocker Bericht erwähnten) Vertrauensleute beider Parteien in der Westensee-Sache, nämlich Bischof Bertram von Lübeck, Eghard Krumesse und Peter Dene.

Peter Dene fungiert im Rostocker Bericht jedoch ganz offensichtlich als *famulus* Valdemars, als er die städtischen Ratmänner am späten Abend des 9. Juli im Auftrage Valdemars auffordert, diesem unverzüglich nach Hälsingborg zu folgen. Auch Bischof Bertram und Eghard Krumesse haben im Bericht eine festumrissene Aufgabe: sie fordern die Ratmänner auf, Valdemars Verhandlungen mit Magnus von Schweden beizuwohnen.

Die Anwesenheit Peter Denes ist als *famulus* Valdemars hinreichend begründet. Eghard Krumesse, Ritter im Dienste Erichs IV. von Sachsen, kann durch die Teilnahme seines Herrn an dem Schiedsverfahren erklärt werden. Über Bischof Bertram kann nichts Genaues gesagt werden, zumal da noch nicht einmal sein Itinerar für diese Jahre erforscht ist. Die drei Genannten müssen sich also durchaus nicht in ihrer Eigenschaft als Vertrauensleute in der Westensee-Sache in Kopenhagen und in Hälsingborg aufgehalten haben.

Bergs Argumentation folgte 1950 eine Entgegnung von Arne Stade<sup>7</sup>. Da Stade jedoch einige der Hauptargumente Bergs nicht zu widerlegen vermochte oder sie gar nicht berührte, schlossen sich die Herausgeber des Bandes III/4 des *Diplomatarium Danicum*<sup>8</sup> Bergs Datierung an, unterstützt durch H. Sjöstedt, der Stades Datierung zurückgewiesen hat<sup>9</sup>. Die Herausgeber des *Diplomatarium Danicum* wiederholen kurz Bergs Argumentation und führen sie in einigen Punkten weiter: In dem Bericht des Rostocker Stadtschreibers ist die Rede davon, daß Valdemar die städtischen Ratmänner in Münzfragen konsultieren wollte. Nach Aussagen des *Sjaelland Årbogs* für das Jahr 1355<sup>10</sup> verhandelte Valdemar am 28. Oktober 1355 in Vrangstrup im Reichsrat über eine (neue) Münze. Diesen Tatsachen ist kaum zu entgegnen, besonders da nach den Angaben der *Continuatio Chronici Danorum et precique Sialandiae*<sup>11</sup> 1356 auf einem „parlamentum in Kylone“ beschlossen wurde, die silberne Münze durch eine kupferne zu ersetzen.

---

<sup>6</sup> LUB III, Nr. 236 und 237.

<sup>7</sup> A. Stade, Rostockberättelsen och spelet om Skåne 1360, in: *Krigshistoriska Studier tillägnade Olof Ribbing*, Stockholm 1950.

<sup>8</sup> *Dipl. Dan.* III/4, Nr. 271.

<sup>9</sup> Lennart Sjöstedt, *Krisen inom det svensk-skånska väldet 1356—1359*, Lund 1954.

<sup>10</sup> *Annales Danici medii aevi*, Hrsg. Ellen Jørgensen, Kopenhagen 1920, 180.

<sup>11</sup> *Scriptores Rerum Danicarum (SRD)*, Hrsg. J. Langebek, Bde. I—IX, Kopenhagen 1772—1878, VI, 530.

Andererseits sprechen die Seeländischen Jahrbücher jedoch davon, daß am Olavstage, dem 29. Juli, in Vrangstrup eine Versammlung des Reichsrates stattgefunden habe. Auch der Rostocker Bericht erwähnt, daß Valdemar für den Olavstag seinen Reichsrat zusammengerufen habe. Das stimmt jedoch nicht mit dem Itinerar Valdemars für das Jahr 1355 überein, wie es sich aus Dipl. Dan III/4 ergibt<sup>12</sup>:

Am selben Tage (29. Juli) urkundet Valdemar in Holbaek, also im nördlichen Teil der Insel Seeland für Lübeck. Vrangstrup, in der Nähe des Ortes Praestø im Süden der Insel, liegt gut 50 km entfernt. Aus dem Itinerar geht weiter hervor, daß Valdemar am 18. Juli in Viborg, Nordjütland, urkundete<sup>13</sup>, also einen Tag bevor er in Helsingør die beiden Urkunden in der Westensee-Sache ausstellte<sup>14</sup>.

Betrachtet man Valdemars Itinerar für die Zeit vor dem 18. Juli 1355, so ergibt sich eindeutig, daß er sich seit Beginn des Jahres auf dem jütischen Festland aufhielt: Im Februar urkundete er in Ribe, im März in Halstrebo, den ganzen April über scheint er sich in Ålborg aufgehalten zu haben, Anfang Mai urkundete in Kolding, am 19. Mai in Århus, Anfang Juni wieder in Kolding, Anfang Juli gar in Morup im nördlichsten Teil Jütlands, und am 18. Juli schließlich in Viborg. Anfang August dann urkundete er in Horsens an der mitteljütischen Ostküste und Ende August in Tranekaer auf Langeland.

Valdemar hat also in der ersten Hälfte des Jahres 1355 eine Reise durch Jütland, vor allem seinen nördlichen Teil unternommen, in deren Verlauf die Station Viborg am 18. Juli durchaus sinnvoll einzuordnen ist, nicht aber ein Aufenthalt in Helsingør. Auf heutigen Straßen beträgt die Entfernung Viborg — Helsingør etwa 330 km, eine Entfernung, die an einem Tage nicht zu bewältigen war. Auch auf dem Wege von Viborg zur Küste (Åhus) und weiter durch das Kattegatt nach Helsingør beträgt die Reise immer noch 65 km über Land und 150 km über das Wasser.

Die Herausgeber des Dipl. Dan III/4 haben die hiermit sich ergebende Frage nicht beantwortet.

Ebenso zweifelhaft scheint es, aus der Urkunde Dipl. Dan. III/4 Nr. 259 vom 2. Juli die Anwesenheit Valdemars für Nestved festzulegen, zumal da er am gleichen Tage im nordjütischen Morup, also im Verlauf seiner Reise dort, urkundete. In Nestved gelobten eine Anzahl von Rittern König Valdemar, seinem Sohn Christoph, Graf Adolf VII. von Holstein und anderen Urfehde. Bei diesem Akt war Valdemars Anwesenheit nicht zwingend notwendig, da sie sich auch auf enge Vertraute Valdemars bezieht, die anwesend waren. Es ist also viel wahrscheinlicher, daß Valdemar sich im Jahre 1355 zu diesem Zeitpunkt im nordjütischen

---

<sup>12</sup> Dipl. Dan. III/4, Nr. 277.

<sup>13</sup> Dipl. Dan. III/4, Nr. 267.

<sup>14</sup> Dipl. Dan. III/4, Nr. 268 und 269.

Morup<sup>15</sup> aufhielt. Die im Rostocker Bericht erwähnte Anwesenheit Valdemars in Nestved am 2. Juli kann trotz der zufällig gleichen Daten nicht auf das Jahr 1355, sondern nur auf das Jahr 1360 zutreffen.

Als weiteres Argument wird von den Herausgebern des Dipl. Dan. III/4 angeführt, daß der im Rostocker Bericht genannte schwedische Ritter Nils Abjörnsson wahrscheinlich schon 1359 gestorben sei. Sie stützen sich dabei auf H. Gillingstam<sup>16</sup>, nach dessen Aussage Nils Abjörnsson und dessen Ehefrau Bengta Abrahamsdotter bereits 1359 ihr Testament machten. Diesem Argument wäre nicht viel entgegenzusetzen, wenn der Name Nils Abjörnsson nicht aus einer Abkürzung im Bericht des Rostocker Stadtschreibers, rekonstruiert worden wäre. Da eine andere Lesart Abrahamsson lautet, eine Person dieses Namens in der Umgebung König Magnus, von Schweden für diese Jahre jedoch nicht nachzuweisen ist, interpretierte man die Abkürzung als Abjörnsson. Nils Abjörnsson wird in den Quellen jedoch nur bis 1355 als *consiliarius* und *fidelis* erwähnt. Es kann also auch eine andere Person gemeint gewesen sein.

Besonderes Gewicht legen die Herausgeber auch dem Verhältnis des dänischen Ritters Stig Andersson zu König Valdemar zu, nachdem dessen Sohn Neujahr 1359 auf Betreiben Valdemars in Middelfart erschlagen worden war. Nach Aussagen des Seeländischen Jahrbuches<sup>17</sup> zog sich Stig Andersson darauf von Valdemar zurück. Daraus schließen die Herausgeber, daß Stig Andersson nicht am Schiedsspruch über die Abtretung Schonens habe teilnehmen können.

Diese Vermutung ist jedoch wenig stichhaltig, denn schon am 24. Mai 1360 tritt Stig Andersson bereits wieder in Begleitung Valdemars auf und urkundet mit ihm und vielen anderen im Vertrag zwischen Valdemar einerseits und den Herzögen von Schleswig, Valdemar und Heinrich andererseits<sup>18</sup>. Auch die Hamsfortii Chronologia Secunda<sup>19</sup> erwähnt die Anwesenheit Stig Anderssons auf dem Kallundborger Reichstag, auf dem dieser Vertrag in Form einer Handfeste ausgestellt wurde. Ebenso urkundet Stig Andersson am 10. August 1360 mit Valdemar in dessen Vertrag mit Herzog Albrecht von Mecklenburg vor Hälsingborg<sup>20</sup>. Auch in den folgenden Jahren noch sehen wir Stig Andersson häufig an Valdemars Seite; erst gegen Ende der 60er Jahre des 14. Jahrhunderts scheint er sich von Valdemar abgewandt zu haben. Stig Andersson hat sich also

<sup>15</sup> Morup in Halland kann hier nicht in Frage kommen, wie sich schon aus dem Inhalt der Urkunde Dipl. Dan. III/4, 258, und aus Valdemars Itinerar für 1355 ergibt.

<sup>16</sup> H. Gillingstam, *Ätterna Oxenstierna och Vasa under medeltiden*, Stockholm 1952, 53.

<sup>17</sup> *Annales Danici*, 186.

<sup>18</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 325.

<sup>19</sup> SRD I, 310.

<sup>20</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 352; auch MUB XIV, Nr. 8775.

entgegen der Meinung der Herausgeber des Dipl. Dan. III/4 nach dem Mord an seinem Sohn gar nicht oder nur vorübergehend von Valdemar abgewandt und kann somit sehr wohl im Sommer 1360 auf dänischer Seite am Schiedsgericht teilgenommen haben.

Es sind jedoch noch einige andere Punkte in Betracht zu ziehen, die eine Datierung des Rostocker Berichtes auf das Jahr 1355 sehr unwahrscheinlich, wenn nicht sogar unmöglich erscheinen lassen.

Im Februar 1360 kamen dänische und schwedische Unterhändler auf einem Kongreß in Ripen überein<sup>21</sup>, „*super omnibus et singulis discordiis litibus controversiis et discensionibus inter ipsos dominos reges*“ durch ein von jeder Seite mit 4 Vertrauensleuten besetztes Schiedskollegium entscheiden zu lassen. Wenn der Gedanke, die nicht näher bezeichneten Differenzen zwischen den beiden Königen durch ein derartiges Schiedsgericht *plena potestate* regeln zu lassen, der Politik des späten Mittelalters auch nicht fremd ist, so stünde ein derartiges Vorhaben für 1360 ohne jeden faktischen Zusammenhang da, wollte man den Bericht des Rostocker Stadtschreibers und damit auch die Rückgewinnung Schonens durch Dänemark auf das Jahr 1355 ansetzen. Dies gilt besonders, da ohne Berücksichtigung des umstrittenen Rostocker Berichtes der im Februar 1360 entworfene Plan eines dänisch-schwedischen Schiedsgerichtes nicht weiter verfolgt worden wäre, während die anderen auf dem Ripener Kongreß vorgenommenen und eingeleiteten Regelungen<sup>22</sup> durchaus realisiert wurden.

Andererseits läßt die Tatsache, daß im Februar 1360 die Lösung der schonischen Frage in dieser Form geplant wurde, die dann vorgenommene Regelung der Zugehörigkeit Schonens für den Sommer 1360, also 5 Monate danach, sehr viel wahrscheinlicher erscheinen. Übrigens wurde Herzog Erich IV. von Sachsen bereits im Februar in die Pläne eines Schiedsgerichtes einbezogen, nämlich für den Fall, daß — was eigentlich vorauszusehen war — eine Entscheidung nicht durch mehrheitlichen Beschluß zustande kommen könne; dann sollten sich Herzog Erich für Dänemark und Graf Heinrich für Schweden „*per viam equitatis iusticie et amoris discernendi . . .*“ der Angelegenheit annehmen. Im Sommer 1360 freilich waren derartige Kautelen nicht mehr nötig, da sich vermutlich Herzog Albrecht von Mecklenburg als einer der schwedischen Schiedsleute für eine Abtretung Schonens an Dänemark ausgesprochen hatte.

Betrachten wir einige der als Schiedsrichter genannten Personen, so kommen wir zu völlig eindeutigen Ergebnissen.

<sup>21</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 290 vom 8. 11. 1360. Auf diesem Kongress waren Vertreter Dänemarks, Schwedens, Holsteins und Mecklenburgs anwesend.

<sup>22</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 290, Vereinbarung zwischen Dänemark und Holstein über weitere Verhandlungen. Vergl. auch W. Strecker, Die äußere Politik Albrechts II. von Mecklenburg. Schwerin 1913. S. 111 f.

Auf schwedischer Seite nahm auch der schonische Ritter Andreas Niclesson teil. In einem Vertrag vom 28. Juni 1360 zwischen den Königen Magnus und Hakon einerseits und Graf Adolf von Holstein andererseits über Entschädigung Graf Adolfs für von ihm den Königen zu erbringende Dienstleistungen wird Andreas Niclesson als *ghelker* = Zolleinnehmer König Magnus' bezeichnet<sup>23</sup>. Eine ähnliche Bezeichnung für ihn, nämlich „*proconsul in Skanöör*“ ist aus dem Liber Daticus Lundensis Vetustior<sup>24</sup> ebenfalls für das Jahr 1360 belegt. Seit 1362 erscheint Andreas Niclesson dann in Valdemars Diensten. Im November 1362 war er Mitglied der dänischen Delegation<sup>25</sup>, die den Unterhändlerwaffenstillstand mit den Hansestädten bis zum 6. Januar 1364 abschloß<sup>26</sup>. Auch im ratifizierten Exemplar König Valdemars vom 16. November 1362 siegelte er als „unser truver ridder“ mit<sup>27</sup>.

Fest steht also, daß Andreas Niclesson noch am 28. Juni 1360 von König Magnus als dessen Beamter für Schonen bezeichnet wird und daß er nach der Abtretung Schonens als dort beheimateter Ritter in Valdemars Dienste übergang, ein für mittelalterliche Anschauungen normales Verhalten der Loyalitätsübertragung. — Indessen scheint Andreas Niclesson seine Stellung als *ghelker* oder *proconsul* Schonens nach der Abtretung verloren zu haben, denn seit Dezember 1360 erscheint — zunächst als „*capitaneus noster*“<sup>28</sup> — der dänische Ritter Aage Ingvarsson als *ghelker* von Schonen. Auch in der Privilegienbestätigung Valdemars für die Bürger von Lund vom Januar 1361 urkundet er neben dem Lundener Propst Nicolaus Jacobsen und Valdemars Justitiar Nicolaus Jensen aus Kiedebeck mit dem dänischen König<sup>29</sup>. 1363 schließlich wird er als *praefectus Scaniae* bezeichnet<sup>30</sup>.

Das alles spricht ebenfalls für eine Datierung des Rostocker Berichtes auf das Jahr 1360; denn warum sollte Magnus noch einen *ghelker* in Schonen einsetzen, das — wenn die Datierung 1355 richtig wäre — seit 5 Jahren nicht mehr Bestandteil seines Reiches ist, warum sollte Valdemar erst in der zweiten Hälfte des Jahres 1360 einen *ghelker* in Schonen eingesetzt haben, und schließlich warum sollte der schonische Ritter Andreas Niclesson erst einen erheblichen Zeitraum später in Valdemars Dienste getreten sein? Und letztlich warum sollte Valdemar als neuer

<sup>23</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 342, 28. Juni 1360 Hälsingborg; darin heißt es: „... A. N. de nu ghelkere ist.“

<sup>24</sup> SRD III, 558.

<sup>25</sup> Über die Identität besteht kein Zweifel, vergl. Dipl. Dan III/6, Personenregister S. 423.

<sup>26</sup> HR I 1, Nr. 277 vom 10. Nov. 1362.

<sup>27</sup> HR I 1, Nr. 279.

<sup>28</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 395 vom 23. 12. 1360, Bestätigung und Erweiterung der Privilegien der Bürger von Malmö durch König Valdemar.

<sup>29</sup> Dipl. Dan. III/6, Nr. 1.

<sup>30</sup> Dipl. Dan. III/6, Nr. 325 vom 23. März 1363.

Herr in Schonen die Privilegien der Bürger von Malmö<sup>31</sup> und Lund<sup>32</sup> erst um die Jahreswende 1360/31 bestätigt und erweitert haben, wenn Schonen schon 1355 an ihn gekommen wäre? Diese Fragen stellen eine Datierung auf das Jahr 1355 sehr in Frage.

Doch noch in einem weiteren Punkt läßt sich die Datierung auf das Jahr 1355 erschüttern. Wie schon erwähnt, stellten die Könige Magnus und Hakon am 28. Juni 1360 in Hälsingborg für Graf Adolf von Holstein eine Soldverschreibung in Höhe von 500 Mark jährlich aus, die ihm oder seinen Boten aus den Zöllen von Falsterbo und Skanör und aus den Einkünften der Städte Kalmar und Söderköping gezahlt werden sollten<sup>33</sup>. Leider sind die von Graf Adolf zu erbringenden Leistungen nicht näher aufgeführt. Gleichwohl kann als sicher gelten, daß es sich keineswegs um eine Art Risikoprämie handelte, da die Verschreibung keine zeitliche Befristung aufweist und auf Jahre hinaus angelegt ist. Darüber hinaus ist es unwahrscheinlich, daß Graf Adolf eine Bezahlung seiner Dienste aus Finanzquellen akzeptiert haben könnte, über die Magnus und Hakon im Juni 1360 nicht mehr verfügen konnten, wenn sie Schonen schon 1355 abgetreten hätten.

Tatsächlich sind diese Gelder niemals an Graf Adolf gezahlt worden, ebensowenig wie die Schulden des verstorbenen König Erik, für die dessen Vater Magnus ebenfalls am 28. Juni 1360 aufzukommen versprach<sup>34</sup>. In den *Acta processus inter Ericum Regem Daniae ab una et Ducem Slesvicensem ac Comites Holsatiae ab altera parte de Ducatu Slesvicensi* der Jahre 1424 und 1425<sup>35</sup> vor dem Hofgericht Sigismunds wurden diese Forderungen von den Grafen Heinrich, Gerhard und Adolf von Holstein dem Unionskönig gegenüber als von seinen schwedischen Vorgängern nicht eingelöst erhoben<sup>36</sup>. Die Grafen mußten also 1360 noch mit der Einlösung der Summen gerechnet haben, sonst wäre der Vertrag nicht abgeschlossen worden. Schonen muß also zu diesem Zeitpunkt noch unter der Herrschaft König Magnus' gestanden haben.

<sup>31</sup> Dipl. Dan III/5, Nr. 395.

<sup>32</sup> Dipl. Dan. III/6, Nr. 1.

<sup>33</sup> Dipl. Dan. III/5, Nr. 342.

<sup>34</sup> Schlesw. Holst. Reg. u. Urk. IV, Nr. 878.

<sup>35</sup> SRD VII, 278 ff.

<sup>36</sup> In diesem uns interessierenden Zusammenhang wurden folgende Urkunden als Beweismittel angefügt: 1. Eine Verschreibung Königs Eriks von Schweden an die Grafen Heinrich, Nikolaus und Adolf für Hilfe gegen seine Feinde über 1800 Mark Silber v. 9. Okt. 1358. (Schlesw. Holst. Urk. u. Reg., IV, Nr. 785. SRD VII, 353 Nr. 3.) — 2. Eine Verschreibung Eriks von Schweden an die drei Grafen über 3000 Mark Silber, ebenfalls vom 9. Okt. 1358. (Schlesw. Holst. Reg. u. Urk. IV, Nr. 786. SRD VII, 353 Nr. 4.) Beide Urkunden sind erhalten. — 3. als Nr. 2 in den Prozeßakten eine Verschreibung der Könige Magnus und Hakon auf 100 Mark Kölnisch für Graf Adolf von Holstein vom 28. Juni 1360 (Schlesw. Holst. Reg. u. Urk. IV, Nr. 878, SRD VII, 352 Nr. 2).

Auch die erzählenden Quellen legen die Rückerwerbung Schonens durch Dänemark überwiegend auf das Jahr 1360. Obwohl gerade bei dieser Quellengattung Vorsicht bei der Übernahme von Daten geboten ist, werden doch die Zweifel an der Richtigkeit dieser Angaben vor allem dadurch beseitigt, daß sie fast übereinstimmend in zum Teil höchst unterschiedlichen Formulierungen die Wiedergewinnung Schonens durch Valdemar nach dem Tode Eriks, Magnus' Sohn, ansetzen.

So die *Anonymi veteris rerum Danicarum et Suecicarum Chronologia* ab anno 826 ad annum 1415<sup>37</sup>, deren unbekannter Verfasser Valdemar unterstellt, er habe „*dolo et fraude, abusus simplicitate Magni Regis Sueciae*“ Schonens wiedererlangt, „*exustis omnibus litteris Magni Regis*“<sup>38</sup>. Dieselbe Quelle gibt für die Eroberung Gotlands das Jahr 1361 an.

In ähnlicher Weise schildern die *Annales Minorum Wisbyenses*<sup>39</sup> die Vorgänge, hier allerdings auf das Jahr 1350 verlegt. Da aber auch hier der Tod Eriks vorausgesetzt wird, kann man die Jahresangabe unbesehen auf 1360 korrigieren. Nach einer ausführlichen Beschreibung der Wiedererrichtung der dänischen Königsmacht durch Valdemar bemerken die Verfasser der Annalen, daß Valdemar „*Scaniam et Hallandiam a rege Swecie Magno cum quadam placitatione*“ erhalten habe. Und einige Seiten danach<sup>40</sup> heißt es, daß Valdemar „*... regem Magnum quandoque minis, quandoque promissionibus in tantum vexabat*“ bis der schwedische König ihm ganz Schonens mit allen Befestigungen „*gratis tribuebat*“. Erklärend und bedauernd wird hinzugefügt „*iam enim Ericus Rex, filius dicti Magni, obiit*“.

Auch Petrus Olaus<sup>41</sup> ordnet die Eroberung Schonens nach dem Tode Eriks ein, wenngleich er eine nicht zutreffende Jahreszahl angibt. Indessen läßt er die Belagerung Hälsingborgs „*in profesto Kanuti regis*“ stattfinden, nachdem Valdemar zuvor „*manu valida*“ nach Schonens gekommen sei<sup>42</sup>.

Erzbischof Nikolaus von Lund stellt diesen faktischen Zusammenhang in seiner *Chronica episcoporum Lundensium*<sup>43</sup> ebenfalls in den Vordergrund; für die Belagerung Hälsingborgs gibt er gleichlautend den 9. Juli an<sup>44</sup>. In den Zusammenhang nach dem Tode Eriks ordnet die *Chronica* ab anno 266 ad annum 1430 die Besetzung Schonens durch Valdemar

<sup>37</sup> SRD I, 395. Hier und im folgenden übernehme ich die von Langebek gefundenen Bezeichnungen der einzelnen Quellen.

<sup>38</sup> Um welche Urkunden es sich hier handelte, läßt sich leider nicht feststellen.

<sup>39</sup> SRD I, 256 ff.

<sup>40</sup> Ebd., 258.

<sup>41</sup> SRD I, 134.

<sup>42</sup> Vergl. D. Schäfer, *Die Hansestädte und König Waldemar von Dänemark* (Jena 1879) 167.

<sup>43</sup> SRD VI, 630 f.

<sup>44</sup> Vergl. Schäfer, *Hansestädte* 168 Anm. 1.

ein<sup>45</sup>, doch gibt sie noch ein weiteres Hilfsmittel zur zeitlichen Einordnung, nämlich die Pest, „*que vocabatur barnadóth*“, die im selben Jahre grassiert habe. Für das gleiche Jahr gibt auch die *Chronologia vetusta*<sup>46</sup> die Pest mit dem Namen barnadöder an. Denselben Zusammenhang stellt Erzbischof Nikolaus von Lund her und spricht von einer „*magna mortalitas in Dacia*“<sup>47</sup>.

Eine die bisherigen Informationen erweiternde Schilderung bringt das *Chronicon Sialandiae*<sup>48</sup>. Die Chronik spricht nicht nur von der Eroberung Hälsingborgs, die abzuwenden Magnus als hoffnungslos einsah und „*multis conditionibus interjectis libere resignavit*“, sondern geht auch auf den Landadel in Schonen ein, dessen Befestigungen Valdemar ebenfalls eroberte. Daraufhin leisteten ihm „*ipsi nobiles*“ freiwillig die Huldigung. Die Seeländische Chronik glaubt das hervorheben zu müssen, und es deckt sich mit der schon gemachten Beobachtung, daß der schonische Ritter Andreas Niclesson 1362 und in den folgenden Jahren in Valdemars Diensten stand, nachdem er noch bis zum Mittsommer 1360 als ghelker König Magnus' in Schonen amtiert hatte.

Sicher ist in den erzählenden Quellen nicht die Häufigkeit der Erwähnung der Eroberung Schonens für das Jahr 1360 maßgebend, wichtig aber sind die verschiedenen Angaben über die Ereignisse, aus deren Zusammenhang sich die zeitliche Einordnung erhärten läßt: Die Wiedergewinnung Schonens fand nach dem Tode König Eriks, also nach 1359 statt, jedoch vor der Eroberung Gotlands 1361. Eine große Zahl der Quellen unterstellen Valdemar nicht einwandfreie Methoden bei der Wiedergewinnung Schonens und sprechen darüber hinaus von der Anwendung militärischer Gewalt. Einige Quellen führen als zeitlich paralleles Ereignis die Pest an (*magna mortalitas, barnadöder*).

Alle diese Ereignisse stellen die Rückgewinnung Schonens durch Valdemar Atterdag in einen nicht zu erschütternden faktischen Zusammenhang, der — im Gegensatz zu einer Datierung des Rostocker Berichtes und damit der Eroberung Schonens auf das Jahr 1355 — für das Jahr 1360 einen eindeutigen und passenden politischen Hintergrund herstellt.

<sup>45</sup> *Scriptores Rerum Suecicarum* (SRS) I, 29.

<sup>46</sup> SRS I, 94.

<sup>47</sup> SRD VI, 630 f.

<sup>48</sup> SRS III, 115.

# ZU EINER NEUEN BEURTEILUNG DER DÄNISCHEN KÖNIGSPOLITIK IM LETZTEN DRITTEL DES 14. JAHRHUNDERTS

von

AHASVER VON BRANDT

Michael Linton, Drottning Margareta. Fullmäktig fru och rätt husbonde. Studier i Kalmarunionens förhistoria (= Studia Historica Gothoburgensia XII). Akademieförlaget o.O.u.J. (Göteborg, Druck Århus, 1971), 346 S.; dt. Zusammenfassung S. 317—325.

Das Werk aus der Schule von E. Lönnroth stellt keine neue politische Biographie der großen Königin dar, sondern will eher eine Analyse ihres Regierungsstils in der Auseinandersetzung mit den innen- und außenpolitischen Partnern auf dem Wege zur Kalmarer Union liefern. Es gibt zunächst eine allgemeine Charakteristik der wichtigeren Literatur zu diesen Vorgängen (auch der größeren hansischen Werke) und setzt dann mit einem gewissermaßen rekapitulierenden Abschnitt über Valdemar Atterdag und die außen- und innenpolitischen Vorgänge seiner letzten Lebensjahre ein (Stralsunder Frieden, Thronfolgefrage). In weiteren, in sich geschlossenen Kapiteln werden dann die finanziellen Voraussetzungen und Folgen von Margaretas Politik, ihre ersten außenpolitisch-diplomatischen Aktionen, ihr Verhalten zu den nordischen Problemen (König Albrecht, nordischer Hochadel), die politische Entwicklung der neunziger Jahre im Ostseeraum und die Vorgänge in Kalmar 1397 erörtert. Ein Grundgedanke des Buches ist die im Kern sicher zutreffende wenngleich hier wohl etwas überspitzte These, daß schon Valdemar Atterdag und dann seine bedeutendere Tochter als konsequent durchgehaltene Regierungsmaxime den Grundsatz verfolgt hätten, jeder rechtlich unanfechtbaren urkundlichen Bindung gegenüber inneren und äußeren Vertragspartnern auszuweichen. Die im letzten Kapitel besprochene Instruktion Margaretas für ihren Nachfolger Erich von Pommern, die ihm u. a. empfiehlt, überhaupt keine Pergamenturkunden mit Hängesiegel auszustellen, ist ein sprechendes Beispiel für diese vertragsrechtliche Taktik. An den bekannten Vorgängen im Ablauf des Stralsunder Friedens, an den ostseepolitischen Auseinandersetzungen der Jahre 1375—1386, am Lindholmer Vertrag von 1395, am Verhalten zum Hochadel wird das nachgewiesen, und nicht zuletzt werden die bekannten rechtlichen und interpretatorischen Schwierigkeiten, welche die diplomatische Überlieferung der Kalmarer Beschlüsse bietet, damit in Zusammenhang gebracht. Die Untersuchung über die persönliche Zusammensetzung und

die daraus zu folgernde Interessenlage von Margaretas adligen Verhandlungspartnern aus den drei Reichen in Kalmar, mit den Konsequenzen für das Verständnis der formalen und inhaltlichen Eigentümlichkeiten der sog. „Unionsurkunde“, gehört zu den interessantesten Abschnitten des Buches (247—285) und wird sicher Debatten in der nordischen Forschung herausfordern.

Auf diese und andere Einzelheiten kann in unserer Zeitschrift im übrigen nicht weiter eingegangen werden. Jedoch müssen zu den hansegeschichtlichen Zusammenhängen, die in der Thematik des Buchs naturgemäß eine bedeutende Rolle spielen, noch einige Bemerkungen erlaubt sein. Mehrfach fällt auf, daß die kritische Haltung, die der Verfasser bei der Analyse von Motiven und Handlungsabläufen gegenüber der bisherigen, auch der deutschen, Literatur einnimmt, merkwürdig kontrastiert mit der unzulänglichen Auswahl und Benutzung solcher Literatur. Überwiegend wird in der Darstellung nicht sie, sondern werden nur die Quellen zitiert, was ein eigentümlich verbogenes Bild von der tatsächlichen Forschungslage gibt. Im Zusammenhang des Kapitels über Margaretas Verhältnis zu den Hansestädten, zum Orden und zur Schleswigfrage (67 ff.) vermißt man Reinckes Aufsatz über Hamburgs Aufstieg zur Reichsfreiheit, von H. Stoobs großem Beitrag über den Anteil Karls IV. an den Vorgängen im Ostseeraum (HGbl 88, 163 ff.) ist keine Notiz genommen; die beiden §§ über die preußischen Städte (83 ff., 96 ff.) sind mit ihren Ausführungen über das Verhältnis Orden—Städte keineswegs so neuartig, wie der Vf. in Kritik deutscher Literatur annimmt — worüber man sich nicht wundert, wenn z. B. als Beleg für den bisherigen Forschungsstand in dieser Hinsicht eine patriotische Propagandaschrift des bekannten Publizisten Paul Rohrbach aus dem Ersten Weltkrieg angeführt wird (85, 89) oder wenn die irriige Bewertung der Schlacht bei Rudau (1370) durch die bisherige Forschung mit einem Satz aus dem Vorwort von F. Renkens handelsgeschichtlicher Arbeit von 1937 bewiesen wird (89). Übrigens sind beide Paragraphen nur recht lose mit dem Thema des Buches verknüpft. Die Schilderung der außenpolitischen Aktionen der Jahre 1389—1397 beurteilt die Haltung der Hansestädte in diesem Zusammenhang (214 ff.) durchaus zutreffend als überwiegend passiv, zitiert dabei fast nur die Quellen und läßt erst reichlich spät (229) mit dem Zitat „Verschleppungspolitik“ erkennen, daß alle diese Dinge bereits aufs gründlichste von Daenell dargestellt worden sind.

Die Beispiele ließen sich mehren. Groteske Folgen hat dieser nonchalante Umgang mit den Arbeiten von Vorgängern für das erste Kapitel des Buches, das sich mit Valdemar Atterdag, dem Stralsunder Frieden und der dänischen Thronfolge befaßt (24—49). Es war in der Tat ein für den Vf. unbequemer Zufall, daß nur wenige Monate vor Abschluß seines Buches der den gleichen Vorgängen gewidmete Teil I von HGbl

88, 1970, erschienen ist; denn darin sind nicht unerhebliche Teile seiner Gedankengänge vorweggenommen. Der — mitbetroffene — Rezensent würde es gebilligt haben, wenn der Vf. auf die Neuerscheinung nur noch hingewiesen, sie aber nicht mehr benutzt hätte. Man hätte sich dann der Übereinstimmung freuen können. Da er aber jenen Band benutzt und zitiert, muß beanstandet werden, daß dies unentschuldbar flüchtig und mißverständlich geschehen ist. Auf S. 26 verkehrt der Vf. in scheinbar wörtlichem Zitat aus HGbl 88, 131, die völlig eindeutige Auffassung des Rez. über das bekannte Problem des „Anteils“ der Hansestädte an der dänischen Königswahl in ihr genaues Gegenteil (offenbar durch Übersehen der Negation „nicht aber . . .“ und der zugehörigen 26 Zeilen Anmerkungs-text); der Vf. knüpft die Mahnung hieran, das komme davon, wenn man nur die Urkundentexte und nicht auch den Besiegelungsvorgang untersuche und analysiere. Daß die Beschreibung und Analyse der Ratifizierungs- und Besiegelungsvorgänge den Hauptinhalt des Aufsatzes über Verhandlungsablauf und Vertragswerk von Stralsund bildet, hat der Vf. nicht bemerkt. Die ganzen Ausführungen Lintons über Vertragsablauf und Besiegelungsfrage (28—34, 38—48) lassen weit hin nicht erkennen, daß sie sich thematisch und großenteils auch in der Bewertung mit den Ausführungen in HGbl 88 decken. Einem unbefangenen Leser müßte es scheinen, als ob die Wichtigkeit des Besiegelungsproblems erst von Linton entdeckt sei. Viel zu scharf schließt der Vf. übrigens auf S. 47, die Hansestädte hätten (wegen Valdemars Besiegelung nur mit dem kleinen Siegel) „niemals ein von der dänischen Krone anerkanntes Recht gehabt, als Mitberatende in der dänischen Thronfolgefrage aufzutreten“; dies würde ja voraussetzen, daß die mittelalterliche Siegeltheorie einem Königssekret überhaupt keine Rechtskraft zugebilligt hätte, wovon natürlich keine Rede sein kann. Nach diesen Hinweisen bedarf es kaum noch der Bemerkung, daß auch Ph. Dollinger mit seinen sehr vorsichtigen Äußerungen zum gleichen Problem des Königswahl-„Anrechts“ (HGbl 88, 156: „ . . . daß nach dem Tode Valdemars der Kronrat Dänemarks den neuen König nur mit Billigung der Städte wählen durfte“) ein Opfer von Lintons Mißverständnissen wurde. In dessen deutscher Zusammenfassung werden Dollingers und v. Brandts präzise gegen die „ältere Handbuchliteratur und . . . neueren populären Darstellungen“ formulierte Auffassungen in Sachen des Königswahlrechts ausgerechnet mit K. Pagels Ansichten identifiziert, die bekanntlich mit dem kaum noch diskutablen Satz enden: „Die Krone Dänemarks sollte künftig in Lübeck vergeben werden“ (Linton 318 f., vgl. v. Brandt in HGbl 88, 131 Anm. 20).

Es darf ohne weiteres anerkannt werden, daß das Buch von Linton beachtenswerte Analysen und fesselnde Gedankengänge enthält, die wohl eine objektivere und zeitgerechtere Beurteilung der dänischen Königs-

politik des späten 14. Jhs., besonders der Leistung Margaretas, anbahnen können; insoweit eine Fortsetzung des schönen Buches von Sven Tägil (vgl. HGBll 81, 1963, 135 ff.). Uns müssen aber insbesondere die hanseischen Bezüge interessieren, die ja auch für das Thema des Buches keineswegs irrelevant sind. Da muß denn gesagt werden, daß die Flüchtigkeit und das Unverständnis, das hier in der Kenntnisnahme und Verwertung der einschlägigen deutschen Literatur zutage treten, wissenschaftlicher Diskussion und wissenschaftlichem Fortschritt nicht gerade förderlich sind. In der deutschsprachigen Zusammenfassung heißt es bei Linton (318): „Dennoch gilt in heutiger hanseatischer Geschichtsschreibung die Bestimmung über die dänische Königswahl immer noch als Beweis dafür, daß die Hansestädte eine klar festgelegte Machtpolitik im Ostseegebiet führen konnten.“ Damit ist ziemlich genau das Gegenteil des Geschichtsbildes formuliert, das sich in der Hanseforschung der letzten Jahrzehnte herausgebildet hat. Man kann nicht behaupten, daß der Vf. dies nicht hätte wissen können.

# ENTDECKUNGSGESCHICHTE UND LEGENDENBILDUNG

von

GÜNTER MOLTANN

Paul Pini: Der Hildesheimer Didrik Pining als Entdecker Amerikas, als Admiral und als Gouverneur von Island im Dienst der Könige von Dänemark, Norwegen und Schweden (= Schriftenreihe des Stadtarchivs und der Stadtbibliothek Hildesheim, hg. von Helmut von Jan, 5), Hildesheim, August Lax Verlagsbuchhandlung, 1971; VII, 100 S. mit 16 Tafeln.

Wer an der zuverlässigen Rekonstruktion vergangener Ereignisse und deren sorgsamer Interpretation interessiert ist, wer methodische Sauberkeit und Denkdisziplin auch bei Hypothesenbildungen verlangt, weiß nicht, ob er dies Büchlein verärgert oder amüsiert aus der Hand legen soll. Immerhin vermag er sich an dieser Schrift einmal wieder klarzumachen, wie man Geschichte nicht schreiben darf. Vielleicht kann er auch einige nützliche Überlegungen anstellen über die Hartnäckigkeit von Legendenbildungen in der Historie und über Hintergrundfaktoren, die dabei mitspielen.

Was es mit der oft erörterten Amerikafahrt Pinings auf sich hat, läßt sich kurz wie folgt zusammenfassen: Auf einer 1548 gedruckten Islandkarte von Hieronymus Gourmont ist nordwestlich von Island, in Richtung auf Grönland, ein Felsen im Meer zu sehen mit der Angabe, daß dort die zwei „Piraten“ Pining und Pothorst eine Seemarke errichtet hätten. Drei Jahre später schrieb der Kieler Bürgermeister Carsten Grip unter Bezugnahme auf diese Karte, daß P. und P. vom dänischen König Christian I. (1448—1481) „auf Ersuchen der Kgl. Majestät von Portugal“ ausgesandt worden seien, „um neue Länder und Inseln im Norden zu suchen“, und dabei die Seemarke auf der Felsenklippe vor Grönland angebracht hätten. Vier Jahre darauf, 1555, schrieb der schwedische Humanist Olaus Magnus in seiner „Historia de gentibus septentrionalibus“, daß P. und P. zusammen mit anderen Geächteten im Jahre 1494 auf der Klippe selbst gewohnt hätten und mit ihrer Seemarke Räubern den Weg gewiesen hätten. Dies ist die gesamte Überlieferung zu angeblichen Unternehmungen der beiden Seefahrer über Island hinaus in den nordwestlichen Atlantik, die etwa 75 Jahre vorher stattgefunden haben sollen. P. und P. sind freilich historische Gestalten, über die einiges bekannt ist, unter anderem daß sie aus Deutschland stammten (Pining aus Hildesheim), Admiräle im Dienste des dänischen Königs waren und im Laufe von Auseinandersetzungen mit England einen erfolgreichen Kaperkrieg gegen die englische Schifffahrt geführt haben. Pining war dänischer Gou-

verneur auf Island vom Ende der 1470er Jahre bis 1490. Er starb wahrscheinlich 1491 als Vogt von Vardö im Norden Norwegens. Angaben, daß die beiden Männer schlechthin Piraten gewesen seien und noch 1494 geächtet auf einer Klippe vor Grönland gesessen hätten, sind demnach unzutreffend und zeigen die Unzuverlässigkeit von mindestens zweien der drei genannten Quellen.

Der dänische Forscher Sofus Larsen kombinierte in seiner 1924/25 erschienenen Arbeit „The Discovery of North America Twenty Years before Columbus“ diese Überlieferung, vor allem den Brief Grips, mit zwei anderen Quellenreihen und (re)konstruierte eine vorcolumbianische Entdeckung Amerikas im Jahre 1472, für die Portugal die Anregung gegeben habe, die im dänischen Auftrag unter Leitung der zwei deutschstämmigen Seefahrer durchgeführt worden sei und an der auch ein Steueremann Scolvus teilgenommen habe. Bezüglich Scolvus' berichten einige Quellen des 16. Jahrhunderts in dürftiger Weise, daß er 1476 nach Labrador gelangt sei. Allerdings wurde der Name Labrador im 16. Jahrhundert öfters auch für Grönland verwandt. Larsen, der diese Identifizierung ablehnte, meinte, daß (1) P. und P. über das bereits bekannte Grönland hinausgekommen sein müßten, da sie ja neue Länder und Inseln suchen sollten, und (2) zwei aufwendige Nordwestfahrten von Dänemark nicht in etwa der gleichen Zeit unternommen worden sein könnten. Er schloß daraus, daß eine gemeinsame Pining-Pothorst-Scolvus-Expedition nach Nordamerika stattgefunden habe. Daß darüber hinaus auch ein Portugiese an dieser Fahrt teilgenommen habe, folgte er aus der im Briefe Grips erwähnten portugiesischen Anregung zur P. und P.-Fahrt und daraus, daß einige im Vergleich mit den genannten Quellen nicht weniger vage Zeugnisse aus dem 16. und 18. Jahrhundert von einer Reise des Portugiesen Cortereal nach dem „Stockfischland“ (Neufundland/Labrador) kurz vor 1474 berichten. Vermutlich sei dieser Mann von der gleichen Partie gewesen. Damit war die Geschichte von der internationalen Amerikaentdeckung unter Leitung zweier Deutscher in dänischen Diensten geboren.

Der Vf. unserer Schrift, der im wesentlichen die Hypothese Larsens übernimmt, meint einleitend: „... in dem Trubel der Machtübernahme durch die NSDAP in Deutschland ist die Nachricht von diesen beiden aus Niederdeutschland stammenden Entdeckern fast unbeachtet geblieben“ (S. 2). Das Gegenteil war der Fall, denn eine deutsche Amerikaentdeckung vor Columbus konnte als nationalistisches Prestigemoment genutzt werden. Zum Beispiel verherrlichte Hans Friedrich Blunck, Dichter und Präsident der Reichsschrifttumskammer, Pining in seinem Roman „Die große Fahrt“ (1935). Pini nimmt des öfteren darauf Bezug. Wer in dieser Zeit Geschichtsunterricht an der Schule miterlebt hat, wird sich auch noch an Formulierungen wie die folgende erinnern: „Schon ein gutes

Vierteljahrhundert, bevor den Portugiesen die Umseglung des ‚Schwarzen Erdteils‘ gelang, hatte ein Deutscher, Diderik Pining aus Hildesheim, den Atlantischen Ozean bezwungen. Während sich die Forscher Portugals an der Küste entlangtasteten, hatte er, der Niedersachse, sich in altnordischer Weise kühn aufs offene Meer hinausgewagt.“ (Walther Gehl, Geschichte, 3. Kl., Ausg. A: Oberschulen und Gymnasien, 1939, S. 89).

Der Vf. unserer Schrift meint ferner: „Nach den vorliegenden Berichten von Historikern steht nun die Tatsache fest, daß die Expedition von Pining und Pothorst das neue Land ‚Labrador‘ erreicht hat“ (S. 33). Auch dies stimmt nicht. Zwar fanden Larsens Deutungen vor vier Jahrzehnten auch Eingang in diese Zeitschrift (Dietrich Kohl: Dietrich Pining und Hans Pothorst, zwei Schiffsführer aus den Tagen der Hanse und der großen Entdeckungen, HGBll. 57, 1932, 152—177), und neben anderen Historikern übernahm ein so verdienstvoller Forscher wie Richard Hennig Larsens kühne Hypothese mit einigen Vorbehalten und Einschränkungen (Terrae incognitae, IV, 1944, 2. Aufl. 1956, 247—282), aber es hat seit langem gewichtige Kritiker gegeben. Der Historiker Egmont Zechlin wies bereits 1935 in einer Kontroverse mit Blunck und Hennig auf das groteske Mißverhältnis zwischen Quellenaussagen und Schlußfolgerungen hin (HZ, 152; Vergangenheit und Gegenwart, 25), obgleich der Zeitgeist für eine solche Kritik damals nicht sehr günstig war. Der amerikanische Historiker Samuel Eliot Morison bezweifelte in seiner Schrift „Portuguese Voyages to America in the Fifteenth Century“ (1940) eine portugiesische Beteiligung an dänischen Fahrten. Nimmt man sein neuestes Werk „The European Discovery of America“ (Bd. I, New York 1971) zur Hand, das Pini freilich noch nicht kennen konnte, findet man die Pining-Pothorst-Scolvus-Hypothese in einem Kapitel über Phantasien, falsche Berichte und angebliche Geheimreisen auf wenigen Seiten erörtert. „Hodge-podge“ nennt Morison die Kombinationen Larsens und seiner Anhänger. Um beim Lesen der Deutungen von „mond-süchtigen Historikern“ nicht den Verstand zu verlieren, habe er einige satirische Knittelverse über P. und P.s internationale Kreuzfahrt verfaßt. Man kann sie in seinem Buche nachlesen (I, 109).

Ein erster Hauptbeweggrund bei der Abfassung der Legende war die im Bereich der Entdeckungsgeschichte naturgemäß starke Versuchung, eine lückenhafte oder gar nur sporadische Überlieferung durch Konjekturen zu ergänzen und dabei den vagen Möglichkeiten, die in der Phantasie des rückschauenden Betrachters entstehen, mehr Aufmerksamkeit zu schenken, als es diese bei nüchterner Beurteilung verdienen. Der Vf. unserer Schrift übernimmt keineswegs alle Hypothesen, die im Zusammenhang mit P. und P. je formuliert worden sind. Er verneint zum Beispiel die gelegentlich geäußerte Vermutung, daß Columbus selbst auf Island gewesen sei, um sich vor seiner eigenen Reise bei Pining Rat zu holen. Aber

er ist doch sehr schnell auch wieder mit neuen Mutmaßungen bei der Hand: Angesichts der Tatsache, daß in Hildesheim für 1414 ein Bürger Bernd Pothorst nachgewiesen wurde, könne man „wohl annehmen, daß die beiden Männer, Didrik Pining und Hans Pothorst, von Jugend an, vielleicht als Nachbarskinder, befreundet waren und bis ins hohe Alter . . . unzertrennlich geblieben sind“ (S. 5). Dabei kam der Name Pothorst in Norddeutschland auch anderweitig vor, und es existiert keinerlei Zeugnis über eine Verbindung Hans Pothorsts mit Hildesheim. — Angesichts der rühmlichen Erwähnung eines Dänen, der in Afrika für Portugal gekämpft hatte (Brief Alfons V. von Portugal an Christian I. von Dänemark, 1461), könne man, „wenn man einen Bogen spannt von diesen portugiesischen Unternehmungen zu der dänischen Entdeckungsreise Pinings und Pothorsts . . . wohl zu der Hypothese neigen, daß kein anderer als Didrik Pining selbst sich freiwillig nach Portugal gemeldet hatte, um an dem Feldzuge in Afrika teilzunehmen“ (S. 18). Vielleicht habe Pining sogar noch mit Heinrich dem Seefahrer, der 1460 starb, „über die Möglichkeit einer nordwestlichen Durchfahrt nach Indien und China“ gesprochen (S. 19 f.). — So geht es dann weiter: P. und P. hätten „zweifellos“ den Auftrag gehabt, „nach dem Verbleib der grönländischen Wikingsiedler zu forschen“ (S. 26) und sich darum „wahrscheinlich lange Zeit auf Grönland aufgehalten“ (S. 29). Nach der Entdeckung Labradors sei es — so könne man annehmen — „zu Streitigkeiten zwischen Pining und Pothorst einerseits und João Vaz Cortereal andererseits gekommen“, denn der Gast Cortereal wollte „gewiß die Ehre für sich in Anspruch nehmen, der Erstentdecker zu sein“ (S. 33). Die Besatzungen der Schiffe, mindestens drei dürfe man annehmen, müßten aber wohl „volles Vertrauen“ zu den Expeditionsleitern gehabt haben (S. 34 f.). Da Pining von 1480—1482 nicht auf Island gewesen ist, sei es durchaus möglich, daß er nochmals nach „Grönland und Labrador bzw. der Nordwestpassage“ gefahren sei (S. 49). Eine zur selben Zeit von seinem Vetter Hermann in Hildesheim gemachte Stiftung von 300 Gulden könne der Versicherung „der Fürbitte des Heiligen Antonius“ vor einer neuen „gefährvollen Fahrt ins Ungewisse“ gedient haben (S. 51). Vor seinem Tode habe er vielleicht sogar eine Nordostfahrt nach Asien geplant. Eine solche Vermutung, für die es zwar keinerlei Beweise gebe, lasse sich „durchaus rechtfertigen, wenn man die energische und unternehmungslustige Persönlichkeit Pinings kennengelernt hat“ (S. 77). Genug davon. Morison könnte seitenweise Knittelverse schreiben.

Ein zweiter Beweggrund für die günstige Aufnahme der P. und P.-Legende von Larsen und ihre zähe Lebenskraft muß in der bereits erwähnten Neigung zu nationalem Heldenkult und zu nationaler Prioritätshascherei gesehen werden. Eine Tat wie die des Columbus, schon vor ihm und in Fortsetzung älterer (echter) Wikingertradition geschehen,

kam einem Bedürfnis nach Prestige entgegen, zumal an der angeblichen internationalen Expedition mehrere nichtspanische beziehungsweise nichtitalienische Nationen partizipiert haben sollten — Dänen, Deutsche, Portugiesen sowie Norweger und Polen (je nach der Nationalität des Steuermannes Scolvus) —, die jeweils die Hauptleistung für sich in Anspruch nehmen konnten. Der Hamburger Historiker Heinrich Reincke, selbst ein kluger Legendenbekämpfer, hat einmal darauf hingewiesen, daß jede Gemeinschaft „ein gewisses Stück Geschichtslegende“ zum Leben brauche. Legenden stellten im „geistigen Haushalt der Menschheit einen durchaus ernstzunehmenden Faktor dar“. Es ist sicher in seinem Sinne, wenn man hinzufügt, daß das Sich-Lösen von Geschichtslegenden auch einen Akt der Selbstbefreiung darstellt und daß einer Gemeinschaft Nüchternheit im Rückblick auf ihre Vergangenheit besser ansteht als eitle Spekulation.

Im Falle unserer Schrift kommt noch ein dritter Beweggrund hinzu. Er ist mit dem zweiten durchaus vergleichbar, gibt der ganzen Geschichte aber doch einen versöhnlichen Akzent. Der Autor Pini gehört laut Vorwort „im weiteren Sinn zu dieser interessanten Familie Pining“. Also ist auch eine Familienlegende im Spiel. Da ist es menschlich verständlich, daß ein Autor Interpretationen vorschnell übernimmt, die einer sorgsamsten Analyse nicht standhalten. Es gibt in diesem Büchlein neben den großen Hypothesen übrigens auch einige familiengeschichtlich nicht uninteressante und durchaus glaubhafte Neuigkeiten. Für die Entdeckungsgeschichte aber ist diese Schrift günstigenfalls belanglos, ungünstigenfalls erneut verwirrend.

# OSTFRIESEN UND NIEDERLÄNDER IN DER NEUGRÜNDUNG GLÜCKSTADT VON 1620 BIS 1652

von

GERHARD KÜHN

Glückstadt wurde 1616 vom dänischen König Christian IV. an der unteren Elbe ungefähr in der Mitte zwischen Hamburg und der Flußmündung auf neueingedeichtem Gelände als Konkurrenzgründung gegen Hamburg und als Operationsbasis gegenüber dem Deutschen Reich angelegt. Kaum ein Jahr alt, wurde die von höchstens 25 Familien bewohnte Siedlung zur Stadt erhoben.

Die ersten Einwohner kamen hauptsächlich aus der holsteinischen Umgebung. Doch schon im Dezember 1618 begannen portugiesische Juden Verhandlungen um Vergünstigungen für ihre Übersiedlung nach Glückstadt mit dem dänischen Statthalter in Schleswig-Holstein, Gert Rantzau, zu führen, die am 3. August 1619 zur Ausstellung eines königlichen Privilegs für die Sephardim führten<sup>1</sup>. Die Zahl der portugiesischen Juden erreichte 1623 mit 29 Haushaltungsvorständen (= 8 % der Gesamtbevölkerung) absolut und auch relativ den Höhepunkt bis zur Mitte des Jahrhunderts. 95 sephardische Familien sind bis 1625 nachzuweisen.

Weitaus zahlreicher übersiedelten ab 1620 Ostfriesen und Niederländer nach Glückstadt, die als Arminianer, Remonstranten, Mennoniten oder Kontraremonstranten — zusammengefaßt in der Niederländischen Nation — am 24. Februar und am 23. Juli 1624 Spezialprivilegien erhielten, die sie u. a. von allen „Bürgerlichen Auflagen und Schatzungen, wie die Namen haben mögen“, befreiten<sup>2</sup>. 1624 wohnten in Glückstadt schon 54 Haushaltungsvorstände (= 13 % der Bevölkerung) der Niederländischen Nation. Diese Zahl sank 1627/28, als sich der Dreißigjährige Krieg nach Schleswig-Holstein ausweitete, auf 36, stieg nach dem Frieden von Lübeck 1629 und nach den neuen Privilegien von 1631 im Jahr 1632 auf 70 (= 15 % der Bevölkerung) und erreichte 1642/43 mit 100 Familien (= 11 % der Bevölkerung) ihren Höhepunkt. Bis 1652 zogen mindestens 291 Familien, davon ungefähr 100 aus Holland, 30 aus Emden und 15 aus Norden in die Neugründung. Zwischen 1620 und 1652

---

<sup>1</sup> Das bisher unbekannte Privileg wird in meiner Dissertation „Die Bevölkerung Glückstadts von 1616 bis 1652. Methoden und Möglichkeiten einer historisch-demographischen Untersuchung mit Hilfe der elektronischen Datenverarbeitung“ voraussichtlich 1972 veröffentlicht werden.

<sup>2</sup> Alle bis ca. 1695 ausgestellten Privilegien für die Fremden, mit Ausnahme des ersten für die Juden, befinden sich im Sammelband J d 40 der Gymnasialbibliothek Glückstadt.

betrug der Anteil der Ostfriesen und Holländer durchschnittlich ungefähr 10 % an der Gesamtbevölkerung.

Mindestens 50 % der Einwanderer aus Ostfriesland und Holland waren Schiffer. Schon Bernhard Hagedorn hatte 1912 in seinem Werk „Ostfrieslands Handel und Schifffahrt vom Ausgang des 16. Jahrhunderts bis zum Westfälischen Frieden“ festgestellt, daß in „einem einzigen Jahre . . . 16 Emdener Schiffer mit ihren Familien und Schiffen allein nach Glückstadt“, in den neutralen dänischen Hoheitsbereich, verzogen waren<sup>3</sup>. Dies ließ ihn vermuten, daß die „überwiegende Mehrzahl“ der Schiffer, die um 1640 unter dänischer Flagge von Emden kommend durch den Sund fuhren, „aus verkappten Emdern“ bestand<sup>4</sup>.

Zwischen 1637 und 1643 war die Zuwanderung der ostfriesischen und niederländischen Schiffer mit 82 besonders hoch, die Abwanderung im Vergleich zu anderen Jahren dagegen gering. 1636 wohnten in Glückstadt nur 28 Schifferfamilien der Niederländischen Nation, 1643 waren 68 hier beheimatet, 1652 nur noch 15. Diese Entwicklung spiegelt sich in den Sundzollregistern wider. Dort sind folgende Durchfahrten Glückstädter Schiffe verzeichnet: 1638=24; 1640=39; 1641=57; 1642=55; 1643=68; 1644=5; 1645=0; 1646=20; 1649ff=0<sup>5</sup>.

Eine Liste aus dem Jahre 1643, in der die Glückstädter Schiffer, die Kaufmannspässe besaßen, zusammengefaßt sein sollen, führt Schiffe mit insgesamt 2826 Last auf<sup>6</sup>. Alle in Glückstadt ansässigen Schiffer aber verfügten in diesem Jahr über eine Flotte von ungefähr 4800 Last. Damit wäre die Glückstädter Flotte nach den Zahlen, die W. Vogel bietet<sup>7</sup>, zu dieser Zeit nach der Hamburger, Lübecker und Emdener die viertgrößte in Deutschland. Auch wenn Vogels Zahlen tatsächlich zu niedrig sind<sup>8</sup>, dann bleibt immer noch, daß um 1640 Glückstadt die größte Flotte in Schleswig-Holstein besaß.

<sup>3</sup> Hagedorn, Bernhard: Ostfrieslands Handel und Schifffahrt vom Ausgang des 16. Jahrhunderts bis zum Westfälischen Frieden (1580—1648), Berlin 1912 (Abhandlungen zur Verkehrs- und Seegeschichte, 4), 503.

<sup>4</sup> Ebd., 508.

<sup>5</sup> Tabeller over Skibsfart og Varetransport gennem Øresund 1497—1660. Udgivne . . . ved Nina Ellinger Bang. 1: Tabeller over Skibsfarten, Kopenhagen 1906.

<sup>6</sup> Kancelliets Brevbøger vedrørende Danmarks indre Forhold. I Uddrag udgivne . . . af Rigsarkivet 15, Kopenhagen 1957, 163.

<sup>7</sup> Vogel, Walter: Zur Größe der europäischen Handelsflotten im 15., 16. und 17. Jahrhundert . . . In: Forschungen und Versuche zur Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit. Festschrift für Dietrich Schäfer . . . Jena 1915.

<sup>8</sup> Vergl. Olechnowitz, Karl-Friedrich: Handel und Seeschifffahrt der späten Hanse, Weimar 1965 (Abhandlungen zur Handels- und Sozialgeschichte, Hrsg. im Auftrage des Hansischen Geschichtsvereins, 6), besonders 42 (Wismar) und 109 (Stralsund). Tragfähigkeit nach Vogel (1. Zahl um 1590, 2. Zahl um 1670): Emden 14 000, 4000; Bremen 2744, 2500; Hamburg 6880, 21 258; Schleswig-Holstein 400, 5000; Lübeck 8000, 9000; Wismar 1960, 2000; Stralsund 4000, 1000; Danzig 3600, 3000.

Bewirkt hatten dies nicht die Privilegien, die der Niederländischen Nation verliehen waren, sondern der Spanisch-Niederländische und besonders der Kaperkrieg vor Dünkirchen, der ab 1636 erheblich verschärft wurde<sup>9</sup>. Als dann noch der spanische Resident Gabriel de Roy, der nach dem 1630 in Wismar zwischen Dänemark und Spanien ausgehandelten Vertrag als Vertreter der Krone Spaniens schon von diesem Jahr ab in Glückstadt Pässe für auf Spanien und Portugal segelnde Schiffer „von der Elbe, Wäser und anderen an der Westsee belegenen Orthen“ ausstellen sollte<sup>10</sup>, tatsächlich 1640 nach Glückstadt übersiedelte, wurde diese Stadt zu einem bevorzugten Exilhafen für ostfriesische und niederländische Schiffer.

Die „Blüte“ der Glückstädter Schifffahrt währte nur eine kurze Zeit: 1643 begann der dänisch-schwedische Krieg. De Roy verließ Glückstadt sofort. Er starb 1645 und ab 1646 wurden die Pässe für die Spanien- und Portugalfahrt in Hamburg ausgegeben<sup>11</sup>. Der Friede von Brömsebro hatte 1645 Dänemarks Macht erheblich geschwächt. Außerdem wurden die Kaper vor Dünkirchen eingeschränkt. Dies alles waren Gründe genug für die ostfriesischen und niederländischen Schiffer, in ihre Heimathäfen zurückzukehren. Im Vergleich zum Höhepunkt 1643 hatte schon 1648 die Tonnage der 24 bis 100 Last großen Schiffe um 91 %, die der 105 bis 200 Last großen um 88 %, die der 4 bis 20 Last großen um 31 % und die der gesamten Glückstädter Handelsflotte um 84 % auf 800 Last abgenommen. Damit paßt sie sich in die von Vogel errechnete Zahl von 5000 Last für die Schleswig-Holsteinische Flotte nahtlos ein<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> Vergl. Hagedorn: Ostfrieslands Handel..., 503 und Blok, Pieter Johannes: Geschichte der Niederlande 4. Gotha 1910, 413.

<sup>10</sup> Reichsarchiv Kopenhagen: T.K.U.A., Spanien Nr. 2. Vergl. auch Kellenbenz, Hermann: Sephardim an der unteren Elbe, Wiesbaden 1958, 367 f.

<sup>11</sup> Landesarchiv Schleswig Abt. 133, Nr. 144 fol 54 v.

<sup>12</sup> Vergl. Vogel, 290: „Nur Glückstadts Schifffahrt entwickelte sich in den 30er Jahren günstig, ging dann aber ebenfalls zurück.“

## HANSISCHE UMSCHAU

In Verbindung mit *Norbert Angermann, Ahasver von Brandt, Paul Heinsius, Pierre Jeannin, Martin Last, George D. Ramsay, Herbert Schwarzwälder, Hugo Weczerka* und anderen

bearbeitet von *Rolf Sprandel*

### ALLGEMEINES

*Der Hansische Geschichtsverein* ist Gegenstand einer Übersicht, die der langjährige Vorsitzende, *Gerhard Schneider*, verfaßt hat (Wagen 1972, 64—70). Sie führt von der Gründung im Zusammenhang mit der Säkularfeier des Stralsunder Friedens und in enger Verbindung mit der nationalen Bewegung 1870 bis zur Verselbständigung der DDR-Sektion 1970. Der Verf. zeigt, wie Wissenschaftler und „Laien“ zu fruchtbarer Arbeit zusammenfanden. Etwas breiteren Raum nehmen die Beziehungen zur „Arbeitsgemeinschaft des HGV in der DDR“ ein: Nach anfänglich guter Zusammenarbeit führte politische Intervention zur Spaltung. *H. Schw.*

*Hanserezesse*. Vierte Abteilung (von 1531 bis 1560). Zweiter Band: 1535 Juli bis 1537. Hrsg. vom Hansischen Geschichtsverein. Bearbeitet von *Klaus Friedland* und *Gottfried Wentz* (†) (Köln-Wien 1970, Böhlau Verlag, XII, 640 S.). — Knapp dreißig Jahre nach dem ersten ist nunmehr der zweite, voraussichtlich letzte Band der vierten Abteilung erschienen. Daß wohl keine weiteren Bände folgen werden, ist dem Vorwort zu entnehmen. Ursprünglich war geplant, die Abteilung mit dem Vertrag von Odense (1560) abzuschließen, jetzt lassen materialbedingte Gründe es angebracht erscheinen, diese Grenze um ein knappes Vierteljahrhundert vorzuverlegen und mit dem vorliegenden Band auch die gesamte Editionsreihe zu beenden (S. VII). Der Feststellung, daß mit dem Zusammenbruch der Politik Wullenwevers und deren Liquidation die Politik einer mittelalterlichen Gemeinschaft wie der Hanse gegenüber der fürstlichen, neuzeitlichen in den Hintergrund getreten ist, daß die hansischen Dokumente also an historischer Relevanz verlieren, ist nicht zu widersprechen. Dennoch läßt sich nicht der Zweifel unterdrücken, daß auch finanzielle und technische Motive zu einem derartigen Entschluß des Hansischen Geschichtsvereins beigetragen haben mögen. Editionen dieser Art sind nicht mehr gefragt, zumindest erfreuen sie sich nicht mehr der breiten Zustimmung wie in jenen Jahren, da sie konzipiert wurden. — Der Band beruht in seinen Grundlagen auf der Sammel­tätigkeit von *G. Wentz* († 1945), dem Bearbeiter des ersten Bandes dieser Abteilung. Seine Materialien wurden von *K. Friedland* ergänzt und vorzüglich ediert. Zugleich umfaßt der Band nur zwei Jahre, den Zeitraum zwischen dem Hansetag von 1535 in Lüneburg und Lübeck und den Friedensschlüssen bzw. Stillstandsabkommen mit den Niederlanden und Schweden (Kopenhagener Ver-

handlungen und Städtetag von 1537) — Ereignisse und Vorgänge, die an dieser Stelle nicht ausführlicher angesprochen zu werden brauchen. Politischer Hintergrund und Abfolge des Geschehens werden außerdem in der Einleitung resümiert (1—16). Hierbei wird ersichtlich, daß nicht mehr die hansische Diplomatie die Bühne beherrschte, sondern die fürstliche, beispielsweise eines Landgrafen Philipp von Hessen. Dieser Ablauf schlug sich in den Archivalien nieder, die sich nicht wie bisher weitgehend aus hansischen Schriftstücken zusammensetzen, sondern in beträchtlichem Maße auch die Heranziehung nichthansischer Materialien erforderten. Dementsprechend war der Bearbeiter gezwungen, eine neue Gliederungsform zu entwickeln (vgl. S. VIII f.). Hieraus resultieren wiederum u. a. chronologische Überschneidungen, die aber durch eine Konkordanz der Zeitangaben mit Stücknummern (S. 632—639) abgefangen werden. Vor welchen Schwierigkeiten K. Friedland stand, erkennt derjenige sofort, der sich näher mit dem Rezeß über die Verhandlungen von 1535 in Lüneburg und Lübeck beschäftigt, bei dem es sich um den umfangreichsten in der gesamten hansischen Geschichte handelt. Noch in der neuen, mittels verkürzter Wiedergabe seines Inhalts raumsparenden Form umfaßt das Stück 113 Druckseiten (S. 54—167). Offensichtlich ist aber kein wesentlicher Vorgang unter den Tisch gefallen, so daß sich sowohl der Verfahrensart insgesamt als auch ihrer Anwendung im Einzelfalle zustimmen läßt. — Besonders hervorzuheben ist abschließend, daß ein Orts- und Personenregister (S. 565—600), ein Personenverzeichnis nach Ständen (S. 601—607) und ein von Jürgen Asch bearbeitetes Sachregister (S. 608—631) die Benutzung der Edition wesentlich erleichtern. Insgesamt hat der Hansische Geschichtsverein mit diesem Band ein Werk abgeschlossen, das ein wertvoller Beitrag zur Geschichtswissenschaft ist und bleiben wird. Für die gediegene Veröffentlichung ist dem letzten Bearbeiter zu danken, darüber hinaus erscheint es angebracht, auch dem Herausgeber und Träger des Unternehmens, dem Hansischen Geschichtsverein, noch einmal an dieser Stelle unseren Dank abzustatten.

*Rainer Wohlfeil*

*Gebhardt, Handbuch der deutschen Geschichte Bd. I. 9. neu bearbeitete Auflage*, hg. von Herbert Grundmann (Stuttgart 1970, Union Verlag, 899 S.). Die auf die Hanse bezugnehmenden Abschnitte dieser neuen Auflage des Gebhardt enthalten inhaltlich keine Veränderung gegenüber den entsprechenden Abschnitten der 8. Auflage von 1954. Dasselbe gilt weitgehend auch für die übrigen Abschnitte. Eine Ausnahme ist nur der neue Beitrag von J. Fleckenstein über die Ottonenzeit. Da die Literaturanmerkungen jedoch in etwa auf den heutigen Stand gebracht wurden, ist an vielen Stellen die Korrespondenz zwischen Darstellung und Anmerkungen mangelhaft. Erfreulicherweise besitzt das neu konzipierte *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, hg. von Hermann Aubin (†) und Wolfgang Zorn Bd. I (Stuttgart 1971, Union Verlag, 714 S.), einen solchen Mangel nicht. Auf zahlreichen Seiten (siehe Register) wird auf die Hanse Bezug genommen. Ein gesonderter Abschnitt ist für die Hanse in diesem Handbuch allerdings nicht vorgesehen.

R. S.

Heinrich Sproemberg (†), *Mittelalter und demokratische Geschichtsschreibung*. Ausgewählte Abhandlungen, unter Mitarbeit von Lily Sproemberg

und Wolfgang Eggert, hrsg. von Manfred Unger (Forschungen zur mittelalterlichen Geschichte Band 18, Berlin 1971, Akademie-Verlag, XII u. 460 S.). — Nach den „Beiträgen zur belgisch-niederländischen Geschichte“, die 1959 in derselben Reihe erschienen sind, ist dieses ein zweiter Sammelband zum Teil viele Jahre alter Einzelarbeiten Sproembergs. Neben einigen kleineren Arbeiten, die dem Problem des deutschen Reiches im Mittelalter gewidmet sind, und neben der bisher ungedruckten Leipziger Antrittsvorlesung von 1952 über die Entstehung des Manichäismus im Abendland, konzentrieren sich die Arbeiten auch dieses Bandes wiederum auf die Niederlande. Der Bogen reicht von der niederländischen Kirchengeschichte des Hochmittelalters bis zu den freundlichen und aufschlußreichen Erinnerungen an Henri Pirenne. Das für uns wichtigste sind sicherlich die bisher unveröffentlichten Studien über Galbert von Brügge. Durch Galbert erhalten wir einen Eindruck von der politischen Kraft jenes flandrischen Bürgertums der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts, das damals durch sein Exportbedürfnis eine Grundlage für die Entstehung der Hanse schuf. Als Zeugnis für Mentalität zeigt Galbert, wie Sproemberg herausarbeitet, die Beeinflussung bürgerlicher Wahlrechtsvorstellungen durch die Kirchenrechtsentwicklung und die soziale Abwertung der gewerblichen Arbeit in den Städten. R. S.

Georg Steinhausen, *Kaufleute und Handelsherren in alten Zeiten* (Düsseldorf 1970, Eugen Diederichs, 135 S., 12 Beilagen). — Ein gewisser Wert dieses photomechanischen Nachdrucks von 1899 liegt in den 151 Abbildungen aus Inkunabeln, Kupferstichen des 17. und 18. Jahrhunderts und anderem rund um das Kaufmannsleben, deren Auswahl vorzüglich ist, deren technische Wiedergabe aber wohl nicht mehr den heutigen Möglichkeiten und Ansprüchen entspricht. Der Text, der zwar für die breite Öffentlichkeit und nicht für die Wissenschaft gedacht war, gibt trotzdem zu der Überlegung Anlaß, wie weit uns denn die 70 Jahre Forschung inzwischen weitergebracht haben. Der Text ist allgemein und weitmaschig verfaßt, so daß er in manchen Hinsichten trotz neuerer Detailergebnisse gültig bleibt. Auch die wörtlich wiedergegebenen Quellen haben ihren Wert als solche behalten. Aber fühlbar wird doch, wie sehr sich inzwischen das sozial- und verfassungsgeschichtliche Verständnis für die Entwicklung von Bürgertum und Kaufmannsstand vertieft und verbessert hat. Auch ist überall ein leicht moralisierender Ton im Sinne einer nationalen und ständisch-bürgerlichen Gesinnung bemerkbar, bis hin zu dem Ausblick auf die damalige Gegenwart: „Mächtig hat sich der deutsche Kaufmannsstand gehoben. Er steht heute nur noch dem englischen nach“ (S. 131). Da der Laie leicht ein irrtümliches Bild von der fortschreitenden Geschichtswissenschaft gewinnen kann, glauben wir den Verlagen von solchen Reproduktionen eher ab- als zuraten zu müssen. R. S.

Beachtliche Großzügigkeit in der Aufmachung zeichnet das Werk von Gerhard Nagel über *Das mittelalterliche Kaufhaus und seine Stellung in der Stadt* aus (Berlin 1971, Gebr. Mann, 259 S., 399 Abb., 10 Ktn. mit Grundrisszeichnungen). — Die Art der Darstellung ist nicht nur dadurch bestimmt, daß es sich um eine Arbeit zur Erlangung der Würde eines Dr. Ing. handelt; denn auch der wirtschaftsgeschichtliche Hintergrund wird unter Auswertung einschlägiger Literatur gebührend berücksichtigt. Der Rahmen ist im ersten Teil sehr weit

gesteckt: Er reicht von der Antike bis ins ausgehende Mittelalter. Für die Hanseforschung sind die Kapitel über die Verkaufseinrichtungen der Engländer, Niederländer und Nordeuropäer von Bedeutung. Dabei wurden auch die Hansekontore mit ihren Baulichkeiten berücksichtigt. Über die Verkaufseinrichtungen in Mitteleuropa wird zunächst ein kurzer Überblick geboten, wobei auch einige Hansestädte berücksichtigt werden; dann aber folgt als eigentlicher Schwerpunkt der Arbeit eine eingehende Untersuchung über die Kaufhäuser einzelner süddeutscher Städte „im Rahmen der Stadtentwicklung“, nämlich über die in Mainz, Frankfurt a. M., Konstanz, Ulm und Esslingen. Zwar ist darunter keine Hansestadt, aber man wird doch manche Parallelen zu norddeutschen Städten ziehen können. Für jede Stadt wird zunächst eine kurze Siedlungs-, Wirtschafts- und Sozialgeschichte des Mittelalters entwickelt und damit der Hintergrund für die Darstellung der Kaufhausbauten gezeichnet. Diese werden in ihrer Konstruktion und ihrer Funktion untersucht. Der Wert liegt in der Zusammenstellung der durch die lokale Literatur gebotenen Erkenntnisse, nicht so sehr in neuen Forschungsergebnissen. — Im großen und ganzen schlugen sich der jeweilige Baustil und die Leistungsfähigkeit der tragenden Institutionen auch in den Kaufhäusern nieder; doch spielte der praktische Bedarf eine größere Rolle als bei den reinen Repräsentationsbauten. Freilich zeigt sich, daß oftmals Rathaus, Korporationsgebäude und Kaufhaus in ihren Funktionen zusammenflossen. Im sonst so vorzüglichen Bildteil bleibt der Grund für das Durcheinander in der Reihenfolge der Abb. unklar.

H. Schw.

Eine wichtige Arbeit ist die von Hans Sauer über *Hansestädte und Landesfürsten* (Quellen u. Darstell. zur hans. Gesch. NF XVI, Köln-Wien 1971, Böhlau, 218 S.). — Im Mittelpunkt steht die Auseinandersetzung der wendischen Städte mit den Fürstenhäusern Oldenburg (mit Schleswig-Holstein und Dänemark) und Mecklenburg während der 2. Hälfte des 15. Jhs. (1460—1500). Verf. gibt zunächst eine nach chronologischen und regionalen Gesichtspunkten gegliederte Darstellung, um dann systematisch die Grundzüge des Verhältnisses zwischen Städten und Fürsten zusammenzustellen. Ein Exkurs ist den Bündnissen der wendischen Städte gewidmet. — Im Mecklenburger Raum zeigt sich eine Entwicklung, die etwa der im Erzstift Bremen entspricht: Die Landesherrschaft bemühte sich zwar, einen geschlossenen Flächenstaat herzustellen, war aber zu schwach, um den Widerstand der Städte (in diesem Punkt waren sich Adel und Städte einig!) zu brechen. Die Städte erwiesen sich in ihren politischen Möglichkeiten gegenüber den Fürsten überlegen, wenn diese vornehmlich grundherrschaftlich-agrarisch orientiert waren. — Anders war das Verhältnis zwischen den Städten und den Fürsten aus dem Hause Oldenburg, die ja nicht nur landesherrschaftliche Rechte über die Städte beanspruchten, sondern als skandinavische Könige das Handelsmonopol der Hanse als lästig empfanden. Doch brachte es der Widerstand des Adels gegen die Könige mit sich, daß diese oftmals finanzielle Hilfe und damit politische Anlehnung bei den Städten suchten. Eine vorübergehende Konfrontation mit einigen Städten entstand, als Christian I. nach seinem Scheitern in Dänemark (1471) zunehmend schleswig-holsteinische Territorialpolitik trieb. Im letzten Viertel des Jhs. gab es dann zeitweilig jene „klassischen“ Reibungen Dänemarks mit den Städten, die sich aus einer nationalen

Opposition gegen hansische Handelsprivilegien ergaben. Dabei befanden sich die Städte in der Defensive und erwiesen sich in ihrer Wirtschaftsgrundlage (Handel) als verletzlich. — Verf. untersucht die komplizierten Verhältnisse unter kritischer Auswertung einer großen Fülle von Quellen und erschließt damit ein wichtiges Kapitel hansischer Geschichte. H. Schw.

Gotthard Raabe, *Bündnisse der wendischen Städte bis 1315* (Diss. Hamburg 1971, XXII u. 360 S.). — Die Arbeit, die noch von P. Johansen angeregt wurde, betrachtet die verschiedenartigen Bündnisse der deutschen Ostseestädte sowie Hamburgs von 1241 bis 1315 in ihrer urkundlichen Fixierung und in ihrer politisch-wirtschaftlichen Umrahmung. Raabe sieht die Bündnisse als Teilelement, nicht als Wesen der hansischen Gemeinsamkeit. Besonders der ständige Vergleich der einzelnen Bündnisverträge untereinander erlaubt es, die Besonderheiten genauer herauszuarbeiten als bisher. Dabei gelingt es Raabe auch, das Ausmaß an Kontinuität und Stabilität in den Bündnissen gegenüber jenen Elementen abzugrenzen, die Zeugnis der Anpassungsfähigkeit und des Ideenreichtums der städtischen Politik sind. R. S.

M. Aymard, *Production, commerce et consommation des draps de laine du XIIe au XVIIe siècle* (R H 246, 1971, 5—12). — Trotz seiner Kürze ist dieser in Prato 1970 gehaltene Vortrag zugleich durch die Fülle seiner Information — im Rahmen ganz Europas — und durch die tiefen Analysen fundamentaler Probleme charakterisiert. Die Einzelstudien über den Gegenstand sollten sich an den auf diesen sehr dichten Seiten hervorragend skizzierten ökonomischen Perspektiven ausrichten. P. J.

W. Endrei, *Changements dans la productivité de l'industrie lainière au Moyen Age* (AESC 26, 1971, 1291—1299). — Dieses andere Referat, das 1970 in Prato gehalten wurde, faßt die Ansichten des ungarischen Spezialisten zusammen. Die Verbreitung des Spinnrades, die im 12. und 13. Jahrhundert allgemein wurde, hat die Produktivität der Garnmacherei verdreifacht oder vervierfacht. Die Erfindung des Webstuhls mit Fußpedalen steht im Hintergrund der Veränderungen der Produktion im 11. Jahrhundert. Dieser Webstuhl diente zur Herstellung von *broadcloth*, während man mit dem älteren Webstuhl weiterhin *kersey* herstellte. Die Produktivitätssteigerung in der Weberei vom 11. bis zum 14. Jahrhundert wird auf einen Koeffizienten zwischen 3 und 5 geschätzt. Die Erfindung der Walkmühle bedeutete einen revolutionären Schritt nach vorn. Sie vervielfachte die Produktivität um das 35- bis 50fache. Unter Einbeziehung noch anderer Verbesserungen schätzt der Autor, daß für die Herstellung eines Stück Tuches derselben Art im 17. Jahrhundert etwa die halbe Arbeitszeit gegenüber dem 13. erforderlich war. P. J.

Zwei Aufsätze befassen sich mit dem für die niederdeutsche Literaturgeschichte so wichtigen Reynke de Vos: Klaas Heeroma, *Henric van Alckmaer, Versuch einer neuen Würdigung* (JbVNddtSpr. 93, 1970, 16—35) und Horst Haider Munske, *Die skandinavischen Reineke-Fuchs-Übersetzungen des 16. bis 18. Jahrhunderts* (Daselbst, 36—53). Heeroma überprüft die bisherigen nega-

tiven Urteile über die literarische Leistung und besonders über die breiten Glossen Henric van Alckmaers. Er kommt in manchen Punkten zu einer günstigen Sicht; doch bleibt vieles Vermutung, da sich der Text Henrics nicht eindeutig aus der späteren niederdeutschen und holländischen Bearbeitung erschließen läßt. — Munske zeigt, daß die Rezeption des *Reynke de Vos* in Dänemark im 16. Jh. durch den Lübecker Buchexport (Übersetzung 1555 bei Jürgen Richolff) erfolgte. Vorlage war die Rostocker Ausgabe von 1539. Die schwedische Bearbeitung erschien 1621 in Stockholm und benutzte einen niederdeutschen Druck von 1604 bzw. 1606. Im ganzen bestätigt sich, daß der *Reynke de Vos* im Rahmen späthansischer Handels- und Kulturbeziehungen von Flandern bis Skandinavien starke Verbreitung fand.

H. Schw.

*Nürnberg — Geschichte einer europäischen Stadt*, unter Mitwirkung zahlreicher Fachgelehrter, hrsg. von Gerhard Pfeiffer (München 1971, C. H. Beck, XXIV u. 619 S.). — Dieses Werk ist anlässlich des Dürer-Jahres zusammen mit einem Bildband, auf dessen Abbildungen in Marginalien ständig verwiesen wird, erschienen. Es ist zwar von Fachgelehrten verfaßt, aber nicht so sehr für die Wissenschaft als vielmehr im Rahmen der „Öffentlichkeitsarbeit“ (S. 8) des Nürnberger Stadtrates entstanden. Anmerkungen, besonders Quellenverweise fehlen. Allerdings erleichtert eine Bibliographie am Schluß des Bandes die weitere Beschäftigung mit dem Thema. Der Hanse-Historiker findet hier die einschlägige Literatur über das Verhältnis Nürnbergs zur Hanse. Den chronologisch geordneten Band durchziehen die daraus entnommenen Hinweise auf die Berührungen des Nürnberger Fernhandels mit dem hansischen, die vielleicht etwas zu sehr unter dem Aspekt der Konkurrenz und zu wenig unter dem der Kooperation in der Wirtschaft Europas gesehen werden.

R. S.

Maurice Lombard, *Études d'Économie médiévale I. Monnaie et Histoire d'Alexandre à Mahomet* (Civilisations et Sociétés 26, Paris, La Haye 1971, Mouton u. Co. 233 S.). — Der Titel dieses ersten Bandes, der von Lombard († 1965) nachgelassenen wirtschaftsgeschichtlichen Studien ist nicht ganz korrekt, denn er umfaßt geldgeschichtliche Studien, die zeitlich bis in das 12. Jahrhundert reichen. Davon interessieren hier vornehmlich die Betrachtungen über die Ausbreitung des muselmanischen Geldes außerhalb der muselmanischen Welt. Im Laufe des 8. Jahrhunderts drehte sich die Entwicklung der Liquidität in Byzanz um: Während vorher eine fortschreitende Austrocknung zu beobachten ist, beginnen sich jetzt die Vorräte wieder zu füllen. Im wesentlichen verdankte Byzanz diese Wendung der neuen Import- und Zahlungsfähigkeit des Abendlandes, die ihrerseits durch die Aufkäufe der Mohammedaner in Sklaven, Pelzen und Metallen nicht zuletzt in Nord- und Osteuropa ermöglicht wurde. Diese Ausführungen bieten einen guten Beitrag zu der im Gange befindlichen Aufarbeitung und Interpretation der muselmanischen und sonstigen Münzfunde in Skandinavien und Osteuropa.

R. S.

Eliyahu Ashtor, *Les métaux précieux et la balance des paiements du Proche-Orient à la Basse-Époque* (Paris 1971, S. E. V. P. E. N., 125 S.). — Zeitlich schließt sich hieran die Studie von A., die uns allerdings nur am Rande inter-

essiert, da der Hansische Wirtschaftsraum nicht im Blickfeld ist. Immerhin sind die neuen Aufstellungen über die großen Silber- und vor allem Goldgeld-Exporte über Venedig in den Orient seit dem späten 14. Jahrhundert — bedingt durch den starken Bedarf an Orientwaren — auch für Nordeuropa von Interesse, denn durch diese Exporte wurde die auch hier bis in die zweite Hälfte des 15. Jahrhunderts fühlbare Geldknappheit mit verursacht. Trotz dieser Exporte war auch im Vorderen Orient das Geld knapp. A. sieht die Ursache dafür in einer sich verstärkenden Thesaurierungstendenz. Ohne „circulation des richesses“ keine „prosperité“. In der 2. Hälfte des 15. Jahrhunderts wurde dann durch den portugiesischen Zugriff auf das Sudan-Gold die monetäre Situation dem Vorderen Orient noch schwieriger, während sie sich in Europa besserte. R. S.

*Fremde Kaufleute auf der iberischen Halbinsel*, hrsg. von Hermann Kellenbenz (Kölner Kolloquien zur internationalen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Band I, Köln—Wien 1970, Böhlau, 403 S.). — Dieses ist der erste Band einer neuen Reihe von Sammelbänden, in denen die Referate der Kölner Kolloquien veröffentlicht werden sollen. Ein einführendes Referat von R. Konecne über die spanische Mentalität, die den Einstrom fremder Kaufleute begünstigte, und ein Referat von V. Rau über die Privilegierung fremder Kaufleute in Portugal im 15. und 16. Jahrhundert vertreten gewissermaßen den Blickpunkt von der iberischen Halbinsel aus. Die übrigen Referate sind der Verbreitung der Kaufleute einzelner Nationen, der Flamen, Deutschen, Italiener oder Gruppen innerhalb dieser Nationen an bestimmten Punkten der iberischen Halbinsel gewidmet. Das Schwergewicht liegt allgemein auf dem 16. Jahrhundert. Schon deswegen werden die hansisch-iberischen Beziehungen verhältnismäßig wenig berührt. H. Kellenbenz stützt sich in seinem Schlußreferat, das zugleich eine Zusammenfassung und ein ausgreifendes Gesamtbild bietet, auf seine eigenen früheren Arbeiten zu diesem Thema und auf das bekannte Buch von Marques. H. Ammann, von dem wir hier seine letzte Arbeit vor uns haben, klammert in dem Referat: *Deutsch-spanische Wirtschaftsbeziehungen* die hansischen Beziehungen bewußt aus, meint aber: „Es kann aber kein Zweifel darüber bestehen, daß hier noch viel Neuland zu erschließen ist, sowohl für die Anfänge im 13. und 14. Jahrhundert, wie für die umstürzende Zeit der Entdeckungen.“ R. S.

## SCHIFFBAU UND SCHIFFFAHRT

(Bearbeitet von Paul Heinsius)

Lauritz Pettersen, *Bergens Sjøfartsmuseum 50 år*, (Sjøfartshistorisk Arbok, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen 1971, 9—32), nutzt das Jubiläum zu einem museums-geschichtlichen Rückblick. Anregung zur Errichtung des Museums gab die Bergenausstellung 1898. Sie enthielt Bilder Bergener Schiffe. Die Bergens Skipperforening sammelte darauf weitere Bilder, Modelle, Instrumente und Karten. 1914 äußerte die Presse den Wunsch, auf der Grundlage dieser Sammlung ein Seefahrtsmuseum zu schaffen. Okt. 1918 nahm ein Komitee vorbereitende Arbei-

ten auf, die am 13. April 1921 zur Gründung führten. Erst 18. Februar 1927 konnte das Seefahrtsmuseum in Räumen des neuerbauten historischen Museums der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden. Die Sammlungen wuchsen weiter. Es kamen eine Bibliothek und ein Archiv hinzu. Der Neubau des heutigen Bergenschen Seefahrtsmuseums begann nach jahrzehntelangen Vorarbeiten 1959, 1962 eröffnete es seine Ausstellungen. Im Jubiläumsjahr wurde mit 3 Millionen Kronen der „Norsk sjøfartshistorisk forskningsfond“ eingerichtet. P. H.

Fritz Nieder und Willy Schröder, *Seevermessung 25 Jahre im Deutschen Hydrographischen Institut Hamburg*, (Hamburg 1970, DHI, 70 S.). — Die Jubiläumsschrift gibt eine Übersicht über die für die Schifffahrt unerläßliche Arbeit und Geschichte des Institutes sowie seines Vorgängers, der Marinevermessungsabteilung und der dazugehörigen Fahrzeuge. P. H.

Stanisław Bodniak, *Bericht über eigene wissenschaftliche Arbeiten* (Autoreferat o własnych pracach naukowych, Naut. IV, Nr. 1—2, 1969, 44—52). — Der 1942 verfaßte Bericht über die Publikationen von 1924—1939 ist als Dokumentation abgedruckt. Ausgehend von der Zeit des Königs Sigmund August und den Problemen des *dominium maris Baltici* hat B. sich vor allem der Bedeutung der pommerschen und preußischen Ostseeküsten für Polen zugewandt. P. H.

Heino Wiechell, *Das Schiff auf Siegeln des Mittelalters und der beginnenden Neuzeit. Eine Sammlung von bildlichen Quellen zur Schiffstypenkunde* (Kultusverwaltung der Hansestadt Lübeck, Veröffentlichungen IV, 1971, 64 S.) Anlässlich einer Siegelausstellung im Lübecker Archiv wurde eine Zusammenstellung sämtlicher erreichbarer Schiffsabbildungen auf Siegeln des 13. bis zum 14. Jahrhundert mit ausgewählten Beispielen späterer Zeit herausgegeben. Diese Zusammenstellung besitzt gerade wegen der angestrebten Vollständigkeit für das 13. und 14. Jahrhundert erhebliche Bedeutung für die Wissenschaft. Der beigegebene Text weist knapp auf die Unterschiede zwischen Nef, Kogge und Hulk hin. R. S.

Hans Horstmann, *Vor- und Frühgeschichte des europäischen Flaggenwesens. Die Rechtszeichen der europäischen Schiffe im Mittelalter*, hrsg. von der Historischen Gesellschaft zu Bremen (Bremen 1971, Schönemann, 164 S. u. 8 Tafeln). — Das Buch enthält die Zusammenfassung zweier Aufsätze aus dem BremJb. 50 u. 51 (vgl. HGbl. 84, 1966, 137 bis 138, — 88, 1970, 254). — Die Bremer Historische Gesellschaft bringt die Studien als selbständiges Buch heraus, um ihre Zugänglichkeit zu erhöhen. In der Tat beruhen die Studien auf einer soliden Quellen- und Literaturbasis und klären durch maßgerechte Einfügung in die Verfassungsgeschichte einen wichtigen Bereich der mittelalterlichen Symbolik. R. S.

Karl Friedrich Krieger, *Ursprung und Wurzeln der Rôles d'Oléron* (Quellen und Darstellungen zur hansischen Geschichte NF XV, Köln—Wien 1970, Böhlau, X u. 167 S.). — Wer immer sich mit mittelalterlicher Seefahrt oder aber

auch mit Fragen der Entstehung späterer Seerechtsgrundsätze befaßt, wird auf die Rôles d'Oléron stoßen. Um so bedauerlicher war es, daß, seit Kießelbach sich um die Jahrhundertwende mit der Frage nach dem Ursprung der Rôles d'Oléron und des Seerechts von Damme befaßte, in Deutschland kaum jemand dieses Problem wieder aufgegriffen hat. Die jetzt von K. vorgelegte Edition der Fassung des Liber Horn aus dem Guildhall Archiv berichtigt die vor nahezu hundert Jahren gedruckte Edition von T. Twiss. Inhaltliche Variationen in 30 weiteren Handschriften sind tabellarisch erfaßt und eine deutsche Übersetzung ist beigelegt und das Register erleichtert die Handhabung. Die wahrscheinlich einmal an der Grenze des englischen und französischen Machtbereiches auf der Ile d'Oléron hinterlegte Originalurkunde scheint verloren. In seiner vorangestellten Untersuchung kommt K. bei der Datierung zu dem Ergebnis, daß die auf Grund der Handelsstrukturen im 13. Jh. entwickelten Rechtsgewohnheiten wahrscheinlich erst im letzten Viertel des 13. Jhs. aufgezeichnet wurden. Das darin enthaltene Dienstrecht beruht nach der Ansicht von K. auf germanischem Recht. Das Frachtrecht enthält Analogien zu frühem hansischem, zu altnordischem, aber auch zum römischen Recht. Im Seeverkehrsrecht jedoch sind im Widerspruch zum römischen Recht stehende germanische Auffassungen weiter entwickelt. So kommt K. zu dem Schluß, daß es sich hier weder um rein germanisch-wikingsches noch allein um römisches Rechtsgut handelt. Damit ist für weitere seerechtshistorische Forschungen eine neue Ausgangsposition gewonnen. P. H.

Basil Greenhill, *The Greveney Boat* (Sjøfartshistorisk Årbok, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen 1971, 33—41). — 1970 zufällig beim Grabenbau gefundene und dann freigelegte Bootsreste sollen nach einem gemeinsamen Plan von Crumlin-Pedersen, dem National Maritime Museum und dem Britischen Museum konserviert werden. Von dem klinkergebauten Eichenboot sind der 18 Fuß lange Kiel sowie 8 backbordsche und 7 steuerbordsche Plankengänge weitgehend erhalten. Der Kiel ist vorn abgebrochen. Der Achtersteven verläuft in einer gleichmäßig ausladenden Kurve. 9 Stücke der Bodenwrangen sind in einem Abstand von ca. 50 cm in situ gefunden, 2 weitere lagen lose beim Achtersteven. Sie sind meist 10—11 cm dick und 15—20 cm hoch. Die längste reichte bis zum 9., wahrscheinlich obersten Plankengang. Ein Mastschuh wurde nicht gefunden. Die Bootsform ähnelt der des aus dem 7. Jh. stammenden Gredstedbroschiffes. Der Plankenverlauf am Achtersteven erinnert an das ebenfalls aus dem 7. Jh. stammende Schiff von Sutton-Hoo. Die Bodenwrangen sind kräftiger und anders geformt als bei früheren skandinavischen Funden. G. meint, solche Schiffe konnten eine schwere Ladung tragen und er vermutet, daß diese Bauart ihre Wurzeln in der Tradition britischer Bootsbauer der Römerzeit hat. P. H.

Zu neuen etymologischen Hypothesen über die Herkunft der Schiffstypenbezeichnung Karavelle kommt Zygmunt Brocki, *Korab = eine allgemein-slawische Bezeichnung für Schiff* (Korab — ogólnosłowiańska nazwa okrętu (Naut. V, Nr. 1—2, 1970, 37—80). — B. geht den Belegen in den verschiedenen slawischen Sprachen nach und widerspricht mit Rudnicki der schon von Brückner

vertretenen Ansicht der griechischen Herkunft des Wortes. Er zitiert als ältesten polnischen Beleg eine Quelle aus dem Jahre 1237 *naues que vocantur corabae*, ... und meint, ein altslawisches \**korajb* sei in der griechischen Entlehnung zu *kárabion* geworden (= Schiff leichter Konstruktion). In einer anderen Entlehnung sei nach der Ansicht von A. Zajączkowski das slawische *korab* über den Kipchak Dialekt zum Türkischen *káráb* geworden, durch dieses Medium gelangte das Wort über das Arabische (*karab, gurab*) ins Spanische als *caraba, caravelle* und von hier als Bezeichnung eines Schiffstyps in die verschiedenen europäischen Sprachen. Es scheint, daß in der erschlossenen Kette das ebenso alt belegte altnordische *karfi* und das mittelniederdeutsche *korv* sowie die westeuropäischen Sprachen und die Möglichkeit eines indogermanischen Wortstammes nicht genügend mit beachtet sind. Die heutige Bezeichnung für Schiff im polnischen, *okręt*, ist erst seit dem 15. Jh. im Pomerellischen bekannt. W. Borys sah es als Kaschubisch an.  
P. H.

Dem Problem der kraweelgebauten Schiffsböden an 3 sonst klinkergebauten Fahrzeugen der Funde vom Nordost-Polder der Zuider Zee aus der Zeit von ca. 1400, 1500 und 1600 wendet sich Richard W. Wagner, *Carvel-Building in Northern Europe before 1400* (MM 1971, 331—332), zu. Er kommt zu dem Schluß, daß in hansischen Häfen der Kraweelbau um 1400 gebräuchlich war. Der solidere Klinkerbau habe jedoch mehr hochqualifizierte Arbeitskräfte benötigt, diese seien nach dem schwarzen Tod knapp geworden. Kraweelgebaute Schiffsböden konnte man durch häufiges Teeren dichten, dagegen mußten Klinkernähte sorgfältig bearbeitet werden. Jedoch ist gegen diese Hypothese einzuwenden, daß auch Kraweelnähte einer sorgfältigen Kalfaterung bedürfen. P. H.

Carl Olof Cederlund, *Utgrävningen av Jutholmsvraket — Etapp 1* (Sjøfartshistorisk Årbok, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen 1971, 141—168). — Die Bergung der *Vasa* ist knappe 10 Jahre her, da werden die Schiffsarchäologen von Nachrichten über eine neue nicht minder interessante Bergung überrascht. Sommer 1970 begann die Unterwasserausgrabung eines 24 m langen und 6 m breiten Wrackes in ca. 12 m Tiefe. Es handelt sich um ein ausgerüstetes Handelsschiff der Zeit um 1700. Im Jahre 1970 war erst ein Teil des offensichtlich bei ersten Bergungsversuchen ausgeräumten Schiffsinnern untersucht und vermessen. Wir erfahren Einzelheiten über die Vermessungstechnik unter Wasser. P. H.

Knud Kelm, *Traek of norsk skibsbyggeris historie i 1700—tallet* (Sjøfartshistorisk Årbok, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen 1971, 169—213), geht der Bedeutung des norwegischen Schiffbaus im 18. Jh. nach. Aus Arendal kaufte die Dänische Asiatische Kompanie 1752—1754 3 große Schiffe. Über die 1755 aus Sundefjord für 25 000 Reichstaler gekaufte „Grev Moltke“ liegen ausführliche Berechnungen vor. Ab 18. März 1776 wurden alle Schiffsneubauten im dänischen Staat aus Verteidigungsgründen subventioniert. Der Erfolg zeigte sich innerhalb von 10 Jahren. Von den in Norwegen registrierten Schiffen waren 1776 50 %

einheimischen Ursprungs, d. h. 45,6 % der Tonnage. 1785 waren es 85,6 %. Statistiken über einzelne norwegische Häfen und Schiffslisten aus Bergen und Arendal beleben das Bild. *P. H.*

Władysław A. Drapella, *Von der Ruderwinde zum Ruderrad*. Aus der Geschichte der Mechanisierung der Ruderanlagen, die zweite Phase der Mechanisierung, Anfang des 18. Jh. — Anfang des 20. Jh. Résumé in englischer und französischer Sprache. (Od kołowrotu do kola sterowego. Z dziejów mechanizacji urządzenia sterowego. Druga fdza mechanizacji, początek wieku XVIII — początek XIX wieku, Streszczenia w języku angielskim i francuskim, Naut. IV, Nr. 1—2, 1969, 13—34), setzt die 1967 begonnene Geschichte der Ruderanlagen (HGbl. 88, 252 ff) fort. Durch das Zuhilfenehmen von Tauwerk und Blockwerk konnte die Handhabung des Kolderstockes erleichtert werden. Aber erst das Heranziehen einer Winde brachte eine wesentliche Verbesserung. D. bestätigt anhand von Bildern La Roeries Auffassung, daß dieser Weg recht schwierig war. Um 1703—1704 erscheint das Ruderrad an der Atlantikküste. Wo es erfunden wurde, bleibt unbekannt. Im Mittelmeerbereich ist es erst 1719 nachweisbar. D. stellt verschiedene Arten von Rudereinrichtungen mit feststehendem und sich mit der Pinne bewegendem Ruderrad vor und erklärt ihre Wirkungsweise. *P. H.*

T. J. A. Le Goff et J. Meyer, *Les constructions navales en France pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle* (AESC 26, 1971, 173—185). — 1786 wurde eine Untersuchung durch das Ministerium der Marine angeordnet und führte zu einer Statistik, die die Jahre 1762 bis 1787 betrifft. Die Substanz dieser Statistik wird hier in den verschiedenen Tabellen und einer ausgezeichneten Reihe von Diagrammen präsentiert. Die beiden hauptsächlichen Zentren waren Nantes und Bordeaux, die etwa 30 % des Schiffsraums in Frankreich konstruierten. Der gleiche Prozentsatz kam von anderen Häfen, die zwischen St. Malo und Bayonne liegen. Eine Stagnation im Schiffbau begann kurz nach dem Ende des siebenjährigen Krieges. Nach einem betonten Niedergang im Jahre 1777 läßt sich eine starke Belebung während des amerikanischen Unabhängigkeitskrieges feststellen. Bis 1781 ist eine Zunahme der mittleren Tonnage unter den Schiffen feststellbar. *P. J.*

W. Claviez, *Hukepack von den Falklands* (Schiffahrt International 22, 1971, 253—257), berichtet über die letzte Fahrt der 1845 gebauten „Great Britain“, des ersten Eisenschiffes mit Doppelboden und wasserdichten Schotten, das einen wichtigen Schritt in der modernen Schiffbaugeschichte einleitete. Das Schiff wurde von der Hamburger Bergungsfirma Harms vom 26. 4. 1971 bis zum 23. 6. 1971 in 60 Tagen von den Falklands Inseln nach England gebracht, um dort als Schiffs- und technikgeschichtliches Anschauungsstück zu dienen. *P. H.*

Ein Beispiel, mit wie viel Vorsicht frühere Nachrichten angeblich uralter handwerklicher Überlieferung im volkstümlichen Bootsbau aufgenommen werden müssen, gibt Arne Emil Christensen, *Isbåtene i Sogn, Folkelig tradisjon eller laerd impuls* (Sjøfartshistorisk Årbok, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen

1971, 229—238). — Faerøvik meinte, das 1913 aus Aurland gekommene Eisboot in der Heibergschen Sammlung wäre ein um 1860 bei Eisgang benutztes Boot von Sognefjord. C. zeigt durch Vergleich mit einem von Iwar Ryttergar 1888 publizierten Rettungsboot, daß offensichtlich dessen Reisbrettkonstruktion diesen Bau beeinflußt haben kann.

P. H.

Jenen für jedes Schiff lebenswichtigen Händlern, welche mit kleinen Booten den großen Schiffen in der Nähe der Häfen entgegenlaufen, um die Besatzungen mit Proviant und Dingen des täglichen Bedarfs zu versorgen, wendet sich H e n n i n g H e n n i n g s e n, *Kadrejere og bum bådsmænd* (Bumboat men) (Handels- und Sjøfartsmuseet på Kronborg Årborg 1971, 91—127) zu. Sie werden im Dänischen *kadrejere* genannt. Das Wort stammt vom portugiesischen *catraia* und kam über das niederländische *Kadraai* nach Norden. Das Gewerbe blühte besonders am Sund. Ursprünglich wohl ein Nebengewerbe von Fischern wurde es für viele Familien zum Haupterwerb. Als tüchtige Seeleute entwickelten sie eigene schnelle Segler für ihren Handel, der teils als Tauschgeschäft, teils mit Münzen aus aller Welt, aber auch als Kreditgeschäft erledigt wurde. Trotz oft regen Schmuggels soll ihr Profit normalerweise in Dänemark nicht allzu groß gewesen sein. Nachdem sich die Dampfer durchsetzten, schief dieser Handel ab 1914 hier völlig ein.

P. H.

Eine konzentrierte Übersicht darüber, welche technischen Einzelprobleme gelöst werden mußten, um in 20 Jahren einen grundlegenden Wandel in der Schifffahrt herbeizuführen, erhalten wir durch die anlässlich des 65. Geburtstages von Prof. Illies von seinen Mitarbeitern zusammengestellte Jubiläumsarbeit H. I. B e l o h r a d s k y, M. G i e t z e l t, K. K n a a c k u. a. *20 Jahre Schiffsmaschinenbau am Lehrstuhl für Schiffsmaschinenbau und Institut für Schiffsmaschinen und Dampfkessel der Technischen Universität Hannover* (Schiff u. Hafen 23. Jahrg., 1971, Hamburg, 843—849). Die 1956 vorübergehende und seit 1967 dauernde Schließung des Suezkanals führte zur Steigerung der Tankergrößen. Das Umdenken bei Frachtkostenberechnungen von den reinen Seetransportkosten zu den Kosten der gesamten Transportkette leitete den Bau neuer Schiffstypen, der Containerschiffe, ein. Technische Rationalisierung und Automatisierung ermöglichten Anfang der sechziger Jahre eine Verminderung der Besatzungsstärken um über 20 %. Das Schaffen wachfreier Maschinenräume erlaubte Ende der sechziger Jahre eine weitere Reduzierung. Hier griff die, von Außenstehenden kaum beachtete, wissenschaftliche Lösung anscheinend nur technischer Probleme entscheidend in die wirtschaftliche und soziale Lage von mit der Seefahrt zusammenhängenden Berufsgruppen ein.

P. H.

George Thomas, *Russian Naval Terms from Middle Low German* (Slav Rev. XLIX, April 1971, 173—188). — Nachdem van der Meulen, Croiset van der Kop und Thörnqvist schon vor längerer Zeit die dem Niederländischen und Altnordischen entlehnten russischen Schifffahrtsausdrücke ermittelt hatten, freut es uns, daß jetzt auch ein spezieller Beitrag über die Lehnwörter aus dem Mittelniederdeutschen vorliegt. Wie Th. feststellen konnte, gehören dazu *barka*, *bot*, *busa*, *koča* (aus *kogge*), *škuta*, *jachta* und eventuell *galeja*. Außerdem wurde

das dem Altnordischen entlehnte šneka (sneka) vielleicht sekundär vom MND beeinflußt. Was die Bezeichnungen für Besatzungsangehörige betrifft, stammen škiper, stjurman und bušman aus dem MND, und darüber hinaus wurden aufgrund von bot und busa die Neologismen botnik und busnik gebildet. Mit der eventuellen Ausnahme von snur ließen sich keine Entlehnungen von Ausdrücken für Schiffsteile eruieren. Auf diese Weise blieb die Zahl der Lehnwörter trotz der intensiven Handelsbeziehungen relativ gering, doch überrascht dies insofern nicht, als die Russen im späten Mittelalter auf dem Gebiet der Seefahrt keine nennenswerte Aktivität entfalteten.

N. A.

## VORHANSISCHE ZEIT

(Bearbeitet von *Martin Last*)

Martin Biddle, David Hill, *Late Saxon Planned Towns* (The Antiquaries Journal 51, 1971, 70—85). — Ausgehend von den unter der Leitung Biddle's stehenden archäologischen Untersuchungen in Winchester stellen die Verf. eine Gruppe von sieben Orten — vier davon römischen Ursprungs — zusammen (Winchester, Chichester, Exeter, Bath, Wareham, Wallingford, Cricklade), deren mittelalterliches Straßennetz mit den sich rechtwinklig schneidenden Wegeführungen auffällige Regelmäßigkeit aufweist, und gelangen zu dem Schluß, daß diese Orte ihre Genese als Dauersiedlung der ‚military situation‘ z. Z. König Alfreds des Großen (871—899) verdanken und daß der Straßenplan die planmäßige Ansetzung einer von außerhalb kommenden Einwohnerschaft erleichterte.

M. L.

J. Y p e y, *Zur Trageweise frühfränkischer Gürtelgarnituren auf Grund niederländischer Befunde* (Berichten van de Rijksdienst voor het Oudheidkundig Bodemonderzoek 19, 1969, 89—127), zeigt im Anschluß an einige Vorarbeiten, daß sich aus minutiöser Analyse von Trachtenschmuck, wie er unter den Grabbeigaben der nachchristlichen Jahrhunderte zu finden ist, wertvolle kulturgeschichtliche Phänomene ablesen lassen. Die in Abfolge, Funktion und Verbreitung untersuchten Gürtelgarnituren, entstanden aus spätrömischen Vorbildern, zeigen für den Typ B z. B. für weite Gebiete Nordwesteuropas Gemeinsamkeiten der Tracht von der Mitte des 4. bis zur Mitte des 5. Jh.

M. L.

H. E. F. Vierck, *The Origin and Date of the Ship's Figure Head from Moerzeke-Mariekerke, Antwerp* (Helinium 10, 1970, 139—149), interpretiert den im Jahre 1942 in der Schelde gefundenen hölzernen Tierkopf, der durch C14-Datierung in die Zeit um 400 n. Chr. verwiesen wird, sieht in ihm stilistische Entsprechungen zum Nydam-Stil und wertet ihn im Zusammenhang mit einigen anderen Funden als Indiz für umfassende kulturelle Gemeinsamkeiten im Nord- und Ostseeraum.

M. L.

H. Halbertsma, *Dokkum* (Bulletin van de Koninklijke Nederlands Oudheidkundige Bond 69, 1970, 33—52; Overdrukken ROB Nr. 18), berichtet über

die Ausgrabungen der Jahre 1954 und 1966/67 im früheren Stiftsareal der Stadt. Das Grabungsgelände erwies sich als Kuppe des *tumulus*, der in der zweiten Hälfte des 8. Jh. in einem Arbeitsgang aus Soden aufgetragen worden war, offensichtlich an der Stätte, an der Bonifatius sein Martyrium erlitt. Zwei Sakralbauten wurden genauer erforscht: die Stiftskirche (St. Bonifatius), die im Jahre 1558 abgebrochen wurde, hatte als Vorgängeranlage einen Bau etwa aus der Mitte des 11. Jh., der seinerseits ältere Bestattungen störte. Als ältester Bau der südlich benachbarten Pfarrkirche (St. Martin) wurde eine Tuffsteinkirche des 10./11. Jh. ergraben (16,50 m x 5,50 m), die gleichfalls jünger als ein Teil der umgebenden Bestattungen war. Als terminus ad quem für ältere Kirchenbauten ergab eine Baumsargbestattung ein C14-Datum von ca. 790 n. Chr. Auf zwei vor die Tuffsteinkirche anzusetzenden Holzkirchen deuten C14-Daten einzelner Holzpfeiler hin, die auf 905 bzw. 990 datiert werden konnten. Ein Vergleich dieser Befunde mit den schriftlichen Quellen läßt einige Fragen offen, die durch weitere Grabungen geklärt werden sollen. Spuren von einer Siedlung des 8. Jh. haben sich bisher nicht nachweisen lassen, der Verf. kommt demzufolge zu der Auffassung, daß diese sich erst im Zusammenhang mit dem aufblühenden Bonifatiuskult entwickelt habe.

M. L.

E. H. P. C o r d f u n k e, *Roman and Early Medieval Pottery from Limmen, Prov. North Holland* (Berichten van de Rijksdienst voor het Oudheidkundig Bodemonderzoek 19, 1969, 291—296), legt u. a. Siedlungsfunde der Merowinger- und Karolingerzeit vor, die aus einer Grabung im Jahre 1968 stammen und angesichts der bisher schwer überbrückbaren Fundlücke für diese Zeit ein erhebliches Gewicht besitzen. Die Siedlung liegt ähnlich wie das benachbarte Alkmaar auf einem Dünenzug; Ausdehnung und Zeitstellung sind noch nicht sicher bestimmbar. Neben handgemachter Keramik heimischer Fertigung findet sich Importkeramik (Mayen; Badorf); der karolingische Horizont der Kugeltopfkeramik hat sich nicht nachweisen lassen. Etwa dem gleichen frühmittelalterlichen Zeitraum (5.—9. Jh.) ist die Keramik von der auf einer Moränenkuppe gelegenen Siedlung auf Texel zuzuweisen, die W. A. v a n E s, *Early Medieval Hand-made Pottery from Den Burg, Texel, Prov. North Holland* (Berichten van de Rijksdienst voor het Oudheidkundig Bodemonderzoek 19, 1969, 129—134) diskutiert. Anhand des Fundmaterials (wiederum u. a. Vorgänger des karolingischen Kugeltopfes) werden wichtige chronologische und typologische Fragen zur frühmittelalterlichen Siedlungsarchäologie erörtert.

M. L.

Willem Albert v a n E s, *Excavations at Dorestad; a Pre-preliminary Report: 1967—1968* (Berichten van de Rijksdienst voor het Oudheidkundig Bodemonderzoek 19, 1969, 183—207); W. v a n Z e i s t, *Agriculture in Early Medieval Dorestad, a Preliminary Report* (ebd., 209—212); C. E. B l u n t, G. v a n d e r M e e r, *A New Coin Type for Offa* (ebd., S. 213—214). — Die durch bevorstehende Baumaßnahmen erzwungenen großräumigen Untersuchungen (5,5 ha) im frühmittelalterlichen Handelsplatz Dorestad zeigen bereits nach ihrer ersten Phase (Grabungsgelände zwischen Hoogstraat/Steenstraat), daß das Bild, wie es aus der Darstellung Holwerdas in die Forschung eingegangen ist und eine Art Modellfunktion eingenommen hat (Einstraßenanlage, ‚Curtis‘ usw.), mit Si-

cherheit falsch ist. Phosphatuntersuchungen lassen das Bild des bewohnten Areals in wesentlich anderem Licht erscheinen; auch die ergrabenen Hausgrundrisse wollen wenig zum älteren Bild vom karolingischen Kaufmann passen. Unter den bisher geborgenen Funden sind die 9 Münzen besonders hervorzuheben (1 Karl der Große, 5 Ludwig der Fromme, 2 Sceattas, 1 Offa). M. L.

Mit dem ältesten Bergen *supra litus maris* befaßt sich N a r v e B j ø r g o, *Det eldste Bergen* (Sjøfartshistorisk Årbog, Norwegian Yearbook of Maritime History 1970, utgitt av Foreningen Bergens Sjøfartsmuseum, Bergen 1971, 53—131). Er setzt sich noch einmal eingehend mit Christian Koren-Wiberg (1840—1945) und der Theorie der ersten Siedlung am östlichen Ufer auseinander, welche dem Wortlaut der Heimskringla zu widersprechen scheint, und kommt zu dem Ergebnis, daß die Worte *setja kaupstad* den Verwaltungsakt der Erhebung zum Marktort beschreiben. Wenn Bergen wirklich 1070 *ex nihilo* durch den König gegründet wäre, wäre dies der einzige Fall einer solchen Stadtentstehung in der norwegischen mittelalterlichen Geschichte. Aufgrund der Bodenfunde weist er Bernt Lorentzens Theorie, daß zuerst nur der Nordteil besiedelt war, ebenso zurück wie E. Herteigs Auffassung, daß die Doppel-Straßen an der Marienkirche ein Beweis für eine „geplante Stadtanlage“ an dieser Stelle seien. Er erklärt letztere durch die topographische Lage. So werden die Fragen nach Bergens Ursprung erst weitere archäologische Untersuchungen lösen. P. H.

T a g e E. C h r i s t e n s e n, *Traeningslejr eller tvangsborg* (Kuml 1970, 43—61), greift die langanhaltende Diskussion um die Funktion der wikingerzeitlichen Befestigungen vom Typ Traelleborg erneut auf und vertritt nach topographischen Untersuchungen und detaillierter Fundkartierung (Nach E l s e R o e s d a h l, *Livet på Fyrkat*, Skalk 1969, Nr. 2, 3—9) und -interpretation die Auffassung, daß diese Anlagen nicht heimische Stützpunkte für feindliche Unternehmungen über See waren, sondern eine Art Standlager von Garnisonen, die dem Königtum die Macht über das Reich sicherten. M. L.

I n g a H ä g g, *Mantel och kjortel i vikingatidens dräkt* (Fornvännen 66, 1971, 141—153), sucht anhand der Funde von Trachtenschmuck und Textilresten, vor allem auch der an Metall oxydierten Reste, die Frauentracht der Wikingerzeit zu beschreiben und gelangt — unter Einbeziehung von rezenten Trachten aus Reliktgebieten — zu der Auffassung, daß zwei verschiedene Spangenkombinationen zum Schließen der Tracht benutzt wurden und daß der Schnitt des Leibrocks Parallelen im östlichen und nördlichen Europa sowie in Asien besitzt. Im mehrfach beobachteten Querbandmotiv der Trachtenverzierung erkennt Verf. orientalische Einflüsse, deren Ausbreitung sie als Niederschlag von Kulturströmungen, die mit den Ungarnzügen nach Westen gelangten, begreift. M. L.

A s l a k L i e s t ø l, *En uartig historisk runeinnskrift* (Kuml 1970, 91—97), legt eine von den Hunderten bei den Ausgrabungen auf der ‚Brücke‘ in Bergen gefundenen Runeninschriften vor, die stratigraphisch für die Zeit um 1200 gesichert ist, drei scherzhaft-anzügliche Sätze aufweist und gesellige Umgangsformen dreier Männer erkennen läßt, die sicher der Oberschicht angehören. M. L.

Ulf Näsman, Erik Wegraeus, Frands Herschend u. a., *Undersökningen av Eketorps borg på södra Öland* (Fornvännen 66, 1971, 186—201). — Eketorps borg ist eine zweiphasige befestigte Siedlung mit — vor allem in der jüngeren Phase — dichter und radial angeordneter Innenbebauung, die seit 1964 unter der Leitung von M. Stenberger vollständig ausgegraben wurde. Angesichts der skandinavischen Siedlungsformen ist die Frühphase von singulärer Bedeutung: eine offene Siedlung wurde nachträglich befestigt; Funde aus Metall, Glas u. a. verlegen diesen Vorgang in die Zeit um 500 und deuten auf ein Wüstwerden um 750 hin. In der Zeit der Niederlassung zeichnet sich in einer großen Zahl von Hortfunden ein Katastrophenhorizont ab, den die schwedische Forschung mit feindlichem Angriff von gegenüberliegenden Küsten in Verbindung bringt. In der Organisation der Innenbebauung meint man Parallelen zu frühen slawischen Burgwällen erkennen zu können. Knochen- und Getreidefunde zeigen, daß die Bewohner von Viehzucht und Landwirtschaft lebten. Ein Gräberfeld, das im Zusammenhang mit dieser Sonderform von Siedlung ein besonderes Interesse erweckt, hat sich bisher nicht ausmachen lassen. — Die Masse der Funde (ca. 80 %) von Eketorp stammt aus der jüngeren Phase, die etwa von der Mitte des 10. bis zum Anfang des 14. Jh. reicht. Bebauung und Funde lassen Parallelen zu den frühen schwedischen Städten erkennen. M. L.

*Krukmakaren — så började det* ist das Generalthema von Göteborgs Arkeologiska Museum, Arstryck 1971. Von den zahlreichen Beiträgen interessieren hier vor allem die von Berit Sandberg, Eva Ahmann und Dagmar Selting, die den Entwicklungsgang von Form und Technik der Keramik von der Völkerwanderungszeit bis in die Neuzeit beschreiben und jeweils wirtschaftsgeschichtliche Fragen einschließen. Die Beiträge sind mit instruktiven Abbildungen ausgestattet. M. L.

*Das archäologische Fundmaterial I (1963—1964)* (Berichte über die Ausgrabungen in Haithabu, Bericht 4, Neumünster 1970, Wachholtz, 98 S., Abb., Tfn.), bietet Beiträge verschiedener Verf. für unterschiedliche Fundgattungen und zeigt erneut die weitreichenden Wirtschafts- und Kulturbeziehungen Haithabus. Der Inhalt der Beiträge kann jeweils nur aufgeführt und stichwortartig gekennzeichnet werden: Torsten Capelle, *Metallschmuck und Gußformen aus Haithabu* (9—24: Gußformen aus Gießwachs zur Herstellung von Wachsmodellen für Massenproduktion von Schmuck; Verbreitungskarte der Kleeblattfibeln vom Typ JP 88/89 u. a.); Gerd Hatz, *Munus-divinum-Nachahmungen aus Haithabu* (24—33: Verbreitungskarte; Diskussion von Chronologie und Herstellungsort); Wolf-Dieter Tempel, *Die Käämme aus Haithabu* (34—45; relative Chronologie entspricht der Schichtenfolge von Haithabu, Datierung anhand geschlossener Funde des Nord- und Ostseeraumes vom 8.—11. Jh.; Dissertation des Verf. über das gleiche Thema abgeschlossen); Konrad Weidemann, *Importkeramik von Haithabu* (46—52; Art des Fundvorkommens, statistische Auswertung; Keramik des 8. Jh. fehlt, anders als in Helgö; Anteil der Importkeramik des 9. Jh. ausgesprochen gering, anders als z. B. in Kaupang); Adrian von Müller, *Karneolperlen aus Haithabu* (53—55: Herkunft des Rohmaterials aus Indien; Untersuchung der Durchbohrungstechnik; Datierung durch Grä-

ber von Birka und Tuna); Rudolf Ullemeyer, *Textil- und Lederfunde aus Haithabu* (56—68: wenig signifikante Textilien; reichlich Leder, Schuhwerk unterschiedlicher Art, aus einem bis drei Stücken Leder; u. a.); Andres von Brandt, *Netzwerk aus Haithabu*, 69—73; Christoph B. Rüger, *Römische Ziegelbruchstücke aus Haithabu* (74—76: ein Stück mit nachträglich eingeschlagener Gußrinne; ein Stück mit römischem Ziegelstempel); Kurt Schietzel, *Hölzerne Kleinfunde aus Haithabu* (77—91; gedrechselte, gehöhlte und geböttcherte Gefäße, Geräte, Spanschachteln u. a.); Ders., *Specksteingefäße aus Haithabu* (92—98; Formenkunde, überwiegend jüngere Phase, Importe aus Norwegen als Fertigware).  
M. L.

Wolfgang Laur untersucht *Haithabu, eine frühmittelalterliche Namensform im modernen Sprachgebrauch* (Beitr. zur Schleswiger Stadtgesch. 14, 1969, 67—76). — Dabei steht die Frage im Vordergrund, wie es eigentlich zu dieser weit verbreiteten Bezeichnung gekommen ist. Im Anfang steht eine flektierte Form Haiþa-bu, deren Nominativ Haiþa-by gelautet haben muß; dabei hatte ai den Lautwert ē; þ entsprach dem englischen th, y dem heutigen hochdeutschen ü. Damit hätte der Ortsname Hēþaby gelautet, was etwa dem in den nordischen Ländern gebräuchlichen Hedeby entsprach. Haithabu ergab sich nicht aus langer mündlicher Überlieferung, sondern aus falscher Ableitung aus einem Runenstein, und zwar durch die historische Literatur seit dem Anfang des 19. Jh. Seit dem Anfang unseres Jh. bürgerte sich dieser Gebrauch in der deutschen Sprache fest ein.  
H. Schw.

Walter Vogel, *Die Ausgrabung der Nikolai-Kirche in Schleswig, 1. Bericht der Projektgruppe Alt-Schleswig im Sonderforschungsbereich 17 an der Universität Kiel* (Beiträge zur Schleswiger Stadtgeschichte 16, 1971, 9—22). — Die Ausgrabungen in Haithabu werden seit Frühjahr 1970 durch die Stadtkernforschung in Schleswig ergänzt, um zu klären, welcher Art der zeitliche und funktionale Zusammenhang zwischen beiden Plätzen im Mittelalter ist. Im Rahmen der Altstadtsanierung bot sich die Möglichkeit, die Baugeschichte der im Jahre 1568 abgebrochenen Nikolai-Kirche zu klären, deren genaue Lage durch elektromagnetische Messungen bestimmt werden konnte. Der ergrabene Bau, eine dreischiffige Anlage (24x16 m) überlagerte mit dem Fundament z. T. ältere Gräber. Münzen zwischen Bauhorizont und ältestem Fußboden datierten diese Anlage in das frühe 13. Jh. Wie die Bestattungen zeigen, muß eine noch ältere Vorgängeranlage in unmittelbarer Nähe gesucht werden; bereits im Jahre 1196 wird eine Nikolai-Kirche unter den sieben Schleswiger Kirchen bezeugt. Auf die Frühphase der Schleswiger Stadtgeschichte, vielleicht auch auf den gesuchten Kirchenbau, deuten Münzfunde des 11. Jh. hin (zwei Denare König Sven Estridsons. Lund, ca. 1060; ein Denar Graf Hermanns von Kalvelage, Emden, vor 1051). Ein ausführlicher Grabungsbericht ist in Vorbereitung; die Untersuchungen dauern an und verdienen besondere Aufmerksamkeit.  
M. L.

Heinz A. Knorr, *Westslawische Gürtelhaken und Kettenschließgarnituren, ein Beitrag zur Deutung Alt-Lübecker Funde* (Offa 27, 1970, 92—104). — Die Forschungsergebnisse der slawischen Archäologie erlauben es dem Verf., für eine

Gruppe von slawischen Trachtbestandteilen, die bei den Ausgrabungen in Alt-Lübeck zutage kam, aussagefähige Parallelen aus chronologisch gesichertem Fundverband zusammenzustellen und so mittelbar Einblicke in das kulturelle Milieu Alt-Lübecks zu gewinnen. Die Alt-Lübecker Funde gehören demnach in die jüngere Phase des Burgwalls und weisen auf intensive Kontakte entlang der Ostseeküste hin; ein Befund, der durch andere spätslawische Metallarbeiten aus Alt-Lübeck (Schläfenringe, Messerscheidenbeschläge) bestätigt wird. *M. L.*

Michael Müller-Wille, *Ein neues Ulfberht-Schwert aus Hamburg. Verbreitung, Formenkunde und Herkunft*. Mit Beiträgen von Hans Dresscher, Rudolf M. Kloos und Günter Müller (Offa 27, 1970, 65—91). — Die *Ulfberht*-Inscription hebt im 8.—11. Jh. eine Gruppe qualitativ hochwertiger Schwerter aus der Masse des namenlosen Fundguts hervor. Röntgenuntersuchungen haben die Zahl dieser Inschriften-Schwerter in den letzten Jahren erheblich vermehrt, so daß die durch den Hamburger Fund ausgelöste Untersuchung bei den Fragen nach Verbreitung und Herkunft auf einer breiten Materialbasis aufbauen kann; die nachträglich bereits bekanntgewordenen Ergänzungen werden kaum grundsätzliche Korrekturen bedingen. Ulfberht-Schwerter gelangten im Mittelalter nach England, in den Nord- und Ostseeraum, in die slawischen Gebiete und darüber hinaus nach Osten. Chronologisch abgrenzbare Verbreitungsformen haben sich allerdings nicht nachweisen lassen. Auch die Fertigungsstätte(n) konnte(n) bisher nicht lokalisiert werden, viel spricht jedoch für das Gebiet beiderseits der sächsisch-fränkischen Stammesgrenze in der Rheingegend. *M. L.*

Heinz Schirinig, *Zur Datierung der Hausgrundrisse von Klein Bünsdorf, Kreis Uelzen* (Die Kunde NF 22, 1971, 237—239), korrigiert die Fehl-datierung der beiden Häuser mit halbkreisförmigem Abschluß und weist anhand des Fundmaterials überzeugend ihre Zugehörigkeit in die späte römische Kaiserzeit bzw. frühe Völkerwanderungszeit nach. Im Bereich der Häuser fanden sich Eisenschlacken, eine durchbohrte Handmühle und Scherben eines Fadenglases. Parallelen zu den Hausgrundrissen haben sich vor allem in der Mark Brandenburg ergeben (Nauen-Bärhorst u. a.). *M. L.*

Walther Nowothnig, *Einige frühgeschichtliche Funde aus Niedersachsen* (Nachrichten aus Niedersachsens Urgeschichte 39, 1970, 126—143). Der im vergangenen Jahr verstorbene Verf. interpretiert und datiert einige in ihrer Bedeutung bisher nicht erkannte Einzelfunde, die sich z. T. seit längerer Zeit in Sammlungen und Museen befanden, so z. B. einige Delphinschnallen (4./5. Jh.) und ihre Derivate, darunter ein aufgrund des Fundortes besonders interessantes Stück von der vorgeschichtlichen Pippinsburg bei Osterode am Harz, und Ringspannen mit trapezförmiger Ansatzplatte, wie sie in einem Exemplar aus dem Pyrmonter Quellopferrfund vorliegen. *M. L.*

Beiträge verschiedener Disziplinen der Mittelalterforschung vereinigt *Altenberg, Geschichte und Archäologie einer mittelalterlichen Bergbausiedlung im Siegerland* (Müsen 1971, Weyand, 5912 Hilchenbach, 30. S., Abb., Tfn.). Die durch

Geländebegehung erkannte Bergbausiedlung Altenberg, die nach Ausweis der schriftlichen Quellen wie der Bodenfunde vor allem im 13. Jh. bestand, ist durch einen Münzschatz (Erzbischof Siegfried, 1275—1295; Attendorn, Siegen, 12 Silbermünzen) schlußdatiert. Grundrisse mehrerer Häuser, Einzelfunde, Pingen u. a. lassen vielfältige Einblicke in Wohnweise, Gewerbe und Alltagsleben der Bewohner zu.

M. L.

Wilhelm Winkelmann, *Die Königspfalz und die Bischofspfalz des 11. und 12. Jahrhunderts in Paderborn* (Frühmittelalterliche Studien, Bd. 4, 1970, 398—415); ders., *Die Karolingische Burg in Paderborn* (Archäologisches Korrespondenzblatt, Jg. 3, 1971, 185—189). — Unter der Leitung des Verf. werden seit nunmehr fast einem Jahrzehnt nördlich und südlich des Paderborner Doms umfangreiche Grabungen unternommen, die bereits jetzt die Kenntnis der mittelalterlichen Topographie wesentlich erweitert haben. Die Auswertung der Befunde und des Fundgutes wird noch geraume Zeit in Anspruch nehmen, so daß man Zwischenberichte dankbar zur vorläufigen Information zur Kenntnis nimmt. Das Untersuchungsgebiet erbrachte Siedlungsspuren des 2.—4. Jh. und — nach einem Hiatus — seit dem 8. Jh.; nach einer Brandkatastrophe wurde die karolingische Pfalz eingerichtet, die ihrerseits mehrmals zerstört wurde. Neben den vor allem für die mittelalterliche Rechts- und Verfassungsgeschichte aufschlußreichen herrschaftlichen Bauprogrammen haben die Grabungen eine Fülle von Einzelfunden ergeben, die Einblicke in die materielle Kultur des Mittelalters geben; unter den älteren Funden ist z. B. das Viertel eines karolingischen Denars (Melle, nach 792/3) zu erwähnen, ein Fund, der auf Wiegegeld hinweist. Eine Parallele zu der Vielzahl von Resten kostbarer Trinkgefäße aus Paderborn weist A g n e t a L u n d s t r ö m, *Cuppa vitrea auro ornata* (Early Medieval Studies 2, 1970, 52—68), unter den Funden von Helgö nach. Für die frühe Topographie Paderborns ist die karolingische Befestigung an einer alten Furt über die Aa, im Winkel zweier Bäche, von Bedeutung, die ein Areal von etwa 250x280 m mit Wall und Graben sicherte und in den zeitgenössischen schriftlichen Quellen erwähnt wird; Einzelheiten der chronologischen Abfolge dieser und nachfolgender Befestigungen müssen noch geklärt werden.

M. L.

Ulrich Schoknecht, *Probleme der Ravensburg bei Neubrandenburg* (Bodendenkmalpflege in Mecklenburg, Jahrbuch 1970, 263—272). — Eine systematische Untersuchung im Burgwall Ravensburg, einer dreigliedrigen Niederungsburg 4 km nördlich von Neubrandenburg (285x185 m), ergab Hinweise auf eine relativ kurzfristige Benutzung in frühslawischer Zeit (6.[?] — 8. Jh.; Feldberger Keramik). Neben Keramik fanden sich nur einige wenige andere Kleinfunde (Wetzstein, Spinnwirtel).

M. L.

Eike Gringmuth-Dallmer, Adolf Hollnagel, *Jungslawische Siedlung mit Kultfiguren auf der Fischerinsel bei Neubrandenburg* (Zeitschrift für Archäologie 5, 1971, 102—133). — Im Anschluß an ältere Suchgrabungen auf der Fischerinsel im Tollense-See wurde in den Jahren 1968/69 eine systematische Grabung durchgeführt. Der Anstieg des Grundwassers (seit ca. 1200) hat die Siedlungsschichten konserviert, bot dafür aber erhebliche technische

Schwierigkeiten. Die slawische Siedlung erfolgte auf einem vertorftten Areal, das durch Holzroste bewohnbar gemacht und durch einen Bohlenweg erschlossen wurde. Eine Uferbefestigung aus Faschinen schützte gegen feindlichen Zugriff zu Wasser. Lediglich an einer umgrenzten Stelle wurde frühslawische Keramik gefunden; die Masse der Funde stammt eindeutig aus jungslawischer und frühdeutscher Zeit (11.—13. Jh.). Dendrochronologische Untersuchungen ergaben eine Siedlungsdauer von etwa 120 Jahren (Manfred Jähriq, *Dendrochronologische Untersuchungen von Holzproben aus der jungslawischen Siedlung auf der Fischerinsel bei Neubrandenburg*, Zeitschrift für Archäologie 5, 1971, 134—140). Neben Eisen- und zahlreichen anderen Funden (Holz, Geweih) waren zwei hölzerne Kultfiguren — doppelköpfige Männer-, bzw. weibl. Figur — eine besonders wichtige Entdeckung, weil dadurch Licht auf bisher unbefriedigend gelöste Fragen nach den Organisationsformen der slawischen Religion geworfen wird.

M. L.

Peter Donat, *Zur Nordausbreitung der slawischen Grubenhäuser* (Zeitschrift für Archäologie 4, 1970, 250—269), wertet systematisch die in großer Zahl ergrabenen slawischen Bauten des 6. (?) — 10. Jh. aus, soweit diese publiziert sind, bemüht sich um funktionale (Wohnhaus, Nebengebäude, Herd, Ofen) und typologische (Siedlung mit bzw. ohne Grubenhäuser bzw. ebenerdige Bauten) Analyse und kann deutlicher als bisher das Verbreitungsgebiet einzelner Hausformen abgrenzen, so im Ostseeküstenbereich. Im Vergleich von slawischen und germanischen Hausbauten kommt Verf. zu der Auffassung, daß bei den Germanen Grubenhäuser nicht als Wohnbauten anzusehen seien.

M. L.

Herbert Ludat, *An Elbe und Oder um das Jahr 1000, Skizzen zur Politik des Ottonenreiches und der slawischen Mächte in Mitteleuropa* (Köln-Wien 1971, Böhlau, IX u. 210 S., 5 Karten und genealogische Beilagen). — In fünf Aufsätzen, die um die politische Orientierung des Raumes zwischen Elbe und Oder und um das deutsch-polnische Verhältnis im 10. und 11. Jahrhundert kreisen, liegt das Gewicht auf Verwandtschaftsbeziehungen der deutsch-slawischen Fürstengeschlechter, ein guter Schlüssel sicherlich zu dem Verständnis eines Geschehens, das lange Zeit von nationalistischen Vorurteilen her falsch interpretiert wurde. Die christlich-imperiale-universale Konzeption, nach der es das Nebeneinander eines deutschen und polnischen *regnum* geben sollte, die gesellschaftlich-kulturellen Beziehungen, die dadurch geknüpft wurden, waren eine weitere Voraussetzung dafür, daß später nicht nur die friedliche Ostkolonisation, sondern auch die Expansion des deutschen Kaufmanns in Osteuropa beginnen konnte.

R. S.

T. A. Puškina spricht *Über das Erscheinen von Schmuckstücken skandinavischer Herkunft im Gebiet der Alten Ruß* (O proniknovenii nekotorych ukrašenij skandinavskogo proischoždenija na territoriju drevnej Rusi. In: Vestnik Moskovskogo universiteta. Serija IX. Istorija 1972, 1, 92—94). Die Verf. weist auf die zahlreichen Funde von Fibeln und Halsschmuck mit angehängten Thorhämmerchen aus dem 10./11. Jh. hin und meint, daß diese z. T. an bestimmte skandinavische Kleidungsstücke oder mythische Vorstellungen gebundenen Gegen-

stände nicht durch den Handel in das Gebiet der Ruß gelangt sein können, sondern die Hinterlassenschaft von gruppenweise in Rußland ansässig gewordenen Skandinaviern darstellen. Mit der Anerkennung der Existenz solcher Gruppen fördert sie die Revision jener strikt antinormannistischen Haltung, die die sowjetische Archäologie und Geschichtswissenschaft in eine Sackgasse geführt hatte.

N. A.

Für die Kenntnis des Ost-West-Handels der Wikingerzeit besitzen die Funde orientalischer Münzen größte Bedeutung. Deshalb ist darauf hinzuweisen, daß V. V. Kropotkin *Neue Funde sassanidischer und kufischer Münzen in Ost-europa* verzeichnet hat (Novye nachodki sasanidskich i kufičeskich monet v Vostočnoj Evrope. In: Numizmatika i épigrafika IX, Moskau 1971, Nauka, 76—97). Die Zusammenstellung umfaßt 205 Positionen und berücksichtigt alle Schatz- und Einzelfunde, die seit dem Erscheinen der grundlegenden Topographie von Markov (1910) bekanntgeworden sind.

N. A.

G. Lovmjańskij (H. Łowmiański) möchte mit seinem Beitrag über *Russen und Rugier* die These von der skandinavischen Herkunft des Namens Ruß zurückweisen (Russy i Rugi. In: VIst. 1971, 9, 43—52). Er führt aus, daß einige von russischen Gewährsleuten ableitbare westliche Quellen — unter ihnen die Raffelstettener Zollurkunde — die Russen als Rugi und die Bewohner Rügens als Rutheni bezeichnen. Nach seiner Interpretation entstand diese Vermischung im normannischen Milieu der altrussischen Hauptstadt Kiev. Von dort habe sie auch die immer wieder zitierte Nestorchronik übernommen, in der von einer nördlichen und südlichen Ruß gesprochen wird, wobei mit ersterer Rügen gemeint sei und nur dem zweiten Begriff Ursprünglichkeit zukomme. Die Beweisführung läßt durchaus Fragen offen, doch ist hier nicht der Ort, darauf näher einzugehen.

N. A.

V. K. Trummal, *Die archäologischen Ausgrabungen in Dorpat und der Feldzug des Fürsten Jaroslav im Jahre 1030* (Archeologičeskie raskopki v Tartu i pohod knjazja Jaroslava v 1030 g. In: SovArch. 1971, 2, 265—271). — Der russischen Nestorchronik ist zu entnehmen, daß der Kiever Großfürst Jaroslav 1030 die Esten bezwang und in ihrem Gebiet ein *grad* Juřev errichtete. Da Juřev der russische Name für Dorpat war, hatte man Jaroslav im Hinblick auf diese Nachricht mitunter als Gründer der Stadt bezeichnet. Aufgrund der Auswertung neuerer Grabungen bestätigt T. jedoch, daß der altrussische Chronist mit dem *grad* Juřev nur eine Befestigung auf dem Dorpater Domberge gemeint hatte. Die wenigen Jahrzehnte russischen Lebens auf dieser schon 1061 zerstörten Burg sind jetzt durch eine reiche gegenständliche Hinterlassenschaft dokumentiert, die speziell im Novgoroder Fundmaterial Parallelen besitzt. Was die Entstehung der Stadt selbst betrifft, verneint T. einen Zusammenhang mit der fürstlichen Burg, weil auf dem städtischen Gebiet schon vor der Ankunft Jaroslavs eine estnische Siedlung bestand, in der Handwerk und Handel konzentriert waren. Andererseits vermutet die Verf., daß das schriftlich erst seit dem 15. Jh. bezeugte „russische Ende“ von Dorpat schon im 11. Jh. als Siedlung existierte, doch vermag das dazu beigebrachte Belegmaterial nicht zu überzeugen.

N. A.

Erich Koch, *Das Neueste über Atlantis* (MOV-Nachrichten, Nachrichtenblatt der Marine-Offizier-Vereinigung 46. Jahrg. Bonn, Bad Godesberg 1971, 145—146). — An dieser entlegenen Stelle finden wir eine Zusammenstellung des letzten Standes der Atlantisforschung mit Literaturangaben. Nachdem die Atlantissuche auf Santorin 1968 abgebrochen ist, weil die griechische Regierung weitere Vermessungsarbeiten fremder Großmächte in diesem für sie strategisch wichtigen Gebiet verbot, sollen im Dez. 1970 französische Archäologen auf Cypern ein bronzezeitliches Arsenal der „Seevölker“ gefunden haben. Diese neuen Fundstücke sollen angeblich die Theorie von Spanuth über die Herkunft dieser Völker aus den Nord- und Ostseeküstengebieten bestätigen. P. H.

## ZUR GESCHICHTE DER EINZELNEN HANSESTÄDTE UND DER NIEDERDEUTSCHEN LANDSCHAFTEN

(Bearbeitet von *Herbert Schwarzwälder* und *Hugo Weczerka*)

RHEINLAND-WESTFALEN. *Quellen zur Geschichte des klevischen Rheinzollwesens vom 11. bis 18. Jahrhundert*, hrsg. von Marie Scholz-Babisch (Deutsche Zolltarife des Mittelalters und der Neuzeit Teil III u. IV. Deutsche Handelsakten des Mittelalters und der Neuzeit Bd. XII u. XIII, Wiesbaden 1971, Steiner, L u. 1136 S.). — (Im Titel werden 4 Karten angekündigt, bei dem der Redaktion vorgelegten Exemplar befand sich jedoch nur eine Faltkarte). Ein Vorbericht zu dieser Edition wurde hier bereits angezeigt (vgl. HGbl. 88, 1970, 285). Dieses umfangreiche, eine große Arbeitsleistung umschließende Editionswerk bedeutet einen Schritt voran in der Erschließung der Quellen zur deutschen Wirtschaftsgeschichte im Spätmittelalter und in der frühen Neuzeit. Die eigentliche Edition umfaßt 1036 Seiten. Nur die ersten 30 Seiten enthalten einige bereits gedruckte Urkunden vor 1300. Danach findet sich weit überwiegend ungedrucktes Material. Etwa 220 Seiten sind dem 14. und dem 15. Jahrhundert, weitere 200 Seiten dem 16. Jahrhundert gewidmet. Das heißt, das quantitative Schwergewicht mit über der Hälfte des Materials liegt in der Zeit nach dem 30jährigen Krieg bis zu den Napoleonischen Kriegen. Wortgetreue Abdrucke und regestenartige Analysen sind gemischt. Das Schwergewicht verschiebt sich im Laufe der Zeit naturgemäß zu den Regesten. Das Material ist durchaus nicht auf Zolltarife beschränkt, noch weniger als in den früheren Bänden der Reihe, sondern erstreckt sich auf alles, was sich auf das Stichwort Zölle bezieht. So dankbar man natürlich für diese runde Information ist, Bedürfnisse und Maßstäbe einer quellenkundlichen Systematik werden vielleicht etwas zu sehr vernachlässigt. Dieses gilt besonders für die Erfassung von Zollrechnungen und -registern, die ja eine von den Tarifen scharf abgegrenzte Quellengattung bilden, hier aber schon deswegen teilweise erfaßt wurden, weil sie manchmal Auskünfte über die Geltung von Tarifen geben. Da solche Register aus verschiedenen Gründen nur teilweise erfaßt werden konnten, sind sie für die Handelsgeschichte aus dieser Edition heraus nur begrenzt verwertbar. Hieran knüpft sich für den Rezensenten eine zweite kritische Bemerkung. Die räumliche Auswahl erfolgt streng nach dem Prinzip: alles, was sich irgendwie auf das Terri-

torialfürstentum Kleve bezieht, wird herangezogen. Dieses Prinzip ist wenigstens von einem Gesichtspunkt aus sehr sinnvoll: es erlaubt einen guten Einblick in die Entwicklung territorialfürstlicher Finanzen. Für die Handelsgeschichte ist es dann unbrauchbar, wenn es sich auf Zölle bezieht, die nur vorübergehend im Pfandbesitz von Kleve waren, wie z. B. Lobith und Kaiserswerth. Von diesen beiden Zöllen werden Register von 1408, bzw. 1399 bis 1401 veröffentlicht, die gewissermaßen aus umfangreicherem Material herausgerissen wurden, das von den Zöllen erhalten ist. Man fragt sich, ob nicht auf das Ganze gesehen, eine strenge geographische Auswahl gegenüber der territorialgeschichtlich bestimmten vorzuziehen wäre. — Diese kritischen Bemerkungen haben nur ein geringes Gewicht gegenüber den fruchtbaren neuen Eindrücken, die der Benutzer schon beim ersten Durchblättern aus dem Editionswerk erhält. Hier sei nur auf zwei Aspekte hingewiesen. 1. Neue Zeugnisse über Fernhandelsverbindungen des Niederrheingebietes. Zum Beispiel wird Hamburger Bier im Zollregister von Lobith 1408 genannt. Der vor allem im 15. Jahrhundert vom Oberrhein her nachweisbare Schiffsverkehr kann als Zeugnis der Durchlässigkeit des Kölner Stapels gelten. In diesen Zusammenhang gehören auch die merkwürdigen Zolltariffbücher, die sich seit dem 15. Jahrhundert im Besitze niederländischer Schifferfamilien befanden und die über die Zolltarife bis weit den Mittelrhein hinauf Auskunft geben. 2. Zeugnisse über Handelsumfang und Konjunkturen. Der wohl bedeutendste Zoll des Gebietes, der von Lobith, brachte 1408 im Jahr rund 7500 Goldschilde Zollertrag. Im Hamburger Pfundzoll wurde 10 Jahre später nur ein Fünfzigstel davon eingenommen. Die Bedeutung des niederrheinischen Warenverkehrs bleibt auch dann außerordentlich, wenn man berücksichtigt, daß in Hamburg 1418 vielleicht mehr Waren vom Zoll befreit waren als in Lobith 1408. Die Zolleinnahmereihen von Huissen 1419 bis 1549 und von Orsey 1428 bis 1500 lassen erkennen, wie gedrückt die Konjunktur im Niederrheingebiet im ausgehenden Mittelalter war. Darin liegt eine Bestätigung dessen, was kürzlich aus dem Kölner Material von W. Schönfelder dargelegt worden ist. Viel mehr noch und Genaueres läßt sich aus den hier edierten Quellen herausholen, wenn man sich in die komplizierten Berechnungsformen des Zolls, der Besitzverhältnisse usw. eingearbeitet hat. Man wird dann etwas erfahren über die Veränderung der Warenezusammensetzung des Handels, die Bedeutung der Zolleinnahmen im Klever Staatshaushalt, die Rolle der verschiedenen Schiffergemeinden des Niederrheingebietes usw.

R. S.

*Köln, das Reich und Europa. Abhandlungen über weiträumige Verflechtungen der Stadt Köln in Politik, Recht und Wirtschaft im Mittelalter* (Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln, hrsg. von Hugo Stehkämper, Heft 60, Köln 1971, Paul Neubner, XLII u. 598 S.). — Aus diesem Sammelband, der anlässlich der Einweihung des neuen Archivgebäudes in Köln erschienen ist, betreffen alle der 13 inhaltsreichen Aufsätze die Hansegeschichte, da Köln eine besonders markante Hansestadt war. Der Herausgeber beabsichtigte durch den Sammelband die „leicht angestaubte Kölner Stadtgeschichtsforschung stellenweise aufzufrischen“ (S. X) und wir glauben, daß ihm dieses im vollen Maße gelungen ist. Darüber hinaus wird die allgemeine Stadtgeschichte, zum Beispiel aus den Beiträgen über die Kölner Conjuratio von 1112 (J. Deeters) und über die Verbreitung des Kölner Stadtrechtes (G. Wegener) sowie die euro-

päische Handelsgeschichte aus den Beiträgen über Köln, die Frankfurter Messen und die Handelsbeziehungen mit Oberdeutschland im 15. Jahrhundert (F. Irsigler), Köln und England (1468 bis 1509) (H. Buszello), Köln und Antwerpen um 1500 (H. Pohl) und Kölner Kaufleute im Handel mit dem Ostseeraum am Ende des 15. und des 16. Jahrhunderts (S. Gramulla), die sich vornehmlich der Auswertung der unerschöpflichen Quellenedition des B. Kuske widmen, Gewinn ziehen. Der Herausgeber hat ein gewisses „Auseinandergehen“ der Beiträge — wie es wohl bei einem derartigen Sammelband gar nicht zu vermeiden ist — in Kauf genommen. E. Ennen vertritt in dem einleitenden Aufsatz: „Europäische Züge der mittelalterlichen Kölner Stadtgeschichte“ den lokalpatriotischen Standpunkt: „Ob Erzbischof, ob Bürger — letzten Endes ruht Kölns Glanz und Größe auf der menschlichen Leistung“ (S. 47). H. Jakobs beginnt demgegenüber den nächstfolgenden Aufsatz: „Verfassungstopographische Studien zur Kölner Stadtgeschichte des 10. bis 12. Jahrhunderts“ mit Betrachtungen über „Spielarten des topischen Lobes auf unsere Stadt“ (S. 51). Etwas schwerer wiegt eine gewisse Meinungsverschiedenheit in den handelsgeschichtlichen Beiträgen über die Frage der Konjunktur. Die kürzlich von W. Schönfelder vorgeführten statistischen Belege des Niedergangs im 15. Jahrhundert (siehe unten) werden nur von H. Buszello ernst genommen. (S. 440) Irsigler schließt seinen Aufsatz demgegenüber: „Am Ausgang des Mittelalters steht der Kölner Handel in voller Kraft und Leistungsfähigkeit da“ (S. 429) und erinnert dadurch gewissermaßen an den oben zitierten Satz von E. Ennen. Es fragt sich aber, ob ein Eindruck, der sich auf die Nachrichten von einzelnen Handelsgeschäften stützt, das Zeugnis statistischer Reihen entkräften kann. — Von einem besonderen methodischen Interesse ist der abschließende Aufsatz von S. Gramulla, der die Auskünfte über Handelsgeschäfte zu der Untersuchung einzelner Kaufleute-Persönlichkeiten in prosopographischer Weise zusammenfaßt. Diese Methode führt auch zu ersten dringend erwünschten Aussagen über die innere unternehmerische und soziale Struktur Kölns. Eine Kaufleutegruppe beschäftigte sich sowohl mit dem Ostsee-England- als auch Niederlande-Handel. Sie hatte offenbar keine Verbindung mit einer anderen Kaufleutegruppe des süd- und südwesteuropäischen Handels (S. 598).

R.S.

Wilhelm Schönfelder, *Die wirtschaftliche Entwicklung Kölns von 1370 bis 1513, dargestellt mit linearen Trendfunktionen samt Analyse ihrer Bestimmungsfaktoren* (Neue Wirtschaftsgeschichte Band I, Köln-Wien 1970, Böhlau, VI u. 170 S.). — Der Verfasser versucht nach systematischen Kategorien und mit Methoden der modernen Wirtschaftswissenschaft die wirtschaftliche Entwicklung Kölns im Spätmittelalter zu berechnen. Dementsprechend ist das Buch in fünf Teile gegliedert: die Aufbringung, die Verwendung, die Verteilung des Sozialproduktes, die Aggregation der untersuchten Einzelreihen zu Trendfunktionen, die Analyse der aufgezeigten Entwicklung. Wo immer nur eine Kurve aus den verhältnismäßig reichen Kölner Steuer- und Zollquellen zu gewinnen war, wurde diese hergestellt. Die Unterlagen für die Beantwortung der sich aus einem theoretischen Schema entwickelnden Fragen sind trotzdem nur bruchstückhaft, so daß die Analyse schließlich recht allgemein und hypothetisch bleiben muß. Das Sozialprodukt nimmt ab, weil die Bevölkerung und die

Erwerbsquote, besonders wegen der Zunahme der „asozialen Armut“ sinken. Vereinzelte Zeugnisse erlauben die Vermutung, daß der „Kapitaleinsatz“ parallel zu der Zahl der Beschäftigten sinkt und daß auch von der technischen Entwicklung kein Ausgleich kam. Dieses Bild einer allseitigen Systemschrumpfung ist nicht unwahrscheinlich, obwohl man glücklicher wäre, wenn es sich reicher belegen ließe. R. S.

*Patrizischer Haus- und Rentenbesitz im mittelalterlichen Köln* wird von Hans J. Domsta exemplarisch an der Familie von Troyen dargestellt (JbKölnGV 43, 1971, 192—264). Als Quellen lagen Rechnungsbücher der Jahre zwischen 1396 und 1399 zugrunde, die in ihren wesentlichen Teilen abgedruckt werden. Der Familie gehörten (bzw. sie nutzte) 127 Objekte in und bei Köln. Sie zog aus ihnen durchweg Mietzins oder Erbrenten, ganz zu schweigen von den Erträgen aus anderen Kapitalien. Aus den Rechnungen läßt sich vieles über den Lebenszuschnitt der Familie ablesen; manches wurde aus anderen Quellen über die Familie ergänzt. Fundament des Reichtums war tatsächlich Haus- und Grundbesitz, nicht aber kaufmännische Betätigung. H. Schw.

Hartmut Harthausen erfaßt und untersucht die Arbeiten, die *Der Kölner Buchdrucker Heinrich von Neuß* hinterlassen hat (AnnNdrh. 171, 1969, 81—174). Heinrich wird 1501 zuerst genannt, Druckertätigkeit ist jedoch erst seit 1508 nachweisbar. Über seine persönlichen Verhältnisse ist nichts bekannt. Sein Repertoire an Druckwerken war recht groß: Es reichte vom Einblattdruck mit einem Urkundentext bis zu wissenschaftlichen Büchern verschiedener Disziplinen. Die Masse der Drucke besteht aus Heften von wenigen Seiten, darunter waren viele volkstümliche Veröff. in deutscher Sprache. Seit 1517 lag das Schwergewicht auf dem Druck von Werken der Humanisten. Die Druckstöcke für die Illustrationen wurden oftmals von anderen Druckern übernommen. — Die Bibliographie enthält 94 Nummern, bei denen der Drucker z. T. aus den Typen erschlossen werden mußte. Von 13 Nummern war kein Exemplar mehr auffindbar. Die Arbeiten entstanden zwischen 1508 und 1525. H. Schw.

R. Dufraisse, *Les organisations professionnelles de la batellerie à Cologne: des tribus de l'Ancien Régime à la guilde napoléonienne. Etudes d'institutions* (Actes du 92e Congrès National des Sociétés Savantes 1967. Section d'histoire moderne et contemporaine, tome II, 1970, 179—216). — Nachdem der Verfasser in großen Zügen die Organisation und die Probleme, die sich der rheinischen Flußschiffahrt im 18. Jahrhundert boten, entfaltet hat, studiert er die Konflikte unter den beteiligten Gruppen während der französischen Besetzung. In Köln verteidigte die Handelskammer die örtliche Flußschiffahrt. Die offiziell proklamierte Gewerbefreiheit stieß mit den korporativen Widerständen zusammen. Eine holländische Firma konzentrierte auf sich die Talfahrt mit 12 großen Schiffen seit 1799, mußte aber 1802 die Wiederherstellung korporativer Schiffahrt auf der Linie Köln—Amsterdam zulassen. Die Schiffer und die Befrachter forderten eine Organisation, die ihnen durch die Konvention von 1804 und die Verordnungen von 1807 gewährt wurde. Die Schiffergesellschaften in Köln und Mainz ließen nur Schiffer zu, die eine Kautions von 1000 Francs

einzahlten. In der Gesellschaft von Köln stammten nur 39 % aus der Stadt. Die Holländer dominierten auf dem Niederrhein. Neben diesen Gesellschaftsmitgliedern (154 in Köln und 174 in Mainz) besaßen 310 andere Unternehmer im Jahre 1813 eine Fahrterlaubnis. 629 Schiffer der Nebenflüsse durften auf dem Rhein die kleine Schifffahrt ausüben. Ihre Gewerbefreiheit rief eine hinderliche Konkurrenz für die Mitglieder der Gesellschaften hervor, obwohl diesen das Privileg der großen Schifffahrt vorbehalten war.

P. J.

Von bevölkerungsgeschichtlichem Gewicht ist der Aufsatz von Kurt Hofius über *Die Pest am Niederrhein, insbesondere in Duisburg* (DuisbF 15, 1971, 173—221). Die Überlieferung beginnt mit unsicheren chronikalischen Nachrichten; über die Pest 1348/50 schweigen die Quellen in Duisburg (die indirekten Schlüsse des Verf. führen nicht zu eindeutigen Erkenntnissen). Auch in den folgenden Jahrzehnten ist die Überlieferung dürftig; wenn hier und da einmal von Pestilenz die Rede ist, so muß damit nicht unbedingt die Pest gemeint sein. Für das 16./17. Jh. gibt es zwar manche Einzelquellen, ein statistisch untermauertes Gesamtbild, wie Woehlkens es für Uelzen geliefert hat, war für Duisburg nicht möglich. Ansätze zu einer solchen Untersuchung finden sich bei der Darstellung der Pest in Wanheim (S. 204ff.). Pestordnungen, Pestbehandlung usw. bieten keine neuen Erkenntnisse.

H. Schw.

*Mittelalterliche Steinhäuser in der Stadt Dortmund* gibt es nicht mehr. Karl E. Mummendorf gibt einen Überblick über ihre Entwicklung nach Bildern, vor allem Fotos (BeitrDortm. 67, 1971, 267—383). Zu den historisch bedeutenden Bauresten gehörten die des „Kaisersaals“ (Wickedehof) und des alten Rathauses. Doch schon im 19. Jh. war kaum noch ein mittelalterliches Haus in ursprünglicher Form erhalten. Ausstrahlungskraft hat der Dortmunder Profanbau nach Auffassung des Verf. kaum gehabt.

H. Schw.

Gustav Luntowski schrieb einen Aufsatz *Zur Geschichte des Stadtarchivs Dortmund* (BeitrDortm. 67, 1971, 53—72). Er gibt Auskunft über die mittelalterlichen Ursprünge (Ratsarchiv). Ein erster Höhepunkt archivalischer Sorgfalt lag offenbar um 1350; im einzelnen ist aber doch über die mittelalterliche Geschichte des (Urkunden-)Archivs wenig bekannt. 1546 erhielt das Rathaus einen Archivraum, der bis 1873 benutzt wurde. Ein Bericht über den Zustand 1803 ist vom Verf. als Beilage abgedruckt. Gesondert davon wurde eine Registratur mit Amtsbüchern und Behördenakten unterhalten. Eine Vereinigung beider Institutionen erfolgte erst 1894. Die Archivgeschichte des 19. Jh. ist recht gut überliefert; doch blieben die Verhältnisse beklagenswert, bis dann seit der Übernahme des Archivs durch Karl Rübel — zunächst bis 1899 ehrenamtlich, dann hauptamtlich — ein Wandel eintrat. Einen Einschnitt brachte der 2. Weltkrieg durch den Verlust von 70 % der ausgelagerten Bestände.

H. Schw.

Eine umfangreiche Arbeit von Heinrich Schoppmeyer beschäftigt sich mit *Paderborn als Hansestadt* (WestfZs. 120, 1970, 313—376). Die Quellen sind äußerst dürftig; die mittelalterliche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der Stadt ist bisher kaum untersucht worden. Den zweiten Mangel versucht der

Verf. zunächst durch eine weit ausholende Betrachtung zu beheben. Es zeigt sich aber auch dabei sehr deutlich, wie wenig über die Handelsbedeutung Paderborns und über Paderborner Kaufleute im 13./14. Jh. tatsächlich auszumachen ist. So ist es fraglich, welche der vom Verf. ermittelten Angehörigen der Oberschicht Fernkaufleute waren. Der Nachweis einer Kaufmannsgilde wird auf Umwegen versucht; vor allem werden allzu schnell aus Analogien Schlüsse abgeleitet. Auch das 1327 für Paderborn zugestandene „ius quod hanse dicitur“ sagt für sich gar nichts über eine Gilde aus. Es handelt sich doch wohl — wie in anderen Städten — um den Verzicht des Stadtherrn auf eine Abgabe der Handel treibenden Bevölkerung. Richtig ist nun aber die bedeutende Stellung Paderborns im Getreidehandel des 14./15. Jh. gesehen; auch fanden sich gültige Zeugnisse für Beziehungen zum hansischen Bereich der Ostsee, nach Bremen und in die Niederlande. Sie werden mit großer Akribie zusammengetragen. Die Teilnahme Paderborns an Entscheidungen des hansischen Bundes wird schon am Ende des 13. Jh. sichtbar, doch kann man erst seit 1430 von engeren Kontakten sprechen. Hier werden nun die wenigen Zeugnisse in aller Breite interpretiert, obgleich die Erwähnung der Stadt in den Quellen oft kein großes Gewicht hatte und manchmal doch recht zufällig war. Paderborn besandte acht Hansetage in etwa 200 Jahren und stand dort immer im Schatten der großen Städte, vor allem von Köln. Die meisten Erörterungen in diesem Zusammenhang betreffen nicht eigentlich Paderborn und nicht einmal die Hanse, sondern westfälische Städte allgemein. Der rote Faden des Themas geht in der vielfältigen Stofffülle stellenweise verloren. Über die immer unbedeutenden Beziehungen Paderborns zur Hanse hätte sich auch auf wenigen Seiten übersichtlich und kritisch berichten lassen.

H. Schw.

Karl-Heinz Kirchhoff gibt in seinem Aufsatz über *Die Anfänge des Fraterhauses zu Münster 1400—1409 eine Analyse und Korrektur der Gründungslegende* (WestfZs. 121, 1971, 9—36). Es handelt sich um die Niederlassung der Brüder vom gemeinsamen Leben, die angeblich 1400 vom münsterschen Domvikar Heinrich von Ahaus gegründet wurde. Der Verf. weist darauf hin, daß es in Münster bereits 1400 einen Devotenkreis gab, der dann ein Jahr später die Regeln der Deventer Fraterherren übernahm. Vermittler dieses Vorgangs war Heinrich von Ahaus. Der Verf. breitet die gesamte Überlieferung über die ersten Jahre des Fraterhauses aus; sie bezieht sich vor allem auf die personelle Zusammensetzung der Gemeinschaft und auf das Gebäude am Honekamp, in dem sie untergebracht war. Es folgt dann eine Untersuchung der „Gründungslegende“, die sich seit dem 17. Jh. in mehreren Varianten entwickelte. Eigentlich handelt es sich nur um Irrtümer, die sich auf das Jahr der Gründung und auf die Rolle Heinrichs von Ahaus in den Anfangsjahren beziehen.

H. Schw.

Eine breit angelegte Darstellung mit dem Thema *Minden und die Hanse* schrieb Leopold Kulke (Mitt. des Mindener Gesch.- und Heimatvereins 42, 1970, 7—54). Die ersten 11 Seiten bringen eine „Hansische Umschau“, womit ein Überblick über die allgemeine Hansegeschichte gemeint ist. Es folgt dann eine Übersicht über die „Entwicklung von Handel und Gewerbe im mittelalterlichen Minden“. Im großen und ganzen werden hier Erkenntnisse und Theorien (etwa

die „Wiktheorie“) auf Minden übertragen, ohne daß die lokale Überlieferung selbst ein solches Verfahren in allen Einzelheiten rechtfertigen könnte. Erst im 13. Jh. fließen die Quellen reichlicher, doch wird bei der Auswertung manches als sicher hingestellt, was man allenfalls vermuten kann. So wird mit den Begriffen „Kaufmannssiedlung“, „kaufmännisches Patriziat“ und „Gilden“ gearbeitet, ohne daß für Minden ein Nachweis geführt würde; es genügt nicht, wenn Planitz zitiert wird. Im Abschnitt „Stellung der Stadt Minden in der Hanse“ wird mit Recht festgestellt, daß die ältere Geschichtsschreibung dieser Frage kaum Beachtung geschenkt habe. Der Verf. versucht die Lücke zunächst mit einer Darstellung von Landfriedensbündnissen mit Beteiligung von Minden zu füllen. Nur hat auch das nichts mit Hanse-Beziehungen zu tun. Statt nun mit einem allgemeinen Überblick über Mindens Beziehungen zur Hanse fortzufahren, werden zwei Vorkommnisse dargestellt, die die Hanse veranlaßten, in Angelegenheiten Mindens einzugreifen: die Mindener Schicht von 1405—1407 und der Schiffahrtsstreit mit Bremen seit 1498. Auch bei diesen Ereignissen spielte die Intervention der Hanse nur eine geringe Rolle. In der hansischen Überlieferung wird Minden hin und wieder neben anderen Städten erwähnt; die Hansetage wurden selten beschickt. Lange Zeit bestanden die Hansebeziehungen nur in Vorwürfen wegen Abwesenheit von Tagfahrten. — Was in diesem Aufsatz zum Thema gesagt wird, hätte sich auf zwei Seiten darstellen lassen. Zum Abschluß gibt der Verf. eine Übersicht über die Verbreitung des Personennamens von Minden im hansischen Raum. Dabei beschränkt er sich weitgehend auf die Sichtung von Urkundenbüchern, während hier die Bürgerbücher die Hauptquelle gewesen wären. Die beigegefügte Bilder illustrieren die allgemeine Hansegeschichte, haben jedoch mit dem eigentlichen Thema nichts zu tun.

H. Schw.

NIEDERSACHSEN/FRIESLAND. Von Friedrich Busch bearbeitet, erschien nunmehr die *Bibliographie der Niedersächsischen Geschichte für die Jahre 1958 bis 1960* (Veröff. der Histor. Kommission f. Niedersachsen XVI, 3; H. 3/5. Hildesheim 1971, August Lax, VIII und 323 S.). Gegen Wert und Nutzen dieser Veröffentlichung gibt es keine Einwände, doch bleibt das Gesamtwerk immer noch fragmentarisch und unübersichtlich. Bisher sind folgende Zeitabschnitte in Einzelheften erfaßt: 1908—1932, 1956/57 und jetzt 1958—1960 (mit Register für die Jahre 1956—1960). Es fehlen der Zwischenraum 1933—1955 und die Zeit seit 1961. Das Geleitwort der soeben erschienenen Lieferung nährt die Hoffnung, daß die Lücken in absehbarer Zeit geschlossen werden.

H. Schw.

*Die territoriale Entwicklung der Grafschaft Bentheim bis zum Ende des Mittelalters* wurde von Peter Veddeler dargestellt (Studien u. Vorarb. zum Hist. Atlas Nieders. 25. H. Göttingen 1970, Vandenhoeck & Ruprecht, 111 S., 5 Stammtafeln, 13 Ktn.). Dabei wird deutlich, wie sich aus Rechten der Grafen von Holland in Konkurrenz zum Bistum Utrecht am Ende des 12. Jhs. ein geschlossenes Territorium bildete, dessen Interessen vor allem auf den niederländischen Raum gerichtet waren. Die Grafschaft war arm an Städten: Schüttoorf erhielt am Ende des 13. Jhs. Stadtrechte, blieb aber auf eine regionale Bedeutung beschränkt. Neuenhaus entstand als Burgflecken, erhielt 1369 Stadt-

recht, war jedoch unbedeutend. Nordhorn wurde 1379 Stadt; der wirtschaftliche Aufschwung kam erst später mit der Textilindustrie. Der Höhepunkt der Grafschaft lag im 16. Jh., dann wurde sie Spielball der größeren Mächte. — Die Kartenbeilagen sind von hervorragender Qualität. *H. Schw.*

*Justus Möser's Sämtliche Werke* wurden, von der Akademie der Wissenschaften in Göttingen herausgegeben, um den nun erschienenen 13. Bd. ergänzt. Er enthält in Bearbeitung von Paul Göttsching den 2. und 3. Teil der Osnabrückischen Geschichte (Oldenburg i. O. / Hamburg 1971, Gerhard Stalling, 357 S., 1 Textprobe). Der Stoff des 2. Teiles umfaßt die Bischofsgeschichte von 918 bis 1191, eine Verfassungsgeschichte des Bistums in dieser Zeit (darin auch ein paar überholte Bemerkungen über „Festung und Stadt Osnabrück“ und ein ausführlicher Abschnitt über den Heerbann). Der 3. Teil führt die Bischofsgeschichte bis 1250 fort, wobei die Kirchen- und Rechtsverhältnisse stark berücksichtigt werden. Überhaupt liegt Möser's Hauptakzent hier wie auch sonst in seinem historischen Werk auf der Darstellung ständischer Rechte. — Ein gründliches Vorwort des Bearbeiters erschließt die historiographischen Eigenarten. Für den 14. Bd. der „Sämtlichen Werke“ ist die fragmentarische Fortsetzung der Osnabrückischen Geschichte bis ins 18. Jh. zu erwarten. *H. Schw.*

Ohne Verfasserangabe ist unter dem Titel, *S & B, Schulte & Bruns ein alter Name in Bremen* (Schiffahrt International 22. 1971, 116—123), eine Übersicht über diese 1883 in Papenburg gegründete, dann in Emden Fuß fassende Werft und Reedereifirma, erschienen. Ihre vielseitige Betätigung auf Gebieten der Schiffahrt läßt uns die Verflechtung der verschiedenen Berufe und Aufgaben erkennen. *P. H.*

In 2. Aufl. erschien das Werk von Paul Torp: *Die Straßennamen der Stadt Bremerhaven*. Ergänzungen und Verbesserungen gab Herbert Körtge (Bremerhaven 1971, Heimatbund der Männer vom Morgenstern, 146 S., mehrere Abb. und Pläne). Das heutige Bremerhaven wuchs aus mehreren Orten zusammen, von denen einige mittelalterlichen Ursprung haben. Der Kern der Stadt entwickelte sich freilich erst seit der Gründung des Hafens 1827. Das wird durch Pläne illustriert. — Zur allgemeinen Orientierung dienen zunächst Tabellen: Viertel mit bestimmten Namensgruppen, Flurnamen und Ortsbezeichnungen, die Straßennamen ergaben. Die Namen sind alphabetisch geordnet; dabei wurden auch nicht mehr gültige aufgenommen. Genannt werden bei jeder einzelnen Straße: Entstehung, Zeitpunkt der Benennung, Erklärung des Namens. Der kultur- und heimatgeschichtliche Wert einer solchen Arbeit liegt auf der Hand. *H. Schw.*

*Die Niederlande und der Unterweserraum* werden von Burchard Scheper in Beziehung gesetzt (Nachbarn Nr. 14, hrsg. von der Kulturabteilung der Kgl. Niederl. Botschaft Bonn, o. J. (1972), 40 S., 6 Abb.). Es wird ein weiter Bogen gespannt, der von der Vorgeschichte in die Gegenwart reicht, obgleich man strenggenommen erst seit dem 16./17. Jh. von den Niederlanden sprechen kann. Zunächst ist vor allem von archäologisch bezeugten Handelsbeziehungen die Rede; sie lagen im Rahmen einer bis ins 8. Jh. hinein blühenden Küsten-

schiffahrt nahe. Es ist bekannt, daß dabei die „Friesen“ eine große Rolle spielten. Seit dem 9. Jh. kommt diese Verbindung weitgehend zum Erliegen. — Im Landausbau seit dem 12. Jh. spielten die Holländer dann aber eine bedeutende Rolle, an der freilich unklar bleibt, wie stark die Einwanderung von Holländern im Unterweserraum tatsächlich war und wie lange sie andauerte. Das 16. Jh. brachte niederländische Flüchtlinge an die Unterweser, darunter manche Theologen; andererseits gab es einige Geusenkapitäne aus dem Lande Wursten, etwa Hans Abels. Seit dem 17. Jh. flossen dann Produkte niederländischen Gewerbefleißes nach Norddeutschland und damit auch in den Unterweserraum. Die niederländische Mode gab für die Tracht der bäuerlichen Oberschicht an der Weser vielfältige Anregung. Andererseits war Holland für manchen tüchtigen Norddeutschen eine Stätte des Erfolgs (so für den Zinngießer Menso Hoyer aus Dorum im 17./18. Jh.). Ein eigenes Kapitel ist den „Hollandgängern“ dieser Zeit gewidmet; es handelte sich dabei um Saisonarbeiter, die aus den Dörfern an der Unterweser jährlich für einige Monate nach Holland gingen, um in Landwirtschaft, Schiffahrt und Handwerk zu arbeiten. Ein weiterer Abschnitt ist der Tätigkeit des Niederländers van Ronzelen bei der Gründung von Bremerhaven gewidmet.

H. Schw.

Bernhard Wirtgen weist nach: *Henne und Sommer bauten auch das St.-Johannis-Kloster in Stade* (Mitt. des Stader Gesch.- und Heimatvereins 44, 1969, 40—42). Es handelt sich um den Wiederaufbau des 1659 schwer beschädigten Franziskanerklosters, das seit 1563 als Armenhaus gedient hatte. Der Neubau entstand 1672/73 unter Leitung des Ratszimmermeisters Andreas Henne und des Ratsmaurermeisters Daniel Sommer. Darüber haben sich im Stadtarchiv Stade Rechnungen erhalten. Seit 1673 beherbergte das Kloster bis zu 50 Stadarme.

H. Schw.

Bernhard Wirtgen bietet *Ergänzungen zur Stader Stadtgeschichte* (Mitt. des Stader Gesch.- u. Heimatvereins 46, 1971, 2—5). Es handelt sich um einige Punkte, die nur geringes historisches Gewicht haben und deren Reiz eher im Detail liegt. Verf. meint, daß der Meister des Rathausportals in Stade, Wilhelm Bockeloh aus Bremen, für die Dreiecksanordnung der Figuren über dem Tor durch das Schloß in Amsterdam angeregt worden sei. Nachweise waren nicht zu erbringen. — Der zweite Beitrag macht eine Gouache-Malerei von Justus Juel im Armee-Museum zu Stockholm bekannt. Das Bild entstand 1705 und stellt Stade von Osten her dar. Das Detail ist recht zuverlässig. — Weiterhin wird auf einen Stadtplan hingewiesen, der von dem Italiener Verri am Ende des 17. Jh. gestochen wurde und auf eine schwedische Vorlage von 1668 zurückgeht. Er bietet keine neuen Erkenntnisse. Die Aufnahme der Hauptstadt der Herzogtümer Bremen und Verden in ein venetianisches Kartenwerk überrascht nicht.

H. Schw.

Bernhard Wirtgen bringt *Ergänzungen Zur Baugeschichte des Schwedenspeichers in Stade* (Mitt. des Stader Gesch.- und Heimatvereins 45, 1970, 2—7). Das Gebäude, das sich im Typ den mittelalterlichen Kornhäusern anpaßt, wurde 1703—1705 auf drei wüstgewordenen Hausplätzen errichtet, möglicherweise nach einem Entwurf des in Hamburger Diensten stehenden Festungs-

ingenieurs Leonhard Christian von Engell. Verf. gibt Auskunft über die Finanzierung der durch Pfahlgründung kostspieligen Arbeiten. Ein „Inventarium“ gibt genaue Auskunft über das verbaute Material; auch ist dem Aufsatz eine in Stockholm verwahrte Bauzeichnung beigegeben. Das Gebäude ist kein großes Kunstwerk, wohl aber eine bedeutende handwerkliche Leistung. Ebenfalls über *Das schwedische Provianthaus in Stade* schrieb Hans-Otto Schlichtmann (Daselbst 45, 1970, 26—34). Verf. untersucht nach alten Stadtplänen die Grundstücksverhältnisse im Bereich des späteren Provianthauses und schildert dann die Baumaßnahmen. Es haben sich drei Entwürfe erhalten, deren Eigenart der Verf. im einzelnen darstellt. Es wird dann beschrieben, worin die Ausführung vom verbindlichen Plan abwich und welche Veränderungen bis heute vorgenommen wurden. Das Gebäude wurde eigentlich nur von 1705 bis 1712 als Provianthaus genutzt, diente dann als Lazarett, Materiallager für Kriegsgeschütz sowie als Lager für Privatfirmen. Heute steht das Haus leer und ist in seiner Bausubstanz stark gefährdet. H. Schw.

Mit der umfangreichen Arbeit über *Die Grafen von Wöltingerode-Wohldenberg* lieferte Wolfgang Petke ein Kapitel über *Adelsherrschaft, Königtum und Landesherrschaft am Nordwestharz im 12. und 13. Jahrhundert* (Veröff. d. Inst. f. Hist. Landesforsch. der Univers. Göttingen Bd. 4. Hildesheim 1971, August Lax, 681 S., 5 Ktn. und 2 genealog. Tfn.). Der erste Teil ist der komplizierten Genealogie durch acht Generationen vom Anfang des 12. bis zum Ende des 14. Jh. gewidmet. Im zweiten Teil werden die vielfältigen Rechte erfaßt, die sich im nordwestlichen Harzvorland zu einer Landesherrschaft verdichteten. Die Beziehung zu Städten war — abgesehen von Vogteien in Goslar — gering. Zu eigenständiger politischer Machtentfaltung gelangten die Grafen nicht, sie wurden durch größere Landesherren — das Bistum Hildesheim und das Hzgt. Braunschweig—Lüneburg — eingeengt und schließlich zerrieben. Der Wert der Arbeit besteht darin, daß sie mit großem Fleiß das Material über eine typische mittelalterliche Adelsherrschaft mittleren Ranges zusammenträgt. H. Schw.

*Beziehungen zwischen Braunschweig und den Nordseegebieten im 11. Jahrhundert und die Errichtung der St.-Magni-Kirche* werden von Hans Jürgen Querfurt im Zusammenhang gesehen (BraunschwJb. 52, 1971, 9—18). Der in der Gründungsurkunde der Kapelle von 1031 genannte Magnus episcopus et martyr wurde zuerst im 10. Jh. in Friesland, dann auch in England, Skandinavien und Sachsen verehrt. Der Verf. vermutet, daß das Patrozinium „von der Nordsee her nach Braunschweig übertragen wurde“. Er sieht darin ein Indiz für eine Friesensiedlung in Braunschweig im 11. Jh., doch bleibt diese nach wie vor unsicher. Besser belegt sind die Beziehungen politischer und wirtschaftlicher Art zwischen Braunschweig und dem Nordseebereich. Der Verf. trägt Anhaltspunkte von unterschiedlichem Gewicht zusammen. H. Schw.

Die „Brabandtschen Wirren“ stehen im Mittelpunkt des Buches von Jörg Walter über *Rat und Bürgerhauptleute in Braunschweig 1576—1604* (Braunschw. Werkstücke 45, 1971, 139 S., 4 Abb.). Beide Institutionen standen wegen ihrer unterschiedlichen Interessenlage in scharfem Gegensatz zueinander. Die Bürgerhauptleute können seit 1445 nachgewiesen werden; sie waren das

Ergebnis von Unruhen jener Zeit und repräsentierten die „Gemeinde“, nämlich jene Bürger, die nicht durch die seit langem etablierten Körperschaften (Rat, Gilden, Zünfte) am öffentlichen Leben mitwirkten. Bei den Gemeinden überwogen zahlenmäßig die „unbemittelten Bürger“, doch waren die politischen Gewichte anders verteilt. Der Verf. versucht nun unabhängig von der wissenschaftlichen Kontroverse über „Demokratisierungstendenzen“ des 15. Jh. die rechtliche und tatsächliche Stellung der Bürgerhauptleute im 16. Jh. zu klären. Es zeigt sich, daß diese nicht Führer der Gemeinden, sondern Vermittler zwischen Rat und Gemeinden waren. Sie stellten daher auch kein „demokratisches“ Element dar. Spannungen gab es, weil die Zusammensetzung des Rates nicht mehr den veränderten wirtschaftlichen Verhältnissen entsprach, nachdem die Geschlechter und einige bisher bevorzugte Gilden an Bedeutung verloren hatten, dagegen andere Zünfte aufzusteigen vermochten, ohne im Rat repräsentiert zu sein. Bei den Bürgerhauptleuten formierte sich nun eine Gruppe, die die Zusammensetzung des Rates verändern wollte, bzw. — als Alternative — die Stellung der Bürgerhauptleute gegenüber dem Rat zu stärken gedachte. Ein schwankendes Element zwischen den Fronten waren die Zunft- und Gildemeister; doch im allgemeinen standen diese mit Mehrheit auf der Seite des Rates. Die meisten Bürgerhauptleute gehörten zur Schicht der wirtschaftlich erfolgreichen Familien; Wortführer waren Juristen. Auch Henning Brabandt war Notar und Advokat. Der Verf. zeichnet ein äußerst farbiges Lebensbild von ihm. Brabandt stürzte sich mit großer Leidenschaft in den politischen Kampf, aber er und seine Partei vermochten nur langsam — etwa seit 1600 — bei den breiten Massen Unterstützung zu gewinnen. Doch blieb die Bürgerschaft weiterhin recht labil, auch als sich die Bürgerhauptleute zunehmend als „Führer“ der Gemeinden profilierten und die Mitregierung neben dem Rat beanspruchten. Der Konflikt verschärfte sich, verließ bald das juristische Feld und gewann revolutionären Charakter. Der Neue Rezeß von 1601 gestand Bürgerhauptleuten und Gildemeistern die Stellung als Mitregenten zu, doch war der Streit damit nicht beendet. Erschwert wurde das Problem dadurch, daß sich die Herzöge von Braunschweig-Wolfenbüttel einmischten, sicher in der Hoffnung, auf diese Weise die Stadt in ihre Gewalt zu bringen. Eine Ratsveränderung von 1602 drängte die alten Geschlechter zwar zurück, doch änderte sich die politische Lage nicht grundsätzlich. Nach und nach gerieten die Bürgerhauptleute in den Verdacht, „Herzogsfreunde“ zu sein; sie verloren dadurch viele Anhänger. Auch die Geistlichkeit stellte sich gegen sie. Nun schlug die Ratspartei zu: Die wichtigsten Gegner wurden verhaftet und nach Prozessen hingerichtet. Das Institut der Bürgerhauptleute wurde zwar nicht abgeschafft, blieb aber bedeutungslos. — Der Verf. gibt eine wohlabgewogene Darstellung, die auf zuverlässiger Quellenauswertung beruht und immer das Wichtige im Augen behält.

H. Schw.

Es ist selten, daß Güte der Ausstattung und des Inhalts bei einem Buch gleichermaßen so hohen Rang haben wie beim Werk von Gerd Spies über *Braunschweiger Fayencen* (Braunschweig 1971, Klinkhardt und Biermann, 433 S., 5 farbige und 186 schwarz-weiße Abb., 84 Wiedergaben von Marken). Verf. gibt zunächst einen Überblick über die Entwicklung der beiden Manufakturen: der ursprünglich herzoglichen, aber sehr bald verpachteten Manufaktur, die von 1707 bis 1807 bestand, und der Manufaktur von Chely, die 1745 bis 1757 in

Betrieb war. Die beiden Unternehmen unterschieden sich von den handwerklich betriebenen Töpfereien vor allem durch die größere Zahl der Angestellten und die dadurch ermöglichte Arbeitsteilung. Baulichkeiten und Organisation des Betriebes werden vom Verf. anschaulich dargestellt; auch die Wirtschaftlichkeit wird untersucht. Wirtschaftliche, personelle und Absatzschwierigkeiten brachten 1807 das Ende. — Ein zweiter Abschnitt beschäftigt sich mit der in den Manufakturen hergestellten Ware, wobei die erhalten gebliebenen Stücke die Hauptquelle bilden. Aber auch die schriftliche Überlieferung (etwa Preislisten) wurde herangezogen und z. T. im Anhang abgedruckt. Die ganze Vielseitigkeit der Produktion wird ausgebreitet und dann auch im Abbildungsteil anschaulich vorgestellt. Es sind darunter Werke von hohem Rang; aber auch Gebrauchsware ging aus den beiden Manufakturen hervor. Was man vermissen mag, ist eine geschlossene Darstellung des Vertriebes der Ware und der Ertragslage der beiden Unternehmen. Einzelne wichtige Hinweise finden sich freilich im ersten geschichtlichen Teil des Werkes. Die Verbreitung der Braunschweiger Fayencen beschränkte sich im großen und ganzen auf den norddeutschen Raum.

H. Schw.

Ein *Geschichtlicher Überblick über die Bischofs- und Hansestadt Hildesheim* wurde von Helmut von Jan auf der Jahrestagung des Hansischen Geschichtsvereins am 1. Juni 1971 geboten. Jetzt liegt der ansprechende und zugleich von großer Sachkenntnis zeugende Vortrag gedruckt vor (Alt-Hildesheim 42, 1971, 1—5). Die Darstellung führt von der Siedlung an einem Straßenkreuz über das Bistum Ludwigs des Frommen mit fränkischem Königshof (Hl.-Kreuz-Kirche) zur mittelalterlichen Stadt. Besonderes Interesse wird auf die Anfänge gerichtet: auf die Rundkapelle auf dem Annenfriedhof, auf Bischof Ebo, auf die Legende vom Rosenwunder und auf die Blütezeit unter den Bischöfen Bernward und Godehard. Stadtgeschichte und Stadtverfassung des Mittelalters sowie die Entwicklung der letzten 500 Jahre werden nur kurz skizziert.

H. Schw.

*Lüneburg — eine siedlungsgeographische Untersuchung* nennt sich eine Arbeit von Imme F e r g e r (Forsch. z. deutschen Landeskd. Bd. 173. Bonn/Bad Godesberg, Selbstverlag der Bundesforschungsanstalt f. Landeskd. u. Raumordnung, 216 S., 18 Ktn., 6 Tfn. mit Zeichn., 16 Abb.). Der Verf. erklärt im Vorwort, er wolle im „ersten Hauptteil“ „in umfassender, vielfach begründeter Beschreibung ein Bild der alten Salzstadt entwerfen, wie sie heute vor uns liegt, erwachsen in der Auseinandersetzung zwischen den natürlichen Gegebenheiten und Kräften der Landschaft und den geistigen, politischen und wirtschaftlichen Zielsetzungen der Menschen verschiedener Entwicklungsperioden“. Im zweiten Teil sollen die natürlichen Gegebenheiten für den Stadtorganismus, die „Auseinandersetzung des Menschen mit der Natur“, seine „Inwertsetzung des Gegebenen und die Schaffung neuer Realitäten“ untersucht werden. In der Inhaltsübersicht treten diese Hauptteile nicht in Erscheinung, da sieht sich alles etwas klarer und nüchterner an: Es wird angedeutet, daß das Thema in 7 Kapiteln abgehandelt werden solle: die „Stadtlandschaft“, die „natürlichen Grundlagen“, „Handel und Verkehr“, Industrie und Handwerk, die Stadt als zentraler Ort, die Bevölkerung, der Baukörper, die Außenbezirke. Es kann nicht bestritten werden, daß der Verf. zu allen diesen Themen zuverlässige Tatsachen zusam-

menstellt, selbst wenn sie nicht immer korrekt nachgewiesen werden; aber diese Arbeit ist für eine Dissertation zu vielseitig und muß daher stellenweise oberflächlich bleiben. Da steht etwa S. 4 eine Urkunde Ottos I. von 956, gedruckt wie ein Gedicht, neben der Geologie, der Flora und Fauna des Kalkberges. Wer sich über das Lüneburg der Hansezeit informieren will, muß zu anderen Büchern greifen. Das Schwergewicht liegt bei der Darbietung von Fakten über den gegenwärtigen Zustand Lüneburgs. Eine Erschließung der Materialfülle wäre durch ein Register erleichtert worden. Das Kartenmaterial ist von hervorragender technischer Qualität.

H. Schw.

Die Akten eines von Hildegard Thierfelder untersuchten Lüneburger Prozesses aus dem 16. Jh. waren Anlaß für einen Aufsatz über die *Brömses in Lübeck und Lüneburg* (ZVLGA 51, 1971, 93—99). Die Familie Brömse wird in ihren Verzweigungen und vielen Personen seit dem 14. Jh. dargestellt. Es handelt sich im wesentlichen um eine genealogische Stoffsammlung. Der Streit bezog sich auf das Präsentationsrecht bei einer Vikarie der Johanniskirche in Lüneburg. Aus komplizierten Erbansprüchen heraus waren der Lübecker Heinrich III. Brömse und eine Lüneburger Bürgerin in ihn verwickelt.

H. Schw.

Die Arbeit von Helga Böse über *Lüneburgs politische Stellung im Wendischen Quartier der Hanse in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts* (Lüneburg 1971, Museumsverein f. d. Fürstentum Lüneburg, 169 S.) ist ausgeweitet zu einer Außenpolitik Lüneburgs in der angegebenen Zeit. Daß dabei die Beziehungen zu Hamburg und Lübeck als Salzhäfen Lüneburgs an Nord- und Ostsee im Mittelpunkt stehen, ist selbstverständlich. Darüber hinaus werden aber auch Lüneburgs Anteil an gesamthansischer Politik und die Beziehungen zu den Nachbarterritorien in die Betrachtung einbezogen, zumal diese ohnehin am Ende des Mittelalters immer drückender wurden. Man kann wohl nicht allgemein sagen, daß die Städte die ihnen von den Fürsten drohende Gefahr übersahen; nur war die politische Struktur der Hanse oder auch der Hansequartiere nicht geeignet, solchem Druck auf die Dauer wirksam zu begegnen. Hier stand Wirtschaftsegoismus gegen einen oftmals recht konzentrierten Machtwillen. In vielen Städten setzte sich die Überzeugung durch, daß die Einbettung in ein Territorium auch einen gewissen Schutz bedeuten und sich wirtschaftlich günstig auswirken konnte. Die negativen Urteile der Verf. über die Hanse nach dem Stralsunder Frieden (Stagnation, Auflösungserscheinungen) lassen sich nicht an Einzelercheinungen ablesen, zumal es einen politischen Zentralismus im Städtebund niemals gab. Unter bestimmten Umständen war die Hanse jedenfalls auch noch im 15. Jh. genauso wie vorher zu wirkungsvoller Machtpolitik fähig. Und diese bestand im allgemeinen in der Durchsetzung von Monopolen. Andererseits ist gerade die Hansegeschichte des 15./16. Jh. ein Beweis dafür, daß gelegentlich eine Wirtschaftsblüte auch bei „politischer“ Schwäche möglich ist. Die Hansetreue Lüneburgs wird von der Verf. mit Recht auf Eigeninteressen reduziert. Die Salzinteressen verbanden die Stadt mit Lübeck, und dadurch ergab sich auch die Stellung im Wendischen Quartier, obgleich Lüneburg an sich eine sächsische Stadt war. Daneben stand nur noch gleich stark der Versuch, mit den umliegenden Territorien auszukommen. In den Grundlinien dieser Politik ergaben sich

keine neuen Erkenntnisse. Die Stärke der Arbeit liegt im zuverlässig belegten Detail, dessen Erschließung durch ein Namen- und Sachregister erleichtert wird.

H. Schw.

HANSESTÄDTE. Annelise Tecke, *Bücherkunde zur Hamburgischen Geschichte III. Teil, Verzeichnis des Schrifttums der Jahre 1955—1970 mit Nachtrag zum zweiten Teil* (Hamburg 1971, Hans Christians Verlag, X, 255 S.). — Dieser dritte Band der Hamburger Bücherkunde ist nach den gleichen Grundsätzen gearbeitet wie die vorhergehenden, allerdings anders, nämlich im Compositor-Satz, gedruckt. Dieser Satz ist — wie auch im Vorwort betont wird — für bibliographische Arbeiten wenig geeignet. Er bietet keine Möglichkeit, einen Unterschied zwischen runden, eckigen und spitzen Klammern zu machen. Aber der Benutzer sieht gern über diesen durch Ersparniszwang bedingten Nachteil hinweg, ist doch das Hamburg-Schrifttum für ihn bis nahezu heute leicht übersehbar geworden. Es ist bemerkenswert, daß der 3. Band nur etwa 40 Seiten mehr umfaßt als der 2. Band (1938—1954), daß die Forschung sich also wenigstens in quantitativer Hinsicht inzwischen nur wenig intensiviert hat. Was Krieg und Nachkriegsstörung für die Zeit des 2. Bandes bedeuteten, wird in der Zeit des 3. Bandes offenbar weitgehend durch das nachlassende historische Interesse aufgewogen.

R. S.

*Hamburger Testamente 1351 bis 1400* hat Hans-Dieter Loose bearbeitet (Veröff. a. d. Staatsarchiv der Freien u. Hansestadt Hamburg XI. Hamburg 1971, Hans Christians, 199 S.). Es ist für die Gegenwartssituation der Geschichtsforschung bezeichnend, daß Jürgen Bolland im Vorwort eine solche „spröde“ Veröffentlichung in unserer auf Werbewirksamkeit bedachten Zeit zu rechtfertigen sucht; doch solange man überhaupt noch Geschichte auf zuverlässiger Quellenbasis betreiben will, werden Historiker eine so entsagungsvolle Arbeit wie die einer Herausgabe von mittelalterlichen Testamenten zu würdigen wissen; denn diese sind bis in die Neuzeit hinein eine der wichtigsten Quellen für die Besitz- und z. T. auch für die Lebensverhältnisse der bürgerlichen Ober- und Mittelschicht. Im Vergleich zu anderen Städten fällt auf, daß in den Hamburger Vermächtnissen nur selten von Hausgerät gesprochen wird. — Die Einleitung bietet in Kürze die notwendigen Erklärungen zum Rechtsinstrument des Testaments, sowie über Textüberlieferung und Editionsgrundsätze. Es ist zu beachten, daß die Testamente bis 1350 im Hamb. UB abgedruckt sind und die vorliegende Veröffentlichung somit die anschließenden 50 Jahre erfaßt. Die Testamente werden in vollem Text — nicht als Regesten — geboten. Es gibt gute Gründe, die dafür sprechen, obgleich es die Benutzung im allgemeinen erschwert. Die Sprache ist bis 1368 nur lateinisch, dann treten auch niederdeutsche Testamente hinzu, die seit 1386 die Regel sind. — Die Erschließung des Materials wird durch ein sorgfältiges Register erleichtert.

H. Schw.

Klaus Richter lieferte *Untersuchungen zur Hamburger Wirtschafts- und Sozialgeschichte um 1300 unter besonderer Berücksichtigung der städtischen Rentengeschäfte 1291—1330* (Beitr. zur Gesch. Hamburgs Bd. 6, Hamburg 1971, Hans Christians, 179 S.). Die Arbeit bezieht sich auf einen Zeitraum, in dem Hamburg (wie auch andere norddeutsche Städte) einen raschen wirtschaftlichen

Aufschwung nahm und sozialen Spannungen ausgesetzt war. Verf. deckt auf, wie sich diese Entwicklung vor allem im Renten- und Grundstücksmarkt niederschlug. Das Quellenmaterial bietet dafür eine sichere Grundlage. Das Ergebnis der sorgfältigen und schwierigen Auswertung zeigt, daß das Geldangebot zunächst stärker war als die Nachfrage, die sich deutlich verringerte. Das deutet einen wirtschaftlichen Aufschwung an. Die kaufmännische Oberschicht tritt immer überragender als Kapitalgeber in Erscheinung; sie bestimmt nunmehr auch das Stadtreghment und löst dabei weitgehend die alten „Geschlechter“ ab. Die Kapitalkraft der städtischen Wirtschaft ermöglichte auch eine aktive Außenpolitik. — Für die Zeit nach 1312 wird dann aber im Zusammenhang mit einer überregionalen Krise eine Kapitalknappheit deutlich, die freilich die wirtschaftlichen und politischen Strukturen der Stadt nicht grundsätzlich änderte, obgleich in dieser Zeit die Handwerkerschicht ihre Position verbessern konnte. Die stoffreiche Arbeit zeichnet sich durch methodische Besonnenheit aus. Im Anhang wird tabellarisch eine Fülle von statistischem Material dargeboten. Peter Gabrielson gibt zu dieser Arbeit eine Fortsetzung unter dem Titel: *Struktur und Funktion der Hamburger Rentengeschäfte in der Zeit von 1471 bis 1490* (Daselbst, Bd. 7, 1971, 118 S.). Der Rentenmarkt unterlag zwar der Kontrolle des Rates, wurde aber doch recht liberal gehandhabt. Verf. beschränkt sich auf die Gattung der neuen und alten Renten mit Grundstückshaftung auf städtischem Boden; sie allein wird etwa in den Rentenbüchern erfaßt, allerdings nicht vollständig, da keine Eintragungspflicht bestand. Die statistische Auswertung wird auch dadurch erschwert, daß die Eintragung bei Rückzahlung des Rentenkapitals ohne Datierung gestrichen wurde. Das Quellenmaterial ist spröde, doch das Ergebnis seiner Auswertung ist von großem historischen Gewicht. Die städtische Unterschicht (mit etwa der Hälfte der Bevölkerung) war beim Rentengeschäft unbeteiligt. Die soziale Einordnung der Käufer und Verkäufer ist schwierig bzw. nur teilweise möglich. Am leichtesten ist sie bei der Oberschicht, deren Anteil am Rentenmarkt überragend war. Es liegt nahe, aus der Entwicklung der Renten die allgemeine Wirtschaftslage abzulesen. Zwar gab es Schwankungen im Rentengeschäft; es zeichnen sich jedoch keine länger andauernden Krisen ab. Deutlich aber ist eine Zunahme großer Renten, also das Gewicht potenter Geldgeber. Die Naturalrenten, Zoll- und Kornrenten spielten nur eine geringe Rolle; die Bedeutung der Leibrente nahm gegenüber der Wiederkaufrente ab. — Für alle Erscheinungen werden Begründungen gegeben, doch überall ist das Urteil des Verf. sehr vorsichtig. H. Schw.

Horst Tschentscher untersucht die Rolle, die das *Hamburger Bier in Segeberg während des 16. Jahrhunderts* spielte (ZVHG 57, 1971, 103—109). Genauer gesagt: es handelt sich vor allem um die Zeit nach 1578, als das Hamburger Bier seine große Zeit bereits hinter sich hatte. Die in Segeberg konsumierte Menge ist nicht faßbar; denn die Angaben der Kämmererechnungen beschränken sich auf den Bierverbrauch bei offiziellen Gelegenheiten. Der Preis des Hamburger Getränks schwankte nicht unwesentlich, lag aber immer höher als der anderer — etwa einheimischer oder Lübecker — Biersorten. H. Schw.

Klaus Bocklitz zeichnet ein Lebensbild aus bewegter Zeit: *Jacob von Kemphe, ein schwedischer Fortifikationsoffizier in hamburgischen Diensten*

(ZVHG 57, 1971, 111—116). Dieser mag nicht zur ersten Garnitur der Festungsbaumeister seiner Zeit gehört haben, er war aber dennoch nicht ohne Format. Der größte Teil seines Lebens war der damaligen Großmacht Schweden gewidmet; so trifft man auf sein fortifikatorisches Wirken in den Herzogtümern Bremen—Verden und in Pommern. Er holte sich aber auch Erfahrungen in den Niederlanden. Zeitweilig war er neben seiner Tätigkeit als Festungsingenieur auch Truppenkommandeur, so in Hamburg, das er 1680 zum ersten Mal aufsuchte. 1682 leistete er der Stadt seinen ersten Dienst: er leitete den Bau der Sternschanze; bereits ein Jahr darauf war er in Wien, das von den Türken belagert wurde. Die Beziehungen zu Hamburg blieben locker und lösten sich 1685 ganz. Jacob von Kemphe war seit 1698 Gouverneur von Wismar, später Kommandant in Danzig.

H. Schw.

Pierre Jeannin veröffentlicht *Eine Schiffliste von 1674*, die eine wesentliche Quelle *Zur Geschichte der Hamburger Handelsflotte am Ende des 17. Jahrhunderts* darstellt (ZVHG 57, 1971, 67—82). Die Liste wurde dem König von Frankreich übersandt, um eine Beachtung der Neutralität Hamburger Schiffe zu erreichen, bzw. zu erleichtern. Die Flotte umfaßte 309 Einheiten, war also ganz beträchtlich. Da sich auch eine entsprechende Liste für die Generalstaaten von 1672 erhalten hat, bot sich ein Vergleich an. Es zeigt sich, daß die Flotte um etwa 30 Einheiten gewachsen war: 48 Schiffe verschwanden aus der Liste, 76 neue kamen hinzu. Der Wechsel war also erheblich. Eine weitere Liste hat sich von 1665 erhalten; sie war für die britische Regierung bestimmt und enthält etwa 60 Einheiten weniger als die Liste von 1672. Wiederum ist der Wechsel recht groß. Der Verf. bringt diese Entwicklung mit Recht in einem Zusammenhang mit dem europäischen Seekrieg, in den Frankreich, England und die Generalstaaten verwickelt waren. Die neutrale Hamburger Schifffahrt machte in dieser Zeit gute Geschäfte; auch ist es denkbar, daß einige auswärtige Schiffe zu ihrem Schutz die Hamburger Flagge führten.

H. Schw.

*Hamburg im Kriege 1870/71* ist Gegenstand einer Darstellung von Renate Hauschild-Thiessen (ZVHG 57, 1971, 1—45). Bemerkenswert ist nicht so sehr die Tatsache, daß auch die Hamburger Bevölkerung von patriotischer Begeisterung erfaßt wurde, sondern eher, daß es vereinzelte Fälle von Skepsis gab. Verf. untersucht die menschlichen und politischen Gründe für den allgemeinen Gefühlsausbruch. Bei den Kaufleuten gab es die Überlegung, daß nur ein starkes und geeintes Deutschland ihnen Schutz im Ausland gewähren konnte. Bei den Hamburger Politikern der älteren Generation bestand die Befürchtung, daß die „Verpreußung“ Deutschlands nunmehr mit Riesenschritten voranschreiten werde, und das bedeutete die Beseitigung der Hamburger Eigenständigkeit. Es waren denn auch preußische Militärkommandeure, die mit ihren Kriegsmaßnahmen zur Senatsexekutive in Konkurrenz traten; man sah sich manchmal wie eine preußische Provinzstadt behandelt. Trotz mancher Furcht vor französischen Teilerfolgen war der Glaube an den „Endsieg“ allgemein verbreitet. — Der Inhalt des Aufsatzes ist zugleich objektiv, stoffreich und doch kurzweilig zu lesen.

H. Schw.

Peter Wiek untersucht *Hamburg und seine Bauten* (ZVHG 57, 1971, 47—65) und stellt vor allem die Frage, wann und aus welchen Gründen sich das Stadtbild im 19./20. Jh. grundlegend veränderte. Stärker und früher als in vergleichbaren norddeutschen Städten fand das mehrstöckige Miethaus Eingang im alten Stadtgebiet; das war ein Ergebnis der Planung nach dem Brand von 1842, nicht aber bereits die Folge einer durch wirtschaftliche Gründe veranlaßten Strukturänderung der Stadt überhaupt. Es ist auch fraglich, ob es die Aufhebung der Torsperre 1860/61 war, die die Entwicklung der Vororte in Gang setzte (so der Verf. S. 52), oder ob nicht vielmehr die allgemeine Entwicklung (unter Einschluß der bereits wachsenden Vorstädte) die Torsperre als überholt erscheinen ließ, die Kausalität also umgekehrt war (in Bremen wurde die Torsperre bereits 1848 aufgehoben; diese Maßnahme entsprach dem Zuge der Zeit). — Die erste Welle der Neubauten nach dem großen Brand fällt in die 60/70er Jahre, doch gingen die Impulse nicht von den großen politischen Ereignissen dieser Zeit, sondern von der wirtschaftlichen Entwicklung aus. Die Folge war ein Stadtbild von allgemein-europäischem Zuschnitt, bei dem die lokalen Konturen immer mehr verwischt wurden. Insofern hält sich Hamburg an die allgemeine Großstadtentwicklung des 19. Jh. In den Vorstädten erweiterten sich zunächst die dörflichen Siedlungskerne; bestimmend wurden dann aber Wohnkomplexe mit großen Etagenhäusern (das ist ein Punkt, in dem sich Hamburg wesentlich von Bremen unterscheidet). Der Verf. wendet sich mit Recht gegen abfällige Pauschalurteile über die Architektur dieser Neubauten. Hier kann dazu im einzelnen nicht Stellung genommen werden. Die Gesamtentwicklung wird vom Verf. durch Einzelbeispiele erläutert. *H. Schw.*

*Der Verein für Lübeckische Geschichte und Altertumskunde in den letzten fünfzig Jahren* ist Gegenstand einer Betrachtung von Olof Ahlers (ZVLGA 51, 1971, 5—14). Sie ergänzt einen Überblick über die ersten hundert Jahre 1821—1921 von Julius Hartwig (in den „Lübischen Forschungen“ 1921). Bemerkenswert ist, daß die Verbindung zur Dachorganisation (Gesellschaft zur Beförderung gemeinnütziger Tätigkeit) bis heute — wenn auch in sehr lockerer Form — erhalten geblieben ist. In Lübeck wie auch anderwärts gehörten dem Verein offenbar vorwiegend Angehörige des heimatverbundenen Bürgertums an (die Mitgliederzahl schwankte zwischen 100 und 200). Das wissenschaftliche Leben wurde freilich immer nur von wenigen, oftmals sehr bedeutenden Historikern und Juristen bestimmt. Insofern hielt sich der Lübecker Verein auch im allgemeinen Rahmen der lokalen und regionalen Geschichtsvereine. Ein besonderer Akzent lag naturgemäß darin, daß sich die Forschungsinteressen über die Stadt an der Trave hinaus auf den Ostseeraum richteten. Das Dritte Reich bescherte eine Satzung mit Vereinsführer und Führrat (der Muttergesellschaft); im großen und ganzen scheint sich jedoch die Politisierung des Vereins in engen Grenzen gehalten zu haben. Einigermaßen liberale Akademiker und Kaufleute bestimmten weiterhin den Ton. So verlief denn auch die Säuberung nach 1945 ziemlich milde. Vorübergehend wurde der Vereinsvorsitz von der Archivleitung formal gelöst (1945—1949). Sonst aber war die Verbindung durch Kretzschmar, Fink, v. Brandt und Ahlers immer gegeben. Mit berechtigtem Stolz wird auf die vom Verein geförderte wissenschaftliche Veröffentlichungstätigkeit hingewiesen. Es muß aber auch ehrlich zugegeben werden, daß sich

manche guten Pläne nicht verwirklichen ließen. Einige Vorhaben des Lübecker Vereins ergänzten naturgemäß die Bemühungen des Hansischen Geschichtsvereins.

H. Schw.

Olof Ahlers stellt *Die Lübecker Städtische Münz- und Medaillensammlung* in ihrer historischen Entwicklung dar (ZVLGA 51, 1971, 51—60). Der Ursprung lag in der Privatsammlung des Kaufmanns Ludolph Heinrich Müller (1720—88), die 1790 als Geschenk an die Stadtbibliothek ging und 1922 an das Staatsarchiv kam. Inzwischen war die Sammlung durch weitere Erwerbungen angeschwollen, wobei auch außerlübische Stücke einbezogen wurden. 1945 wurde die wertvolle Sammlung nach Bernburg ausgelagert und ist verschollen. 1946/47 konnte man Teile (etwa 15 %) aus dem geplünderten Gut zurückkaufen. Seither wurde im Archiv eine neue Münzen- und Medaillensammlung aufgebaut, und es konnte auch manches bisher unbekannte Stück erworben werden. Doch wurde der alte Rang nicht wieder erreicht. Auch in den letzten Jahren tauchten immer wieder Stücke aus der 1945 verlorengegangenen Sammlung auf, doch ist es oftmals aus rechtlichen Gründen schwierig, eine Rückgabe durchzusetzen. H. Schw.

Georg Wilhelm von Brandt, *Vogtei und Rektorat in Lübeck während des 13. Jh.* (BDLG 107, 1971, 162—201). — Dem Verfasser gelingen in dem vielbehandelten Problemkreis durch sorgfältige Detailbetrachtungen einige Klärungen. Vogtei, Rektorat und Schirmherrschaft sind zu unterscheiden. Mit dem 1226 beginnenden Rektorat wurde von der Reichsseite aus „der bevorstehende Verlust stadtherrlichen (hier vogteilichen) Einflusses durch ein dem Stande der Stadt gemäßeres Institut aufgefangen“ (S. 200). „Auch diesem nachfolgenden stadtherrlichen Institut mußte die Stadt einen guten Teil seiner Bedrohlichkeit oder doch möglichen Hinderlichkeit zu nehmen, indem sie sich zu ganz ähnlichen Konditionen, wie sie sich im Rektoratsverhältnis ausbildeten, nun ihrerseits freiwillig und bilateral konkurrierenden Schutzherren verschrieb.“ R. S.

Ausgehend von Eintragungen im Lübecker Niederstadtbuch untersucht Wilhelm Lenz die *Beziehungen zwischen Lübeck und Wenden (Livland) im 14. Jahrhundert* (ZVLGA 51, 1971, 81—89). Wenden war eine Stadt mit nur 500—600 Einwohnern; sie war neben einer Deutschordensburg entstanden. Die Kaufleute aus dieser Stadt kamen nur im Sommer nach Lübeck. Welcher Art ihre Geschäfte hier waren, geht aus den Unterlagen nicht hervor; sicher ist nur, daß einige Lübecker bei ihnen Schulden hatten, die Wendener also Waren an die Trave gebracht haben müssen. Viel Konkretes ließ sich über die Kaufleute nicht sagen. H. Schw.

Henrik Lungagnini berichtet über *Die freigelegten mittelalterlichen Wandmalereien im Refektorium des ehemaligen Katharinen-Klosters in Lübeck* (Wagen 1972, 37—44). Eine ausführliche Beschreibung mit Literaturhinweisen findet sich auch in der ZVLGA 50, 1970, 135—140; vgl. HGbl. 89, 1971. Der Verf. bietet vor allem eine ikonologische Auswertung. H. Schw.

Lutz Wilde untersucht *Das Epitaph des Johann Füchting in der Marienkirche zu Lübeck* (Wagen 1972, 8—21). Es ist eines von früher 84 Epitaphien der Marienkirche und hat sich — wenn auch stark beschädigt — in der Grund-

substanz erhalten. 1969/70 erfolgte eine eingehende Restaurierung. Der Verf. beschreibt das Epitaph und ordnet es kunstgeschichtlich ein. Es handelt sich um eine Arbeit niederländischer Bildhauer (Vertrag 1633). Fotos zeigen, in welchem Zustand sich das Kunstwerk seit 1942 befand. *H. Schw.*

W. Stier beschreibt *Die einhüftigen frühgotischen Giebel — eine Besonderheit Lübecks* (Wagen 1972, 71—84). Dabei handelt es sich um Giebel mit einer einzigen breiten Erhebung im Mittelteil, der zwei oder drei gleich hohe Spitzbogenblenden enthielt (bei kleineren Häusern auch nur eine Blende). Diese Häuser besaßen also nur zwei Giebelstufen; einige von ihnen wurden freilich später dreistufig umgebaut. *H. Schw.*

Wilhelm Stier versucht die Frage zu beantworten: *War die Familie Kerckring Auftraggeber des großen Holzschnittes von 1552?* (ZVLGA 51, 1971, 100—102). Es handelt sich um die Lübecker Stadtansicht des Holzschneiders Elias Diebel. Das Original ist inzwischen verschollen; erhalten ist nur eine lithographische Nachbildung. Der Plan enthält das übliche Nebeneinander von sachlicher Treue und künstlerischer Phantasie, ist aber eine bedeutende Leistung. Der Bezug zur Familie Kerckring ist sehr unsicher: Es wird vermutet, daß ein vom Künstler besonders hervorgehobenes Haus den Kerckrings gehört habe. *H. Schw.*

*Der literarische Streit um den Konkurs Rodde vom Jahre 1810* betraf, wie Wilhelm Ebel darstellt (ZVLGA 51, 1971, 29—49), ein Ereignis, das im Zusammenhang mit der französischen Erpressungspolitik und dem damit verbundenen wirtschaftlichen Niedergang Lübecks steht. Es handelte sich zwar nur um einen von vielen Konkursen; was aber den Fall Matthäus Rodde interessant macht, ist die Tatsache, daß er der reichste Mann der Stadt, Ratsherr, Bürgermeister und auch Kapitalgeber Lübecks war. Der Sturz Roddes und seiner anspruchsvollen Frau war tief und rührt auch menschlich. Die literarisch-juristische Fehde brach aus, als sich der in den Hansestädten so sehr geschätzte Franzose Charles de Villers gegen die Mithaftung der Frau Roddes, Dorothea geb. Schlözer, einsetzte. Damit konzentrierte sich der Fall auf eine spezielle Rechtsfrage, nämlich die Mithaftung in beerbter bzw. unbeerbter Ehe (Ehen mit oder ohne Kinder). Das lübische Erbrecht machte da einen Unterschied, den Villers heftig kritisierte. Der Verf. untersucht den Rechtsfall, der reichen publizistischen Niederschlag fand, mit großer Gründlichkeit. *H. Schw.*

Im Hinblick auf das weiter unten (S. 154) angezeigte Werk von B. Z a c k e über die Stockholmer Choleraepidemie von 1834 sei nachträglich auf eine an sehr entlegener Stelle erschienene und daher hier bisher nicht registrierte Arbeit kurz hingewiesen: Helmut Berndt und Werner Neugebauer, *Lübeck — eine medizinhistorische Studie* (in: *Archaeologica Lundensia III. Res Mediaevalis* Ragnar Blomqvist oblata. Karlshamn 1968, 53—90, 17 Abb., 1 Karte). Medizinhistoriker und Archäologe untersuchen und schildern darin gemeinsam die medizinisch-hygienischen Voraussetzungen, welche die Lebensverhältnisse in einer mittelalterlichen Großstadt nahezu unverändert bis in das 19. Jh. hinein bestimmten. Eine besondere Rolle spielen in der knappen Darstellung natur-

gemäß die epidemiologischen Gesichtspunkte; verwiesen sei auf den beigegebenen Plan der Lübecker Innenstadt, aus dem die Häufigkeit und topographische Verteilung der Cholera Todesfälle 1832—1866 in Abhängigkeit von den Wasserleitungsverhältnissen und den Höhenlagen entnommen werden können. *A.v. B.*

Eine Kieler Dissertation von Hartmut Fuchs behandelt das Problem *Privilegien oder Gleichheit — Die Entwicklung des Wahlrechts in der Freien und Hansestadt Lübeck 1875 bis 1920* (Fotomechan. Vervielfält. 1971. XXII und 291 S.). Man wird dem Verf. zustimmen müssen, daß innenpolitische Fragen der lübeckischen Geschichte in den letzten hundert Jahren recht stiefmütterlich behandelt wurden. Sicher liegt das nicht nur an den dürftigen Quellen, sondern auch an der bisherigen Abneigung vieler Historiker, sich überhaupt intensiv mit diesen Fragen zu beschäftigen. Nicht in allen Hansestädten liegt freilich die Untersuchung politischer Strukturen der Neuzeit so sehr im argen wie in Lübeck. — Der Verf. beschränkt sich nicht auf die formale Seite der Wahlrechtsfrage, sondern zeichnet auch den politischen Hintergrund. Das Ergebnis ist so etwas wie eine dynamische Verfassungsgeschichte Lübecks von 1875 bis 1920. Umstritten war zunächst vor allem das Staatsbürgerrecht (mit Abgabe und Eid), das zugleich Voraussetzung für das Wahlrecht war. Da es in Lübeck kein Klassenwahlrecht gab, entschärfte sich die Diskussion zwar; doch die Reformer forderten Erleichterungen beim Erwerb des Staatsbürgerrechts mit dem Ziel, damit praktisch das allgemeine Wahlrecht durchzusetzen. In diese Diskussion griff auch die Sozialdemokratie ein. Die Trennung des Wahlrechts vom Bürgerrecht erfolgte 1902, andererseits wurde aber zugleich das Zensuswahlrecht eingeführt, gegen das sich die SPD energisch wandte. Das wurde nicht anders, als 1905 ein kompliziertes Zweiklassenwahlrecht beschlossen wurde. Die Diskussion war erst 1920 mit der verfassungsmäßigen Festlegung des allgemeinen gleichen Wahlrechts abgeschlossen. — Der Anhang bringt eine Übersicht über die Wahlvereine und einige statistische Tabellen. Das Urteil des Verf. ist überall wohlabgewogen.

*H. Schw.*

Von den *Regesten der Erzbischöfe von Bremen* wurde die 2. Lieferung des 2. Bandes von Joseph König bearbeitet (Hannover 1971, Selbstverlag der Histor. Komm. f. Niedersachsen, Kommissionsverlag Arthur Geist, Bremen, XII und 254 S.). Die Lieferung enthält 778 Nummern der Jahre 1327 bis 1344, also der Amtszeit des Erzbischofs Burchard Grelle. Es folgen noch einige Nachträge zur 1. Lieferung des 2. Bandes (1307—1327). Die Bearbeitung führt die alte Tradition fort (der 1. Bd. erschien 1937). Kriegszerstörungen dezimierten den Urkundenbestand, und so mußten oft Abschriften und ältere Drucke statt der Originale zugrunde gelegt werden. Wertvolle Ergänzungen kamen (wie schon für die 1. Lieferung des 2. Bandes) aus dem vatikanischen Archiv. — Erzb. Burchard Grelle entstammte einer Bremer Bürgerfamilie, war ein gebildeter Mann und betrieb im Gegensatz zu seinem Vorgänger Johann Grand eine Politik des Ausgleichs im nordwestdeutschen Raum. Sein Hauptbestreben richtete sich auf den Rückerwerb der verpfändeten Rechte des Erzstifts. Da Hamburg, Lübeck und Bremen in der Kirchenprovinz Burchard Grelles lagen, finden sich manche Zeugnisse für das kirchliche Leben in diesen Städten; Handel und städtische Wirtschaft treten naturgemäß zurück. Die neue Lieferung des Regestenwerkes

ist ein hervorragender und vor allem zuverlässiger Teil eines bedeutenden Quellenwerkes für die norddeutsche Geschichte. H. Schw.

Schwierige und seit langem umstrittene Probleme behandelt Karl Reinecke in seinen *Studien zur Vogtei- und Territorialentwicklung im Erzbistum Bremen* (937—1184) (Stade 1971, Selbstverlag des Stader Gesch.- und Heimatvereins, 210 S.). Die Hauptfrage ist hier, welche Vögte es überhaupt gab und für welchen Personenkreis bzw. für welche Amtshandlungen sie zuständig waren. Dabei ist mit einem Wandel der Vogteiverhältnisse zu rechnen. Sicher ist zunächst, daß die Vögte seit 967 mit dem Königsbann ausgestattet waren und damit eine grafengleiche Stellung hatten. Verf. nimmt zudem an, daß es schon in dieser Zeit mehrere Vögte im Erzstift gab. Im Zusammenhang mit der ottonischen Vogtei wird auch zur bekannten Markturkunde für Bremen von 965 Stellung genommen. Der Verf. vermutet, daß der Ort eine Marktkontinuität seit dem 9. Jh. hatte, daß also nicht die Neugründung eines Marktes beurkundet wurde. Der Begriff „construere mercatum“ wird vor allem als Etablierung einer rechtlichen Marktaufsicht (des Erzbischofs) angesehen, nicht so sehr als die Einrichtung eines Marktes im räumlich-materiellen Sinne. Doch dürfte darüber noch nicht das letzte Wort gesprochen sein. Und was den Schutz der (freien) Kaufleute angeht, so denkt der Verf. nicht an einen Geleitschutz, sondern an den Königsschutz für die in Bremen ansässigen freien Kaufleute. Die Beweisführung steht und fällt mit der „richtigen“ Interpretation der Urkundenformulierung, daß die Bremer Kaufleute die gleiche Rechtsstellung genießen sollten wie „ceterarum regalium institores urbium per nostrum regnum“. Der Verf. meint, es müsse heißen: die Rechtsstellung sei die von Kaufleuten, die bei anderen königlichen Burgen im Königreich ansässig seien, während der Rezensent meinte, die Bremer Kaufleute sollten dieselben Rechte genießen wie die in gewissen königlichen Orten ansässigen Kaufleute (bei ihren Reisen) im Königreich. Es ist dabei die Frage, ob „urbs“ überhaupt — wie der Verf. meint — mit „Burg“ übersetzt werden muß. Bei Adam von Bremen ist immer von der „urbs Roma“ die Rede. In DH II Nr. 325 wird übrigens nicht nur (wie der Verf. S. 45 darstellt) „regalium“ durch „maiorum“ ersetzt, sondern „regalium urbium“ durch „maiorum civitatum“. Es ist anzunehmen, daß man den Begriff „urbs regalis“ nicht mehr für angemessen hielt. Auch bleibt offen, ob sich „per regnum“ auf die „institores“ oder auf die „urbes“ bezieht (so der Verf.). Diese Fragen müssen wohl angesichts der lückenhaften Quellen offen bleiben. — Ein anderes Problem ist die Existenz einer besonderen Markt-(später Stadt-)Vogtei für Bremen. Der Verf. glaubt, daß die Rechtsfragen des Marktes einen auf diese spezialisierten Vogt erforderlich gemacht hätten. Dagegen spricht aber, daß noch in sehr viel späterer Zeit (12. Jh.) die Rechte des Stadtvogts nicht auf den Markt beschränkt waren, daß sie sogar über den Stadtbereich weit hinausgingen. Es ist freilich nicht auszuschließen, daß schon im 10. Jh. ein Untervogt die Belange des Marktes zu vertreten hatte. Auch in diesem Falle reichen die Quellen zu einer endgültigen Klärung nicht aus. — Die bisher zumindest für die 2. Hälfte des 11. Jhs. angenommene Stifts- und Hochvogtei mit einer das gesamte Erzstift umfassenden Kompetenz wird aus guten Gründen bestritten; doch könnte es einen Vogt als Rechtsinstanz des Erzbischofs unter Ausschluß der einigermaßen selbständigen und mit eigenen Vögten ausgestatteten Klöster und Kollegialstifter gegeben haben.

Der Verf. scheint das auch so zu sehen. Viel Sorgfalt widmet er der Überlieferung der Vogtei Lothars von Süpplingenburg und Friedrichs von Stade. Die schwierige Problematik kann hier nicht dargestellt werden, obgleich sie für die politischen Verhältnisse des ausgehenden 12. Jhs. in Nordwestdeutschland von großer Bedeutung ist. Der Verf. hält die Verknüpfung von Vogteirechten in Bremen (der Marktvogtei!) mit dem sächsischen Herzogtum für wahrscheinlich, erklärt daraus auch die Rolle Heinrichs des Löwen in diesem Ort. Eine Obervogtei des Herzogs über das gesamte Erzstift wird jedoch bestritten. Bemerkenswert ist auch die Untersuchung über die frühe Verfassungsgeschichte der Stadt Stade (S. 149 ff), auf die Heinrich der Löwe ebenfalls Einfluß nahm. — Die Arbeit zeugt von einer hervorragenden Fähigkeit des kritischen Umgangs mit mittelalterlichen Quellen. Es ist auch sehr eindrucksvoll, mit welcher Umsicht die bisherigen Meinungen der Wissenschaft auf ihre Stichhaltigkeit geprüft werden. Es zeigt sich aber auch, daß aller Scharfsinn nicht immer zu gesicherten Ergebnissen führen kann. Das ist nicht die Schuld des Verf., sondern der im ganzen doch recht dürftigen Überlieferung. H. Schw.

Ein Aufsatz von Bodo Heyne führt *Von der Kirchenordnung 1534* (in der Überschrift fälschlich 1543) *zur Kirchenverfassung von 1920* (Hospitium Ecclesiae 7, 1971, 7—35). Der Verf. macht deutlich, daß sich in der Bremer Kirchenordnung von 1534 viele Probleme der ersten Reformationszeit niederschlugen, so daß es sich nicht nur um eine „Ordnung“ im engeren Sinne handelte, sondern auch um eine evangelische Religions- und Lebenslehre. Die Kirchenorganisation war bestimmt durch die Identität von Kirchen- und Bürgergemeinde — eine Tatsache, die etwa den Einfluß des Rates und die Pfarrerrwahl bestimmte. Nachträglich entstand im „Ministerium“ eine Instanz von kirchlichem Eigengewicht. Reformierte Glaubenslehren und Ratsregiment waren die Grundlage der Kirchenordnung vom 16. bis zum 19. Jh. — ein Zustand, der nicht konfliktfrei war. Das 19. Jh. rüttelte an der alten Ordnung, sowohl theologisch als auch in der Struktur der Gemeinden. Der Verf. stellt die Hintergründe übersichtlich dar; 1920 entstand die Verfassung der BEK, die die Gemeinde weitgehend verselbständigte und nur noch einen lockeren Zusammenschluß auf Landesebene bestehen ließ. Eine Ergänzung zu dieser Übersicht ist die Darstellung über das *Jus Liturgicum in Bremen* von Harald Weinaacht (Daselbst 7, 1971, 36—45). Da die lange Zeit von 1525 bis 1935 erfaßt wird, kann nur ein Gerüst geboten werden. Neue Erkenntnisse werden nicht gewonnen. H. Schw.

SCHLESWIG-HOLSTEIN. Ein *Schleswig-Holsteinisches Biographisches Lexikon* erschien in seinem 1. Band. Es wurde herausgegeben im Auftrag der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte von Olaf Klose (Neumünster 1970, Karl Wachholtz, 291 S., 8 Bildtfn.). Das Werk ist auf 8 bis 9 Bände geplant und nicht durchgängig alphabetisch geordnet wie etwa die ADB oder die Bremische Biographie 1912—1962. Auch werden in den einzelnen Bänden keine sachbezogenen Gruppen zusammengefaßt, sondern in ihnen erscheinen jeweils die eingegangenen Manuskripte in alphabetischer Ordnung wie etwa auch bei den sonst ganz anders gearteten Niedersächsischen Lebensbildern. Zur Erschlie-

lung des Gesamtwerkes soll dann der Abschlußband ein Register enthalten. Man kann nur hoffen, daß sich das Unternehmen nicht über Jahre hinzieht. — Da es sich um ein Lexikon handelt, sind die Einzelbeiträge sehr kurz (1—2 Seiten). Jedoch geben Hinweise auf Werke, Quellen und Literatur dem Leser die Möglichkeit, sich bei Bedarf zusätzlich zu informieren. Dem Bearbeiter gelang es, die von zahlreichen Autoren verfaßten Biographien zu harmonisieren. Die Illustration ist sparsam und offenbar dem Zufall überlassen. Lübecker und Hamburger wurden zwar ausgeklammert; doch sind zahlreiche Persönlichkeiten aufgenommen, die auch für die Hansegeschichte von Bedeutung waren. *H. Schw.*

Hans Friedrich Rotherth untersuchte *Die Anfänge der Städte Oldenburg, Neustadt und Heiligenhafen* (Quellen u. Forsch. zur Gesch. Schleswig-Holsteins Bd. 59. Neumünster 1971, Karl Wachholtz, 176 S.). Zwar werden Vergleiche nicht aus dem Auge verloren, doch wird die Entwicklung für jede Stadt gesondert nach gleichem Schema behandelt. Zunächst werden die geographischen Vorbedingungen für die Stadtentstehung dargestellt. Dabei ist wichtig, daß Oldenburg wahrscheinlich keinen Hafen hatte; entscheidend war hier die Schutzlage (slawische Wallburg) und die Mittelpunktlage für einen Siedlungsbereich (Kultplatz bzw. Bischofssitz, Handelsplatz). Dagegen war die Verkehrslage nicht besonders günstig. Ob Oldenburg im 13. Jh. bereits Stadt war, ist ungewiß. Erst im 14. Jh. zeigen sich Stadtmerkmale im Rechtssinne (Ratsverfassung). Zur gleichen Zeit dürfte die Marktsiedlung befestigt worden sein. — Für Neustadt war die Meeresnähe von Bedeutung. Die Frage einer Kontinuität von einer slawischen zur deutschen Siedlung stellte sich hier nicht, denn die Anfänge im 13. Jh. (1244?) beruhen auf einer landesherrlichen Gründung, die im einzelnen freilich nur dürftig belegt ist. Ratsverfassung und andere städtische Merkmale sind erst für 1318 bezeugt. — Heiligenhafen hatte eine günstige Straßen- und Hafenlage. Die Anfänge von Ort und Kirche verlieren sich im Dunkel, die ersten Zeugnisse stammen aus dem 13. Jh. Der regelmäßige Grundriß läßt eine Entstehung durch landesherrliche Gründung vermuten. Urkunden, die auf den Status einer Stadt hinweisen, sind aus dem 14. Jh. überliefert. — Der Verf. wertet die lückenhafte Quellenüberlieferung im allgemeinen sehr umsichtig aus; vieles bleibt trotz allem Vermutung. Vor allem werden Merkmale, die auf eine „Stadt“ schließen lassen, doch wohl zu weit zurückdatiert. In diesem Zusammenhang gibt es — vor allem durch problematische Quellen — manche Unsicherheit. Die Arbeit vernachlässigt geographische und topographische Gesichtspunkte keineswegs, doch fehlt es an kartographischer Illustration. *H. Schw.*

In dänischer und englischer Sprache finden wir eine ausführliche Beschreibung von 16 der 39 auf Sylt erhaltenen alten Grabsteine friesischer Seeleute: Hugo Krohn übersetzt von Henning Henningsen, *Sømands gravsten på Sild* (Sailors Gravestones on the Island of Sylt, Handels og Søfarts museet på Kronborg Årbog 1971, 64—90). Bis zum Aufkommen des Walfanges hielt man nur die Initialen des Verstorbenen und das Todesdatum auf den Steinen fest. Dann erst begannen die prunkvollen Schiffsdarstellungen. Die Inschriften der Steine waren bis zum 17. Jh. in niederdeutscher Sprache abgefaßt. Ab 1675 drang die hochdeutsche Sprache der Liturgie vor. *P. H.*

MITTEL- UND OSTDEUTSCHLAND. *Pierre Hessmann* untersucht *Valentin Schreckius' Rostocker Schulbüchlein (1588)* (Niederdt. Jb. 92, 1969, 69—80). Es handelt sich um ein Buch, das Sätze über alltägliche Angelegenheiten für den Schulgebrauch in niederdeutscher und lateinischer Sprache gegenüberstellt. Der Verf. wirkte vor allem in Königsberg und Danzig als Professor und Schulmeister, betätigte sich aber auch als Gelegenheitspoet. Das Gesprächsbüchlein von 1588 wurde bei Möllmann (Mylander) in Rostock verlegt. Frei benutzte Vorlage war das hochdeutsch-lateinische Gesprächsbüchlein des Bamberger Humanisten und Theologen Joachim Camerarius von 1563. Bei der Frage, ob die Sprache den Danziger oder Rostocker Lautstand wiedergibt, entscheidet sich der Verf. für den Druckort Rostock. *H. Schw.*

In erfreulich rascher Folge liegt nun Teil II der *Bibliographie zur Geschichte der Mark Brandenburg* (Veröffentlichungen des Staatsarchivs Potsdam, hrsg. von Friedrich Beck, Bd. 9. Weimar 1971, Böhlau Nachf., 433 S.) von Hans-Joachim Schreckenbach vor (vgl. HGbl. 89, 201 f.). Er enthält die Literaturnachweise zur Hauptgruppe IX: Landschaften, Landesteile, Verwaltungsbezirke, und zur Hauptgruppe X: Familien und Personen. — Hauptgruppe IX weist die Literatur über einzelne brandenburgische Landschaften und Landesteile bzw. alte Territorien (1) sowie über die Kreise von 1815 bis 1952 (2) bzw. über die der Verwaltungsreform von 1952 (3) nach. Die bei dieser chronologischen Einteilung naturgemäß auftretenden Überschneidungen werden durch Verweise kenntlich gemacht und erlauben so ein ungehindertes Aufsuchen der für ein bestimmtes Gebiet relevanten Untersuchungen. Darstellungen über einzelne Ämter und Herrschaften sind nach territorialer Zugehörigkeit eingeordnet. — Die Literatur über einzelne Familien und Personen in der Hauptgruppe X wird durch einen allgemeinen Teil eröffnet. Ihm schließen sich die Titelnachweise zu Familien und Personen in alphabetischer Folge an. Dabei werden alle in den Hauptgruppen I bis IX in Titeln oder Enthältvermerken erwähnten Personen und Familien durch Verweise berücksichtigt und machen so ein Personenregister überflüssig. Arbeiten über Angehörige von Herrscherhäusern werden nur dann hier aufgeführt, wenn sie vorwiegend biographisch ausgerichtet sind. *E. Westermann*

Vom Brandenburgischen Namenbuch ist Teil 2: *Die Ortsnamen des Kreises Belgig*, von Reinhold E. Fischer erschienen (Berliner Beiträge zur Namenforschung, Bd. 2: Brandenburgisches Namenbuch, Teil 2. Weimar 1970, Böhlau Nachf., 216 S. m. 6 Ktn.). Abgesehen von brandenburgischen Exklaven, handelt es sich bei dem bearbeiteten Gebiet um den südlichen, erst 1815 zu Preußen geschlagenen Teil des Kreises Zauch-Belzig in den Grenzen um 1900. Da der erste Teil des Namenbuches die Zauche behandelt hat (vgl. HGbl. 87, 134 f.), liegt nunmehr das Namenmaterial des ganzen alten Kreises Zauch-Belzig in vorzüglicher Bearbeitung vor. Die Anlage der Untersuchung entspricht derjenigen des ersten Teiles. Die frühgeschichtliche Besiedlung, wie sie sich auf Grund der archäologischen Forschung darbietet, hat wiederum Joachim Herrmann klar dargelegt (10—16). Insgesamt werden 178 Siedlungsnamen untersucht, außerdem 11 mutmaßliche und 20 angebliche Wüstungsnamen. Von

den mittelalterlichen Siedlungen bis 1400 tragen 50 slawische, 68 deutsche und sechs slawisch-deutsche Mischnamen. Auch bei diesem Band zeigt sich deutlich, daß das gründliche Unternehmen des Brandenburgischen Namenbuches — ganz abgesehen von der sprachwissenschaftlichen Seite — für die Siedlungsgeschichte von großem Nutzen ist.

H. W.

Aus Arbeiten an einem anderen, überregionalen brandenburgischen Namenbuch sind die *Betrachtungen zum Verhältnis des slawischen und deutschen Elements zur Zeit der deutschen Kolonisation Brandenburgs anhand des Namenmaterials* von Jürgen Prinz hervorgegangen (JbGMOst. 20, 1971, 1—39). Sie enthalten Beobachtungen über Veränderungen slawischer Ortsnamen unter deutschem Einfluß, über deutsch-slawische Mischnamen, die Verbreitung autochthoner Herkunftsnamen und andere Erscheinungen im Bereich des überlieferten Namenmaterials, die durch ihr Auftreten in bestimmten Gebieten und Zeiträumen in Zusammenhang mit der schriftlichen Überlieferung neue Erkenntnisse über den Ablauf der deutschen Kolonisation und das Zusammenleben von Deutschen und Slawen erbringen können. Man kann auf die konkrete Ausnutzung dieser Möglichkeiten, die nach Vorliegen des Materials erfolgen müßte, gespannt sein; die vorliegenden methodischen Hinweise sollten auch auf andere Räume angewandt werden.

H. W.

Mit den hier anzuzeigenden Lieferungen 27—34 des Atlaswerkes *Historischer Handatlas von Brandenburg und Berlin* ist etwa ein Drittel der gesamten Kartenfolge erschienen. Jetzt kommt der systematische Aufbau besser zur Geltung, wird die gleichzeitige Benutzung mehrerer sich ergänzender Karten möglich. — Die Flurnamenkarte der Prignitz seit dem Beginn der deutschen Ostsiedlung (Lief. 32, 1970) erweist im Zusammenhang mit der Nebenkarte der Herkunft und Wanderung von Leitnamen den besonders starken Anteil der Niederländer an der Besiedlung der Prignitz und der südlich angrenzenden Landschaften; als Wanderweg tritt der Hellweg deutlich hervor. — Eine für unser Arbeitsgebiet besonders wichtige Karte ist die der Spitäler, Elendengilden und Kalandsbruderschaften bis 1520 in der Bearbeitung von Gerd Heinrich (Lief. 27, Karte I, 1969). Sie verzeichnet die Spitäler unter Berücksichtigung der Patrozinien, die Elendengilden und -altäre, Armenhäuser und Kalandsbruderschaften in der Mark Brandenburg und in den benachbarten Gegenden (Rahmenkarte!). Durch die Aufnahme der Straßen um 1500 (Quelle?) ist die Karte sehr aussagekräftig geworden: Man erkennt deutlich den Zusammenhang zwischen Verkehr und erfaßten Einrichtungen. Die häufigsten Patrozinien sind Heiliggeist, St. Georg und St. Gertrud. Nach Osten hin nimmt die Spitalsdichte ab; die spärlichen Angaben für das großpolnische und auch schlesische Randgebiet scheinen jedoch auf Bearbeitungs- oder Forschungslücken zurückzugehen. Das chronologische Moment mußte in der Darstellung entfallen. Dafür entschädigt der sehr präzise und in der Charakterisierung der einzelnen Gruppen treffende Begleittext. In der Literaturliste vermißt man die wichtige Arbeit von Matthias Zender über „Räume und Schichten mittelalterlicher Heiligenverehrung in ihrer Bedeutung für die Volkskunde . . .“ (vgl. hierzu HGbl. 78, 138—141). Bei den schlesischen Orten Polkwitz und Schlawa sollten nicht die unhistorischen Namen der 1930er Jahre Heerwegen und Schlesiersee eingesetzt werden. Das

zweite Halbblatt dieser Lieferung enthält die Stifter, Klöster und Komtureien bis 1520; es unterscheidet (ohne Überlastung des Kartenbildes) die Orden, die Gründer und die Entstehungszeit. — Lief. 34 (1971), bearbeitet von Kurt Rosenbach, registriert die Juden in der Mark Brandenburg und den Nachbargebieten: Karte 1 für die Zeit 789—1571 nach den in den Quellen auftauchenden Kriterien: Einzelpersonen und Familien, Judenhof, Judenstraße (wobei zu bemerken wäre, daß die in einer späteren Periode noch benutzte Straßenbezeichnung nicht unbedingt die andauernde Anwesenheit von Juden beweist), Synagoge, Schule, Judenfriedhof, Judenbad (in Neuruppin), aufgeteilt in drei Perioden. Die zweite Karte zeigt die Juden in den Städten 1640—1740 nach der Anzahl der Familien. — Die Karte des Gewerbes um 1849 von Otto Büsch (Lief. 30, 1969) zeigt als wirtschaftliche Grundlagen Lagerstätten von Kohle, Kalk, Gips, Alaun, Torf und Eisenstein, ferner Wasserstraßen, Chausseen und Eisenbahnen. Die eigentliche Aussage der Karte liegt in den auf Kreisgrundlage berechneten und in die Fläche des Kreises hineingesetzten Diagrammen (die Städte sind gesondert berücksichtigt), die einerseits die in der Landwirtschaft, im Handel und in Dienstleistungsbetrieben Beschäftigten den Gewerbetreibenden zahlenmäßig gegenüberstellen, andererseits die prozentuale Aufgliederung der Gewerbetreibenden auf die einzelnen Gewerbezweige bietet. — Zwei Karten von Gerd Heinrich zeigen den Besitzstand in Brandenburg zu zwei wichtigen Zeitpunkten: zur Zeit der Säkularisation Mitte des 16. Jhs. (Lief. 33, 1971) und um 1800, also kurz vor dem Zusammenbruch des alten preußischen Staates (Lief. 31, 1971). — Eine methodisch interessante Karte ist die Darstellung des „Wandels der Kulturlandschaft 1820—1939“ (Lief. 29, bearbeitet von Wolfgang Scharfe, 1969). Es wurden drei markante Ausschnitte gewählt: Eberswalde/Freienwalde (Industrieentwicklung, Oderbruchlandschaft), Jüterbog/Luckenwalde (Einfluß des Truppenübungsplatzes) und Senftenberg/Spremberg (Braunkohlenrevier). Die kartographische Darstellung erlaubt nur die Wiedergabe des Zustandes am Anfang und am Ende der Periode, die Beibehaltung oder Umwandlung der Bodennutzung; die genauere Entwicklung ist aber dem Begleittext zu entnehmen. Gut zum Ausdruck kommt die starke Ausweitung der städtischen Siedlung in den 120 Jahren, während die Dorfsiedlung fast unverändert geblieben ist. — Lief. 28 (1969) ist eine für den Siedlungshistoriker aussagekräftige geomorphologische Karte des brandenburgischen Raumes. (Zu früheren Lieferungen vgl. zuletzt HGbl. 88, II, 262 f.) H. W.

Anknüpfend an einen Beitrag von Klaus Zernack (vgl. HGbl. 88, II, 299 f.), behandelt Johannes Schultze *Noch einmal „Die Anfänge Berlins“* (JbGMOst. 20, 1971, 239—244). Er weist darauf hin, daß das Gebiet von Berlin und Cölln an der Grenze zwischen den Siedlungsbereichen der Heveller und Spreewanen lag und daher in slawischer Zeit unbesiedelt war; die Tatsache, daß dort keine slawischen Funde gemacht worden seien, brauche somit nicht zu verwundern. Die deutsche Besiedlung dieses Raumes sei bereits in der 2. Hälfte des 12. Jhs. erfolgt. H. W.

*Zur Lage des slawischen Prenzlau* äußert Jürgen Petersohn die Ansicht, daß die slawische Burgsiedlung nicht — wie bisher angenommen — im

Südteil der mittelalterlichen deutschen Stadt um St. Nikolai gelegen habe, sondern mit der erstmalig 1250 mit dieser Bezeichnung belegten Neustadt südwestlich der Gründungsstadt mit der St.-Sabinus-Kirche identisch sei. Den Namen „Neustadt“ deutet er (unter Berufung auf Hermann Bollnow) damit, daß bei der Klärung des Verhältnisses der 1234 gegründeten deutschen Stadt zum slawischen Marktort jene — rechtlich gesehen — älter gewesen sei, so daß die alte slawische Siedlung als „Neustadt“ betrachtet werden konnte. Die Deutung hat viel Wahrscheinlichkeit an sich; archäologische Untersuchungen könnten ihr vielleicht noch mehr Gewißheit verleihen (JbGMOst. 20, 1971, 245—250).

H. W.

W. Kuhn, *Die Stadtdörfer der mittelalterlichen Ostsiedlung* (ZfO 20, 1971, 1—69), faßt die neuen Ergebnisse über die Stadtdörfer des deutschen Ostens, die er z. T. zusammen mit seinen Hamburger Doktoranden erarbeitet hat, zusammen. Für die Hanseforschung sind die Einblicke, die sich in die Entstehung und Entwicklung der Städte Ost- und Westpreußens ergeben, interessant. Die Städte wurden zusammen mit „ihren“ Stadtdörfern gegründet und bildeten mit diesen besonders im Hinblick auf eine bewußte gewerblich-agrarische Arbeitsteilung eine Einheit.

R. S.

Die in dem Sammelbändchen *Kirche und Kultur im Deutschen Osten* zusammengefaßten, von Horst Jablonowski (†) zum Druck vorbereiteten sechs Beiträge gehen auf eine Vortragsreihe der Senatskommission zum Studium des Deutschtums im Osten an der Bonner Universität in den Jahren 1968/69 zurück (Studien zum Deutschtum im Osten, H. 7. Köln-Wien 1970, Böhlau, VIII, 126 S.). Dementsprechend handelt es sich weniger um neue Forschungen, vielmehr meist um knappe Synthesen bekannter Vorgänge und Zusammenhänge. Uns berührt am stärksten der erkenntnisreiche Vortrag von Günther Grundmann über *Mittelalterliche Sakralbaukunst im deutschen Nordosten* (1—11, 10 Abb.), der Stilwanderungen und Formenwandel gerade an der hanseischen Ostseeküste und in ihrem Hinterland von Lübeck bis Reval aufzeigt. In den *Epochen der evangelischen Kirchengeschichte in Ostpreußen*, die Walther Hubatsch skizziert (48—73), fällt der Blick manchmal auch auf die evangelischen Gemeinden der preußischen Hansestädte. Die weiteren Themen: Herbert von Einem, *Caspar David Friedrich*; Joachim Konrad, *Das evangelische Schlesien. Bekenntnis und Toleranz*; Siegfried Kross, *Der preußische protestantische Choral in der Musikgeschichte*; Erhard Riemann, *Neuere Dichter des deutschen Nordostens* (hier sind Ost- und Westpreußen gemeint).

H. W.

*Die Staatsschriften des Deutschen Ordens in Preußen im 15. Jahrhundert.* Erster Band: *Die Traktate vor dem Konstanzer Konzil 1414—1418 über das Recht des Deutschen Ordens am Lande Preußen*, bearbeitet von Erich Weise (Veröff. der Niedersächs. Archivverwaltung, H. 27, Göttingen 1970, Vandenhoeck & Ruprecht, 450 S.). — Zu den „Staatsschriften“ des Deutschen Ordens rechnet Erich Weise (gest. April 1972), der sich in vielen Arbeiten mit dem Recht des DO auf Preußen beschäftigt hat, „politische Betrachtungen, juristische Abhandlungen, amtliche Gutachten, Beweisführungen oder Deduk-

tionen, auch historische Einleitungen zu Dokumentensammlungen“, ebenso „Instruktionen, Gesandtschaftsreden, Beschwerdeschriften und die Entgegnungen darauf“ und „Denkschriften über die Rechtmäßigkeit des Zweiten Thorner Friedens“ (6). Es sind also keine Schriften des Deutschordensstaates, sondern solche, die für oder gegen den DO in Preußen Stellung bezogen haben oder dafür in Anspruch genommen werden können. Insgesamt kommen 16 (lateinische, z. T. auch in zeitgenössischen deutschen Übersetzungen) meist theologische und kirchenrechtliche Texte bzw. Inhaltsangaben derselben zum Abdruck. In den meisten Fällen handelt es sich um Traktate, die aus dem Streit des DO mit dem König von Polen auf dem Konstanzer Konzil in den Jahren 1416 und 1417 hervorgegangen sind. Vorangestellt sind die Kommentare des Papstes Innocenz IV. und des Kardinals Henricus de Segusio, Bischof von Ostia, zu dem Kapitel über die Besitz- und Herrschaftsrechte der Ungläubigen in den Dekretalen Papst Gregors IX.; diese Kommentare stammen aus der Mitte des 13. Jhs., also aus der Zeit, als der DO seine grundlegenden Privilegien erhielt, und wurden in den Traktaten des 15. Jhs. immer wieder herangezogen. Die hier zusammengetragenen Schriften — die Traktate der Ordenseite sind vollständig berücksichtigt — waren teilweise durch andere Ausgaben bereits bekannt, teilweise aber nur in schwer zugänglichen Frühdrucken oder auch nur in Handschriften vorhanden; von den letzteren sind manche erst in letzter Zeit entdeckt worden. Weise hat die Texte umsichtig ediert und kommentiert und mit Namen- und Sachregister versehen.

H. W.

Eine Auswertung der „Staatsschriften des Deutschen Ordens“ hat Erich Weise in der Untersuchung *Die Amtsgewalt von Papst und Kaiser und die Ostmission* vorgenommen (Marburger Ostforschungen, Bd. 31. Marburg/Lahn 1971, J. G. Herder-Institut, X, 110 S.). Sie gilt in ihrer ersten Hälfte ganz allgemein der Stellung des Kaisertums und seinem Verhältnis zur Kirche, wie es aus dem kanonischen Recht hervorgeht. Das Kaisertum erscheint als der weltliche Arm der Kirche, und einmal mit dieser Amtsgewalt versehen, soll es nur Gott verantwortlich gewesen sein. Die Einrichtung des Ordensstaates in Preußen wird als ein Beispiel für das im kanonischen Recht vorgesehene Zusammenwirken von Papsttum und Kaisertum vorgetragen. Das Recht zur Errichtung dieses Staates wird aus den Amtsgewalten von Papst und Kaiser und ihrer Verpflichtung zur Abwehr des Heidentums und zur Mission abgeleitet. Dies ist eine von mehreren Möglichkeiten, das Problem „Deutschordensstaat“ anzupacken.

H. W.

*Die Berichte der Generalprokuratoren des Deutschen Ordens an der Kurie*, 3. Band: Johann Tiergart (1419—1428), 2. Halbband (1424—1428), bearbeitet von Hans Koepen (Veröffentl. d. Niedersächsischen Archivverwaltung, H. 29, Göttingen 1971, Vandenhoeck & Ruprecht, 347 S.). — Für den neuen Band der zuletzt in HGBll. 84 angezeigten Reihe gilt, was auch für die früheren Bände zutrif: ein reichhaltiges, sehr dichtes Dokumentenmaterial, das der Herausgeber mit der schon früher bewährten Sorgfalt darbietet. Auch jetzt wieder ist ausdrücklich auf den Erläuterungsapparat hinzuweisen und insbesondere darauf, daß die Erläuterungen zu den in den Berichten genannten Personen und Sachen zusätzlich ein reiches archivalisches Material erschließen. So wird der

Band nicht zuletzt jedem, der sich mit der preußischen Geschichte dieser Jahre beschäftigt, als ein zuverlässiges prosopographisches Hilfsmittel dienen. Primärer Inhalt der abgedruckten Aktenstücke sind die an der Kurie anhängigen Geschäfte des Ordens, darunter Streitigkeiten, die einen Teil der säkularen preußisch-polnischen Auseinandersetzung bilden, vor allem aber natürlich Pfründensachen (Nr. 260 B eine — über den Einzelfall hinaus interessante — Aufstellung der Kosten für eine Bistumsbesetzung). Dabei überwiegen die livländischen Materien vor den preußischen, weil die preußischen Bistümer nahezu unangefochten in der Hand des Ordens waren, während in Livland der erbitterte Kampf um die Selbständigkeit der Bistümer bzw. um ihre Eingliederung in den Orden in diesen Jahren einen Höhepunkt erreichte (Ermordung von 16 livländischen Gesandten, die in Rom Klage gegen den Orden führen wollten, durch einen Ordensvogt: dazu die Nummern 329, 331, 333). — Die Korrespondenz zwischen Rom und Marienburg hatte einen weiten und nicht ungefährdeten Weg. Es war nicht ausgeschlossen, daß sie in unrechte Hände geriet. Dennoch hat man in diesen Briefen einen im ganzen sehr unmittelbaren Niederschlag der Erwägungen, Absichten und Ziele, welche die Beziehungen des Ordensstaates zur römischen Kurie bestimmten. Es ist gewiß nicht verwunderlich, daß hier das Gesetz des Pragmatismus regiert, aber die Ausschließlichkeit, mit der es herrscht, ist doch beeindruckend. Ebenso wie schon in der Zeit des Konstanzer Konzils scheinen die großen kirchenpolitischen Probleme der Zeit nicht zu existieren. Konzil: das ist bestenfalls ein Ort, wo es um die Auseinandersetzungen mit Polen geht, oder es ist nur eine Frage des päpstlichen Itinerars. Kirchenkritik: das klingt einmal an (Nr. 298), wie eine ferne Sage. Auch dieser Provinzialismus, für den die preußisch-römische Korrespondenz nicht der einzige Beleg ist, scheint ein Aspekt der Krise des Deutschen Ordens im 15. Jahrhundert zu sein.

*H. Boockmann*

Dem *Außenhandel Danzigs in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts* hat Maria Bogucka eine gründliche, auf Danziger wie auch französischem und vor allem niederländischem Archivmaterial aufgebaute Darstellung gewidmet (*Handel zagraniczny Gdańska w pierwszej połowie XVII wieku*. Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk. Breslau/Warschau/Krakau 1970, Zakład Nar. im. Ossolińskich, Wyd. PAN, 172 S. m. 50 Tab., 6 graph. Darst., 1 Kte., franz. Zus.fass.). Das Gerippe für die sehr differenzierten Feststellungen geben die in zahlreichen Tabellen und graphischen Darstellungen zusammengefaßten statistischen Angaben der Quellen ab. Die Verf.n will mit ihrer Arbeit nicht nur den Handel Danzigs, sondern auch ganz Polens erforschen, was einigermaßen möglich ist, da etwa drei Viertel des Außenhandels Polens über diese Stadt abgewickelt wurde. Der Handel Danzigs war in dem behandelten Zeitraum beträchtlich (extreme Werte: 1645 936, 1642 2052/1998 Schiffseinheiten). Aber die Verf.n weist darauf hin, daß die Zahl der in Ballast den Danziger Hafen verlassenden Schiffe in manchen Jahren ziemlich hoch war (1645: 19,2 %, 1648: 20,5 %), worin sich der zeitweise geringe Export von Getreide spiegelt, das nach wie vor weit an der Spitze der ausgeführten Waren stand. Trotzdem zeigen die Zahlen für die belegten Jahre einheitlich eine aktive Handelsbilanz Danzigs; man richtete sich eben bei der Einfuhr (Konsumgüter, Luxuswaren) nach dem Um-

fang der Ausfuhr und mußte zudem passive Handelsbilanzen an anderen Plätzen des polnischen Reiches ausgleichen. Trotz schlechter Quellenlage läßt sich feststellen, daß die Reichweite des Danziger Handels über See im 2. Viertel des 17. Jhs. abnahm: die Verbindungen zu italienischen, spanischen und portugiesischen Häfen wichen gegenüber einer stärkeren Konzentrierung des Verkehrs auf die Niederlande, England sowie Dänemark und andere Ostseeanrainer zurück, worin der Wandel in der Nachfrage nach Getreide und der verstärkte Anteil der Holländer am Danzig-Handel zum Ausdruck kommen. Ausführlich beschäftigt sich die Verf.n mit den Handelspraktiken, mit dem Aufkauf der Waren (die z. T. bis aus der fernen Ukraine kamen), dem Transport nach Danzig (bei dem die Privilegien des Adels diesem Vorteile sicherten), den Zwischenhändlern, den Exporteuren, der Schifffahrt und ihrer Organisation. Für Vergleichszwecke besonders wichtig sind die Aufstellungen über Preise und Gewinne. Es ist erstaunlich, daß die Handelsspanne der Danziger Kaufleute trotz fallender Preise im allgemeinen ziemlich hoch war, im Durchschnitt beinahe 30 % (vgl. die Tabellen auf S. 137 und 138). H. W.

Ergänzende und kritische Bemerkungen zur Arbeit von Maria Bogucka über Danzigs Außenhandel hat Czesław Biernat veröffentlicht: *Das Apogäum des Danziger Handels in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts* (Apogeuum handlu gdańskiego w pierwszej połowie XVII wieku. In: ZapHist. XXXVI, 1971, 4, 145—159). Er kommt zu anderer Deutung mancher Quellenaussagen und stützt sich z. T. auf andere Zahlenangaben, die zu einem abweichenden Ergebnis führen; auf Einzelheiten kann hier nicht eingegangen werden. H. W.

Bolesław Kasprowicz, *Jubiläum eines verdienstvollen Polen* (Jubileusz zasłużonego Polaka (Naut V, Nr. 1—2, 1970, 2—10). — Als früherer enger Mitarbeiter würdigt K. die Verdienste des „Begründers von Gdingen“, des früheren Chemikers und Wirtschaftlers und späteren Industrie- und Handelsministers Eugeniusz Kwiatkowski anlässlich von dessen 80. Geburtstag am 30. XII. 1968. K. legte mit dem Ausbau des Hafens Gdingens in den zwanziger Jahren den Grundstein für eine von Danzig unabhängige polnische Handelsflotte. 1936 schuf er den Zusammenschluß der Centralny Okręg Przemysłowy (COP = Zentrale Industrie-Region). Durch den Bau Gdingens und seiner Verbindung mit dem Industriegebiet stieg der polnische Kohlenexport von 3,6 Millionen 1926 auf 14,3 Millionen t 1937. P. H.

Ernst Bahr, *Das Elbinger Stadtarchiv nach 1945* (Wissenschaftlicher Dienst für Ostmitteleuropa 21, 1971, 137—147). — 257 Kisten mit den wichtigsten spätmittelalterlichen und neuzeitlichen Archivalien Elbings wurden 1947 aus Harzer Bergwerken durch die britische Militärverwaltung an Polen ausgeliefert und sind heute ein Teil des Wojewodschaftsarchivs von Danzig. Über die Gliederung der Elbinger Bestände in Danzig unterrichtet ein neuer Archivführer: „J. Czaplicka i W. Klesińska, Archiwum miasta Elbląga. Przewodnik po zespołach 1242—1945, Warschau 1970.“ An interessanten Einzelheiten aus den Beständen seien vermerkt: Codices des lübischen Rechtes (13. bis 18. Jahrhundert), Ratsrezesse ab 1424, Erbe- und Rentebücher ab 1330, Kämmereibücher ab 1295, Privilegienbuch

der Elbinger Komturei (13. bis 15. Jahrhundert), Rechnungen vom Heiliggeist-Hospital ab 1475, von städtischen Regiebetrieben, den Mühlen ab 1476, der Ziegelei ab 1495, Pfundzollabrechnungen 1397 bis 1404 usw. R. S.

Leon Roppel, *Wo lag Truso?* (Gdzie leżało Truso?, Naut. IV, Nr. 3—4, 1969, 13—98), kommt nach einer Textuntersuchung und neuen Interpretationen des Wulfstan sowie einem Vergleich der topographischen Verhältnisse zu dem Schluß, daß Wulfstan die Schwante-Tiege als *ilfing* (= kleiner Fluß) bezeichnete und daß Truso auf sumpfigem Boden einige km nordöstlich von Tiegenort zu suchen sei, während man den Ort bisher auf dem östlichen Ufer des Frischen Haffs suchte. Archäologische Belege für diese neue Hypothese liegen noch nicht vor. Auch für die Entstehung des Ortsnamens Elbing wartet R. mit einer neuen Hypothese auf, um die naheliegende Auffassung, daß der Ortsname mit dem von Wulfstan überlieferten Flußnamen *ilfing* im Zusammenhang stehe, zu erschüttern. Der Deutsche Orden müßte nach seiner Überlegung eine ältere Burg (Osseck) an den Ort von Elbing verlegt haben. Diese Burg habe, so nimmt R. an, an der Weeske, die in den Drausensee einmündete, gelegen. Dieser Flußname sei zu *Albingium* latinisiert und bei der Verlegung habe man den Namen *castrum apud Albingum* für die neue Burg übernommen. Quellenaussagen liegen für diese Theorie nicht vor. An dieser fragwürdigen Stelle weichen auch der polnische Text und die englische und die deutsche Fassung voneinander ab. Der Aufsatz ist in drei Teile gegliedert. Der erste baut auf Arbeiten von G. Labuda (1961) und vor allem von Mielczarski (1963) auf, dessen Ergebnisse er eingehend darstellt. Das zweite Kapitel ist einer ausführlichen Textanalyse gewidmet. Der dritte Teil faßt die sich daraus ergebenden Schlüsse thesenartig zusammen. Er wurde im Juli 1968 in Weimar auf einem internationalen Kursus der Hochschule vorgetragen. Von diesem Teil ist eine englische und eine deutsche Fassung dem Artikel angehängt. P. H.

Mit dem dritten Band, der *Vom Ersten Weltkrieg bis zum Untergang Königsbergs* reicht, ist das breitangelegte Werk von Fritz Gause *Die Geschichte der Stadt Königsberg* abgeschlossen (Ostmitteleuropa in Vergangenheit und Gegenwart, hrsg. vom J. G. Herder-Forschungsrat, 10/III. Köln-Wien 1971, Böhlau, XII, 328 S., 24 Abb. auf 18 Tfn., 2 Fig. im Text, 1 Ktn.-Beilage. Zu den ersten beiden Bänden vgl. HGbl. 84, 196f., und 87, 178f.). Wie die vorangegangenen Bände bietet auch der vorliegende eine zuverlässige, reich belegte Chronik der Stadt, die — abgesehen von der Einteilung in die großen, von der allgemeinen Politik bestimmten Zeitabschnitte — die Ereignisse in den Zusammenhang der einzelnen Sach- und Lebensbereiche gestellt hat. Es ist dem Autor gelungen, ein differenzierteres Urteil über die Vorgänge der Zeit zu fällen, die er miterlebt hat. Daß dieser Teil — vor allem die letzte Phase in der Geschichte dieser Stadt — mit besonderer innerer Anteilnahme geschrieben ist, kann nicht verwundern. Viele Probleme und Schicksale, die hier zur Sprache kommen, hatte Königsberg mit anderen deutschen Städten gemeinsam; daher hat die Schilderung häufig überlokale Bedeutung. Sie wird bis zur Ausweisung der letzten Deutschen im Jahre 1948 geführt. „Was sie [die letzten Deutschen] hinter sich ließen, war Kaliningrad“ (S. 177). Insofern hat die Geschichte Königsbergs zu diesem Zeit-

punkt ihren Abschluß gefunden. Fritz Gause hat ihr mit seinem Werk ein bleibendes Denkmal gesetzt. — Der Band enthält auch umfangreiche Verzeichnisse für alle drei Bände (S. 179ff.): ein Quellen- und Literaturverzeichnis, das sämtliche in den drei Bänden zitierten Titel zusammenfaßt (wozu auch zahlreiche Zeitungsartikel gehören) und auch manche Standorthinweise bringt, ferner ein Personenregister und ein „Orts- und Sachregister“, das neben Ortsnamen in erster Linie topographische Stichworte von Königsberg (Straßennamen, öffentliche Gebäude) umfaßt. — 1972 ist eine zweite, durchgesehene Auflage des ersten Bandes der Geschichte Königsbergs erschienen. H. W.

Das 1934 von der Historischen Kommission für Schlesien begründete Unternehmen eines schlesischen Urkundenbuches kann nach einem schicksalsreichen Verlauf einen erfolgreichen Teilabschluß verbuchen, ist doch nach dem Erscheinen der dritten Lieferung der erste Band abgeschlossen: *Schlesisches Urkundenbuch*, hrsg. von der Historischen Kommission für Schlesien, bearb. von Heinrich Appelt. Erster Band: 971—1230 (Wien/Köln/Graz 1963—1971, Böhlau Nachf., XL, 424 S.). Die Vorarbeiten standen in den ersten Jahren in Breslau unter der Leitung von Leo Santifaller. In in- und ausländischen Archiven wurden sämtliche Schlesien betreffenden Urkunden bis 1300 und die schlesischen Urkunden in deutscher Sprache bis zum Tode Karls IV. erfaßt, fotografiert und mit einem Bearbeitungsblatt versehen. Die umfassende Materialsammlung wurde während des Krieges in die Nähe von Neumarkt/Schl. ausgelagert und hat dort das Kriegsende offenbar überdauert; der von Karol Maleczyński (†) begonnene „Codex diplomaticus nec non epistolaris Silesiae“ (bisher 3 Bde., Breslau 1951—64: bis 1227) wäre ohne diese Sammlung wohl kaum so schnell oder überhaupt nicht zustande gekommen. Die Negative der aufgenommenen Urkunden waren nach dem Westen gelangt und boten der Historischen Kommission für Schlesien nach dem Kriege die Möglichkeit, die Arbeit am Urkundenbuch wiederaufzunehmen, freilich unter sehr schwierigen Umständen und ohne den vorher erarbeiteten Apparat. Die Bearbeitung übernahm Heinrich Appelt (zunächst in Graz, dann in Wien), der schon vor dem Kriege wichtige Vorarbeiten für das Urkundenbuch geleistet hatte. Nachdem die ersten beiden Lieferungen des Schlesischen UB bereits 1963 (971—1216) und 1968 (1217—1230) erschienen waren, wurde 1971 der erste Band durch die dritte Lieferung abgeschlossen, welche die in diese Zeit datierten Fälschungen, ferner eine ausführliche Einleitung zu den Editionsgrundsätzen und über Editionsarbeit und diplomatische Forschung in Schlesien in der Vergangenheit, Verzeichnisse und umfangreiche Register umfaßt. Damit liegt das Schlesien (einschl. Österreichisch-Schlesien, der Grafschaft Glatz und der einst schlesischen Gebiete von Auschwitz-Zator und Siewierz) betreffende Urkundenmaterial bis 1230 in vorbildlicher Edition vor. Die Ergebnisse der polnischen Forschung sind voll berücksichtigt. Der Band zählt 373 Nummern, von denen 321 echten Urkunden — meist im Volltext abgedruckt — gehören. Der zweite Band, der die Urkunden der Jahre 1231—1250 enthalten soll, ist in Arbeit; es ist ihm ein baldiges Erscheinen zu wünschen. — Verbindungen Schlesiens zum Hanseraum treten in dieser Zeit naturgemäß kaum in Erscheinung; genannt sei etwa die Schenkung einer Salzhütte in Kolberg durch die pommerischen Herzöge an das Kloster Trebnitz, dem gleichzeitig die zollfreie Durchfahrt eines Heringsschiffes jährlich erlaubt wurde. H. W.

In seinem Beitrag über *Die schlesische Judenschaft im Jahre 1737* publiziert und kommentiert Bernhard Brillling eine Liste der Juden Schlesiens, die im Jahre 1737 Toleranzsteuer zahlten, aus dem ehemaligen Breslauer Staatsarchiv. In ihr sind 644 Steuerzahler verzeichnet (unter Angabe des Wohnortes). Zählt man die Familien der sechs Gemeinden hinzu, welche die Toleranzsteuer pauschal entrichteten, außerdem die von dieser Abgabe befreiten Juden der Städte Glogau und Zülz sowie einige „Privilegierte“, so kommt man zum Ergebnis, daß um diese Zeit über 1100 jüdische Familien in Schlesien (einschl. Österr.-Schlesien) wohnten; davon entfielen über 350 Familien auf Breslau und seine Vorstädte (JbBreslau XVII, 1972, 43—66). H. W.

Nur ein kurzer Hinweis ist hier möglich auf die wertvollen *Beiträge zur schlesischen Siedlungsgeschichte* von Walter Kuhn (Silesia, Folge 8. [München 1971], Delp, 196 S., 10 Ktn.). Die meisten der neun Aufsätze sind bereits anderswo publiziert worden. Genannt seien die Arbeiten über die Gründung von Kreuzburg und Guhrau sowie vor allem über „Die Stadtnamen auf -stadt“ (167—181, 1 Klappkte., erstmalig gedruckt), die über den schlesischen Raum hinaus Bedeutung hat. K. behandelt neben den allgemeinen -stadt-Namen gesondert die „Freistädte“ und „Neustädte“. Die allgemeinen -stadt-Orte des Mittelalters kommen vornehmlich im „schlesischen Wirkungsraum“ vor, d. h. in Schlesien selbst, in Nordostböhmen und Nordmähren (ihre südliche Verbreitungsgrenze fällt fast genau mit derjenigen des Magdeburger Rechts zusammen!), in Klein- und Großpolen und im Deutschordensland, ferner tragen vier Städte in Mainfranken -stadt-Namen, die K. ebenfalls auf schlesischen Einfluß zurückführt. Außerhalb dieser Landschaften kann K. nur sechs -stadt-Orte nachweisen (wobei Lippstadt erst Ende des 13. Jh. diesen Namen annahm, vorher einfach Lippia oder Lippa hieß). Städte mit dem Namen „Freistadt“ lassen sich ebenfalls im schlesischen Einflußbereich und südlich davon belegen. Dagegen sind die „Neustädte“ auf fast ganz Deutschland verstreut. Sie treten auch etwas früher auf (frühester Beleg: Wiener Neustadt, zwischen 1192 und 1194, während die „Freistädte“ und anderen „-städte“ — abgesehen von je einem Beleg aus der 1. Hälfte des 13. Jh. — erst seit dem letzten Viertel des 13. Jhs. auftreten). K. tritt der Ansicht entgegen, „die Neustädte seien im Verhältnis zu anderen neue, jüngere Städte gewesen“ (175); vielmehr sei „Neustadt“ wie auch „Freistadt“ ein wertbetonter Begriff, der die Stadt neuer, freier Art kennzeichne (177). Das ist gewiß richtig, man muß aber gleichzeitig die „Neustädte“ unmittelbar neben bereits bestehenden Städten, die eine Zeitlang selbständig nebeneinander bestanden, im Auge behalten. Die 1250 genannte „nova civitas“ von Prenzlau hält K. für identisch mit der 1234 gegründeten „libera civitas“, dem eigentlichen Prenzlau (176), während sie sonst für die „Neustadt“ um St. Sabinus gehalten wird (vgl. u. a. oben 130 f.). H. W.

## WESTEUROPA

(Bearbeitet von *Pierre Jeannin*, *George D. Ramsay* und *Rolf Sprandel*)

NIEDERLANDE. *Willem Pieter Blockmans*, *Handelingen van de Leden en van de Staten van Vlaanderen (1467—1477). Excerpten uit de rekeningen van de Ulaamse steden, kasselrijen en vorstelijke ambtenaren* (Brüssel 1971, Académie Royale de Belgique, Commission Royale d'Histoire, XXXVI u. 352 S.). — 1959 erschien das Quellenwerk über die flandrische Ständeverammlung von *W. Prevenier*, das die Jahre 1384 bis 1405 erfaßte. Hier wird es für einen späteren Zeitraum fortgesetzt. Die Quellenlage hat sich grundsätzlich nicht geändert. Immer noch gibt es keine direkten Quellen der Versammlungen, sondern sie spiegeln sich in den Rechnungen der Mitglieder, insbesondere der vier Leden, Brügge, Gent, Ypern und der Freien von Brügge. Die Beziehungen zu der Hanse gehören zu den ständigen Beratungsthemen. Mit Ausnahme von 1468 und 1476 wurde in jedem Jahr, meistens mehrmals, über oder auch mit der Hanse gesprochen. Es ging um die Erhöhung der Einfuhrzölle von Hamburger Bier durch Gent (Nr. 70—73, 87—91), das hansische Ansuchen eines Beistandes gegen die Holländer (Nr. 98—104). Schließlich wurde alles überschattet durch die Aufregung der Flamen über die Wegnahme der Galeere des Thomas Portinari, wegen deren auch weite Reisen nach Lübeck und Danzig gemacht wurden (Nr. 133—136, 143—147, 161, 163, 166). Die meisten dieser Einzelheiten wurden bei der Edition von HUB und HR noch nicht erfaßt, bilden für uns also eine interessante Ergänzung.

R. S.

Die Stadt Kampen setzt den Druck ihrer Archiv-Inventare fort: *De Archieven der Gemeente Kampen. Deel III: Het Nieuw-Archief*. Uitgave Gemeente Kampen 1971, 265 S. Bearbeiter ist, wie früher (vgl. HGbl. 83, 225), der Stadtarchivar *J. Don*. Verzeichnet sind das Ratsarchiv von 1813 bis 1933, die städtischen Behörden und Kollegien des 18. und 19. Jh. sowie kirchliche, Gilden- und Familienarchive, die bis ins 15. und 16. Jh. zurückreichen; ferner kleinere Bestände von lokaler Bedeutung. Der Band weist ein reiches statistisches und statistisch verwertbares Material zur Wirtschafts- und Bevölkerungsgeschichte nach. Die Entwicklung der hansischen Beziehungen der Stadt ist nicht zu erkennen, da die Ratsakten zum größten Teil in chronologischen Serien, nicht in Sachakten, angelegt sind.

Ernst Pitz

*Peter Spufford*, *Monetary Problems and Policies in the Burgundian Netherlands 1433—1496* (Leiden 1970, E. J. Brill, VIII u. 229 S.). — Gestützt auf die Numismatik — vor allem in ihrer modernen Form der Fundanalyse — münzpolitische Verordnungen und die unerschöpflichen burgundischen Staatsrechnungen beschreibt *Spufford* zunächst das in den Niederlanden geprägte und umlaufende Geld mit genauen Prägezahlen. Der Konkurrenzkampf um das Münzmetall wird besonders mit den rheinischen Kurfürsten ausgetragen, die weniger an der Geldstabilität orientiert waren als die Burgunder und deren Münzstätten deswegen das Gold aus den Niederlanden herauszogen, bis man nach 1466

dazu übergang, im Andreasgulden eine Nachahmung des rheinischen Guldens zu prägen. Die Stabilitätspolitik, die erst von Maximilian gänzlich aufgegeben wurde, zwang zum Verzicht auf Münzprofite. Sie stand vielleicht unter dem Einfluß theoretischer, besonders kirchenrechtlicher Lehren, mit Sicherheit aber unter dem Druck der Stände, die das Interesse ihrer fixierten Renten wahrten. In Silber beherrschte bis zur Jahrhundertmitte das flandrische Geld allein, danach zusammen mit dem Brabanter Geld den Umlauf. Geld des wendischen Münzvereins oder Bremens spielte in den Niederlanden keine Rolle. R. S.

M. K. E. Gottschalk, *Stormvloeden en rivieroverstromingen in Nederland I. De periode vóór 1400* (Assens 1971, Van Gorcum u. Comp. N. V., XX u. 581 S., 7 beigelegte Diagrammtafeln). — Das Buch enthält in chronologischer Reihe alle Nachrichten von Sturmfluten und Flußüberschwemmungen im niederländischen Küstengebiet und bemüht sich dabei, echte Naturkatastrophen von den legendären zu trennen. Der niederländische Text wird in geschickter Weise von zahlreichen Zusammenfassungen in englischer Sprache unterbrochen. Die Zahl der legendären Sturmfluten übertrifft bei weitem die der sicher bezeugten. Von 1150 bis 1300 sind alle 50 Jahre drei größere nachzuweisen, im 14. Jahrhundert verdoppelt sich die Zahl. Das Zentrum liegt nur deswegen im 13. Jahrhundert im Norden der Küste, weil dort die Klosterchroniken des Emo und Menko geschrieben wurden. Nachher fehlen vergleichbare Quellen. Aus dem 14. Jahrhundert berichten hauptsächlich die Rechnungen des Grafen von Holland, die vornehmlich den südlichen Raum erfassen. Die Landverluste, die zur Entstehung der Zuidersee führten, erfolgten zwischen 1150 und 1250. R. S.

Otto Nübel, *Mittelalterliche Beginen- und Sozialsiedlungen in den Niederlanden. Ein Beitrag zur Vorgeschichte der Fuggerei* (Tübingen 1970, J. C. B. Mohr, XXI u. 335 S.). — An diesem auf ein Kapitel der Frömmigkeitsgeschichte und der frommen Sozialfürsorge gerichteten Buch interessieren uns die Einblicke in die sozialen Verhältnisse niederländischer Handelsstädte, die es vermittelt. Es gab im Norden der Niederlande kaum einen Ort von einiger Bedeutung, der nicht mindestens eine Gemeinschaft frommer Frauen gehabt hätte, während die großen Städte nicht selten zwei voll entwickelte Beginenhöfe besitzen konnten (S. 111f). Gründung und Förderung erfolgte mehr noch als durch Bürger durch Fürsten, Bischöfe und Bettelorden. Als die Kurie am Anfang des 14. Jahrhunderts zeitweise dem Beginentum ablehnend gegenüberstand, hatte dieses auch Widerstände von den Städten zu erfahren, die sich an dem Steuerprivileg und auch an der Tuchproduktion der Beginenhäuser entzündeten. 1326 erreichten es die Beginen von Maastricht zwar, daß sie in die dortige Weberzunft aufgenommen wurden (S. 184), im allgemeinen wurden den Beginen aber in wachsendem Maße und bleibend gewerbliche Beschränkungen auferlegt. Die „Freiwohnungen“ und „Hofjes“ in Deventer, Leiden usw. standen im Unterschied dazu außerhalb der Kirche, wurden ausschließlich von bürgerlichen Kräften getragen und setzten in erweiterter Form und allerdings unter dem Einfluß der frommen Laienbewegungen die patriarchalische Betreuung der Hausarmut fort. R. S.

C. A. Rutgers, *Jan van Arkel. Bisschop van Utrecht* (Bijdragen van het Instituut voor Middeleeuwse Geschiedenis der Rijksuniversiteit te Utrecht XXXIV, Groningen 1970, Wolters-Noordhoff, 300 S.). — In der Biographie dieses von 1342 bis 1364 in Utrecht regierenden Bischofs interessiert die Hansegeschichte vornehmlich seine Beziehungen zu den Handels- und Hansestädten in seinem Lande und deren äußere Verhältnisse. Am lockersten waren diese Beziehungen zu Groningen, das eine gewisse Zwischenstellung zwischen den Friesen als Mitglied des Bundes von Upstalboom (1361) und der Landesherrschaft einnahm. Der Bischof wußte immerhin auf erfolgreichen Zügen gegen Friesen im Grenzland von Stellingwerven (1361/1362) seine Macht dort zur Geltung zu bringen. Die Beziehungen zu den anderen Städten waren dadurch gekennzeichnet, daß der Bischof sie in den Auseinandersetzungen mit dem Burgenadel des Landes brauchte. Sie erhielten dadurch Rechte, die ihre Unabhängigkeit stärkten und die sie besonders im Oberstift zu den wichtigsten Gliedern der sich bildenden Ständeversammlung machten. Bei Gelegenheit der Erörterung über die Abtretung der Grutabgabe an die Städte erfährt man einiges von der Umstellung der Brauerei vom Grut auf Hopfen (S. 152 u. 158). R. S.

Gérard Sivéry, *Les comtes de Hainaut et le commerce du vin au XI<sup>e</sup> siècle et au début du XV<sup>e</sup> siècle* (Publications du Centre Régional d'Études historiques de l'Université de Lille No 6, 1969, 213 S.). — Der Verfasser untersucht die seit 1295 mit wachsender Vollständigkeit bis 1420 erhaltenen Rechnungen des gräflichen Haushalts nach den Einkäufen von vornehmlich nordfranzösischem und burgundischem Wein und ermittelt daraus Eigentümlichkeiten des Weinverbrauchs und Weinhandels. Interessant sind quantitative Angaben: in Valenciennes wurden 1352 350 000 Liter, 1406 183 000 Liter, am gräflichen Hof 1329 270 000 Liter, 1410 73 000 Liter Wein getrunken. Diesem Konsumabfall entspricht ein Preisanstieg von der Mitte des 14. Jahrhunderts bis gegen 1420: In der nordfranzösischen Produktionsgegend z. B. betrug dieser nur etwa ein Fünftel, in der Konsumgegend fast 100 % (S. 167). Der Leser stellt sich die Frage, ob neben den von dem Verfasser genannten Preisbildungsfaktoren ein Zusammenhang mit der Konzentration des Handels in wenigen Händen im Laufe der Jahrzehnte (S. 121f) besteht. Der Hof war ein großer Anreger des Weinhandels. Holland war mit Hennegau vereint. Der Verfasser findet einige Indizien dafür, daß durch den Hof Weinhandel und Weinkonsum auch dort angeregt wurden. Sonst sind die Streiflichter, die auf das eigentliche hansische Wirtschaftsgebiet fallen gering (S. 30, 52). Der Kauf von Rheinwein bleibt begrenzt, sinkt mit der wachsenden Beliebtheit des burgundischen Weines noch mehr. R. S.

H. Neveux, *Cambrai et sa campagne de 1420 à 1450* (AESC 26, 1971, 114—136). — Die reichen Rechnungen kirchlicher Institutionen, die eine beherrschende Position großer Grundbesitzer in der Stadt und der Umgebung besaßen, erlauben es, statistische Reihen nicht nur über die Preise und Löhne, sondern auch über die Beschäftigung, städtische Mieten und nach den Zehntrechnungen über die Agrarproduktion der Umgebung aufzustellen. Der Verfasser kann so die Wirtschaftskonjunktur der Periode nachzeichnen und die verschiedenen

Faktoren, die im Spiele sind, analysieren. Die Agrarproduktion wurde in den zwanziger Jahren belebt und zog bald einen Aufschwung der Beschäftigung in der Stadt nach sich. In den dreißiger Jahren gab es einen Rückgang, der besonders in der schweren Krise von 1437 bis 1439 zu Tage trat. Der Bevölkerungsrückgang dieser Jahre ließ besonders die Löhne nach oben steigen, obwohl der Häuserbau weniger Beschäftigung bot. Die schlechte Situation der vierziger Jahre ging vornehmlich auf die Schwierigkeiten der Getreideausfuhr nach Flandern zurück. Die wichtigsten Variablen, die der Analyse entgehen, sind der Außenhandel im allgemeinen und die Textilproduktion. Das wirtschaftliche Verhalten wird manchmal sehr lebhaft geschildert. Zum Beispiel sieht man die Verwalterin des Hospitals Saint Julien 1432 einen Stock Bauholz kaufen, um sich des flüssigen Geldes zu entledigen, da sie eine Geldverschlechterung fürchtet. P. J.

Monique Sommé, *Les déplacements d'Isabelle de Portugal et la circulation dans les Pays-Bas bourguignons au milieu du XV<sup>e</sup> siècle* (RN 52, 1970, 183—197). — Die vollständige Rechnung aus den Jahren 1448 bis 1452 erlaubt es, das Itinerar, das die herzoglichen Aufenthalte verbindet, zu zeichnen. Normalerweise wurde an einem Tag mit großer Begleitung eine Strecke von ungefähr 40 Kilometern zurückgelegt. P. J.

J. F. Verbruggen, *Pierre de Coninc et Jean Breidel, tribuns brugeois au début du XIV<sup>e</sup> siècle* (MA 25, 1970, 61—89). — Der Verfasser sammelt alle verfügbaren biographischen Angaben über diese beiden Agitateure des Handwerks und betont dann die Tatsache, daß sie tatsächlich aus dem Volke hervorgegangen sind. Der erste, ein Weber, der die Macht in Brügge im März 1302 gewinnt, wird durch seine Rolle in dem Widerstand gegen den französischen König ein Nationalheld. 1309 ist er wiederum sehr aktiv. 1321—1322 unterstützt er den Grafen Robert de Béthune, während Jean Breidel, der zweite, sich damals im entgegengesetzten Lager befindet. P. J.

Monique Sommé, *L'alimentation quotidienne à la Cour de Bourgogne au milieu du XV<sup>e</sup> siècle* (Bulletin philologique et historique [jusqu'à 1610] du Comité des travaux historiques et scientifiques, Année 1968 [1971], I, 103—117). — Die Tagesaufstellung der Nahrungsmittelausgaben während eines Aufenthaltes der Isabella von Portugal in Brügge, September bis Dezember 1450, enthüllt die Ernährungsweise der Herzogin und einiger 150 Personen, die an ihrem Hofe lebten. An satten Tagen bildete das Fleisch, hauptsächlich Hammelfleisch, mit Fett und Eiern 80 % der Einkäufe. An mageren Tagen gingen 70 % in Fische, Eier und Butter. Ein Viertel des Budgets blieb für Brot, Käse, Gemüse, Früchte und Gewürze. Der gewöhnliche Wein, wahrscheinlich aus dem Poitou, wurde durch die Stadt geliefert. Der Hof kaufte nur die besseren Qualitäten, den Wein vom Rhein und aus Burgund. Wie diese guten Weine war das Geflügel und das Wild für die Bankette bestimmt. Wenn wir die Bankette beiseite lassen, war das Niveau der Ausgaben konstant. Es entsprach einer wohl reichen, aber monotonen Ernährung. Dieser Zeitschriftenband (es sind die Akten des 93. nationalen Kongresses der Sociétés savantes) enthält etwa 15 ähnliche Studien über die Ernährung in verschiedenen Gegenden Frankreichs und in den verschiedenen Gesell-

schaftskreisen. Neben dem eben erwähnten Artikel sei noch auf die Veröffentlichung zweier Traktate über die mittelalterliche Küchenkunst durch *M a r i a n n e M u l o n* (S. 369—435) hingewiesen. Der *Traktatus de modo preparandi et condiendi omnia cibaria* ist ein sehr literarischer und gelehrter Text. Der *Liber de Coquina* ist eine Sammlung praktischer Rezepte. Die Schrift des Manuskriptes datiert vom beginnenden 14. Jahrhundert. Die Texte könnten von dem Hof der Anjou in Neapel stammen. P. J.

*J. Deckers*, *Recherches sur l'histoire des brasseries dans la région mosane au moyen âge* (MA 25, 1970, 445—491). — Die Bierproduktion wird zuerst im 9. Jahrhundert bezeugt. Sie erscheint im Laufe der Zeit in sehr verschiedenartigen Quellen aus 200 Ortschaften dieser Gegend, besonders aus Hesbaye. Aber während die Brauerei der Hansestädte am Ende des 13. Jahrhunderts nach Flandern exportierte, diente jene des Mosellandes selbst dann, wenn sie nicht nur ein Dorfgewerbe war, ausschließlich den örtlichen Bedürfnissen. P. J.

FRANKREICH. *J. P. Poussou*, *Les Mouvements migratoires en France et à partir de la France de la fin du XV<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle: approches pour une synthèse* (Annales de Démographie Historique 1970, [1971], 11—78). — Die Fortschritte, die von der historischen Demographie seit 20 Jahren erzielt wurden, haben das Studium der Wanderbewegungen nicht sehr gefördert. Für diese Wanderbewegungen sind in den älteren Forschungen der regionalen Geographie interessante Beiträge, allerdings oft rein deskriptiver und bewertender Art enthalten. Der Autor erörtert die Klassifikationen, die für die Typen von Wanderungen vorgeschlagen wurden und durchmustert eine bunte Vielzahl von Quellen mit Beispielen ihrer möglichen Benutzung, die sich aber meistens auf die Feststellung der Bewegung und den Zielort der Einwanderer beschränkt. Als Ausnahmen gibt es die Auswanderung in die Kolonien — der Verfasser nimmt die Größenordnung von 100 000 Personen an, die zwischen 1650 und 1800 dorthin ausgewandert wären — und das immer noch kontroverse Problem der Hugenottenauswanderung. Im ganzen ist dieser Überblick sehr fruchtbar, weil er Ausblicke auf die Komplexität der Wanderungen in ihren Ursachen und in ihren Konsequenzen gibt. Die Emigranten gehörten nicht immer zu den ärmsten Bewohnern der Gegenden, die sie verließen. Unglücklicherweise muß man mit dem Verfasser bedauern, daß die Information im allgemeinen mager und ungewiß im Hinblick auf eine wichtige Frage, nämlich auf die Einwanderung von Landbewohnern in die Städte bleibt. Unter den übrigen Beiträgen des Bandes, die alle den Wanderbewegungen gewidmet sind, sei noch auf den Artikel von *A. Croix*, *Deux notes sur Nantes* (S. 143—151) hingewiesen. Er ist der ausländischen Einwanderung nach Nantes im 16. Jahrhundert gewidmet. 25 portugiesische Familien werden zwischen 1585 und 1600 zitiert. Spanier erscheinen in einer größeren Zahl; sie waren nicht alle Kaufleute. Weder Holländer noch Deutsche erscheinen in den Kirchbüchern. P. J.

*Ch. Frostin*, *Les Pontchartrain et la pénétration commerciale française en Amérique espagnole 1690—1715* (RH 245, 1971, 307—336). — Der Staatssekretär für die Marine *Jérôme de Pontchartrain* trieb zu dieser Durchdringung

an, deren Plan sein Vater Louis entworfen hatte. Die Studie beleuchtet die Tätigkeit der Verwaltungsbeamten im Mutterland und in den Kolonien und die Vorbehalte des privaten Handels, die dazu beitrugen, daß Monopolgesellschaften gegründet wurden. Der Erfolg war unvollständig und kurz wegen der Änderung der spanischen Politik seit 1709. Trotzdem füllte die Handelsoffensive die königliche Kasse mit Piastern, veranlaßte, daß eine Plantagenwirtschaft auf den französischen Inseln gegründet wurde, und belebte dadurch die französischen Häfen im 18. Jahrhundert.

P. J.

R. Le Blant, *Un commerce international de pelleteries à Paris au début du XVII<sup>e</sup> siècle* (Actes du 92<sup>e</sup> Congrès National des Sociétés Savantes 1967. Section d'Histoire moderne et contemporaine, tome II, 1970, 9—23). — Mathieu Duisterlo, ein geborener Kölner, der 1607 in Frankreich naturalisiert wurde, besaß seit 1604 mit zwei Landsleuten, die auch in Paris wohnten, eine Gesellschaft, die den Pelzhandel in Verbindung mit kanadischen Pelzjägern trieb. Er war sogar Mitglied der zwei privilegierten Gesellschaften in dieser Kolonie. Man hat bis 1648 Spuren seiner Tätigkeit: Geschäfte, die London, zahlreiche Häfen von Spanien bis Holland, Deutschland und die Schweiz betreffen. Die Notariatsakten, die das ganze Material für die Studie boten, enthalten auch Einblick in das Leben der beiden Mitgesellschafter und ihrer Familien. Es wäre gut, die Studien in Kölner Archiven zu vollenden und sei es nur, um die sicherlich durch die Pariser Notare verdorbenen Namensformen wiederherzustellen. Für die so wenig bekannte Geschichte des hanseatischen Handels in Frankreich in dieser Epoche wurde eine schmale, aber neue Straße eröffnet.

P. J.

Micheline Baulant, *Le salaire des ouvriers du bâtiment à Paris de 1400 à 1726* (AESC 26, 1971, 463—481). — Die Lohnstatistiken, die man in den klassischen Werken findet, sind oft weniger solide und schwieriger zu interpretieren als die Preisreihen. Wir haben hier eine Studie vor uns, die die Rechnungen religiöser Gemeinschaften und Hospitäler auswertet, sehr kritisch, aber immer auf fruchtbare Ergebnisse ausgerichtet ist und dafür geeignete statistische Verfahren anwendet. Über den Arbeitstag und den Rhythmus der Beschäftigung werden präzise Beobachtungen gemacht. Es gab wenig Arbeit auf den Bauplätzen im Januar und Februar. Die Höhepunkte der Beschäftigung lagen im Frühjahr und im September/Oktober nach der Ernte. Wenn man die Feiertage abzieht, lag die Zahl der Arbeitstage im Jahr ein wenig unter 280 vor 1666, ein wenig darüber nach 1666. Aber viele Arbeiter waren wahrscheinlich nicht an allen Werktagen beschäftigt. Das Verhältnis zwischen dem Lohn von Handarbeitern und dem von Facharbeitern, die am Ende des 17. Jahrhunderts deutlicher herausgehoben werden, variiert zwischen  $\frac{2}{5}$  und  $\frac{3}{5}$ . Es wird eine Lohnreihe für den mittleren Handarbeiter hergestellt. Dabei wird ein tägliches Einkommen festgehalten, das viele nicht erreichten. In den Nominalwerten spiegelt die Kurve einen langsamen Anstieg nach 1518, einen schnelleren Anstieg von 1545 bis 1580 wider. Ein neuer Anstieg ist zwischen 1610 und 1656 feststellbar. Allerdings besitzt die Dokumentation in dieser Periode die meisten Lücken. Außerhalb der genannten Phasen herrscht Lohnstabilität vor. Wenn man den Lohn in Kornmaßen wiedergibt, läßt sich eine starke Abwertung zwischen 1460 und 1540

feststellen. Von 1540 ab herrscht Gleichgewicht zwischen den Löhnen und den Agrarpreisen über zwei Jahrhunderte hinweg. Man kann also nicht von einer allgemeinen und fortdauernden Verarmung während des säkularen Preisanstieges sprechen. Der Pariser Bauarbeiter litt je nach dem Umfang der Familie, die er zu ernähren hatte, mehr oder weniger unter den Getreidepreiserhöhungen. Wenn er regelmäßig arbeitete, entkam er nach 1540, wenn auch nur knapp, dem Phänomen, das die Wirtschaftshistoriker oft als das allgemeine Gesetz der Epoche betrachten, nämlich dem größer werdenden Abstand zwischen der langfristigen Preisentwicklung und der Lohnbewegung. P. J.

Jacqueline Roubert, *Essai sur les transporteurs de marchandises en relation avec le commerce lyonnais au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Actes du 92<sup>e</sup> Congrès National des Sociétés Savantes 1967, Section d'Histoire moderne et contemporaine, tome II, 99—177). — Dieser Beitrag ist sehr wesentlich für die Land- und Flußwege, die Organisation der öffentlichen und privaten Transport- und Botenunternehmungen. Beschränken wir uns auf die Ausdehnung des Verkehrs nach Norden. Von Lyon und Marseille führte ein belebter Weg nach Basel und Straßburg, wo für Amsterdam, Köln und Frankfurt umgeladen wurde. Nach dem Tarif eines Kommissionsbefrachters in Lyon von 1770, der im Anhang veröffentlicht wird, zahlte man dreimal so teuer für Frankfurt wie für Straßburg. Ein anderes Dokument enthält die Tarife einer Transportgesellschaft, die 1769 in Bourg la Reine bei Paris gegründet wurde, um die Stadtzölle der französischen Hauptstadt zu vermeiden. Auch hier sind Frachtkosten für Köln, Mainz und Frankfurt verzeichnet. P. J.

François Bayard, *Les Bonvisi, marchands banquiers à Lyon 1575—1629* (AESC 26, 1971, 1234—1269). — Die Firma Bonvisi umfaßt nur Mitglieder der Familie, die weniger zahlreich sind als ihre Verwandten, die an den Bonvisi-Gesellschaften in Italien Anteil haben. Die Kompanie Bonvisi ist in Lyon eine fremde Firma geblieben und hat dort keine Grundstücke erworben. Ihre Wechselgeschäfte umspannten einen größeren Raum als ihr Handel und berührten — allerdings in einem schwachen Maße — sogar Köln und Frankfurt. Die Bonvisi beschäftigten sich auch mit der Seeversicherung. Die Notariatsakten, die einzigen Quellen, die in Lyon darüber verfügbar sind, genügen, um diese Tatsachen ans Licht zu stellen. Aber man sieht nicht recht, wieso der Autor auf diese Quellen gestützt Ansichten über die Wechselfälle der Firma äußern kann. Dieser Teil der Arbeit ruft einige Reserve hervor, obwohl auch er interessante Informationen enthält. Sie betreffen zum Beispiel den Handel mit deutschem Kupfer nach Spanien durch die Bonvisi 1624. P. J.

Jean Meyer, *La course. Romantisme, exutoire social, réalité économique* (Annales de Bretagne 78, 1971, 307—344). — In der Blütezeit der Kaperei (von 1680 bis ungefähr 1715) wurden in Saint Malo drei Schiffstypen verwandt: kleine Schiffe mit weniger als 100 Tonnen, die durch einige Personen am Orte finanziert wurden. Mittlere Schiffe, deren Ausrüstung mehr als das Schiff eines gewöhnlichen Kaufmanns kostete. Sehr große Schiffe, die besonders angefertigt wurden, und für die eine kombinierte Finanzierung aus privater Hand auf na-

tionaler Ebene (Kapitalien großer Geschäftsleute und verschiedenartiger Quellen) und durch die Finanzhilfe des Staates notwendig war. Die Kaperei gab Anlaß zu sehr rascher Bereicherung, deren Ausmaß der Verfasser etwa am Beispiel der Familie Danycan veranschaulicht. Der Verfasser ist der Ansicht, daß der Betrag der verkauften Prisengüter als Gegenwert für holländische Kredite diente und dadurch Bankiers des Königs wie Samuel Bernard die Aktivität ermöglichte. Dann läge in der verminderten Rentabilität, dem langsameren Verkauf der Prisengüter eine der Ursachen für die zurückgehende Bedeutung der Kaperei in den Kriegen nach 1740. Die Nachfahren der großen Korsaren aus Saint Malo dienten der Indiangesellschaft als Kapitäne auf ihren Schiffen in Lorient. P. J.

F. B a g o t, *Le trafic maritime breton et sa protection sous Henri II: le „convoy de la mer“ et les Etats de Bretagne* (Bulletin philologique et historique [jusqu'à 1610] du Comité des travaux historiques et scientifiques, Année 1968 [1971], II, 819—827). — Die Abgabe der 20 Schillinge pro Tonne, die bestimmt war, um den Geleitschutz zu finanzieren, wurde 1554 abgeschafft und 1556 wieder eingeführt. Man sieht dabei die Differenzen juristischer und fiskalischer Art zwischen dem König und den Ständen im Hinblick auf diese Abgabe. Das Funktionieren und die Effektivität des Protektionssystems, das noch bis in die herzogliche Epoche zurückreicht, bleiben weiterhin wenig bekannt. P. J.

A. S a d o u r n y, *Les rentes à Rouen au XIIIe siècle* (Annales de Normandie 21, 1971, 99—108). — Das Domkapitel ist seit etwa 1200 als der größte Aufkäufer von Renten bezeugt. Andererseits gab es Renten, die aus Stiftungen zugunsten von Klöstern hervorgegangen waren. Meistens war nur eine kleine Summe im Spiel, niedriger als ein Pfund Pfennige in der guten Hälfte der Fälle. Der Zinsfuß lag um 10 0/0. Der Rückkauf durch den Rentenschuldner wurde zuerst im beginnenden 14. Jahrhundert erlaubt. Neben einigen großen Laienfamilien legten kleine Leute auf diese Weise Geld an und sicherten sich ein bescheidenes Einkommen. Unter dem Vorbehalt, daß die Operationen nur durch kirchliche Quellen bekannt sind, scheint es, daß die Renteninstitution in Rouen noch nicht die Bedeutung hatte, die man von ihr aus anderen städtischen Gesellschaften kennt. P. J.

ENGLAND/SCHOTTLAND. Kurt Kluxen, *Geschichte Englands. Von den Anfängen bis zur Gegenwart* (Kröners Taschenausgabe Band 374, Stuttgart 1968, Alfred Kröner, XI u. 900 S.). — Das Buch trägt den Charakter einer Synthese. Ihm ist zwar eine ausgewogene und auf dem neuesten Stand befindliche Bibliographie angefügt, aber der Text ist so stark auf Darstellung ausgerichtet, daß Quellen und Forschungsstand nicht hindurchschimmern. Obwohl hier nicht der Ort ist, die Darstellung im ganzen zu beurteilen, möchten wir betonen, daß es sehr starke Partien in dem Buch gibt, z. B. jene über die Wandlungen der agrarischen Gesellschaft im Spätmittelalter unter dem Einfluß des Geldes (S. 149—154), und jene über die „wachsende Allgegenwart des Staates“ im 16. Jahrhundert (S. 238—253). Hier ist eigentlich nur die Aufgabe, nach dem Nutzen des Buches für die Hansehistoriker zu fragen. Ein allgemeiner Nutzen versteht sich schon aus dem Gesagten. Allerdings muß hinzugefügt werden, daß der Verfasser

offenbar mehr Interesse für die politische Geschichte als für die Sozial- und Wirtschaftsgeschichte und mehr für die Sozial- als für die Wirtschaftsgeschichte hat. Der spätmittelalterlichen Stadt- und Wirtschaftsgeschichte sind 8 Seiten gewidmet (S. 136—145). Speziell für das Verhältnis Englands zur Hanse ist das Buch unergiebig. Was S. 139 darüber gesagt wird, ist zu knapp, auch wenn man dem Verfasser die größte Freiheit in der Gewichtsverteilung zubilligt. R. S.

Margery Kirkbride James, *Studies in the medieval Wine Trade* (Oxford 1971, Clarendon Press, XVII u. 232 S.). — In diesem Buch sind vier Aufsätze der 1966 verstorbenen Verfasserin aus den fünfziger Jahren mit Teilen ihrer unveröffentlichten Oxforder Dissertation von 1952: „The non sweet wine trade for England in the fourteenth and fifteenth century“ vereinigt. Gegenüber dem bisher von der Verfasserin Bekannten wird nun die Betrachtung der englischen Weinhandelskonjunktur vom 14. zum 15. Jahrhundert fortgesetzt. Die Bedeutung der einzelnen englischen Häfen für den Weinhandel wird im einzelnen verglichen und die Transportprobleme der englischen Weineinfuhr von der Gascogne werden beleuchtet. Zusammen mit den bisher bereits bekannten Aufsätzen der Verfasserin ergibt sich daraus ein gutes Bild von der Stellung des englischen Weinhandels im europäischen Fernhandel des Spätmittelalters. Dieser Handel erlitt mit dem Ausbruch des hundertjährigen Krieges einen erheblichen Niedergang, von dem er sich bis zum Ende des Mittelalters nicht mehr erholte. Gleichzeitig stiegen die englischen Weinpreise auf ein hohes Niveau, das sie ebenfalls beibehielten. Etwa 1320 betrug der Weinexport der Gascogne rund 80 000 Tonnen im Jahr. Davon war etwa ein Viertel nach England bestimmt und wurde dort für nahezu 4 £ Sterling pro Tonne verkauft. 1371/72 erreichten nur etwa 6000 Tonnen Wein aus der Gascogne England. Sie machten etwa die Hälfte der Gesamtausfuhr der Gascogne aus. Die Preise waren gegenüber 1320 auf das Doppelte gestiegen. Gegenüber dem Gascogne-Wein spielten die anderen Weine eine geringere Rolle, der Rheinwein fast keine, der griechisch-spanische erst im 15. Jahrhundert eine gewisse. Eine Konkurrenz bedeutete nur der Poitou-Wein, bei dessen Vermittlung nach England die hansische Schifffahrt beteiligt war, die mit dem Handel von Gascogne-Weinen nichts zu tun hatte. R. S.

*The Acts of William I. King of Scots 1165—1214*, edited by G. W. S. Barrow (Regesta Regum Scottorum Band 2, Edinburgh 1971, University Press, XVI u. 549 S. u. 1 Karte). — Auch die Hansegeschichte verfolgt das — allerdings langsame — Fortschreiten der Edition der schottischen Königsurkunden mit Interesse (der erste Band 1153—1165 erschien 1960). Hier werden 524 Urkunden veröffentlicht, die bisher nur in überholten, zerstreuten lokalen Editionen zugänglich waren. Obwohl eine Schwester Williams I. mit einem Grafen von Holland verheiratet war, sucht man vergebens nach Beziehungen über die Nordsee hinweg in den Urkunden. Allerdings erfährt man einiges über Handel und Schifffahrt an der schottischen Nordseeküste. In dem großen Privileg für Perth (von ca. 1205, Nr. 467) wird unter anderem bestimmt, daß kein *mercator extraneus* außerhalb des *burgus* im Bezirk Handel treiben darf. Zwischen Himmelfahrt und dem ersten August darf er im *burgus* unter dem königlichen Schutz unter anderem Tücher verkaufen. Die Bürger von Perth dürfen eine Kaufleutegilde haben. Außer in Perth (vgl. auch Nr. 8) wird die Ankunft von Schiffen in Pittenweem und An-

struther (Nr. 207) mit Abgaben belegt. Für die Geschichte des Schiffbaues dürfte die Erwähnung „de batellis qui annexa habuerint gubernacula“ in den zuletzt genannten Häfen 1178—1188 von besonderem Interesse sein. R. S.

A. H a n h a m, *A medieval Scots merchant's handbook* (ScHR 50, 1971, 107—120), beschreibt und druckt Auszüge von einem Manuskript, das sich in der National-Bibliothek von Edinburgh befindet und in die Zeit um 1400 gehört. Das Buch war „designed primarily as a ready reckoner for use in the extremely complicated conditions obtaining in the markets of the Low Countries“, und „offers incidental remarks about the buying and selling of commodities there.“ Wollpreise und Preise anderer Güter werden genannt. G. D. R.

T. M. D e v i n e and S. G. E. L y t h e, *The economy of Scotland under James VI* (ScHR 50, 1971, 91—106) ist ein allgemeiner Überblick der schottischen Wirtschaftstätigkeit von etwa 1560—1625 und basiert zum Teil auf Quellenmaterial. In dem Textilgewerbe und noch mehr im Bergbau läßt sich eine markante Produktionssteigerung feststellen. Auch der Überseehandel wurde ausgedehnt, ein Teil des Handels zwischen England und dem Kontinent wurde auf schottischen Schiffen ausgeführt. G. D. R.

## SKANDINAVIEN

(Bearbeitet von *Ahasver von Brandt*)

*Kulturhistorisk Leksikon for nordisk middelalder*. Bd. XV: *Samisk språk — Skude* (Kopenhagen 1970, Rosenkilde og Bagger, 724 Sp., 9 Tfn. m. Abb.). — Der neueste Band dieses Reallexikons bringt u. a. eine größere Anzahl von Artikeln zum Schiffs- und Seewesen, z. B.: Segelbeschreibungen (Sp. 66—69), Seezeichen (Sjømerker, Sp. 342—348; hier wird die Errichtung des bekannten, von Valdemar II. genehmigten Seezeichens bei Falsterbo den Lübecker Dominikanern zugeschrieben, obwohl in der Urkunde [HansUB I 195] fratres predicatorum, ohne Ortsangabe, nur als Petenten genannt sind), Schiffsbesatzung (Sp. 554—560), Schiffsnamen (Sp. 560—565), Schiffsausrüstung (Sp. 567—569, knapp und unvollständig, beschränkt auf die norwegischen Wikingerschiffsfunde); dagegen ausführlich und lehrreich, mit guten Abbildungen und Auswertung der neuesten Literatur und archäologischen Funde der Sammelartikel Schiffstypen (482—494, der wichtigste Beitrag darin von O. C r u m l i n - P e d e r s e n). Schließlich verdient besondere Erwähnung in diesem Zusammenhang die schöne Artikelgruppe Seerecht (Sjörätt, Sp. 350—372) von den Bearbeitern G ö s t a H a s s e l b e r g und K n u t R o b b e r s t a d. Für die Handelsgeschichte sind von Interesse die Artikel über Hering- und Heringsfang (Sild, Sill u. Zusammensetzungen, Sp. 245—264), die Stichworte über Silber, Silbergewinnung, -verarbeitung, Silberzoll (Sp. 264—291, vgl. dazu auch das Stichwort Skilling, Sp. 503—505), sowie über Häute- und Fellhandel (Skindhandel, Sp. 521—532). Zu erwähnen sind schließlich im hansischen Interesse noch die Artikel Schiffspfund (Skippund, Sp. 543—546) und über den Schoß als Kommunalsteuer (Sp. 666—668, 670—672). A. v. B.

Hans Andersson, *Urbanisierte Ortschaften und lateinische Terminologie. Studien zur Geschichte des nordeuropäischen Städtewesens vor 1350* (Acta Regiae Societatis Scientiarum et Litterarum Gothoburgensis, Humaniora 6, Göteborg 1971, Kungl. Vetenskaps-och Vitterhets-Samhället, 281 S.). — Der Verfasser stellt sich die Frage, wie die stadtähnlichen Gebilde in drei Vergleichsgebieten: Dänemark, Schweden und Westfalen in den Quellen des Spätmittelalters benannt wurden. Er geht von dem richtigen methodischen Gesichtspunkt aus, daß man zwischen den Quellenarten unterscheiden muß und beschränkt sich auf die Urkunden in Dänemark und Norwegen bis 1350, in Westfalen bis 1300. In Skandinavien wird *civitas* im wesentlichen für Bischofsstädte reserviert, für die anderen urbanisierten Ortschaften ist *villa* das übliche, ein Wort, das sich an das topographische Bild heftet und deswegen auch für Dörfer verwandt wird. In Westfalen hat das Wort *civitas* etwa den gleichen Rang. Sonst wird *oppidum* vorgezogen. Ob sich aus diesem Ergebnis viel für Städtelandschaften gewinnen läßt — wie der Verfasser meint — erscheint fraglich. Das Ergebnis hat wohl im wesentlichen sprachgeschichtliche Bedeutung. Immerhin fallen für die Stadtgeschichte einige Früchte ab: zum Beispiel die Tendenz auch der kleinen Städte in Westfalen, den Terminus *civitas* in selbstausgestellten Urkunden im Sinne der Selbstaufwertung zu verwenden. Nützlich ist auch der Katalog dänischer und schwedischer Orte, die Urbanisierungsmerkmale aufweisen: Stadtrecht und Siegel, Bürgermeister, ständiger Markt, eine Mehrzahl von Kirchen, Bettelordensklöster und anderes.

R. S.

DÄNEMARK. Kazimiers Slaski, *Die dänisch-polnischen Beziehungen von dem Tode Valdemars II. bis zum Entstehen der Kalmarer Union* (Mediaeval Scandinavia 4, 1971, 80—90). — Die hier knapp geschilderten Beziehungen sind für das 13. Jh. überwiegend dynastischer Art und betreffen teilweise gar nicht (Groß-)Polen, sondern das samboridische Herzogtum Pommerellen. Nebenbei fällt eine Bemerkung über das Privileg HansUB I Nr. 1288 auf (S. 83), die den — natürlich ganz unzutreffenden — Eindruck erwecken könnte, als hätten vor dem Jahr 1298 noch keine engen Beziehungen zwischen Danzig und Lübeck bestanden. Eine etwas eingehendere Erörterung findet das bekannte Verhältnis zwischen Valdemar Atterdag und Kasimir dem Großen. Im Schlußabsatz wird die Ansicht ausgesprochen, daß das „Übergewicht der Hanse“ durch das Entstehen der Kalmarer Union in gleicher Weise erschüttert worden sei, wie die „Vormachtstellung des Deutschen Ordens“ durch das Entstehen des polnisch-litauischen Doppelstaates; diese Auffassung erscheint sowohl in tatsächlicher wie in kausaler Hinsicht recht fragwürdig.

A. v. B.

Für die Geschichte der hansisch-dänischen Beziehungen in den 1360er Jahren von Interesse ist der Aufsatz von Leif Szomlajski, *Valdemar Atterdag's contract of 1360 and its background* (Mediaev. Scandinavia 4, 1971, 91—104), der die Quellen jenes „Versöhnungsvertrages“ zwischen Valdemar und dem oppositionellen jütischen Hochadel auf dem Danehof von Pfingsten 1360 erneut untersucht und zu dem Schluß kommt, eine etwas abweichende, einseitig formulierte Fassung des Textes („F“) entspreche der ursprünglichen Tendenz der Barone, die endgültige Vertragsform dagegen mehr dem, politisch bedingten, gemäßigten Versöhnungswillen des Königs.

A. v. B.

Poul Enemark, *Studier i toldregnskabsmateriale i begyndelsen af 16. århundrede. Med særligt henblik på dansk okseeksport*. Mit deutscher Zusammenfassung (Århus 1971, Dissertation Århus 1970, Bd. I, 349 S., Bd. II, 303 S., 6 Tfn.). — Die Untersuchung geht von den Zollabrechnungen vor allem Jütlands, Fünens und Schleswig-Holsteins von 1484 bis 1524 aus. Neben den bekannteren, zu einem kleinen Teil auch veröffentlichten Abrechnungen aus Ripen, Kolding und Gottorp werden ungedruckte Abrechnungen aus Ålborg, Plön, Neumünster, Husum, Odense, Svendborg, Assens, Falsterbo und Rodby behandelt. Eine weitere Gruppe von Zollabrechnungen aus dem späteren 16. Jahrhundert und andere dänische Quellen werden von Fall zu Fall hinzugezogen. Umfangreiche Beilagen ergänzen den Text. Ein Personennamenregister macht ihn zugänglich. Eine mehr äußerliche kritische Betrachtung der Quellen in den ersten beiden Kapiteln erbringt unter anderem die Identifizierung und Datierung einiger Abrechnungen undeutlicher Herkunft, sowie Beobachtungen über die allgemeine Abrechnungspraxis dänischer, königlicher mit der Zolleinnahme beauftragter Beamter. Die Kapitel III—V beschäftigen sich mit einer mehr inneren Quellenkritik. Der Verfasser prüft, wieviel Zuverlässigkeit und Gewicht den einzelnen Aussagen zur Wirtschaftsgeschichte zugemessen werden kann. Unter den vielfältigen hier behandelten Problemen — Unterscheidung von Ein- und Ausfuhr, Zollsätze, Münzen und Umrechnungskurse, Maße und Gewichte, Handelsgesellschaften u. ä. — nehmen die Erörterungen über die Händlernamen einen besonders breiten Raum ein. 29 der insgesamt 44 Tabellen beschäftigen sich allein mit Problemen der Identifizierung von Händlern und der Differenzierung des großen Namen-Materials in Gruppen, mit dem Ziel festzustellen, welche Namenarten eine Aussage über die Herkunft bzw. Nationalität ihrer Träger zulassen und welche nicht. Da die behandelten Quellen weitgehend ungedruckt sind, stellt das Buch mit seiner Fülle von mitgeteilten Einzelheiten und geleisteten Identifizierungen eine Fundgrube für eine dänische Händler-Prosopographie dar. Es bleibt streng auf methodische und quellenkritische Fragen beschränkt und ruft nach wirtschaftsgeschichtlicher Auswertung. Lore Sprandel

C. Waagepetersen, *En koffardiskipper og hans skib i 1712, Fra Horsens Skifteprotokol (Captain of a Merchantman in 1712)* (Handels og Søfartsmuseet på Kronsborg Årbog, 1971, 5—35). — Peder Jørgensen Helgenes aus Larvik war mit seinem Schiff der dänischen Flotte dienstverpflichtet. Seine Besatzung bestand außer ihm, dem Schiffer, aus einem Bootsmann und 7 Seeleuten. Er verunglückte in der Nacht vom 24. zum 25. August 1712. Aus dem Verzeichnis der verunglückten Personen erfahren wir Einzelheiten über seinen persönlichen Besitz, seine Kleidung, sein Eßgeschirr und über die Ausrüstung seines Schiffes. Es überrascht, daß H. keine ausgesprochene Berufskleidung an Bord hatte und daß weder eine Taschenuhr noch ein Stundenglas erwähnt wird. An Papieren führte er neben dem Journal und Rechenschaftsbüchern seinen Bürgerbrief aus Laurvigen vom Jahre 1704 und die Kaufurkunde seines Schiffes vom Jahre 1703 mit sich, außerdem noch folgende Unterlagen über das Schiff: Beilbrief, Schiffbauerattest datiert 1704, Königl. Meßbrief (Malebrev) von 1707 und einen zweiten von 1708, ein Gerichtszcugnis über das Schiff von 1711 sowie eine Ladungsaufrechnung vom 11. 7. 1712. Die in seiner Kammer

befindlichen Bücher geben uns über seinen Bildungsstand Auskunft. Er las außer dänischer Literatur auch schwedische, niederl. und deutsche Fachbücher. Wir finden neben religiöser Literatur den *Zeespiegel* von 1680, ein deutsches Handbuch, ein *Tydske Sæebog over Øster Seen* und ein selbstgeschriebenes Seebuch. P. H.

SCHWEDEN. *Diplomatarium Suecanum. Svenskt Diplomatarium*, utg. av Kgl. Vitterhets Historie och Antikvitetsakademien och Riksarkivet, Bd. X, H. 1, 1371—1372. Stockholm 1970. — Die neue, 171 Seiten umfassende Lieferung des schwedischen Urkundenbuches, bearbeitet von Jan Öberg, eröffnet einen Band mit mehreren technischen und editorischen Neuerungen, die für die hier behandelte Zeit ab 1370 gelten sollen: eine neue, auf den Band beschränkte Nummerierung der Urkunden (mit vorgesetzter Bandnummer, also X 39 usw.), stärkere Anwendung der Regestentechnik, genauer umschriebene textkritische Regeln bei der Wiedergabe der Texte, namentlich aber eine auch für die hansische Forschung bemerkenswerte und fühlbare Beschränkung hinsichtlich der Aufnahme des Materials, worüber im Vorwort (das dankenswerterweise auch in deutscher Fassung vorliegt, S. IV) und in der Einleitung nähere Auskunft gegeben wird. So entfallen künftig zahlreiche Konkurrenzdrucke (viele Urkunden sind während der letzten Jahrzehnte drei- bis viermal im Norden neu ediert worden!), indem Stücke betreffend Schonen, Halland, Bohuslän sowie die vatikanische Überlieferung sofern sie nicht unmittelbaren Bezug auf Schweden hat — was u. a. zur Folge hat, daß die auf den Friedensschluß der Städte mit Valdemar Atterdag bezüglichen Stücke, Akten und Rezesse hier nicht aufgenommen sind. Darüber hinaus sind jedoch leider auch die Auszüge oder Vollarabdrucke hansestädtischer Testamente, Stadtbucheinträge, kaufmännischer Geschäftspapiere usw., an denen Schweden oder schwedische Örtlichkeiten beteiligt waren oder in denen sie genannt sind, hier fortgefallen, während sie in den vorangehenden letzten Bänden des Werkes nach Bearbeiter-Abschriften oder Fotokopien in großer Zahl aufgenommen waren. Das ist schmerzlich, weil es sich dabei, insbesondere bei Lübecker Provenienz, vielfach um Stücke handelt, die im Original heute verloren oder unzugänglich sind; dankbar erfährt man daher aus dem Vorwort, daß bei der Redaktion des Werkes eine Karthothek über die nach den neuen Regeln nicht mehr aufgenommenen Stücke eingerichtet werden soll. — Der Band enthält natürlich trotzdem eine ganze Reihe teils von besseren Neudrucken hansisch interessanter Stücke, teils auch Erstdrucke solcher, die z. T. jetzt verloren sind. Aus der ersten Gruppe seien erwähnt die Nummern 28—33, 52 und 59 betreffend allerlei Wachs- und Pelzgeschäfte nordischer und mecklenburgischer Adliger in Stockholm, teilweise gedruckt oder registriert LübUB 146 ff., 156 f. und HansUB IV 377. Wichtiger noch sind mehrere Stücke der zweiten Gruppe, d. h. bisher ungedruckte und heute verlorene Urkunden, überwiegend personenrechtlichen oder privatgeschäftlichen Inhalts, nach Abschriften des fleißigen K. H. Karlsson. Die Nummern seien hier wenigstens genannt: 39 (aus Kalmar), 44 (aus Lödöse), 49 (aus Visby), 53, 56 (aus Stockholm), 69, 71, 162 (aus Visby). Ferner ist zu erwähnen Nr. 55, Vollmachtschreiben König Håkons für einen Gesandten nach Lübeck; S. 125 wird das Stück HansUB IV 1089 wohl mit Recht auf 1374, Jan. 31, umdatiert. Von größerem politischen Interesse sind besonders Nr. 75 (1371, Aug. 9), worin König Albrecht dem unzufriedenen schwedischen Hochadel größte

Zugeständnisse machen muß, sowie Nr. 79 (1371, Aug. 14), der Friedensschluß Albrechts mit den Königen Magnus und Håkon. — Trotz der für die hansische Forschung gewiß bedauerlichen Einschränkungen kann man die neuen Editionsgrundsätze nur begrüßen, wenn sie dazu führen, daß der — an Langsamkeit bisher mit den *Diplomata* der MGH vergleichbare — Editionstakt des Werkes nachhaltig beschleunigt wird. A. v. B.

Die besonderen Schwierigkeiten, mit denen schwedische Urkundeneditionen zu rechnen haben und die durch ungewöhnlich hohe Verluste in der originalen Überlieferung bedingt sind, werden deutlich in der kritischen Untersuchung von Ina Friedlaender: *Peringskölds Diplomatarium* (Vitterhets Historie och Antikvitets Akademien, Hist.serien 17, Stockholm 1971, Almqvist & Wiksell, 339 S., deutsche Zusammenfassung). Es handelt sich um Analyse, Kommentar und inhaltliche Erschließung von 20 Foliobänden mit Abschriften und Regesten mittelalterlicher Urkunden, angelegt und vervollständigt in den Jahren zwischen 1693 und ca. 1750. Das Werk ist heute Primärquelle für 252 Texte, aber auch die Masse des übrigen Inhaltes verdient genaueste Beachtung, nachdem hier mit großer Präzision die komplizierte Zusammensetzung des Werkes, Entstehungszeit aller Bestandteile, stoffliche Gliederung, Provenienz der ursprünglichen Quellen, Schreiberhände usw. geklärt worden sind. A. v. B.

Birgit Klockars, *Birgitta och hennes värld* (Vitterhets Historie och Antikvitets Akademien, Hist.serien 16, Stockholm 1971, Almqvist & Wiksell, 202 S., engl. Summary). — Dieses Buch kann hier nicht eingehender besprochen werden, doch sei auf seine ideengeschichtliche Bedeutung nachdrücklich hingewiesen. Es behandelt in achtzehn knappen, klar gegliederten und formulierten Abschnitten mit zahlreichen Zitaten die subjektive geistige und irdische „Umwelt“ der schwedischen Heiligen, wie sie sich aus ihren eigenen Aussagen, aus der ihr bekannten Literatur und aus anderen zeitgenössischen Quellen einigermaßen rekonstruieren läßt; auf das frühere Buch der Vf. über Birgittas literarische Kenntnisse (vgl. HGBll. 84, 1966, 114 f.) wird dabei Bezug genommen. Auffallend ist, daß im weltlichen Rahmen der hier geschilderten Umwelt trotz der politisch-historischen Sachkenntnis Birgittas der hansisch-norddeutsche Bereich gar keine Rolle zu spielen scheint — abgesehen etwa von der gelegentlichen Erwähnung eines Besuches in Köln und Aachen, wohl anlässlich einer Pilgerreise nach Compostella. A. v. B.

Axel Mante (†) (Hrsg.), *Eine niederdeutsche Birgitta-Legende aus der Mitte des XV. Jahrhunderts* (Acta Universitatis Stockholmiensis, Stockholmer Germanische Forschungen 8), Stockholm (gedr. Lund) 1971, Almqvist & Wiksell; CLXIX u. 429 S. — Einer kurzen Erwähnung bedarf diese umfangreiche Edition, deren Herausgeber während des Druckes gestorben ist und die Gustav Korlén mit einem Nachwort ediert hat, auch in unserer Zeitschrift. Die Handschrift entstammt einem Hamburger Beginnenkonvent und befindet sich jetzt in der dortigen Staats- und Universitätsbibliothek; sie ist „die älteste und vollständigste mittelniederdeutsche Handschrift dieses Inhalts, die in einer textkriti-

schen Ausgabe im Druck erscheint“ (LV). Sie besteht aus einer Lebensbeschreibung der Heiligen (Teil I, 6—115), einer Erzählung von Wundertaten Birgittas nach ihrem Tode (Teil II, 115—179) und einer Auswahl aus ihren „Offenbarungen“ (180—233). Außer der umfänglichen philologischen Einleitung wird der Text durch (textkritische und sachliche) Anmerkungen, ein Wörterverzeichnis mit Übersetzungen und ein Namenverzeichnis erschlossen (235—422). Da moderne, kommentierte Textausgaben der niederdeutschen Birgitta-Tradition — abgesehen von einer maschinenschriftlichen Diss. von H. Dinges, Münster 1952 — gänzlich fehlen (vgl. HGbl. 87, 1969, 195), ihre Bedeutung für die niederdeutsch-hansische Geistesgeschichte des 15 Jhs. aber offenbar ist, muß die schwedische Niederdeutschforschung, der wir besonders nach dem Zweiten Weltkrieg schon so vieles zu verdanken haben, für diese neue große Gabe dankbar gerühmt werden.

A. v. B.

Waldemar Falck, *Ryska kyrkan i kv. Munken* (GotlArk. 43. 1971, 85—93, engl. Summary), gibt einen kurzen vorläufigen Bericht über Ausgrabungen aus dem Jahre 1971 in Visby, welche Fundament-Teile einer bisher unbekanntten Kirche oder Kapelle zutage gebracht haben. Bei dem durch Brand offenbar schon im 13. Jh. zerstörten Bauwerk scheint es sich nach späterer topographischer Bezeichnung um die (oder eine) russische Kirche zu Visby gehandelt zu haben — eine schöne Bestätigung von Erwartungen, die Paul Johansen einst ausgesprochen hatte (in: Acta Visbyensia I, Die Zeit der Stadtgründung im Ostseeraum, 1965, S. 102).

A. v. B.

Birgit Arfwidsson Bäck, *Gotlands ekonomiska förhållanden efter Brömsebrofreden* (GotlArk. 43, 1971, 35—47, engl. Summary), erörtert Finanzverwaltung, Steuersystem und Steueraufkommen Gotlands nach dem Übergang an Schweden 1645. In den Jahren 1654—89 gehörte die Insel zum Leibgedinge der abgedankten Königin Christina und erbrachte dieser ein Nettoeinkommen aus Steuern und Zöllen von rd. 50 000 Talern. Zeitweise waren die Einkünfte aus der Insel gegen einen an die Königin auszahlenden Pauschbetrag an den bekannten Hamburger Finanzmann Manuel Teixeira verpachtet.

A. v. B.

Kjell Kumlien *Västerås till 1600-talets början* (= *Västerås genom tiderna*, del II, Västerås 1971, 655 S., zahlr. Abb. im Text). — Västerås, an einer nordöstlichen MälARBucht gelegen, gehört zu den mittelalterlichen Städten Schwedens, die in besonderer Weise an Produktion und Außenhandel und damit auch an den hansischen Beziehungen beteiligt sind; darüber hinaus ist aber auch die kirchlich-kulturelle Rolle als Bischofssitz seit Mitte des 12. Jhs., sowie der Anteil der Stadt an reichspolitischen Vorgängen der Sture- und der frühen Vasazeit nicht unbedeutend. Das hier vorgelegte Werk über die mittelalterliche und frühneuzeitliche Geschichte der Stadt lag bei K. Kumlien, langjährigem Mitarbeiter auch dieser Zs., in den besten Händen: es ist eine reichhaltige, unverkennbar auf gründlichen eigenen Forschungen beruhende, gleichwohl gut lesbare Darstellung entstanden, die um so mehr Respekt fordert, als das erhaltene mittelalterliche Quellenmaterial für unsere Vorstellungen unge-

mein dürftig ist (Folge zahlreicher Brände). Aus der Quellennot hat der Vf. in gewissem Sinne eine Tugend gemacht, indem er die Schilderung der Stadtgeschichte in erheblichem Umfange eingebettet hat in die mittelalterliche Geschichte von Kirche, Wirtschaft und Staat Schwedens überhaupt. Die vergleichende Methode erlaubt manchen Rückschluß auf Zustände, über welche die Quellen schweigen; hierfür wird z. B. auch Lübeck herangezogen, das unzweifelhaft an Wirtschaft und Bevölkerungszusammensetzung der frühen Stadt stark beteiligt war. Die Ausdehnung der Darstellung bis in den Beginn des 16. Jhs. erlaubt außerdem auch chronologische Rückschlüsse aus reichhaltigerem Quellenmaterial des 16. Jhs. Einzelheiten sind hier nicht zu erörtern. Es sei vom hansischen Standpunkt nur hingewiesen auf das in NW-Europa und Norddeutschland so häufige Aegidienpatronat der vermutlich ältesten Kirche (110 ff.), auf die Listen ältester Bürger- und Ratsherrennamen (127 ff. u. ö.), auf den Grundstücksnamen Lybichagardh (143; wohl eher nach dem Träger eines Lübeck-Herkunftsnamens als nach der Stadt Lübeck so genannt), vor allem aber auf die Ausführungen über die Stellung von Västerås als wichtiger Umschlag- und Handelsplatz (vom Land- zum Wasserweg) für die Erzeugnisse der nordwestlich benachbarten schwedischen Metallproduktionsgebiete, des Eisens, besonders aber des Kupfers von Stora Kopparberget (hierzu besonders die Abschnitte 114 ff., 147 ff., 446 ff.). Die einflußreiche Stellung der Stadt und ihrer Bewohner im Bergbaug Gebiet selbst und in der Exportkette Bergslagen — Mälär — Stockholm — Danzig und Lübeck hat natürlich auch Auswirkungen auf die Stellung von Bischof und Domkapitel gehabt (mehrfach bemerkenswerte Hinweise auf Anteile des Bischofs an Bergwerkseinkünften und auf Domherren als Teilhaber am Metallhandel), sowie auf die Bedeutung der kgl. Burg als Mittelpunkt eines Schloßlehens seit Ende 14. Jhs. Nicht zuletzt sei auch auf die als Beilagen gegebenen sozial- und wirtschaftsstatistischen Zusammenstellungen aus Quellenmaterial des 16. und 17. Jhs. hingewiesen. Zahlreiche gute Abbildungen, zuverlässige Quellen- und Literaturverzeichnisse, Orts- und Personenregister erfüllen jeden angemessenen Wunsch. Das Buch ist auch für die hansische Forschung sowohl inhaltlich wie methodisch von erheblichem Interesse.

A. v. B.

Die kleine Aufsatzsammlung *Handel och sjöfart under gustaviansk tid* (= Meddelanden från Hist. Institutionen i Göteborg, nr. 4, 1971) enthält an erster Stelle eine Darstellung des schwedischen Schiffsahrts- und Handelsbetriebes im Mittelmeer in den Jahren 1797—1803 von Bengt Carlsson (1—25). Sie beruht zwar nur auf schwedischen Archivquellen, kann aber nachweisen, daß dieser Zweig des schwedischen Seehandels und -verkehrs um die Wende des 18. Jhs. bedeutender war, als bisher angenommen wurde, und von der staatlichen Außenhandelspolitik sorgfältig beobachtet und gepflegt wurde. Die Angaben könnten durch leider ungedruckt gebliebenes Material, das Ludwig Beutin seinerzeit in mittelmeerischen Archiven gesammelt hat, wohl noch ergänzt werden; Beutins wegbereitendes Buch über den deutschen Seehandel im Mittelmeergebiet (1933), das auch reichhaltiges Material über Schiffsahrt und Handel der nordischen Länder enthält (vgl. dort z. B. die Tabellen S. 209 ff., 213 ff.), scheint, wie der nordischen Forschung überhaupt, auch dem Verfasser der vorliegenden Studie unbekannt geblieben zu sein. Das Bändchen enthält außerdem eine

im wesentlichen demographische Untersuchung von Arne Carlsson über die Zustände in der kleinen Kattegat-Hafenstadt Marstrand in den Jahren 1775—94, als sie, ohne nennenswerten handelspolitischen Erfolg, die Stellung eines Freihafens innehatte (27—58); ferner eine methodisch nicht uninteressante Darstellung der Seemannslöhne in Göteborg 1808—10 durch Jens Ahlfors (59—96).  
A. v. B.

Von hohem methodischem Interesse ist das Werk von Brita Zacke: *Koleraepidemien i Stockholm 1834. En socialhistorisk studie* (Monografier utg. av Stockholms Kommunalförvaltning 22, 1971, 244 S., zahlr. Abb., Tabellen, Diagramme u. Karten, engl. Summary). Von der Cholera der 1830er Jahre wurde 1834, später als andere Ostseestädte, auch Stockholm schwer getroffen. Die ausführliche Untersuchung und Darstellung des Epidemieablaufes, der demographischen, sozialen, medizinisch-hygienischen und administrativen Gegebenheiten und Konsequenzen sind nicht nur hinsichtlich der gewonnenen sozialgeschichtlichen und statistischen Fakten, sondern vor allem auch wegen der quellenkundlichen und quellenkritischen Erkenntnisse von überregionaler Bedeutung. Leider ist das englischsprachige Summary (241—243) so knapp, daß damit wenig anzufangen ist; doch sind wenigstens die statistischen Ergebnisse aus dem Tabellenmaterial wohl auch ohne Sprachkenntnisse ablesbar.  
A. v. B.

Emil Schieche, *400 Jahre Deutsche St.-Gertruds-Gemeinde in Stockholm 1571—1971* (Stockholm 1971, Tyska Församlingen, 63 S.). — Eine ausführliche Darstellung der Anfänge der deutschen lutherischen Gemeinde zu Stockholm hat der Vf. bereits 1952 in einem auch als Pfingstblatt des Hansischen Geschichtsvereins erschienenen Buch gegeben (*Die Anfänge der deutschen St.-Gertruds-Gemeinde zu Stockholm im 16. Jahrhundert*, Pfingstbl. 27, 1952). Die vorliegende schön ausgestattete Festschrift führt die Geschichte der Gemeinde in knapper, anziehender Erzählung bis zur Gegenwart fort. Neben dem Gemeindegewesen der Stockholmer Deutschen in seinen zahlreichen, fruchtbaren Verzweigungen (gottesdienstliches Leben, Musikpflege, Verfassung und Kollegialorgane, Schulwesen, Armenpflege, Seemannsmission usw.) erfahren auch das Personal der Kirchengemeinde und die Baugeschichte der schönen Barockkirche nebst zugehörigen Baulichkeiten ihre Darstellung. Ein charakteristischer Beleg für das heutige mißtrauische Unverständnis gegenüber allem historisch Gewordenen sind die nach dem Zweiten Weltkrieg einsetzenden, bisher noch abgewehrten Tendenzen auf Abschaffung derartiger Personalgemeinden zugunsten rein regionaler Gemeindegliederung.  
A. v. B.

Niels Skyum-Nielsen, *Blodbadet tur — retur. En duplik* (Scandia 37, 1971, 248—263). Curt Weibull, *Stockholms blodbad. Ännu en replik* (ebda., 264—270). — In ihrer Auseinandersetzung über die rechtlichen und politischen Hintergründe des Stockholmer Blutbades von 1520 (vgl. HGbl. 83, 1965, 245, und 84, 1966, 224) beharren beide Autoren mit zunehmender polemischer Schärfe auf ihren Anschauungen, ohne daß für den Außenstehenden erkennbare oder verständliche neue Gesichtspunkte zur Sprache kommen.  
A. v. B.

NORWEGEN. *Bergens Historiske Forening, Skrifter* Nr. 69/70, 1970, ein stattlicher Festband zum 900-Jahres-Jubiläum der norwegischen Handelsstadt, wird eingeleitet durch den Aufsatz von *Asbjørn E. Herteig*, *Bergens opprinnelse* (9—26), welcher über die neuesten archäologischen Funde und Erkenntnisse zur Entstehungs- und Frühgeschichte referiert; die Anlage der Handelsstadt ist hiernach offenbar bewußter, ökonomisch motivierter Initiative und Planung des Königs Olav Kyrre zu verdanken. — Aus dem übrigen Inhalt des Bandes sei hier nur noch der Beitrag von *Tryggve Solhaug*, *Bergens skipsfart under og etter Napoleonstiden* (143—170), erwähnt. Bergens Seeschifffahrt hat während der napoleonischen Zeit schwer gelitten, konnte jedoch nach der Kriegperiode die alte führende Stellung in Norwegen verhältnismäßig rasch wiedergewinnen, wiewohl auf teilweise anderer ökonomischer Grundlage und überwiegend mit kleineren Fahrzeugen für die norwegische Küstenschifffahrt. Die Überseeschifffahrt war vor 1806 hauptsächlich auf Südeuropa/Mittelmeer konzentriert gewesen und hatte größere Schiffe erfordert; daß auf diesem Gebiet nach 1815 ein deutlicher und anhaltender Rückgang zu verzeichnen war, hängt nach den Darlegungen des Vfs. mit einer starken Abnahme des Stockfisch- und Klippfisch-Exports in dieser Zeit zusammen. A. v. B.

## OSTEUROPA

(Bearbeitet von *Norbert Angermann* und *Hugo Weczerka*)

ESTLAND UND LETTLAND. Die wichtigste Literatur aus Ost und West über Estland und Lettland für das Jahr 1970 hat wie schon für viele davorliegende Jahre *Hellmuth Weiss* zusammengestellt: *Baltische Bibliographie 1970 mit Nachträgen* (ZfO 20, 1971, 782—797). H. W.

Niedersächsische Landesbibliothek Hannover. *Katalog des Schrifttums über die baltischen Länder* (2 Bde. Hannover 1971, 722 S.). — In diesem bibliographischen Werk wird der relativ reichhaltige Baltica-Bestand der Niedersächsischen Landesbibliothek systematisch erfaßt, wobei erfreulicherweise auch Zeitschriftenaufsätze und Beiträge aus Sammelwerken gesondert verzeichnet sind. Abgesehen von Estland und Lettland, wurde auch Litauen berücksichtigt. An der sachlichen Einordnung der historischen Veröffentlichungen bleibt leider manches aussetzen. So findet man die auf Livland im alten, umfassenden Wortsinn bezügliche Literatur teilweise ganz richtig in der allgemeinen, teilweise aber auch in der landschaftlichen Abteilung, in der Livland neben Estland und Kurland steht. Abgesehen davon ist jedoch das Erscheinen dieses Hilfsmittels zu begrüßen. N. A.

*Die leninistische Etappe in der estnischen Geschichtswissenschaft. Historiographische Beiträge* (Leninlik etapp eesti ajalooteaduses. Historiograafilisi artikleid, Tallinn 1970, Eesti Raamat, 447 S., dt. Zus.fass.). — In diesem unter der Redaktion von *Endel Laul* erschienenen Sammelwerk wird die Entwicklung einer Reihe von Teil- und Hilfsdisziplinen der Geschichtswissenschaft in Est-

land charakterisiert. Dabei gehen die Verf. auch auf Veröffentlichungen aus der vorsowjetischen Zeit ein, denn man sucht nach möglichst frühen Spuren marxistisch-leninistischen Einflusses und will sich von der „bürgerlichen“ Wissenschaft abgrenzen. Leider fehlt ein Beitrag über die stadt- und handelsgeschichtliche Forschung. Jedoch ist auf den von Herbert Ligi, Ants Ruusmann und Enn Tarvel verfaßten Abschnitt über die agrargeschichtliche Forschungsarbeit hinzuweisen, der mit seinen reichen bibliographischen Angaben auch dem des Estnischen nicht kundigen Benutzer dienlich sein kann (167—203, 385—389).  
N. A.

*Entwicklungsprobleme des Feudalismus im Ostseegebiet. Vorträge der Gemeinsamen Historikerkonferenz der Tartuer Staatsuniversität, der Greifswalder Ernst-Moritz-Arndt-Universität und der Rostocker Universität. (Vom 18.—19. November 1969) (Tartu 1970, Staatsuniversität, 146 S., Rotaprint).* — Auf der in Dorpat abgehaltenen Tagung sprach Johannes Schildhauer *Zur Verlagerung des See- und Handelsverkehrs im nordeuropäischen Raum während des späten Mittelalters — Quellen und bisherige Forschungsergebnisse* (5—26). Der Beitrag charakterisiert verschiedene Arten von Hafenzollbüchern und weist auf die vor allem durch das Vordringen der Niederländer gekennzeichneten Wandlungen im Handel Danzigs, Königsbergs und Revals hin. Im wesentlichen hat der Verf. das hier Gesagte auch andernorts veröffentlicht (vgl. u. a. HGbl. 86, 63 ff.). — Konrad Fritze behandelt *Die Wirtschaftsstruktur der wendischen Hansestädte im 15. Jahrhundert und ihre Beziehungen zum flachen Land* (27—45). Im Anschluß an seine bisherigen Arbeiten führt er aus, daß das hansische Handelskapital weder in der Stadt noch auf dem Lande entscheidende Anstöße zur Entwicklung fortschrittlicher Produktionsformen gegeben hat. — Helmut Piirimäe untersucht *Die Struktur der Einnahmen des schwedischen Staates in Estland in der zweiten Hälfte des XVII. Jahrhunderts* (46—78). Die „Hauptbücher“ Estlands ermöglichten ihm die Aufstellung von Tabellen, die das Anwachsen der Staatseinnahmen und die wechselnde Bedeutung der einzelnen Einnahmequellen zeigen. Am wichtigsten waren in dieser Hinsicht die Hafenzölle und der sog. Mühlzoll (eine Abgabe der Güter). Seit den 1680er Jahren führte darüber hinaus die Güterreduktion zu großen Einnahmen. Die Auffassung, daß die baltischen Provinzen bis dahin ständig durch die schwedische Staatskasse unterstützt wurden, erweist sich in bezug auf Estland als unzutreffend. — Außerdem sei noch der Beitrag von Sulev Vahtra *Über Forschungsprobleme der historischen Demographie in Estland* erwähnt (79—91). Durch nähere Hinweise u. a. auf die Kirchenbücher und Seelenrevisionen wird hier verdeutlicht, daß die Zahl der mit demographischen Methoden bearbeitbaren Quellen im Falle Estlands recht groß ist. Außerdem erfahren wir von vielversprechenden ersten Ergebnissen der in Estland jetzt gleichsam in Mode gekommenen historischen Demographie.  
N. A.

Andreas Molvygin, *Über die Münz- und Geldgeschichte Estlands vom Beginn der einheimischen Münzprägung bis zum II. Viertel des 15. Jahrhunderts* (NordNumA 1969 [1970], 37—65, 2 Tfn., 1 Tab.). — Dieser höchst instruktive Überblick behandelt den Geldumlauf in Estland und speziell die Münzprägung

in Reval und Dorpat bis zur Gründung des livländischen Münzvereins in den 1420er Jahren. Sein sowjetestnischer Verf. konnte dafür in erheblichem Maße auf eigene Forschungsergebnisse zurückgreifen. Daß sein Beitrag in einer westlichen Sprache erschienen ist, sollten wir besonders begrüßen. N. A.

Edgars Dunsdorfs, *Did Latvians Live in Tribal Societies in the 12th and 13th Centuries?* (Donum Balticum. To Professor Christian S. Stang on the occasion of his seventieth birthday 15 March 1970. Ed. by Velta Rūķe-Draviņa, Stockholm 1970, Almqvist & Wiksell, 96—106). — Die gestellte Frage wird von D. verneint. Aufgrund einer entsprechenden Interpretation der Nachrichten Heinrichs von Lettland gelangt er zu dem Ergebnis, daß es auf dem lettischen und estnischen Gebiet um 1200 primitive Staaten gab. N. A.

Elfriede Tool-Marran hat eine mit vielen Abbildungen versehene baugeschichtliche Darstellung über *Das Revaler Dominikanerkloster* vorgelegt (Tallina dominiiklaste klooster, Tallinn 1971, Eesti Raamat, 197 S., dt. Zus.fass.). Sie berichtet über die Gründung des Klosters im 13. Jh. und seine Erweiterung und architektonische Umgestaltung in der Zeit bis zur Reformation. Dabei stützt sie sich auf Ergebnisse von Ausgrabungen und Beobachtungen bei Restaurierungsarbeiten, die seit der Mitte der 50er Jahre vorgenommen worden sind. Deshalb vermag ihr Buch nicht nur dem Besucher des jetzt als Museum eingerichteten Klosters zu dienen, sondern bietet auch dem wissenschaftlich Interessierten viel Neues. N. A.

D. Ē. Liepinja, *Die Stadt Riga als kollektiver feudaler Grundbesitzer im 17. Jahrhundert* (Gorod Riga kak kollektivnyj feodal'nyj zemlevladelec v XVII v. In: *Ežegodnik po agrarnoj istorii Vostočnoj Evropy*, 1966 god. Tallin 1971, 96—102). — Die Verf.n spricht zunächst über den Umfang des im 17. Jh. nicht mehr auf die Stadtmark beschränkten Landbesitzes von Riga und dann über seine Verwaltung. Des weiteren ermittelt sie, daß dieser Besitz gegen Ende des 17. Jhs. etwa 10% der städtischen Einnahmen lieferte. Schließlich behandelt sie die Lage der stadteigenen Bauern, die größere Rechte besaßen als die Bauern des livländischen Adels. N. A.

Gestützt auf die Revaler Ratsprotokolle und Bestände des Stockholmer Reichsarchivs, berichtet Arnold Soom über *Die Unruhen unter den Zunfthandwerkern Revals im Jahre 1661* (Eesti Teadusliku Seltsi Rootsis aastaraamat, Annales Societatis litterarum Estonicae in Svecia V, 1965—1969, Stockholm 1970, 85—99). Auslösendes Moment für die nicht ganz unblutigen Zusammenstöße zwischen den Zunftangehörigen und dem Revaler Rat war die Weigerung des Schuhmacheramts, einen ausgelernten Gesellen zum Meister zu erheben. Den Hintergrund bildete die grundsätzliche Opposition der Handwerksmeister gegen weitgreifende Reformvorhaben des Rates, durch die Mißstände im Zunftwesen beseitigt werden sollten. N. A.

POLEN. Tomasz Opas hat Nachrichten *Über alte Befestigungen von Privatstädten in der Wojewodschaft Lublin* zusammengetragen (O dawnych umocnieniach obronnych miast prywatnych województwa lubelskiego. In:

KwartHKM XIX, 1971, 2, 251—255). Während oft die Meinung geäußert wurde, die (überwiegend adligen) nichtlandesherrlichen Städte seien überhaupt nicht befestigt gewesen, kann O. in sechs solchen Orten Befestigungsanlagen nachweisen. Stadttore werden häufiger als Mauern oder auch nur Erdwälle genannt, sei es, daß jene sich länger erhalten haben, sei es, daß man mit dem Bau von Toren begann und dann gar nicht erst die übrigen Anlagen ausführte.

H. W.

Aleksandra Popioł-Szymańska befaßt sich mit der Einflußnahme des Adels Polens auf den Handel auf dem Wege der Gesetzgebung, mit der Durchsetzung adelsfreundlicher Bestimmungen im Bereich von Handel und Verkehr, wobei im 16. Jh. die Gutswirtschaft des Adels und der Absatz ihrer Erzeugnisse eine entscheidende Rolle spielten: *Handelsprobleme in der „Städte“-Politik des Adels in Zentralpolen im 15. und 16. Jahrhundert* (Problematyka handlowa w polityce „miejskiej“ szlachty w Polsce centralnej w XV i XVI wieku. In: RDSG XXXI, 1970, 45—83, franz.. Zus.fass.).

H. W.

Bogumił Jewsiewicki betrachtet *Die Wagenfrachtkosten in Polen im 16.—18. Jahrhundert* einmal von den Ausgaben des Fuhrunternehmers (einschl. Anschaffung der Fahrzeuge), zum anderen vom Einfluß der Frachtkosten auf die Warenpreisgestaltung her. Anhand einiger Beispiele zeigt er das Verhältnis von Einkaufspreis zu Verkaufspreis am Zielort, Frachtkosten und Handelsgewinn. Für allgemeinere Folgerungen reichen die Angaben nicht aus (Koszty gospodarczego transportu kołowego w Polsce XVI—XVIII wieku. In: RDSG XXXI, 1970, 164—175, franz. Zus.fass.).

H. W.

A. Wyczański, *Le revenu national en Pologne au XVI<sup>e</sup> siècle. Premiers résultats* (AESC 26, 1971, 105—113). — Dieser Versuch einer Berechnung bezieht sich auf den westlichen Teil des Landes, etwa 20 % des Territoriums des polnisch-litauischen Staates gegen 1580. Unter Berücksichtigung der Exporte und Importe und mit Hilfe einiger demographischer Unterstellungen, aus denen sich der Pro-Kopf-Konsum der Bevölkerung berechnen läßt, wird die agrarische Nettoproduktion bemessen. Selbst der Wert der nichtagrarischen Produktion wird unter Berücksichtigung des Bevölkerungsteiles, der nicht von der Bearbeitung des Bodens lebte, geschätzt. Am Ende einer beeindruckenden Reihe von Hypothesen und Schätzungen, die teilweise willkürlich sind, kommt der Verfasser zu einem mittleren Einkommen pro Person von ungefähr 16 Zloty. Dieses Ergebnis scheint mit dem Wert übereinzustimmen, den eine Person in einem typischen Agrarbetrieb produzierte. Um so viel Anstrengung und Einfallsreichtum zu rechtfertigen, müßten die Resultate ein solides Instrument für Vergleiche in der Zeit und im Raum darstellen. Es scheint jedoch zweifelhaft, daß sie die Historiker des 16. Jahrhunderts für die Sache der historischen Ökonometrie einnehmen werden.

P. J.

RUSSLAND. Irene Neander, *Grundzüge der russischen Geschichte* (Grundzüge, Bd. 17/18, Darmstadt 1970, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 305 S., 4 Ktn.). — Die hiermit vorliegende erweiterte Neuauflage des erstmals 1956 erschienenen Buches wird weiterhin allseitige Anerkennung finden, denn mit

ihrer klaren Darstellung alles Wesentlichen, den Hinweisen auf weiterführende Literatur in westlichen Sprachen, einer Zeittafel und der Angabe der Betonung bei russischen Namen bietet N. dem Interessierten wirklich brauchbare Hilfe. Dabei kommt die ältere Zeit durchaus zu ihrem Recht, und auf S. 44—46 findet man auch Hinweise auf die hansischen Beziehungen zu Novgorod. Hier geht die Verf.n allerdings zu weit, wenn sie den Außenhandel zur wichtigsten Grundlage des Wirtschaftsleben der Stadt am Volchov erklärt, und der Leser muß den unzutreffenden Eindruck gewinnen, daß der Außenhandel Novgorods mit der Schließung des Hansekontors durch Ivan III. sein Ende fand. Doch ist zu betonen, daß sich das Buch insgesamt auch durch große Zuverlässigkeit auszeichnet.

N. A.

Dem bekannten Leningrader Historiker Vladimir Vasil' evič Mavrodin wurde zum 60. Geburtstag eine Festschrift mit dem Titel *Geschichtsprobleme des feudalen Rußland* gewidmet (Problemy istorii feodal'noj Rossii. Sbornik statej k 60—letiju prof. V. V. Mavrodina, Leningrad 1971, Izd-vo Leningradskogo universiteta, 271 S.). Da sich der Jubilar um die Erforschung der altrussischen Seefahrt verdient gemacht hat, ist zunächst auf das Verzeichnis seiner Veröffentlichungen hinzuweisen (257—267). Außerdem finden einige Aufsätze des Bandes unser Interesse. — I. I. Ljapuškina legt einen Diskussionsbeitrag über *Gnezdovo und Smolensk* vor (Gnezdovo i Smolensk, 33—37). Er wendet sich gegen die Auffassung, daß der archäologische Komplex von Gnezdovo ein Begräbnisplatz des 10 km entfernten Smolensk gewesen war, und möchte das Gräberfeld einer ihm benachbarten slavischen Siedlung zuordnen, mit deren Ausgrabung man 1967 begonnen hat. Nach seiner Deutung stützt das bisherige Fundmaterial die alte Hypothese, daß das Smolensk der ersten chronikalischen Erwähnungen bei Gnezdovo zu finden ist und die Stadt erst später an ihren heutigen Platz verlegt wurde. — N. A. Kazakova spricht über *Das Polocker Land und die ostbaltischen Stämme vom 10. bis zum Anfang des 13. Jahrhunderts* (Polockaja zemlja i pribaltijskie plemena v X — načale XIII veka, 82—92). Sie geht fast nur auf die schon oft behandelte Tributpflicht der Liven und baltischen Stämme gegenüber Polock und auf die russischen Fürstensitze an der mittleren Düna ein, so daß wir kaum etwas Neues erfahren. Zweifel wecken die Darlegungen über den Beginn des russischen Einflusses im Baltikum; denn wenn K. aufgrund des vereinzelt gefundenen Fundes eines Bronzeanhängers mit dem Sippenzeichen der Rurikiden in einem Livengrab der Zeit um 1000 zu der Vermutung gelangt, daß schon damals das gesamte Dünengebiet von Polock abhängig war, dann wird man ihr kaum folgen können. — I. V. Mordasova bietet eine kleine Studie über *Natural- und Geldrente in der Novgoroder Feudalwirtschaft des 13.—15. Jahrhunderts (nach dem Material der Birkenrindenurkunden)* (Natural'naja i dencžnaja renta v novgorodskom feodal'nom chozjajstve XIII—XV vekov [po materialam berestjanych gramot], 98—102). Sie weist nach, daß die Novgoroder Bojaren von ihren Bauern bereits im 13. Jahrhundert neben Naturalien Geld erhielten, was auf die Entwicklung des Binnenmarktes schließen läßt. Durch den Verkauf von Naturalien waren die Bojaren am städtischen und Außenhandel beteiligt. Darüber hinaus trieben sie Wucher. Deshalb möchte M. diese Schicht mit der Aristokratie italienischer Städte vergleichen. — Schließlich charakterisiert I. P. Šaskol'skij *Die russi-*

*sche Schiffahrt auf der Ostsee im 17. Jahrhundert* (Russkoe morechodstvo na Baltijskom more v XVII veke, 148—156). Dabei geht es um die Fahrt von Kaufleuten aus Novgorod, Tichvin, Olonec und Ladoga nach Stockholm. Wie Š. annimmt, fuhren mit diesem Ziel in der 2. Hälfte des 17. Jhs. jährlich 50—60 russische „Karbassen“ durch die Neva und den Finnischen Meerbusen. Die Schiffe hatten in der Regel eine Besatzung von 8—10 Mann und konnten Waren bis zu einem Gewicht von etwa 100 Tonnen befördern. Von diesem Schiffsverkehr besaßen wir bislang keine nähere Kenntnis. N. A.

Stanisław Alexandrowicz, der in den letzten Jahren mehrere Arbeiten über die Städte des alten Litauen veröffentlichte, hat nunmehr das Kapitel über *Entstehung und Entwicklung des Kleinstädtenetzes Weißrußlands und Litauens bis zur Mitte des 17. Jahrhunderts* aus seiner Posener Dissertation von 1960 herausgebracht (Geneza i rozwój sieci miasteczek Białorusi i Litwy do połowy XVII w. In: ABaltSlav. 7, 1970, 47—108, 1 Kte., engl. Zus.fass.). Er skizziert die Voraussetzungen und Bedingungen der Stadtentstehung, die Städtegründer, die Gründungsperioden. Am wertvollsten sind die statistischen Feststellungen: Er erfaßt im Großfürstentum Litauen in den Grenzen von 1582 für den genannten Zeitraum 803 Städte, wobei er für 60 Städte nur Belege aus der 2. Hälfte des 17. Jhs. vorweisen kann, deren Entstehung jedoch für älter hält. Zeitlich betrachtet, ist das Gros der Städte schon am Ende des 16. Jhs. vorhanden — 671. Bis 1550 sind aber nur 275 Städte belegt. Das wird m. E. nur in geringem Maße auf schlechte Überlieferung zurückzuführen sein, vielmehr findet hier die starke Stadterhebungswelle in Polen—Litauen im 16./17. Jh. — vornehmlich auf Grund adliger Initiative — ihren Ausdruck. Die Städtedichte war im Westen viel größer als im Osten (eine Stadt auf 261 bzw. 586 km<sup>2</sup>). Im Anhang hat A. die erfaßten Städte in zwei Listen zusammengestellt, in der ersten alle Städte unter Angabe ihrer ersten Erwähnung und der entsprechenden Quelle, in der zweiten diejenigen, deren Entstehungszeit und -umstände durch Gründungsakte, Verleihung von Privilegien u. ä. näher bestimmbar sind, insgesamt 184 Städte (für diese wird auch der Besitzer angegeben). — A.s Arbeit ist ein wichtiger Beitrag zur Erforschung der Stadtentstehungsperioden in Ostmitteleuropa. H. W.

George Thomas fragt *Woher kommen russisch master und mester?* (ZsSlavPhil. XXXVI, 1, 1971, 147—152). In den altrussischen Sprachdenkmälern bezeichnet der Ausdruck master überwiegend den Handwerksmeister, mester dagegen den Ordensmeister in Livland. Während die zweite Form eindeutig auf mittelniederdeutsch mester beruht, ist die Erklärung von master — das seit dem 14. Jh. bezeugt ist — schwieriger. Th. nimmt eine Kontamination aus lat. magister und mnd. mester an und erklärt die Übernahme des Wortes mit dem hansischen Osthandel und der Tätigkeit deutscher Handwerker in Rußland. N. A.

A. Nahlik, *Les techniques de l'industrie textile en Europe orientale du Xe au XVe siècle à travers les vestiges de tissus* (AESC 26, 1971, 1279—1290). — Die Arbeiten des Verfassers über die Textiltechnologie nach archäologischen Quellen wurden kürzlich angezeigt (HGbl. 86, 106). Das Referat, das der Verfasser 1970 in Prato gehalten hat, gibt einen zusammenfassenden Überblick

und möchte zeigen, daß die örtlichen Produzenten in Nordosteuropa in der Lage waren, Tuche von einer Qualität zu produzieren, daß sie den eingeführten Tuchen gleichkamen. Bereits im 12. und 13. Jahrhundert befanden sich unter den aus Flandern nach Nowgorod eingeführten Tüchern solche vom Typ „nouvelle draperie“, genauso wie solche vom Typ der „grande draperie“. Der erste Typ dominierte dann am Ende des Mittelalters. P. J.

Wl. Vodoff, *Les débuts de crédit en Russie* (Cahiers du monde russe et soviétique II, 1970, 193—220). — Die älteste Quelle des russischen Rechtes bezeugt Kreditoperationen im Rußland von Kiew. Das Gerichtsprivileg für Pleskau (Pskovskaja sudnaja gramota), das zwischen 1462 und 1471 hergestellt wurde, regelt die Modalitäten der Leihe. Durch diese Rechtstexte hindurch und in Verbindung mit Quellen anderen Types sieht man, daß die Leihe gegen Zins in Nowgorod und in Pleskau seit dem 12. Jahrhundert üblich war. Die Kreditoperationen hatten einen sehr ausgeprägten Wuchercharakter. Die Üblichkeit des Kredites im Handel mit den Hansekaufleuten ist aus den Verfügungen des 13. Jahrhunderts zu entnehmen, die eine Priorität den Außenständen fremder Kaufleute einräumen. P. J.

Klaus-Detlev Grothusen, *Das altrussische Birkenrindenschrifttum* (Frühe Schriftzeugnisse der Menschheit. Veröffentlichung der Joachim-Jungius-Gesellschaft der Wissenschaften, Hamburg — Göttingen 1969, Vandenhoeck & Ruprecht, 212—240, 9 Abb.). — Die seit 1951 in Novgorod gefundenen Birkenrindenurkunden sind zwar auch von der westlichen Geschichtsforschung stark beachtet worden, doch fehlte uns bisher eine zusammenfassende Charakterisierung dieser neuen Art schriftlicher Quellen. Mit dem Beitrag von G. liegt nun der gelungene Versuch einer Zusammenfassung vor. Wir erfahren darin von der Entdeckung der Urkunden und den besonderen Schwierigkeiten ihrer Entzifferung und Datierung. Vor dem Hintergrund der allgemeinen Quellenproblematik der älteren russischen Geschichte wird sehr gut verdeutlicht, daß das Birkenrindenschrifttum völlig neue Bereiche des Lebens der mittelalterlichen Stadt erkennbar werden ließ. In besonderen Abschnitten würdigt G. seinen Quellenwert hinsichtlich der wirtschaftlichen Verhältnisse, des Rechtslebens, der politischen Geschichte, des Alltags, des kirchlichen Bereichs und des Schulwesens. Dabei ist die Darstellung nicht nur absolut zuverlässig, sondern auch gut lesbar, so daß wir ihre Lektüre wärmsten empfehlen möchten. N. A.

V. L. Janin, B. A. Kolčín, A. S. Chorošev, B. D. Erševskij', *Die Novgoroder Expedition* (Novgorodskaja ekspedicija. In: Archeologičeskie otkrytija 1970 goda. Moskau 1971, Nauka, 14—18). — Wie wir diesem Bericht entnehmen, wurden 1970 in Novgorod die Ausgrabungen auf dem ehemaligen Gotenhof fortgesetzt (vgl. HGbl. 89, 237 f.). Es mutet ein wenig sensationell an, daß man dabei erstmals auf eine Birkenrindenurkunde stieß, die von einem Ausländer geschrieben worden ist. Ihr noch nicht vollständig entzifferter Text besteht aus drei verschiedenen Teilen. Der obere Abschnitt bietet den Anfang eines lateinischen Psalmes, im mittleren Teil sind Geldsummen aufgeführt. Die Schrift zeigt die gotische Kursive der Zeit um 1400. N. A.

Erich Donnert, *Russisch-deutsche Kulturbeziehungen und hansische Rußlandkunde zu Beginn der Neuzeit* (Zeitschrift für Slawistik XVI, 1971, 133—144), sagt zunächst einiges über hansische Sprachschüler in Rußland und die frühesten deutschen Lehrbücher des Russischen, behandelt dann die Übersetzertätigkeit am Hofe des Novgoroder Erzbischofs Gennadij, die mögliche Vermittlerrolle des Druckers Bartholomäus Ghotan und das Wirken des Arztes Nicolaus Bulow, um schließlich auf die ersten russischen Schüler und Studenten in Livland bzw. Rostock hinzuweisen. Dabei referiert er im wesentlichen nur die Ergebnisse von Raab, Berkov und Angermann. Neuere Veröffentlichungen, wie sie z. B. von Kazakova zur Frage der Übersetzung deutscher Druckvorlagen oder von Kiselev und Raam zum Bereich der bildenden Kunst und Architektur vorgelegt worden sind, bleiben unerwähnt. Was die kaufmännischen Lehrbücher der russischen Sprache betrifft, muß richtiggestellt werden, daß das älteste, von Thomas Schrove verfaßte, unter seinem Vorwort das Datum 1546 trägt und mit einem damals nachweisbaren Dorpater Ratsherren dieses Namens zu verbinden ist, nicht aber mit seinem gleichnamigen Großvater, der in der 2. Hälfte des 15. Jhs. lebte. Die Vermutung, daß Schrove die Zusammenstellung noch eines weiteren Sprachführers veranlaßt hat, erscheint als unbegründet. Im übrigen ist der Beitrag aber mit innerer Anteilnahme geschrieben, und man sollte es begrüßen, daß die slawistische Forschung noch einmal auf die bisher zu wenig beachteten hansisch-russischen Kulturbeziehungen der Zeit um 1500 hingewiesen wird.

N. A.

*Barbaro und Contarini über Rußland. Zur Geschichte der italienisch-russischen Beziehungen im 15. Jahrhundert*, bearb. von E. Č. Skržinskaja (Barbaro i Kontarini o Rossii. K istorii italo-russkich svjazej v XV v. Vstupitel'nye stat'i, podgotovka teksta, perevod i komentarij E. Č. Skržinskoj, Leningrad 1971, Nauka, 275 S.). — Die Venezianer Iosafat Barbaro und Ambrogio Contarini zogen in den 1470er Jahren nach Persien, nachdem sich Barbaro schon 1436—1452 in Tana aufgehalten hatte. Beide verfaßten an sich längst bekannte, aber schwer zugängliche Beschreibungen ihrer Reisen, aus denen hier größere Auszüge ediert und ins Russische übersetzt werden. Die Publikation verdient mindestens am Rande unsere Beachtung, weil der Kaufmann Barbaro und auch der Diplomat Contarini wertvolle Nachrichten über den Handel im Gebiet nördlich des Schwarzen Meeres und im weiteren Osteuropa bieten. Wenn beispielsweise Contarini, der 1476/77 in der russischen Hauptstadt weilte, von zahlreichen dort im Winter zum Pelzerwerb eintreffenden deutschen Kaufleuten spricht, dann stellt dies eines der frühesten Zeugnisse über den deutschen Handel in Moskau dar (205, 229). Die Bearb.n hat die Texte sehr ausführlich erläutert. Aus ihren „Einleitenden Skizzen“ sei eine Studie über Tana — die italienische Handelskolonie an der Mündung des Don — hervorgehoben, die durchaus neue Einsichten vermittelt (29—64).

N. A.

Im Moskauer Staat wurde nur sehr sporadisch eigenes Papier erzeugt, man blieb so gut wie völlig auf die Einfuhr angewiesen. Zum ersten Produktionsversuch vermag jetzt Edward L. Keenan Neues zu sagen: *Paper for the Tsar: A Letter of Ivan IV of 1570* (Oxford Slavonic Papers N.S. IV, 1971,

21—29). K. entdeckte auf einem Brief Ivans IV. ein Wasserzeichen mit kyrillischem Text, in dem der Zar als Auftraggeber und die Jahre 1565/66 oder 1570 als Datum der Herstellung des Papiers genannt werden. Bei dem Papiermacher scheint es sich um einen Merten Sauer aus Aussig gehandelt zu haben. Die Herstellung erfolgte offenbar in einer Papiermühle an der Uča, von der wir bisher nichts Näheres wußten.

N. A.

Henry R. Huttenbach, *New Archival Material on the Anglo-Russian Treaty of Queen Elizabeth I and Tsar Ivan IV* (SlavRev. XLIX, October 1971, 535—549). — Der Verf. charakterisiert und veröffentlicht mehrere Entwürfe eines nicht zustande gekommenen englisch-russischen Bündnisvertrages, die er im Londoner Public Record Office fand. Sie werfen neues Licht auf die diplomatischen Beziehungen zwischen den beiden Staaten in den 1570er Jahren, bei denen nicht zuletzt um die Privilegien der englischen Kaufleute in Rußland gerungen wurde.

N. A.

Ein Bericht von Anatol Kirpičnikov über *Orešek — Ergebnisse historisch-archäologischer Forschungen über die Stadt und Festung am Ladogasee* ist ins Polnische übersetzt worden (Oreszek — Rezultaty badań historyczno-archeologicznych miasta i twierdzy na jez. Ładoga. In: KwartHKM XIX, 1971, 4, 679—688). Die Ergebnisse beziehen sich in erster Linie auf die altrussische (zunächst Novgoroder, dann Moskauer) Nawa-Festung des 14.—16. Jhs., teilweise auch auf die Schwedenzeit, in welcher der Ort den Namen Nöteborg trug (1612—1702), ehe Zar Peter I. der Große ihn in Schlüsselburg umtaufte. Zur städtischen Siedlung — Orešek war zeitweise als Handelsplatz auch für die nach Novgorod handelnden Hansekaufleute von Bedeutung — haben die bisherigen Ausgrabungen (1968—70) nicht viel ergeben.

H. W.

H. Kellenbenz, *Marchands en Russie aux XVIIe et XVIIIe siècles* (Cahiers du monde russe et soviétique 11, 1970, 576—620 et 12, 1971, 76—109). — Dieser Titel entspricht recht wenig einer Studie, die sich tatsächlich mit den Informationen über Rußland, insbesondere sein Wirtschaftsleben, aus enzyklopädischen Werken Mittel- und Westeuropas beschäftigt. Die Analyse geht für die Schriften von Marperger (Moskowitischer Kaufmann), Büsching (Neue Erdbeschreibung) und Ludovici sehr ins einzelne. Unter den übrigen, kürzer behandelten Werken fehlen jene englischer und holländischer Verfasser. Der Verfasser entnimmt aus diesen Arbeiten Zitate, die gut das hohe Interesse zeigen, das die Materie besitzt, die er komprimiert. Die Weite der Informationen, die in diesen Büchern veröffentlicht sind, gibt den Büchern für die Entwicklung der Beziehungen zwischen Rußland und Europa eine wichtige Mittlerrolle, die noch besser in ihrer Qualität und Originalität abgeschätzt werden kann, wenn man sie mit der Rolle anderer Informationskanäle vergleicht.

P. J.

*Etudes d'histoire maritime*, présentées au XIII<sup>e</sup> congrès international des Sciences historiques par la Commission internationale d'Histoire maritime à l'occasion de son XII<sup>e</sup> colloque, Moscou 16—23 Aout 1970. — Hier interessiert besonders der erste Teil des Bandes über die arktische Seefahrt. Zwi-

schen Referaten, bei denen der geographische und archäologische Gesichtspunkt überwiegt, findet sich die anregende Synthese von H. Kellenbenz über *Die wirtschaftliche Bedeutung der Straße nach Archangelsk vom 16. bis zum 18. Jahrhundert*. Die — wenn auch sekundäre — Rolle der Hanscaten, insbesondere der Hamburger, auf dieser Straße, wird herausgestellt. Unter Benutzung zweier noch ungedruckter Manuskripte von S. Hart werden neue eindrucksvolle Zahlen, die sich aus den Amsterdamer Notariatsarchiven ermitteln lassen, über die Dominanz der Holländer auf dieser Straße bekanntgemacht. Außerdem sei auf den Aufsatz von W. E. Washburn, *Das orientalische Ziel in der arktischen Seefahrt*, hingewiesen. Washburn erläutert das englische Interesse an der Asienfahrt im 16. Jahrhundert, das sich z. B. in den zeitgenössischen englischen Übersetzungen der spanischen Asien- und Reiseliteratur äußert, und das in der Beschreibung der Nordmeerfahrt des Martin Frobisher durch George Best (1578) zum Ausdruck kommt.

R. S.

O. V. Ovsjannikov, *Menschen und Städte des mittelalterlichen Nordens* (Ljudi i goroda srednevekovogo Severa, Archangelsk 1971, Severozapadnoe knižnoe izd-vo. 80 S.). — Diese Broschüre berichtet in anziehender Form über den Festungsbau und das städtische Handwerk im Gebiet von Archangelsk im 14.—17. Jh. Neben Archangelsk selbst werden u. a. Cholmogory, Pustozersk und Kargopol' berücksichtigt. Da sich der Verf. als Archäologe auf neues Fundmaterial stützen kann und ungedruckte Quellen heranzieht, erscheinen seine Ausführungen trotz des populären Charakters der Veröffentlichung als beachtenswert. Zumindest ist festzuhalten, daß er detaillierte Angaben über den neuen Hof der ausländischen Kaufleute in Archangelsk bietet, der nach dem Brand von 1667 als Teil einer weitläufigen Befestigungsanlage errichtet worden ist (26—31, 34f., mit Lageskizze).

N. A.

N. N. Repin, *Zur Geschichte des Handelsverkehrs zwischen Rußland und Westeuropa über Archangelsk im ersten Viertel des 18. Jahrhunderts* (Iz istorii torgovych svjazej Rossii so stranami Zapadnoj Evropy čerez Archangel'sk v pervoj četverti XVIII v. In: Sbornik naučnych rabot aspirantov istoričeskogo fakul'teta Moskovskogo gosudarstvennogo universiteta imeni M. V. Lomonosova, Moskau 1970, Izd-vo MGU, 196—215). — Anhand von Zahlenmaterial aus den Jahren 1710—1721 berichtet R. über den direkten Export russischer Waren nach Westeuropa, bei dem der englische, niederländische oder Hamburger Aufkäufer, der zur Marktzeit nach Archangelsk kam, übergegangen wurde. Nachdem in Rußland ansässige Ausländer diesen Weg schon im 17. Jh. beschritten hatten, folgten ihnen in der behandelten Zeit auch russische Kaufleute. Sie befrachteten zumeist holländische oder Hamburger Schiffe und ließen ihre Waren am Bestimmungsort durch mitgesandte Faktoren oder ausländische Geschäftspartner verkaufen, falls sie nicht sogar selbst die Reise in den Westen antraten. Wertmäßig betrug dieser Export 1710 14% und 1720 9% der Gesamtausfuhr von Archangelsk, wobei allerdings zu berücksichtigen ist, daß der Anteil der in Moskau ansässigen Ausländer sehr groß blieb; er bildete 1713 fast die Hälfte und 1714 ein Drittel des selbständigen Exports. An letzterem beteiligten sich in diesen beiden Jahren 34 bzw. 37 Kaufleute (darunter vier bzw. fünf „Moskauer

Ausländer“). Im gegebenen Zusammenhang behandelt R. auch die ersten Fahrten russischer Handelsschiffe in den Westen. Ihr Erscheinen rief französische Kaperer auf den Plan, so daß es in dieser Hinsicht bei dürftigen Versuchen blieb. N. A.

Erwähnt sei das Erscheinen einer Bibliographie, die von M. B. Severova bearbeitet worden ist: *Sowjetische Numismatik. Bibliographisches Verzeichnis für die Jahre 1961—1965. Nachträge zu den Verzeichnissen für 1917—1958 und 1959—1960* (Sovetskaja numizmatika. Bibliografičeskij ukazatel' 1961—1965 gg. Dopolnenija k ukazateljam za 1917—1958 i 1959—1960 gg. In: Numizmatika i epigrafika IX, Moskau 1971, Nauka, 191—221). Wir finden hier besondere Abschnitte über „Westeuropäische Münzen“, den „Umlauf westlicher Münzen im Gebiet der Alten Ruß“ und „Denkmäler des Geldumlaufs im Ostbaltikum“. Die im Titel erwähnten früheren Verzeichnisse waren in den Bänden II und III der „Numizmatika i epigrafika“ erschienen. N. A.

V. M. Potin spricht über *Korabel'niki in Rußland* (Korabel'niki na Rusi. In: Numizmatika i epigrafika VIII, Moskau 1970, Nauka, 101—107, 2 Tfn.). — Als „korabel'niki“ bezeichneten die Russen zunächst englische Nobel, später auch englische und niederländische Rosenobel, deren Schiffsbild zur Entstehung des Wortes geführt hat (russ. korabl' = Schiff). Nach der von P. gebotenen Zusammenstellung aller schriftlichen Zeugnisse über ihre Einfuhr und Verwendung gelangten die englischen Gepräge seit dem Ende des 14. Jhs. nach Rußland, während das späteste Zeugnis aus dem Jahre 1602 stammt. In erster Linie dienten die Nobel dem deutsch-russischen Handelsverkehr. Von den Russen wurden sie offenbar gern gehortet und — besonders von den Moskauer Herrschern — als Geschenke verwandt. Ivan III. scheint sogar ihre Nachprägung versucht zu haben. N. A.

# AUTORENREGISTER

für die Umschau

Ahlers 121, 122, Ahlfors 154, Ahmann 99, Alexandrowicz 160, Ammann 90, Andersson 148, Appelt 136, Arfwidsson Bäck 152, Ashtor 89, Aubin 85, Aymard 88, Bagot 145, Bahr 134, Barrow 146, Baulant 143, Bayard 144, Beck 128, Belohradsky 95, Berndt 123, Biddle 96, Biernat 134, Bjørgo 98, Le Blant 143, Blockmans 138, Blunt 97, Bocklitz 119, Bodniak 91, Böse 117, Bogucka 133, 134, Bolland 118, v. Brandt Andres 100, v. Brandt G. W. 122, Brillling 137, Brocki 92, Büsch 130, Busch 111, Buszello 107, Capelle 99, Carlson 153, Carlsson 154, Cederlund 93, Chorošev 161, Christensen A. E. 94, Christensen T. E. 98, Claviez 94, Cordfunke 97, Croix 142, Crumlin-Pedersen 147, Czasplicka 134, Deckers 142, Deeters 106, Devine 147, Domsta 108, Don 138, Donat 103, Donnert 162, Drapella 94, Drescher 101, Dufraise 108, Dunsdorfs 157, Ebel 123, Eggert 86, v. Einem 131, Endrei 88, Enemark 149, Ennen 107, Erševskij 161, v. Es 97, Falck 152, Ferger 116, Fischer 128, Fleckenstein 85, Friedlaender 151, Friedland 84, Fritze 156, Frostin 142, Fuchs 124, Gabriellson 119, Gause 135, Gietzelt 95, Göttching 112, Le Goff 94, Gottschalk 139, Gramulla 107, Greenhill 92, Gringmuth-Dallmer 102, Grothusen 161, Grundmann G. 131, Grundmann H. 85, Hägg 98, Halbertsma 96, Hanham 147, Harthausen 108, Hasselberg 147, Hatz 99, Hauschild-Thiessen 120, Heeroma 88, Heinrich 129, 130, Henningsen 95, 127, Herrmann 128, Herschend 99, Herteig 155, Hessmann 128, Heyne 126, Hill 96, Hofius 109, Hollnagel 102, Horstmann 91, Hubatsch 131, Huttenbach 163, Irsigler 107, Jablonowski 131, Jährig 103, Jakobs 107, v. Jan 116, Janin 161, Jeannin 120, Jewsiewicki 158, Kasprovicz 134, Kazakova 159, Keenan 162, Kellenbenz 90, 163, 164, Kelm 93, Kirchhoff 110, Kirkbride James 146, Kirpičnikov 163, Klesińska 134, Klockars 151, Kloos 101, Klose 126, Kluxen 145, Knaack 95, Knorr 100, Koch 105, König 124, Koeppen 132, Körtge 112, Kolčín 161, Konetzke 90, Konrad 131, Korlén 151, Krieger 91, Krohn 127, Kropotkin 104, Kross 131, Kuhn 131, 137, Kulke 110, Kumlien 152, Laul 155, Laur 100, Lenz 122, Liepinja 157, Liestøl 98, Ligi 156, Ljapuškín 159, Lombard 89, Loose 118, Lovmjańskij (Łowmiański) 104, Ludat 103, Lundström 102, Lungagnini 122, Luntowski 109, Lythe 147, Maleczyński 136, Mante 151, Mavrodin 159, v. der Meer 97, Meyer 94, 144, Möser 112, Molvygin 156, Mordasova 159, Müller 101, v. Müller 99, Müller-Wille 101, Mulon 142, Mummenhof 109, Munske 88, Näsman 99, Nagel 86, Nahlik 160, Neander 158, Neugebauer 123, Neveux 140, Nieder 91, Nowothnig 101, Nübel 139, Öberg 150, Opas 157, Ovsjannikov 164, Petersohn 130, Petke 114, Pettersen 90, Pfeiffer 89, Piirimäe 156, Pohl 107, Popiol-Szymańska 158, Potin 165, Poussou 142, Prinz 129, Puškina 103, Querfurt 114, Raabe 88, Rau 90, Reinecke 125, Repin 164, Richter 118, Riemann 131, Robberstad 147, Roesdahl 98, Roppel 135, Rosenbach 130, Rothert 127, Roubert 144, Rüger 100, Rutgers 140, Ruusmann 156, Sadourny 145, Sandberg 99, Šaskol'skij 159, Sauer 87, Selling 99, Severova 165, Sivéry 140, Skržinskaja 162, Skyum-Nielsen 154, Slaski 148, Solhaug 155, Sommé 141, Soom 157, Szomlaiski 148, Scharfe 130, Scheper 112, Schieche 154, Schietzel 100, Schildhauer 156, Schirinig 101, Schlichtmann 114, Schneider 84, Schönfelder 107, Schoknecht 102, Scholz-Babisch 105, Schoppmeyer 109, Schreckenbach 128, Schröder 91, Schultze 130, Spies 115, Sproemberg H. 85, Sproemberg L. 85, Spufford 138, Stehkämper 106, Steinhausen 86, Stier 123, Tarvel 156, Tecke 118, Tempel 99, Thierfelder 117, Thomas 95, 160, Tool-Marran

157, Torp 112, Trummal 104, Tschentscher 119, Ullemeyer 100, Unger 86, Vahtre 156, Veddeler 111, Verbruggen 141, Vierck 96, Vodoff 161, Vogel 100, Waagepetersen 149, Wagner 93, Walter 114, Washburn 164, Wegener 106, Wegraeus 99, Weibull 154, Weidemann 99, Weinacht 126, Weise 131, 132, Weiss 155, Wentz 84, Wiechell 91, Wiek 121, Wilde 122, Winkelmann 102, Wirtgen 113, Wyczański 158, Ypey 96, Zacke 123, 154, v. Zeist 97, Zorn 85.

#### Mitarbeiterverzeichnis

Angermann, Dr. Norbert, Wiss. Assistent, Hamburg (95, 103 f., 155—165; N. A.). — Bockmann, Dr. Hartmut, Wiss. Assistent, Göttingen (133). — v. Brandt, Prof. Dr. Ahasver, Heidelberg (72, 123 f., 147 f., 150—155; A. v. B.). — Goetze, Dr. Jochen, Ak. Rat, Heidelberg (63). — Heinsius, Dr. Paul, Wilhelmshaven (90—95, 98, 105, 112, 127, 134 f., 149 f.; P. H.). — Jeannin, Prof. Dr. Pierre, Directeur d'études, Paris (88, 94, 108 f., 140—145, 158, 160 f., 163; P. J.). — Ketterer, Günter, Wiss. Hilfskraft, Heidelberg (15). — Köhn, Dr. Gerhard, Stadtarchivdirektor, Soest (81). — Last, Dr. Martin, Akad. Rat, Göttingen (96—103; M. L.). — Mollat, Prof. Dr. Michel, Paris (1). — Moltmann, Prof. Dr. Günter, Hamburg (76). — Pitz, Prof. Dr. Ernst, Berlin (138). — Ramsay, Prof. George D., Oxford (147; G. D. R.). — Römer, Dr. Christof, Berlin (40). — Schwarzwälder, Prof. Dr. Herbert, Bremen (84, 86—89, 100, 108—128; H. Schw.). — Sprandel, Dr. Lore, Hamburg (149). — Sprandel, Prof. Dr. Rolf, Hamburg (85 f., 88—91, 103, 105—108, 118, 122, 131, 134 f., 138—140, 145—148, 163 f.; R. S.). — Weczerka, Dr. Hugo, Cappel b. Marburg/L. (128—137, 155, 157 f., 160, 163; H. W.). — Westermann, Dr. Ekkehard, Laubach Kr. Gießen (128). — Wohlfeil, Prof. Dr. Rainer, Hamburg (84 f.).

FÜR DIE HANSEFORSCHUNG WICHTIGE ZEITSCHRIFTEN

A.A.G. Bijdragen	Afdeling Agrarische Geschiedenis. Bijdra- gen. Landbouwhoge- school Wageningen.	BMHG	Bijdragen en Mede- delingen van het Hi- storisch Genootschap (gevestigd te Utrecht).
ABaltSlav.	Acta Baltico-Slavica. Bialystok.	BraunschwJb.	Braunschweigisches Jahrbuch.
AESC	Annales. Économies, sociétés, civilisations. Paris.	BremJb.	Bremisches Jahrbuch.
AHR	The American Histo- rical Review. Rich- mond/Virg. — New York — London.	BullCommHist.	Bulletin de la Com- mission Royale d'His- toire. — Handelingen van de Koninklijke Commissie voor Ge- schiedenis. Bruxelles.
AnnMidi	Annales du Midi, Toulouisc.	BusinessHist.	Business History Liverpool.
AnnNdrh.	Annalen des Histo- rischen Vereins für den Niederrhein, ins- besondere das alte Erzbistum Köln. Düs- seldorf.	Business HR	The Business History Review. Cambridge (Mass.)
APolHist.	Acta Poloniae Histo- rica. Polska Akademia Nauk. Instytut Histo- rii. Warschau.	CommBalt.	Commentationes Bal- ticae. Jahrbuch des baltischen Forschungs- instituts. Bonn.
AusgrFu.	Ausgrabungen und Funde. Berlin.	CompStud.	Comparative Studies in Society and History. The Hague.
AZGW	Archief. Vroegere en later mededelingen voornamelijk in be- trekking tot Zeeland, uitgegeven door het Zeeuwsch Genootschap der Wetenschappen. Middelburg.	DA	Deutsches Archiv für Erforschung des Mit- telalters. Köln-Wien.
BaltStud.	Baltische Studien. Hamburg.	DHT	(Dansk) Historisk Tidsskrift, Kopen- hagen.
BDLG	Blätter für deutsche Landesgeschichte. Wiesbaden.	DüsseldJb.	Düsseldorfer Jahr- buch.
Beitr.Dortm.	Beiträge zur Geschich- te Dortmunds und der Grafschaft Mark.	DuisbF	Duisburger Forschun- gen.
BGN	Bijdragen voor de Ge- schiedenis der Neder- landen. 's-Gravenhage — Antwerpen.	EcHistJb.	Economisch-Historisch Jaarboek. 's-Graven- hage.
BIHR	Bulletin of the Insti- tute of Historical Research. London.	EcHistRev.	The Economic Histo- ry Review. London.
		EHR	The English Histo- rical Review. London.
		FHT	Historisk Tidsskrift för Finland. Helsinki.
		Fornvänner	Fornvänner. Tidsskrift för Svensk Antikva- risk Forskning. Stock- holm.
		GotlArk.	Gotländskt Arkiv. Visby

GreifswStralsJb.	Greifswald-Stralsunder Jahrbuch. Rostock.	JbKölnGV	Jahrbuch des Kölnischen Geschichtsvereins.
HambGHbll.	Hamburgische Geschichts- und Heimatblätter.	JbMorgenst.	Jahrbuch der Männer vom Morgenstern. Bremerhaven.
HBNu.	Hamburger Beiträge zur Numismatik.	JbNum.	Jahrbuch für Numismatik und Geldgeschichte. München.
HGbll.	Hansische Geschichtsblätter. Köln-Wien.	JbRegG	Jahrbuch für Regionalgeschichte. Weimar.
HispAHR	The Hispanic American Historical Review. Durham/North Carolina.	JbVNddtSpr.	Jahrbuch des Vercins für Niederdeutsche Sprachforschung. Neumünster.
Hispania	Hispania. Revista española de historia. Madrid.	JbWG	Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte. Berlin.
Hist.	History. The Journal of the Historical Association. London.	JbWitthBremen	Jahrbuch der Wittheit zu Bremen.
HistArkiv	Historisk Arkiv. Stockholm.	JEcoH	The Journal of Economic History. New York.
HistJourn.	The Historical Journal. Cambridge.	JMitVorg.	Jahresschrift für mitteldeutsche Vorgeschichte. Halle/S.
HZ	Historische Zeitschrift. München.	KSIA	Kratkie soobščeniija o dokladach i polevyh issledovanijach Instituta archeologii Akademii nauk SSSR. Moskau.
IstSSSR	Istorija SSSR. Moskau.	KölnJbVFg.	Kölner Jahrbuch für Vor- und Frühgeschichte.
IstZap.	Istoričeskie zapiski. Moskau.	Kuml	Kuml, Årbog for Jysk Archæologisk Selskab. Aarhus.
JbAmst.	Jaarboek van het Genootschap Amstelodamum. Amsterdam.	KwartHist.	Kwartalnik Historyczny. Warschau.
JbbGOE	Jahrbücher für Geschichte Osteuropas. München.	KwartHKM	Kwartalnik historii kultury materialnej. Warschau.
JbBreslau	Jahrbuch der Schlesischen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Breslau. Würzburg.	LippMitt.	Lippische Mitteilungen. Detmold.
JbEmden	Jahrbuch der Gesellschaft für Bildende Kunst und vaterländische Altertümer zu Emden.	Logbuch	Das Logbuch, hrsg. v. Arbeitskreis historischer Schiffbau. Wiesbaden.
JbGMOst.	Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands, hrsg. vom Friedrich-Meinecke-Institut der Freien Universität Berlin. Tübingen.	LünebBll.	Lüneburger Blätter.
		MA	Le Moyen Age. Revue d'histoire et de philologie. Bruxelles.

Maasgouw	De Maasgouw. Tijdschrift voor Limburgse Geschiedenis en Oudheidkunde. Maastricht.	RB	Revue Belge de philologie et d'histoire. — Belgisch Tijdschrift voor Filologie en Geschiedenis. Bruxelles.
MAcWet.	Mededelingen der Koninklijke Nederlandse Akademie van Wetenschappen. Afdel. Letterkunde. Amsterdam.	RDSG	Roczniki dziejów społecznych i gospodarczych. Posen.
		RH	Revue Historique. Paris.
MatZachPom.	Materiały Zachodnio-Pomorskie. Muzeum Pomorza Zachodniego. Stettin.	RheinVjbll.	Rheinische Vierteljahrsblätter. Bonn.
		RHES	Revue d'histoire économique et sociale. Paris.
Meddelanden	Meddelanden från Lunds Universitets Historiska Museum. Lund.	RM	Revue Maritime.
		RN	Revue du Nord. Revue historique trimestrielle. Région du Nord de la France — Belgique
MittKiel	Mitteilungen der Gesellschaft für Kieler Stadtgeschichte.	RoczGd	— Pays-Bas. Lille. Rocznik Gdański.
MM	The Mariner's Mirror. London.		Gdańskie Towarzystwo Naukowe. Danzig.
Naut.	Nautologia, Kwartalnik-Quarterly. Gdingen-Warschau-Stettin.	ScandEcHistRev.	The Scandinavian Economic History Review. Uppsala.
NdSächsJb.	Niedersächsisches Jahrbuch für Landesgeschichte. Hildesheim.	Scandia	Scandia. Tidskrift för historisk forskning. Lund.
NHT	Historisk Tidsskrift, utgitt av den Norske Historiske Forening. Høvik.	ScHR	Scottish Historical Review. Edinburgh.
		ScrMerc	Scripta Mercaturae. Halbjahresveröffentlichung von Urkunden und Abhandlungen zur Geschichte des Handels und der Weltwirtschaft. München.
Nordelbingen	Nordelbingen. Beiträge zur Heimatforschung in Schleswig-Holstein, Hamburg und Lübeck. Heide (Holst.).	SHAGand	Société d'histoire et d'archéologie de Gand. Annales. Gent.
NordNumÅ	Nordisk Numismatisk Årsskrift. Stockholm.	SHT	Historisk Tidsskrift. Svenska Historiska Föreningen. Stockholm.
NT	Nordisk Tidsskrift. Stockholm.		
OldJb.	Oldenburger Jahrbuch.	SkandSborn.	Skandinavskij sbornik (Skrifter om Skandinavien), hrsg. v. d. Staatsuniversität Tartu (Dorpat).
OsnMitt.	Osnabrücker Mitteilungen.		
PrzełHHist.	Przeład Historyczny. Warschau.		

SlavRev.	The Slavonic and East European Review. London.		gen des Provinzialinstituts für westfälische Landes- und Volkskunde.
SoesterZs.	Soester Zeitschrift.		Münster/Westf.
SovArch.	Sovetskaja arheologija. Moskau.	WestfZs.	Westfälische Zeitschrift.
Spec.	Speculum. A Journal of Medieval Studies. Cambridge (Mass.).		Münster/Westf.
StadJb.	Stader Jahrbuch. Stader Archiv, Neue Folge.	WissZsBerlin	Wissenschaftliche Zeitschrift der Humboldt-Universität zu Berlin. Gesellschafts- und sprachwissenschaftliche Reihe.
StudPom.	Studia i materialy do dziejów Wielkopolski i Pomorza. Posen.	WissZsGreifswald	Desgl.: Ernst Moritz Arndt-Universität Greifswald.
TG	Tijdschrift voor Geschiedenis. Groningen.	WissZsRostock	Desgl.: Universität Rostock.
Tradition	Tradition. Zeitschrift für Firmengeschichte und Unternehmerbiographie. Baden-Baden.	WSlav.	Die Welt der Slawen. Wiesbaden.
TRHS	Transactions of the Royal Historical Society. London.	ZAA	Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie. Frankfurt/M.
VerslagHistGen.	Verslag van de algemene vergadering van het Historisch Genootschap gehouden te Utrecht. Groningen.	ZapHist.	Zapiski Historyczne. Thorn.
VerslOverijssel	Verslagen en Mededelingen. Vereniging tot Beoefning van Overijsselsch Regt en Geschiedenis. Zwolle.	ZfO	Zeitschrift für Ostforschung. Marburg/Lahn.
Viking	Viking. Oslo.	ZGesSHG	Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte. Neumünster.
VIst.	Voprosy istorii. Moskau.	ZGW	Zeitschrift für Geschichtswissenschaft. Berlin.
VSWG	Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte. Wiesbaden.	ZSRG.GA	Zeitschrift d. Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germanistische Abteilung. Weimar.
Wagen	Der Wagen. Ein Lübeckisches Jahrbuch.	ZsSlavPhil.	Zeitschrift für slavische Philologie. Heidelberg.
Westfalen	Westfalen. Hefte für Geschichte, Kunst und Volkskunde. Münster/Westf.	ZVHG	Zeitschrift des Vereins für Hamburgische Geschichte.
Westff	Westfälische Forschungen. Mitteilun-	ZVLGA	Zeitschrift des Vereins für Lübeckische Geschichte und Altertumskunde.

# HANSISCHER GESCHICHTSVEREIN

## JAHRESBERICHT 1971

### A. Geschäftsbericht

Hansischer Geschichtsverein und Verein für niederdeutsche Sprachforschung hielten — nach zwei Jahren erstmals wieder vereint — ihre Jahresversammlung in Hildesheim ab, die 87. des Hansischen und die 84. des Niederdeutschen Vereins. Vorträge hielten Prof. Dr. Kazimierz Slaski, Poznan: Die Organisation der Schifffahrt bei den Ostseeslawen vom 10. bis zum 13. Jahrhundert; Prof. Dr. Wilhelm Holmqvist, Stockholm: Eine mittelschwedische „Hanse“ vor der Hansezeit (Mit Lichtbildern); Dr. Helmut von Jan, Hildesheim: Einführung in die Geschichte der Bischofs- und Hansestadt Hildesheim (Mit Lichtbildern); Prof. Dr. Michel Mollat, Paris: Guerre de course et piraterie à la fin du Moyen Age: aspects économiques et sociaux (mit Übersetzung); Dr. Gerald Stefke, Göttingen: Hamburger, Wismarer und anderes Bier in den Niederlanden im 14. Jahrhundert. Bei der Diskussion wurden die schiffahrtsgeschichtlichen Themata besonders eingehend erörtert und durch Anregungen ergänzt. Ein Ausflug mit Omnibussen führte bei programmgemäßigem Pfingstwetter zu den ansehnlichen Schlössern Derneburg und Söder sowie den idyllischen Hubertuskirchen der Ruine Wohldenberg und am Hamberg. An der Tagung nahmen rund 170 auswärtige Besucher teil, darunter 22 aus dem Ausland (Belgien, Frankreich, Großbritannien, Niederlande, Österreich, Polen, Schweden und Schweiz).

An Veröffentlichungen erschienen im Berichtsjahr die Dissertation von Hans Sauer, Hansestädte und Landesfürsten, als Band 16 der Quellen und Darstellungen sowie die Referate und Diskussionen des Hansischen Symposions in Bergen 9.—11. September 1970 unter dem Titel „Bergen — Handelszentrum des beginnenden Spätmittelalters“ als Band 17 in derselben Reihe. Ein in Leder gebundenes Exemplar dieses Bandes wurde dem Herrn Ordfører der Stadt Bergen überreicht; das Symposion hatte anlässlich des 900. Jubiläums der Stadt Bergen stattgefunden.

Die Hansischen Geschichtsblätter 89/1971 lagen bei Abfassung dieses Berichts noch nicht vor.

Vorhaben: Für die Reihe „Quellen und Darstellungen“ ist außer der Scheper'schen Arbeit „Bürgerliche Institutionen“ das Hamburger Pfundzollbuch von 1417—1419 vorgesehen. — Die Bearbeitung des Hansischen Urkundenbuchs VII, 2 konnte wegen Krankheit des Bearbeiters nicht wesentlich gefördert werden.

Die Mitgliederzahl des Vereins betrug Ende 1971: 482. 13 Mitglieder traten dem Verein bei, darunter vier korporative (Historisk Museum, Bergen/Norwegen; Rijksarchief Gelderland, Arnheim/Niederlande; Deutsches Schiffahrtsmuseum, Bremerhaven; Institut für Wirtschafts- u. Sozialgeschichte der Universität Göttingen). 206 Mitglieder waren zu streichen, die weitaus meisten von ihnen als ehemalige Mitglieder im Bereich der Arbeitsgemeinschaft des Hansischen Geschichtsvereins in der DDR auf Grund einer Erklärung von deren ehemaligen Vorsitzenden, ferner 14 aus verschiedenen Gründen, u. a. wegen Übergangs der Mitgliedschaft an Institute, schließlich drei Mitglieder wegen Todesfall.

Vorstandssitzungen fanden zu Pfingsten in Hildesheim und im Oktober in Lübeck statt. Die Zusammensetzung des Vorstandes blieb nach der Austrittserklärung der drei Vorstandsmitglieder aus der DDR unverändert.

Am 4. Dezember folgte der Geschäftsführer einer Einladung der Polnischen Historischen Gesellschaft an den Verein zur Teilnahme an einer Besprechung über „Probleme der internationalen Zusammenarbeit in der Geschichtsforschung des Nord-Ostseeraumes“.

Schneider  
Vorsitzender

Friedland  
Geschäftsführer

### B. Rechnungsbericht

Für 1971 lautet das Rechnungsergebnis wie folgt:

<i>Einnahmen</i>	DM	<i>Ausgaben</i>	DM
Mitgliederbeiträge	17 878,52	Verwaltung	2 242,65
Beihilfen	3 220,—	Tagungen	6 663,40
		HGbl.	17 792,—
Sonstiges		sonst. Veröffentlichungen	6 045,—
einschl. Zinsen	8 061,76		
	<u>29 160,28</u>		<u>32 743,05</u>

In den Ausgaben spiegeln sich auch 1971 noch die besonderen Aufwendungen zum Jubiläum 1970, da der gesonderte Besprechungsteil des Festbandes der Hansischen Geschichtsblätter erst 1971 abgerechnet werden konnte. Außerdem ist ein weiterer Band der Quellen und Darstellungen veröffentlicht worden. Die Jahresabrechnung gibt ferner insoweit nur ein unvollständiges Bild, als für den Jahrgang 1971 der Hansischen Geschichtsblätter wegen der starken Verzögerungen bei der Redaktion des Besprechungsteils erst ein Teilbetrag von 6000,— DM gezahlt werden

konnte. Hätten die vollen Kosten ausgewiesen werden können, so würde noch deutlicher, daß es die Einnahmen angesichts der steigenden Druckkosten kaum noch erlauben, neben den Hansischen Geschichtsblättern Einzelveröffentlichungen zu finanzieren. Da auf sie jedoch ein Verein nicht verzichten kann, wenn er die Forschung ernsthaft fördern will, hat der Vorstand sich im Einvernehmen mit dem Verlag entschlossen, jedenfalls in dieser Reihe auf das billigere, wenn auch weniger flexible Offsetdruckverfahren überzugehen. Es bleibt daher zu hoffen, daß auf diese Weise ohne sofortige Beitragserhöhung die Veröffentlichungsreihe weitergeführt werden kann. Die Abrechnung ist im Auftrage der Mitgliederversammlung von den Herren Archivdirektor Dr. Olof Ahlers und Oberstudienrat i. R. Dr. Ludwig Lahaine geprüft und für richtig befunden worden.

Bolland  
Schatzmeister

#### Mitteilungen der Geschäftsstelle:

Mit Ablauf des Geschäftsjahres 1971/1972 ging die Geschäftsführung an Dr. K. H. Schwebel, Bremen, über. Adresse der Geschäftsstelle: 28 Bremen, Präsident-Kennedy-Platz 2/Staatsarchiv.

Der Mitgliedsbeitrag beträgt für Einzelpersonen, Vereinigungen und Anstalten mindestens 20,— DM; Beiträge von Städtemitgliedern nach besonderer Vereinbarung.

Beitragszahlungen werden auf eines der beiden folgenden Konten erbeten: Postscheck Hamburg 23 463-200 oder Handelsbank in Lübeck 43 001.

OSKAR KOSSMANN  
POLEN IM MITTELALTER

Beiträge zur Sozial- und Verfassungsgeschichte

XIV, 458 Seiten mit 2 Karten im Text. Kartoniert DM 42,-

Die vom Verfasser in mehreren Artikeln in führenden Fachorganen, u. a. der Historischen Zeitschrift (205/1/1967, S. 15—45), angedeuteten Ergebnisse seiner langjährigen Forschungen liegen mit diesem Buch nunmehr in ausführlicher Form vor. Es stellt den seit Jahrzehnten wohl umfassendsten deutschen Forschungsbeitrag auf diesem Gebiet dar. Außerdem wird eingehend Bilanz der diesbezüglichen polnischen Forschung gezogen, die ungewöhnlich rege ist. Ein ausführlicher Index erleichtert die Übersicht und eignet sich auch sonst als erste Einführung in die vielfältige Materie und ihre mittelalterlichen Quellen, deren Kernsätze zitiert werden, so daß der Leser den Ausführungen stets kritisch prüfend folgen kann.

Das Buch bringt u. a.: eine erste vollständige Monographie der polnischen freien Bauern, die die bisherigen Vorstellungen über die mittelalterliche Sozialstruktur Polens aufrollt; eine Lösung des Narok-Rätsels, das die polnische Forschung seit einem Jahrhundert beschäftigt hat; eine sozialgeschichtliche Teilanalyse der Gallus-Chronik; eine schärfere Präzisierung der bis ins 12., ja 11. Jh. zurückreichenden Hospites-Siedlung als ersten Phase der deutschrechtlichen Siedlung; fundierte Beiträge zur Geschichte des Heeres, der Druschina, des Niederadels, der Verwaltung, der Burgenorganisation, der altpolnischen Städte, zur Datierung und Interpretation des ältesten Rechtsbuches (Elbinger Handschrift), zur Wergeldordnung Polens und des Deutschen Ordens, Herkunft des Gallus, zur Trebnitzer Gutsordnung und somit zur Struktur des Bauernstandes; Aufhellung des preworj, der osteuropäischen Smarden, des ältesten böhmischen Dom- und Bischofszehnts, der „Zehntbarmachung“ Mecklenburgs, der schlesischen lasanki, der pommerschen decimarii und dessitle, des polnischen scartabellus und supan, der sorbischen vethenici; Beiträge zur Herkunft der Piasten, zum polnischen Tribut „usque in Vurtam“, zum Dagome-Regest, zur politischen Zugehörigkeit von Lebus, zum großen Volksaufstand usw.

Das Buch ist handbuchartig dicht geschrieben, aber auch für Nichtfachleute leicht lesbar; wichtige Lösungen werden gelegentlich in einem Satz oder in den Anmerkungen formuliert.

---

VERLAG J. G. HERDER-INSTITUT · MARBURG/LAHN

# Mitteldeutsche Forschungen

Herausgegeben von Reinhold Olesch, Walter Schlesinger,  
Ludwig Erich Schmitt

---

- 57 **Lippert, Werner, Geschichte der 110 Bauerndörfer in der nördlichen Uckermark.** Ein Beitrag zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Mark Brandenburg. Herausgegeben von Gerd Heinrich. 1968. Gr. 8°. XII, 286 Seiten, 1 Klappkarte. Ln. DM 42,—. ISBN 3-412-00269-0
- 58 **Wolf, Herbert, Die Sprache des Johannes Mathesius.** Philologische Untersuchung frühprotestantischer Predigten. Einführung und Lexikologie. 1969. Gr. 8°. XIV, 490 Seiten, Titelporträt, 2 Karten, Ln. DM 68,—. ISBN 3-412-24369-8
- 59 **Hermann, Bruno, Die Herrschaft des Hochstifts Naumburg an der mittleren Elbe.** 1970. Gr. 8°. XII, 226 Seiten, 2 Karten in Rückentasche. Ln. DM 28,—. ISBN 3-412-04270-2
- 60 **Mildenberger, Gerhard, Die thüringischen Brandgräber der spätrömischen Zeit.** 1970. Gr. 8°. X, 170 Seiten, 8 Tabellen, 5 Karten, 64 Tafeln, 1 Tabelle in Rückentasche. Ln. DM 48,—. ISBN 3-412-07770-4
- 61 **Müsel, Albrecht, Der mitteldeutsche Kantor und Hofkapellmeister Johann Stolle (um 1566 bis 1614).** Leben und Schaffen. 1970. Gr. 8°. VIII, 175 Seiten mit 33 Notenbeispielen, 7 Tafeln und einem Notenanhang. Ln. DM 24,—. ISBN 3-412-42170-7
- 62 **Untersuchungen zu mitteldeutschen Geschichtsquellen des hohen Mittelalters.** Herausgegeben von Helmut Beumann.  
Teil I: **Kurt-Ulrich Jäschke:** Die älteste Halberstädter Bischofschronik. 1970. Gr. 8°. X, 238 Seiten, Ln. DM 45,—. ISBN 3-412-04870-4
- 63 **Brüggemann, Diethelm, Die sächsische Komödie.** Studien zum Sprachstil. 1970. Gr. 8°. VIII, 234 Seiten, Ln. DM 34,—. ISBN 3-412-58070-8

**Böhlau Verlag Köln Wien**

# Mitteldeutsche Forschungen

Herausgegeben von Reinhold Olesch, Walter Schlesinger,  
Ludwig Erich Schmitt

---

- 64 **Küther, Waldemar, Vacha und sein Servitenkloster im Mittelalter.** Mit einem Urkunden- und Regestenanhang. Unter Mitarbeit von Hans Goller. 1971. Gr. 8°. XII, 365 Seiten, 3 Karten, 22 Abbildungen auf Tafeln. Ln. DM 48,—. ISBN 3-412-10571-6
- 65 **Lobeck, Albrecht, Das Hochstift Meißen im Zeitalter der Reformation bis zum Tode Herzog Heinrichs 1541.** Besorgt von Heinrich Bornkamm und Heinz Scheible. 1971. Gr. 8°. VIII, 193 Seiten. Ln. DM 28,—. ISBN 3-412-15771-6
- 66 **Veith, Werner H., Die lexikalische Stellung des Nordschlesischen.** In ostmittel- und gesamtdeutschen Bezügen. Unter besonderer Berücksichtigung der Weinbauterminologie. 1971. Gr. 8°. X, 230 Seiten, 37 z. T. farbige Karten. Ln. DM 48,—. ISBN 3-412-64571-0
- 67 **Claude, Dietrich, Geschichte des Erzbistums Magdeburg bis in das 12. Jahrhundert.** Teil 1: Die Geschichte der Erzbischöfe bis auf Ruotger (1124). 1972. Gr. 8°. XVI, 460 Seiten. Ln. DM 74,—. ISBN 3-412-90072-9
- 68 **Quellen zur Geschichte der Niederlausitz I.** Bearbeitet von Rudolf Lehmann. 1972. Gr. 8°. X, 288 Seiten. Ln. DM 58,—. ISBN 3-412-90972-6
- 69 **Bogumil, Karlotto, Das Bistum Halberstadt im 12. Jahrhundert.** Studien zur Reichs- und Reformpolitik des Bischofs Reinhard und zum Wirken der Augustiner-Chorherren.
- 70 **Teuchert, Hermann, Die Sprachreste der niederländischen Siedlungen des 12. Jahrhunderts.** 2. Auflage 1972 besorgt von R. Olesch und L. E. Schmitt. Gr. 8°. XXXVI, 515 Seiten, 1 Titelbild und 67 Karten. Ln. DM 68,—. ISBN 3-412-95672-4

**Böhlau Verlag Köln Wien**

# **Veröffentlichungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte**

---

## **Die zentralörtlichen Funktionen früher Zentren in Altbayern**

Raumbindende Umlandsbeziehungen im bayerisch-österreichischen Altsiedelland von der Spätlatènezeit bis zum Ende des Hochmittelalters. Von KLAUS FEHN. 1970. XII, 268 Seiten, 8 Ktn., brosch. DM 5,—, Ln. DM 60,—

Ein Historiker untersucht hier erstmals die Rolle der Umlandsbeziehungen verschiedenartiger Zentren aus politisch-administrativem, kultisch-kirchlichem und wirtschaftlichem Gebiet für die Frühzeit einer größeren deutschen Landschaft.

## **Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte – Register Band 21–50, 1928–1963**

Bearbeitet von ERICH WILL. 1971. LVI, 680 Seiten, brosch. DM 68,—

Mit diesem Teilregister der Zeitschrift, das alle Mitarbeiter-Beiträge sowie die besprochenen und notierten Schriften verzeichnet, wird Historikern und Bibliotheken ein wichtiges Nachschlagewerk an die Hand gegeben.

## **Vom Dirigismus zum Liberalismus**

Die Entwicklung Oberschlesiens als preußisches Berg- und Hüttenrevier. Von KONRAD FUCHS. 1970. X, 314 Seiten m. 3 Ktn., brosch. DM 48,—

Der Verfasser behandelt eingehend die Epoche der Industrialisierung in Schlesien von 1770–1870 mit der Ausbildung des oberschlesischen Reviers, einem der wichtigsten Industriezentren Europas.

## **Die Berichte Eduard Davids als Reichsvertreter in Hessen 1921–1927**

Bearbeitet von FRIEDRICH P. KAHLENBERG. Geschichtl. Landeskunde, Bd. 6. 1970. XXVIII, 262 Seiten, brosch. DM 34,—, Ln. DM 42,—

Die Berichte Davids an die Berliner Regierung vermitteln ein aufschlußreiches Bild der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung in den entscheidenden Jahren der Weimarer Republik.

## **Deutschland und die Vereinigten Staaten 1933–1939**

Wirtschaft und Politik in der Entwicklung des deutsch-amerikanischen Gegensatzes. Von HANS-JÜRGEN SCHRÖDER. Veröff. d. Inst. f. Europ. Geschichte, Bd. 59. 1970. VIII, 338 Seiten, Ln. DM 44,—

Die wichtigsten Stationen der deutsch-amerikanischen Beziehungen werden unter Auswertung bisher unveröffentlichter Dokumente aus zahlreichen deutschen und amerikanischen Archiven eindrucksvoll dargestellt.

Zu beziehen durch Ihre Buchhandlung

---

**FRANZ STEINER VERLAG GMBH · WIESBADEN**

# Der Außenhandel Ostmitteleuropas 1450—1650

herausgegeben von  
Ingomar Bog

Die ostmitteleuropäischen Volkswirtschaften in ihren Beziehungen zu Mitteleuropa. 1971. XVI, 627 Seiten, 20 Schaubilder, zahlreiche Tabellen und Darstellungen. Leinen DM 88,—

Inhalt: Miroslav Hroch, Die Rolle des zentraleuropäischen Handels im Ausgleich der Handelsbilanz zwischen Ost- und Westeuropa 1550—1650 — Antoni Maczak, Der polnische Getreideexport und das Problem der Handelsbilanz (1557—1647) — Maria Bogucka, Die Bedeutung des Ostseehandels für die Außenhandelsbilanz Polens in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts — Erik Fügedi, Der Außenhandel Ungarns am Anfang des 16. Jahrhunderts — Gyöző Ember, Ungarns Außenhandel mit dem Westen um die Mitte des XVI. Jahrhunderts — Marian Grycz, Die Rolle der Stadt Poznan im Innen- und Außenhandel bis Ende des XVII. Jahrhunderts — Marian Wolański, Schlesiens Stellung im Osthandel vom 15. bis zum 17. Jahrhundert — Adelheid Simsch, Die Handelsbeziehungen zwischen Posen und Nürnberg im 15. und 16. Jahrhundert — Franz Lerner, Die Reichsstadt Frankfurt und ihre Messen im Verhältnis zu Ost- und Südeuropa im Zeitraum von 1480 bis 1630 — Hans Schenk, Die Beziehungen zwischen Nürnberg und Prag von 1450—1500 — Josef Simék, Die Zusammenhänge zwischen Währung und Handel im Böhmen des 16. Jahrhunderts — Henryk Samsonowicz, Les foires en Pologne au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle sur la toile de fond de la situation économique en Europe — Andrzej Wyczański, La base intérieure de l'exportation polonaise des céréales dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle — Benedykt Zientara, Eisenproduktion und Eisenhandel in Polen im 16. und 17. Jahrhundert — Franz Fischer, Die Sensenausfuhr aus Österreich nach dem Norden und Osten 1450—1650 — Othmar Pickl, Der Handel Wiens und Wiener Neustadts mit Böhmen, Mähren, Schlesien und Ungarn in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts (Mit einem Exkurs über den Ochsenhandel von Ungarn nach Venedig im letzten Viertel des 16. Jahrhunderts) — András Kubinyi, Die Städte Ofen und Pest und der Fernhandel am Ende des 15. und am Anfang des 16. Jahrhunderts — Ivan Erceg, Dubrovnik als Vermittler im Groß- und Fernhandel zwischen dem Osten und dem Westen im 15. und 16. Jahrhundert — István N. Kiss, Die Rolle der Magnaten-Gutswirtschaft im Großhandel Ungarns im 17. Jahrhundert — László Makkai, Der ungarische Viehhandel 1550—1650 — Pavel Horváth, Die Viehausfuhr aus der Südwest-Slowakei in die europäischen, österreichischen und böhmischen Länder während des fünfzehnjährigen Krieges — Miloslav Bělohávek, Die Rolle Pilsens im Transithandel des 16. Jahrhunderts — Oszkar Paulinyi, Eigentum und Gesellschaft in den niederungarischen Bergstädten. Ein Beitrag zur Problematik der deutschen Kolonisationsstadt in Ungarn — Josef Vozár, Die sozialen Folgen des Bergbaues für die Bevölkerung des mittelslowakischen Bergreviers im XVI. Jahrhundert — Peter Ratkoš, Das Kupferwesen in der Slowakei vor der Entstehung der Thurzo-Fuggerschen Handelsgesellschaft — Josef Vlachovič, Produktion und Handel mit ungarischem Kupfer im 16. und im ersten Viertel des 17. Jahrhunderts.

**Böhlau Verlag Köln Wien**

# VON DEN BALTISCHEN PROVINZEN ZU DEN BALTISCHEN STAATEN

Beiträge zur Entstehungsgeschichte der Republiken  
Estland und Lettland 1917-1918

Herausgegeben im Auftrage der  
Baltischen Historischen Kommission  
von Jürgen von Hehn, Hans von Rimscha, Hellmuth Weiss

VIII, 344 Seiten. Kartoniert DM 65, -

Dieses eine Anzahl von Einzelbeiträgen aus der Feder besonders qualifizierter Fachkenner umfassende Sammelwerk macht den Versuch, der interessierten Öffentlichkeit den heutigen Stand der internationalen Forschung über die Vorgänge, die zu der Loslösung der baltischen Provinzen von Rußland und der Entstehung der Staaten Estland und Lettland führten, vorzulegen.  
(Aus dem Vorwort.)

## Inhalt:

Uldis Ģermanis: Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbestrebungen der Letten

Reinhard Wittram: Die baltische Frage als Problem der russischen Provisorischen Regierung

Arved Freiherr von Taube: Die baltisch-deutsche Führungsschicht und die Loslösung Livlands und Estlands von Rußland 1916—1918

Karl-Heinz Janßen: Die baltische Okkupationspolitik des Deutschen Reiches

Edgars Andersons: Die baltische Frage und die internationale Politik der Alliierten und assoziierten Mächte bis zum November 1918

Evald Uustalu: Die Staatsgründung Estlands

Brūno Kalniņš: Die Staatsgründung Lettlands

Edgars Dundorfs: Bevölkerungs- und Wirtschaftsprobleme bei der Staatsgründung Lettlands

# Das Hamburger Pfundzollbuch

von 1418

von

Rolf Sprandel

(Quellen und Darstellungen zur Hansischen Geschichte.  
Neue Folge. Band XVIII). 1972. VI, 94 Seiten. Broschiert.  
DM 24,—. ISBN 3 412 964727

Die Pfundzollbücher sind unsere wichtigste Quelle für den Außenhandel der Hansestädte im Mittelalter. Sie wurden seit 1368 mit Unterbrechung in den Städten geführt, sind aber nur in Resten überliefert, die erst zum Teil ediert oder durch genaue Analyse der Wissenschaft bekanntgemacht wurden. Im Hamburger Staatsarchiv gibt es noch einige Pfundzollbücher des 15. Jahrhunderts, von denen hier das erste ediert und interpretiert wird. Die Interpretation ist schwierig, da das Zollerhebungssystem von Ort zu Ort und Jahr zu Jahr geschwankt hat und nicht ganz durchsichtig ist. Immerhin lassen sich erhebliche Einsichten in das Wachstum und die Veränderung der Hamburger Wirtschaft und damit des Hansischen Handels in der Nordsee gewinnen.

**Böhlau Verlag Köln Wien**

# ARCHIV FÜR KULTURGESCHICHTE (AKG)

Begründet von Georg Steinhausen

Fortgeführt von Walter Goetz und Herbert Grundmann

Herausgegeben von Fritz Wagner

Schriftleitung Günter Johannes Henz

---

*Bd. 54 (1972), 404 Seiten, DM 52,—*

ALFRED STÜCKELBERGER, Lucretius reviviscens. Von der antiken zur neuzeitlichen Atomphysik

HAGEN KELLER, Ekkeberts Vita Haimeradi

HANS LIEBESCHÜTZ, Meister Eckhart und Moses Maimonides

PETER BERGLAR, Die kirchliche und politische Bedeutung des Pontifikats Hadrians VI.

HANS TÜMMLER, Der Minister Goethe und die Hochschulreform

WOLFF A. VON SCHMIDT, Heine und Marx

KLAUS OETTINGER, Vergegenwärtigung und Konstruktion. Bemerkungen über Möglichkeiten historischer Darstellung

OLGA KVĚTOŇOVÁ, Romantische Handschriftenfälschungen

HANS KLOFT, Marginalien zur „Apocolocyntosis“ und zum Prinzipat des Nero

JOHN HENNIG, Deutsche Ortsnamen in der martyrologischen Tradition Irlands

JÜRGEN MIETHKE, Zur Herkunft Hugos von St. Viktor

FRANZ FLASKAMP, Bernhard Witte. Ein westfälischer Geschichtsschreiber im Spätmittelalter

GÜNTER JOHANNES HENZ, Zu Leopold von Rankes Briefwechsel. Forschungsbericht und Nachlese

ALEXANDER DEMANDT, Politische Aspekte im Alexanderbild der Neuzeit. Ein Beitrag zur historischen Methodenkritik

KARL HOLL, Die „Vereinigung Gleichgesinnter“. Ein Berliner Kreis pazifistischer Intellektueller im Ersten Weltkrieg

OSWALD GSCHLIESSER, Das wissenschaftliche Œuvre des ehemaligen Kaiser Wilhelm II.

KULTURGESCHICHTLICHE UMSCHAU. Besprechungen — Eingesandte Bücher — Mitteilungen (Arbeitsgemeinschaft außeruniversitärer historischer Forschungseinrichtungen in der Bundesrepublik Deutschland. Gründungsverlautbarung)

---

BÖHLAU VERLAG KÖLN WIEN